

bmo.com/revueannuelle2000



Groupe de sociétés de la Banque de Montréal

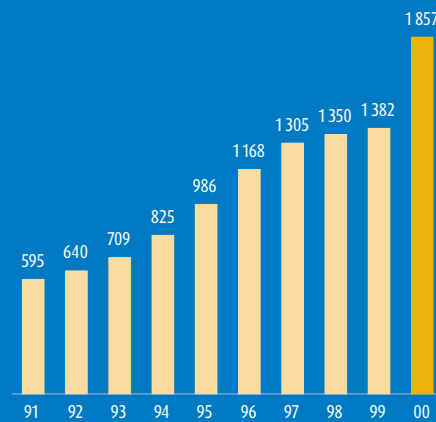
Fondée en 1817, la Banque de Montréal est la première banque canadienne et l'une des plus importantes institutions financières en Amérique du Nord. Elle offre à ses clients un large éventail de services financiers à l'échelle du Canada de même qu'aux États-Unis, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de sa filiale à Chicago, la Harris Bank.

Comptant un actif moyen de 235 milliards de dollars et plus de 33 000 employés, la Banque concentre ses activités diversifiées dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine, des services bancaires aux grandes entreprises et des services d'investissement.

Résultats financiers : dix années consécutives de...

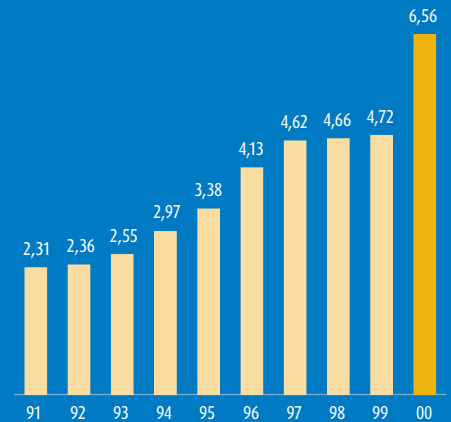
Croissance du revenu net

Revenu net
(en millions de dollars)

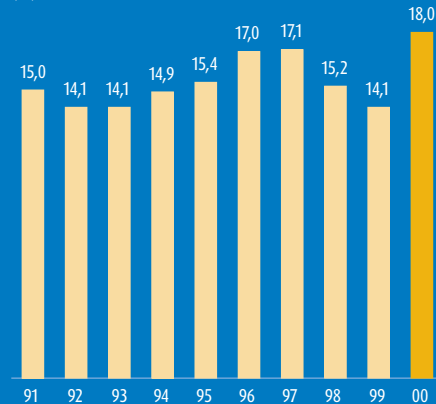


Croissance du BPA

Bénéfice dilué par action
(en dollars)

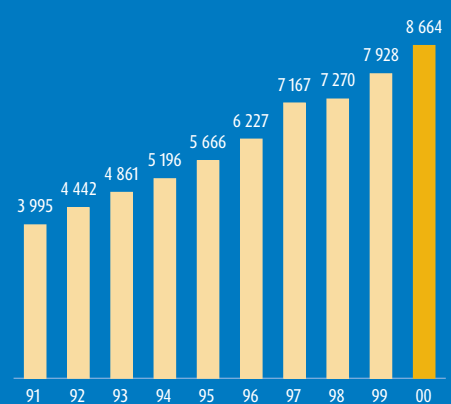


RAA supérieur à 14 %
Rendement de l'avoir des
actionnaires ordinaires
(%)



Croissance des revenus

Revenus (BIC*)
(en millions de dollars)



* Base d'imposition comparable

Le Groupe de sociétés de la Banque de Montréal en bref

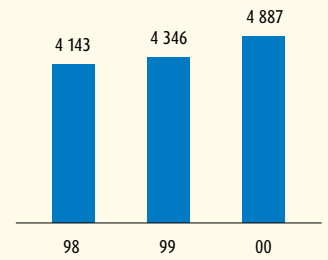
Groupe Particuliers et entreprises



La mission du groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) est d'offrir des services intégrés, transparents et de qualité supérieure à ses quelque sept millions de clients, particuliers et entreprises, au Canada et aux États-Unis. Actuellement, le groupe PE offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de 16 000 prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de la Banque de Montréal et de la Harris Bank^{MD2}, ainsi que par l'entremise des sites Internet bmo.com et harrisbank.com, de BMO mbanx^{MD} Direct et d'un réseau de 1987 guichets automatiques.

Croissance du volume

Total des revenus
(en millions de dollars)

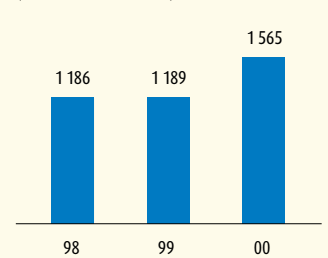


Groupe Gestion privée



L'actif sous gestion et sous administration et les placements à terme du groupe Gestion privée (groupe GP) totalisent 234 milliards de dollars. Ce groupe, qui compte plus de 4 700 employés, rassemble tous les services de gestion de patrimoine du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal. Opérant sous les marques Gestion privée au Canada et The Harris^{MD1} aux États-Unis, le groupe GP offre aux investisseurs nord-américains les outils dont ils ont besoin pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire croître. Le groupe GP offre à ses clients une vaste gamme de produits et de services, notamment des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement en direct et des services de placement de type classique, des services de gestion privée et, enfin, des services de gestion d'actifs institutionnels.

Revenus tirés de l'exploitation normale
(en millions de dollars)



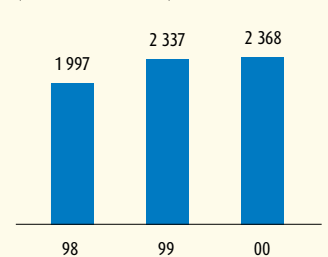
À l'exclusion du mois de revenus supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999

Groupe Services d'investissement



Sous les marques BMO Nesbitt Burns^{MD3} et Harris Nesbitt, le groupe Services d'investissement (groupe SI) offre à ses clients des secteurs des grandes entreprises, des administrations publiques et des institutions des services financiers complets, notamment en matière de mobilisation de fonds, d'investissement et d'exploitation. Appuyé par un service de recherche de premier ordre, BMO Nesbitt Burns est un chef de file en matière de conseils en fusions et acquisitions, de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, d'opérations sur titres de participation institutionnels, de titrisation et de financement à l'exportation.

Revenus tirés de l'exploitation normale
(en millions de dollars)



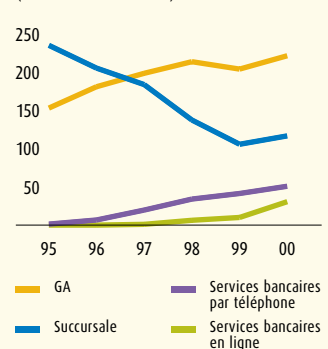
À l'exclusion du mois de revenus supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999

Initiatives stratégiques



Le Groupe de sociétés de la Banque de Montréal a formé des alliances stratégiques avec un certain nombre de partenaires chefs de file en matière de technologie à l'échelle de l'Amérique du Nord. L'objectif de ces coentreprises consiste à offrir aux clients existants un service de meilleure qualité, plus rapide et économique, ainsi qu'à générer des sources de revenu supplémentaires en atteignant de nouveaux clients et marchés.

Transactions bancaires
(en millions de dollars)



Initiatives de 2000

Orientation pour 2001

- **Expansion** de notre clientèle au Canada en prolongeant les heures d'ouverture des succursales, en accroissant le nombre d'employés compétents en contact avec le public et en mettant l'accent sur l'importance d'un service à la clientèle de qualité supérieure.
- **Introduction** d'un certain nombre de produits novateurs destinés aux clients canadiens, notamment des prêts hypothécaires à taux variable inférieur au taux préférentiel, une carte de débit assortie de récompenses à l'utilisation, ainsi qu'un service de financement automobile en ligne.
- **Introduction** au Canada d'un service en direct dédié assuré par des spécialistes des services aux entreprises qui veillent à répondre aux besoins des entreprises clientes en matière de prêts, de gestion de trésorerie et de services.
- **Mise en œuvre** d'une stratégie de vente dynamique au sein du réseau de banques locales de la région de Chicago, qui s'est traduite par une augmentation de 15 % du volume des prêts à la consommation de la Harris Bank ainsi que par une croissance rapide du volume des prêts aux petites entreprises et hypothécaires. La base de provisionnement constituée des dépôts de particuliers de la région de Chicago totalise dorénavant plus de 10 milliards de dollars américains.
- **Rassemblement** de toutes les activités sous les marques BMO au Canada et The Harris aux États-Unis.
- **Acquisition** de deux firmes de courtage en direct américaines : Burke, Christensen & Lewis Securities, société de Chicago, et Freeman Welwood, société de Seattle, ce qui porte à 420 000 le nombre de comptes du programme d'investissement en direct nord-américain de la Banque.
- **Expansion** du réseau de distribution physique par des acquisitions ciblées dans les centres urbains les plus opulents et affichant la plus forte croissance aux États-Unis.
- **Lancement** du premier programme de services de placement traditionnels en ligne au Canada, Courtage intégral en ligne BMO Nesbitt Burns^{MC}, qui offre aux investisseurs les services d'investissement et de recherche sur Internet les plus complets sur le marché.
- **Lancement** de BMO Banque privée Harris^{MC}, constituant le premier groupe de gestion bancaire privée nord-américain entièrement intégré.
- **Affectation** dans les succursales de la Banque de Montréal de 450 nouveaux spécialistes en placement pour conseiller les clients en matière de gestion de patrimoine.
- **Possibilité** pour les clients d'acquiescer des fonds d'investissement de tiers dans les succursales de la Banque de Montréal.
- **Intégration** des activités de prêt aux grandes entreprises de la Harris Bank et des services bancaires d'investissement de Chicago de Nesbitt Burns pour former Harris Nesbitt, ce qui permet d'offrir une gamme de services plus complète aux moyennes entreprises du Midwest américain.
- **Engagement** de taille dans le secteur des médias et télécommunications par l'ajout d'une équipe de spécialistes en placement et en opérations de banques d'affaires basée à New York et création du Fonds Halyard Capital BMO Nesbitt Burns, doté de 450 millions de dollars américains, pour investir dans ce secteur.
- **Mise en œuvre** d'une stratégie d'expansion de nos capacités dans le secteur de l'énergie et embauche d'un nouveau responsable pour ce secteur aux États-Unis, posté à Houston.
- **Diminution** de l'actif pondéré en fonction des risques, qui est passé de 83,6 milliards de dollars à 72,4 milliards de dollars.
- **Augmentation** de 5,9 milliards de dollars du portefeuille de crédits sous gestion pour le compte de tiers investisseurs, ce qui le porte à 11,4 milliards de dollars.
- **Partenariat** avec 724 Solutions Inc. pour le lancement au Canada du service Veev^{MC}, donnant accès, pour la première fois en Amérique du Nord, à des services bancaires, d'investissement et d'information sans fil.
- **Partenariat** avec 724 Solutions Inc. et Sprint PCS pour le lancement du service Harris Wireless^{MC}, donnant accès, pour la première fois aux États-Unis, à des services bancaires et d'investissement sans fil au moyen d'un téléphone cellulaire numérique.
- **Financement** par actions supplémentaire auprès d'investisseurs tels que J.P. Morgan pour Competix.com^{MC}, coentreprise fondée par la Banque de Montréal et la société American Management Systems en vue de commercialiser notre système d'octroi de crédit automatisé de pointe destiné aux petites et aux moyennes banques américaines.
- **Croissance** continue de la clientèle et accroissement de la portée du service EPOSTE^{MC}, le premier bureau de poste électronique et service de facturation électronique au monde conçu par Cebra Inc.^{MC}, notre filiale de commerce électronique, et la Société canadienne des postes.
- **Annnonce** d'un partenariat formé avec la Banque Royale afin d'offrir, à l'échelle de l'Amérique du Nord, un service à guichet unique de traitement de transactions de paiement par carte de crédit, carte de débit et carte à valeur stockée aux commerçants exerçant leurs activités au détail ou en ligne.
- **Poursuite** de la mise en œuvre d'une approche intégrée de la prestation des services bancaires en succursale et par voie électronique, afin que tous nos employés travaillent de concert pour simplifier la vie de nos clients en ce qui concerne la gestion de leurs finances.
- **Poursuite** de la mise en œuvre d'une approche stratégique intégrée en matière de développement et de marketing des produits et services bancaires destinés aux particuliers.
- **Personnalisation** accrue du service aux petites entreprises et, parallèlement, ciblage dynamique de ce marché, qui présente un potentiel élevé de croissance mais est moins bien desservi.
- **Mise à profit** de notre position de chef de file sur le marché important et relativement peu desservi des services aux entreprises (sociétés ayant un chiffre d'affaires annuel entre 100 et 300 millions de dollars).
- **Croissance** de l'actif doublée du maintien de normes élevées de qualité de l'actif, grâce à l'exploitation constante de la technologie, à des techniques de pointe en matière de gestion du risque et à une discipline interne rigoureuse.
- **Prestation** de conseils, produits et services de gestion de patrimoine dans les succursales de la Banque de Montréal en augmentant le nombre d'experts en placement, afin d'accroître le volume de nos activités au Canada.
- **Élargissement** de la gamme de produits et services mise à la disposition des investisseurs américains, en vue d'accroître de façon dynamique le volume de nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis.
- **Àchévement** de l'intégration de toutes les entreprises américaines acquises sous la marque The Harris.
- **Mise à profit** de l'expertise déjà bien établie de la Harris Bank en matière de gestion de placements et de services fiduciaires et successoraux par l'intermédiaire de la nouvelle marque, The Harris, pour étendre nos activités de gestion de patrimoine à l'échelle de l'Amérique du Nord.
- **Augmentation** de 6,9 milliards de dollars du portefeuille de crédits sous gestion pour le porter à 18,3 milliards de dollars.
- **Diminution** supplémentaire de l'actif pondéré en fonction des risques.
- **Accroissement** de la rentabilité des activités liées aux marchés obligataires et à la trésorerie.
- **Poursuite** de l'expansion dans le marché rentable des moyennes entreprises du Midwest américain et dans les secteurs spécialisés connexes tels que les entreprises agricoles et les prêts sur actif.
- **Renforcement** de la présence dans les secteurs des médias et télécommunications, et de l'énergie.
- **Mise à profit** de notre position de chef de file au Canada dans tous les secteurs d'activité.
- **Poursuite** de l'optimisation du potentiel des alliances stratégiques actuelles afin de réaliser davantage d'économies d'échelle.
- **Exploration** des possibilités de nouvelles alliances, chaque nouvelle coentreprise devant absolument faire appel à nos capacités de base, nous fournir un point d'entrée nous permettant de devenir un acteur dominant sur un nouveau marché national et offrir un potentiel intéressant en matière de retombées.

Depuis la fondation de la Banque de Montréal en 1817, nous avons compris que notre succès repose sur celui de nos clients. Notre force et notre prospérité sont directement liées à notre capacité à aider nos clients à planifier leur avenir financier et à réaliser leurs rêves.

Aujourd'hui encore, cette volonté passionnée de bien servir nos clients continue de nous animer. Notre objectif consiste à «bien faire les choses» pour nos clients. Plus particulièrement, nous souhaitons leur faciliter la vie en simplifiant leurs finances — en répondant mieux que tous nos concurrents à leurs besoins au chapitre de la qualité, de la rapidité et du choix.

Pour nous aider à atteindre notre objectif, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance dynamique. Il s'agit d'un cadre novateur et complet, qui met à profit nos atouts en matière de ressources intellectuelles et d'innovation technologique tout en exploitant des idées audacieuses, des alliances synergiques et des occasions nouvelles.

Cette stratégie place nos clients au cœur de nos activités — là où ils doivent être.

Rétrospective de l'année

C'est parce qu'elle sait «bien faire les choses» pour ses clients et qu'elle s'est dotée d'une stratégie de croissance dynamique que la Banque de Montréal a pu réaliser ses objectifs.

Croissance du revenu net de

34,4 %

de 1 382 millions de dollars en 1999
à 1 857 millions en 2000

L'objectif fondamental du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal est d'accroître la valeur de l'avoir de ses actionnaires. En 2000, nous avons, incontestablement, atteint cet but.

Notre revenu net pour cet exercice se chiffre à 1 857 millions de dollars, soit une progression de 475 millions, ou de 34,4 %, comparativement à 1999. Le rendement de l'avoir de nos actionnaires s'établit à 18 %, alors qu'il était de 14,1 % l'année précédente. Et notre bénéfice dilué par action s'est accru de 39 %, passant de 4,72 \$ en 1999 à 6,56 \$ en 2000.

Nous avons réalisé deux de nos principaux objectifs financiers. Pour l'exercice 2000, nous voulions accroître notre bénéfice par action d'au moins 10 % par rapport au niveau rajusté de 1999, qui était de 5,14 \$, et hausser le rendement de l'avoir de nos actionnaires, qui s'établissait à 15,4 % l'an dernier, de 1,0 à 1,5 point de pourcentage. Dans les faits, le bénéfice par action a augmenté de 27,6 %, pour atteindre 6,56 \$, et le rendement de l'avoir des actionnaires a progressé de 2,6 points de pourcentage, atteignant 18 %.

Notre réussite se répète d'année en année. En effet, cela fait maintenant onze années consécutives que le revenu net de la Banque augmente. Au cours de cette période, le rendement de l'avoir des actionnaires n'a jamais été inférieur à 14 %.

De tels progrès, nous en sommes convaincus, confirment la justesse de notre stratégie de croissance dynamique, une stratégie qui repose sur l'inébranlable résolution de «bien faire les choses» pour nos clients.

En 2000, nous avons continué à viser l'accroissement des volumes d'affaires dans les secteurs des services bancaires aux particuliers, des services bancaires aux petites et moyennes entreprises et des services de gestion de patrimoine. Les efforts ainsi déployés se sont traduits par une forte progression de notre revenu net. Nos résultats sont également le fruit de notre engagement à mettre l'accent sur les secteurs d'activité à fort potentiel de croissance, tout en nous retirant de ceux dont le potentiel est plus faible, à maintenir une bonne qualité de crédit et à gérer nos frais avec rigueur.

Pour notre entreprise et pour nos actionnaires, le succès récolté en 2000 constitue une excellente nouvelle. Il est le signe d'un présent prospère et, nous le croyons fermement, d'un avenir encore plus prometteur et enrichissant.

Rendement de l'avoir des actionnaires de

18 %

alors qu'il était de 14,1 % en 1999

Accroissement du bénéfice dilué par action de

39 %

de 4,72 \$ en 1999 à 6,56 \$ en 2000

L'avenir se prépare aujourd'hui

Peu importe que l'on considère l'an 2000 comme la dernière année du XX^e siècle ou comme la première du XXI^e siècle, ce fut sans conteste pour la Banque de Montréal une époque de changements importants et de réalisations sans précédent.

Notre premier trimestre de l'année s'est révélé le meilleur de toute notre histoire, suivi d'un deuxième encore plus performant. Nos résultats de fin d'exercice ont été parmi les plus élevés que nous ayons jamais enregistrés, et pas uniquement parce que, pour la onzième année d'affilée, notre bénéfice a atteint un niveau record. Notre réalisation la plus importante a plutôt été de mener à bien l'étape suivante de notre stratégie de croissance visant à nous hisser dans le quart supérieur des sociétés nord-américaines de notre catégorie.



*Le président du conseil
et chef de la direction,
Tony Comper*

Le contexte

Pour relater les débuts de notre initiative, il faut remonter à avril 1999, moment où, peu après ma nomination à la tête de la direction, j'annonçais le lancement de la première phase du remaniement de la Banque de Montréal en trois groupes orientés clients afin de soutenir notre stratégie de croissance. Cette étape initiale comportait également une restructuration stratégique de l'organisation et du leadership au sein des groupes Gestion privée et Services d'investissement.

Première confirmation de l'efficacité de la stratégie

Grâce à l'effervescence des marchés financiers, qui a permis aux banques canadiennes de dépasser toutes les attentes au premier semestre 2000, les groupes Gestion privée et Services d'investissement ont grandement contribué au succès de la Banque de Montréal. En effet, les activités de gestion de patrimoine du groupe Gestion privée, par exemple, ont fait progresser les revenus de 25,7 % durant l'exercice, le revenu net s'accroissant de 48 %.

Non seulement l'équipe de la gestion de patrimoine a-t-elle atteint de tels résultats, mais elle nous a donné un exemple éloquent de la mise en œuvre efficace d'une stratégie de croissance. De fait, en janvier, BMO Nesbitt Burns lançait le premier service de courtage intégral en ligne, et en août, nous offrions la première fonction de négociation de placements à revenu fixe en ligne au Canada. De plus, nous disposons maintenant d'une nouvelle équipe de vente de services de placement composée de plus de 400 spécialistes, répartis dans notre réseau de succursales bancaires au Canada.

Suivre la clientèle

Le dynamisme avec lequel nous avons poursuivi nos activités de gestion de patrimoine nous a fait traverser la frontière. En 2000, nous avons consacré 250 millions de dollars à des acquisitions aux États-Unis afin d'augmenter considérablement notre présence sur ce marché à forte croissance et à rendement élevé.

À la fin de l'exercice, outre notre solide présence dans des régions reconnues de longue date pour leur prospérité, comme le Midwest et les États du sud et de l'ouest des États-Unis, nous possédions des établissements dans 22 des villes américaines les plus prospères, où l'on ne compte plus les fortunes issues de la nouvelle économie. Et surtout, dans le cadre de nos plans à long terme, nous avons mis en place la structure nécessaire à une vigoureuse expansion aux États-Unis.

Réaffectation de nos ressources

Au cours de l'année 2000, les Services d'investissement sont devenus le pivot de la mise en œuvre d'un élément clé de notre stratégie de croissance : le retrait du capital et de l'actif engagés dans des secteurs à faible rendement pour les réinvestir dans des secteurs à rendement supérieur. Nous avons réduit notre actif pondéré en fonction des risques de 11,2 milliards de dollars, principalement à l'égard de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Parallèlement, nous avons accru les ressources consacrées à la prestation de services rémunérés dans les secteurs où nous occupons déjà une position dominante — notamment la gestion de trésorerie et de portefeuilles de crédits en Amérique du Nord, et la titrisation d'éléments d'actif au Canada.

Notre volonté de conserver et d'entretenir uniquement des relations à potentiel de croissance élevé à l'échelle de la Banque s'est traduite également par la cession d'un certain nombre d'activités et de succursales à faible rendement, ce qui nous a permis de réaliser des gains de 114 millions de dollars. En outre, nous avons réussi à réduire nos frais de 403 millions de dollars sans diminuer nos investissements dans les secteurs des ventes et du service, qui alimentent notre croissance. Cette réduction nous a permis d'alléger nos frais globaux de 263 millions de dollars en 2000.

Amorce de la prochaine étape

Même si notre stratégie de croissance en 2000 s'est révélée efficace et que nous savons être sur la bonne voie, il ne s'agit là que de la fin du commencement. De fait, le 24 octobre dernier, j'ai annoncé l'amorce de la prochaine étape de notre stratégie de croissance, dont l'objectif est d'*accélérer* notre virage vers des activités offrant un potentiel de croissance et de rendement plus élevé.

Au cours de cette prochaine étape, nous nous concentrerons davantage sur les marchés que nous considérons comme prioritaires — c'est-à-dire ceux où nous avons fait nos preuves, ceux qui sont en plein essor, nouveaux ou moins bien desservis, et ceux dont le ratio cours-bénéfice est particulièrement intéressant. Parmi ces segments prioritaires, auxquels nous consacrons actuellement une grande part de nos ressources, on compte les entreprises (secteur de la PME), les particuliers (gestion de patrimoine et prêts à la consommation), ainsi que les affaires électroniques (tous les segments de clientèle).

Déploiement de la deuxième phase

Pour mettre en œuvre la prochaine étape de notre stratégie de croissance, nous avons amorcé la deuxième phase de l'initiative de remaniement organisationnel entreprise en 1999, cette fois en mettant l'accent directement sur le groupe Particuliers et entreprises, secteur où nous exerçons, et de loin, la majorité de nos activités, et sur Emfisys^{MC}, groupe responsable de la technologie et des opérations.

Tout comme dans le cas des groupes Gestion privée et Services d'investissement, le processus de restructuration est issu de notre désir initial de répondre aux besoins de nos *clients* — principalement en simplifiant la gestion de leurs finances — de façon plus efficace, plus rapide et plus exhaustive que tous nos concurrents.

La nouvelle division Services aux particuliers et aux entreprises est responsable de toutes les activités touchant les services bancaires offerts en succursale et par voie électronique au Canada, en plus de jouer un rôle de conseil auprès de ses homologues de la Harris Bank, notre filiale américaine qui constitue un atout stratégique clé. Bien que cette approche intégrée (une première dans le secteur bancaire canadien, d'ailleurs) soit d'abord et avant tout axée sur le client, nous savons qu'elle nous permettra d'accélérer la production de revenus tout en réalisant des économies.

La nouvelle division Produits financiers personnels prend en charge toutes les activités relatives au développement et à la mise en marché des produits destinés aux particuliers. Ce regroupement, en plus des nombreux avantages qu'il présente pour nos clients, nous permet de mettre à profit l'une de nos principales forces — le taux de pénétration le plus élevé parmi les institutions financières au Canada — en augmentant considérablement notre revenu par ménage.

Quant à la nouvelle direction Marché de la PME, elle est chargée des produits et services aux petites et moyennes entreprises. Exploitant ce qui constitue depuis longtemps l'un de nos atouts majeurs — la Banque de

Si l'équipe de rédaction du réputé magazine *Global Finance* ne se trompe pas, nous atteindrons notre objectif. Dans le numéro d'octobre dernier, la Banque de Montréal a été choisie «meilleure banque du Canada».

Montréal se classe au deuxième rang en matière de prêts aux PME au Canada —, la direction Marché de la PME accroît sensiblement notre capacité d'offrir des services plus personnalisés à notre clientèle de choix. Elle améliore également notre capacité de tirer le meilleur parti possible de nos relations de crédit en nous offrant la possibilité de proposer à nos clients d'autres produits et services novateurs non liés au crédit.

Enfin, la nouvelle direction Moyennes entreprises a été établie pour desservir les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 100 et 300 millions de dollars, autre segment de marché prioritaire où nous mettons à profit notre position de chef de file. En fait, depuis que nous avons commencé à cibler le marché des entreprises canadiennes de cette taille, voilà un peu plus de trois ans, les crédits autorisés ont grimpé de 74 %, hissant la Banque de Montréal en tête de peloton dans ce segment moins bien desservi au Canada.

L'accent sur Emfisys

Au cours de la dernière semaine de l'exercice 2000, nous avons annoncé une autre initiative cruciale. Emfisys, notre groupe chargé des technologies et des opérations, assumera désormais la responsabilité des initiatives du domaine des affaires électroniques qui sont susceptibles de viser plusieurs segments de clientèle. Cela signifie que la plupart de nos affaires électroniques sont regroupées dans une nouvelle entité, appelée Emfisys et Affaires électroniques.

Depuis plusieurs décennies, la Banque de Montréal maintient une tradition d'innovation technologique; elle a notamment été la première banque d'Amérique du Nord à offrir des services de transactions bancaires et de courtage sans fil. Notre stratégie de remaniement s'inscrit dans la poursuite de cette tradition. Grâce à une vision globale de tous nos investissements technologiques, nous maximiserons le potentiel offert par notre position de tête dans le domaine des affaires électroniques, et nous consacrerons davantage de ressources afin d'accélérer le développement de nouvelles initiatives dans ce domaine.

Bien faire les choses

Quelles qu'aient été nos réalisations en 2000, et quelles que soient les initiatives que nous lancerons, nous nous efforçons continuellement de *bien faire les choses*, tant pour notre clientèle qu'entre nous.

Lorsque j'affirme que c'est là la *clé* de notre succès — particulièrement en ce qui concerne la maximisation de l'avoir des actionnaires —, j'ai le sentiment d'énoncer une évidence. Plus notre intérêt est vif, notre engagement sincère et notre travail enrichissant, plus nous sommes en mesure de gagner la confiance et l'estime de nos clients, qui nous récompenseront en nous confiant davantage leurs affaires et en nous amenant de nouveaux clients.

Ainsi, à la Banque de Montréal, bien faire les choses pour nos clients, entre nous et dans les nombreuses collectivités que nous desservons n'est pas simplement une idée. C'est la pierre angulaire de notre stratégie.

Ma banque est la meilleure

Je ne peux terminer ma revue de l'exercice 2000, qu'on le considère comme le dernier du XX^e siècle ou le premier du XXI^e siècle, sans vous glisser un mot de la façon dont nous renouvelons le thème «Ma banque» — une banque qui, entre autres choses importantes, comprendra si bien les besoins des clients qu'elle y répondra avant même que ceux-ci ne les aient formulés.

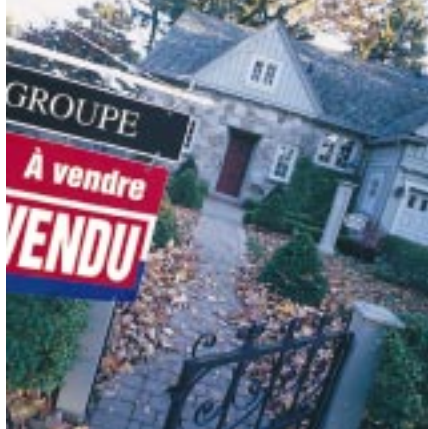
J'espère avoir réussi à vous montrer que toutes les initiatives prises en 2000 l'ont été dans cet esprit. Plus nous progressons vers l'idéal de «Ma banque» — l'institution que la Banque était voilà quelques décennies, lorsque j'ai commencé à y travailler —, plus nous nous rapprochons de notre objectif de devenir non pas l'une des meilleures institutions financières d'Amérique du Nord, mais *la* meilleure institution financière en Amérique du Nord.

Si l'équipe de rédaction du réputé magazine *Global Finance* ne se trompe pas (et je n'ai assurément aucune raison de le croire), nous atteindrons notre objectif. Dans le numéro d'octobre dernier, la Banque de Montréal a été choisie «meilleure banque du Canada». Et, je ne peux m'empêcher de le souligner, la Banque de Montréal ne cesse de s'améliorer.

Le président du conseil
et chef de la direction,

Tony Comper (signé)

Mettant à profit l'expertise de la Harris Bank, nos spécialistes des services aux moyennes entreprises ont offert des prêts sur actif à nos entreprises clientes canadiennes. Le marché du financement sur actif, qui représente actuellement 4 milliards de dollars au Canada, pourrait selon nous atteindre 30 milliards de dollars.



Nos professionnels chevronnés des prêts hypothécaires sont en poste sept jours sur sept, 24 heures sur 24.



100 millions de dollars

Pour devenir la principale banque des PME au Canada, nous nous sommes engagés à investir 100 millions de dollars dans notre secteur des services aux entreprises. Aujourd'hui, la Banque de Montréal se classe deuxième au Canada et cinquième en Amérique du Nord en ce qui concerne le crédit aux petites entreprises.

77%

Notre participation exclusive à titre d'institution financière canadienne au programme de récompense AIR MILES^{MD4} nous donne accès à 77 % des foyers canadiens, une proportion impressionnante. L'an dernier, la promotion de notre carte de débit AIR MILES « Faites coup double^{MC} » a attiré quelque 30 000 nouveaux clients à la Banque de Montréal.

Notre croissance repose depuis toujours sur les services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Notre priorité consiste à mettre à profit notre position de chef de file. Ainsi, notre essor est stimulé par l'établissement d'alliances stratégiques et par des investissements dans des secteurs clés présentant un potentiel de croissance supérieur. Parallèlement, nous proposons une gamme étendue de produits et de services, nous restructurons notre réseau de distribution en ouvrant davantage de succursales en magasin et en faisant appel à des technologies de pointe, comme celles qu'exploite BMO mbanx Direct. L'objet de ces initiatives est d'offrir à nos clients un service intégré de qualité supérieure qui réponde à leurs besoins uniques — et favorise la loyauté et la confiance, fondements de toute relation bancaire durable.

ALLER

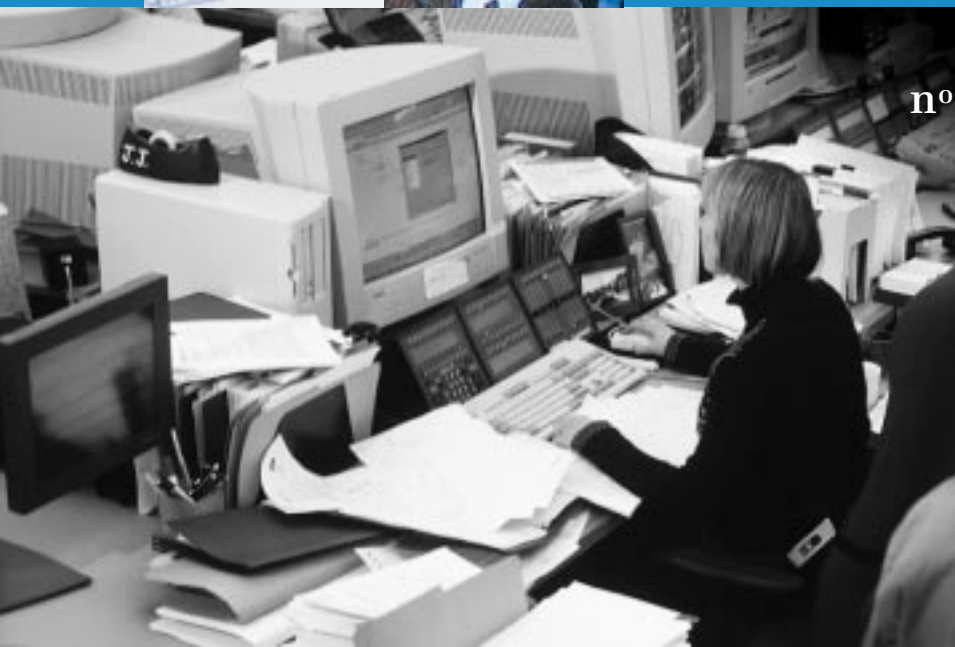
[bmo.com/francais]
[bmo.com/entreprise]
[bmo.com/hypothèque]
[bmo.com/milles_airmiles]

BMO Nesbitt Burns a agi à titre de conseiller financier de BCE Inc. pour l'acquisition de CTV, transaction d'une valeur de 2,3 milliards de dollars, ainsi que dans la négociation de l'entente de 4 milliards de dollars conclue par la suite avec The Thomson Corp., qui visait CTV, Sympatico-Lycos, *The Globe and Mail*, Globe Interactive et ROBTv.



Nous continuons de renforcer notre position de chef de file en matière de services d'investissement

grâce au maintien de notre rôle de fournisseur à grande échelle de services d'investissement de gros au Canada et à la création de la première banque spécialisée dans les services d'investissement et les services aux moyennes entreprises dans le Midwest américain, sous la marque Harris Nesbitt. Le ciblage des secteurs des médias et télécommunications et de l'énergie en Amérique du Nord vient appuyer cette stratégie régionale.



n° 1

Pour la vingtième année d'affilée, le sondage de Brendan Wood International classe l'équipe de recherche de BMO Nesbitt Burns au premier rang au Canada.

Engagement de taille dans le secteur des médias et télécommunications par l'ajout d'une équipe de spécialistes basée à New York et la création du Fonds Halyard Capital BMO Nesbitt Burns, doté de 450 millions de dollars américains, pour investir dans ce secteur.



Harris Nesbitt a mené une opération de titrisation de 70 millions de dollars américains pour l'achat des Wild du Minnesota, une équipe de la Ligue nationale de hockey.

ALLER

[bmo.com/francais]
[bmonesbittburns.com/francais]
[bmonesbittburns.com/halyard]
[bmonesbittburns.com/francais/investmentbanking]
[bmonesbittburns.com/francais/research]

Dans le cadre de notre stratégie d'accroissement de notre présence dans les marchés urbains opulents et à forte croissance des États-Unis, nous avons acquis la Village Banc of Naples de Floride l'an dernier. De plus, nous avons annoncé notre intention d'acheter la Century Bank de Scottsdale en Arizona. Nous serons donc présents dans 22 des villes américaines les plus riches.



Nos clients peuvent désormais accéder au plus large éventail de services de recherche et de placement sur Internet par l'entremise de Courtage intégral en ligne BMO Nesbitt Burns^{MC}.

Grâce à notre réputation et à notre rendement de premier ordre, ainsi qu'à l'acquisition des firmes Burke, Christensen & Lewis Securities de Chicago et Freeman Welwood de Seattle, la clientèle nord-américaine de nos services de courtage en direct Ligne d'action a augmenté de 101 % en 2000.

Hausse de **101** %



450

Nos 450 professionnels des placements en poste dans les succursales de la Banque de Montréal offrent à nos clients la vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine de la Banque de Montréal.



Nous assurons le développement rapide de nos services de gestion de patrimoine dans toute l'Amérique du Nord

en mettant à profit la synergie que nous procurent les services de conseils en placement de BMO Nesbitt Burns, chef de file en la matière, l'expérience en services intégrés de gestion bancaire privée de la Harris Bank et l'excellente plateforme de placement en direct qu'offrent BMO Ligne d'action^{MD} au Canada et Harris InvestorLine^{MC2} aux États-Unis. Notre réseau étendu de spécialistes en gestion de patrimoine, nos circuits élargis d'investissement en direct et nos produits d'avant-garde bien pensés nous permettent d'offrir à nos clients le choix et la souplesse dont ils ont besoin pour se constituer un actif, le préserver et le faire croître.



Lancée à l'échelle de l'Amérique du Nord l'an dernier, BMO Banque privée Harris offre dorénavant aux clients une approche intégrée éprouvée en matière de gestion de patrimoine, élaborée par la Harris Bank.

ALLER

[bmoinvesting.com/francais]
[bmonesbittburns.com/francais]
[bmoignedaction.com]
[bmo.com/fonds]
[harrisbank.com/privatebank]
[harrisinvestorline.com]



Le lancement de *Credit Manager*, notre système d'octroi de crédit automatisé de pointe, a contribué à augmenter les prêts aux petites entreprises de 9 % l'an dernier, tout en améliorant sensiblement la productivité de cette fonction.

1,35 million

Grâce à ses 20 succursales et à son centre d'appel bilingues, et à son site Web en espagnol, la Harris Bank est en bonne position pour accroître considérablement sa présence au sein du marché moins bien desservi que constitue la collectivité hispanophone de la grande région de Chicago, comptant 1,35 million de membres.



5^e La Harris Bank est la septième banque étrangère en importance aux États-Unis, et occupe le cinquième rang en ce qui a trait à l'actif lié aux services aux entreprises.

Les prêts à la consommation des services bancaires à la collectivité de la Harris Bank se sont accrus de 15 % comparativement à l'an dernier.



En partenariat avec 724 Solutions et Sprint PCS, la Harris Bank a été la première institution financière américaine à offrir des services bancaires sans fil au moyen de téléphones cellulaires numériques.



[harrisbank.com]
[harrisbank.com/servicios_bancarios]
[harriswireless.com]
[competix.com]

La Harris Bank met à profit de façon intense ses atouts en matière de services de gestion privée, de services bancaires à la collectivité et aux moyennes entreprises et de services d'investissement dans la grande région de Chicago, dans le Midwest et au delà. L'an 2000 — une autre année record en ce qui concerne les bénéfices et la rentabilité — traduit nos activités fondamentalement bonifiées, notre forte croissance et notre gestion soutenue des coûts. Nous entendons poursuivre sur cette lancée en développant le réseau de distribution multicircuits de la Harris Bank dans la région de Chicago et dans certains marchés à forte croissance des États-Unis (notamment l'Arizona et la Floride). Nous accordons une importance primordiale au renforcement de nos relations avec tous nos clients en offrant une gamme plus complète de produits et de services bancaires aux particuliers et aux moyennes entreprises et de services d'investissement, ainsi que des solutions de commerce électronique.

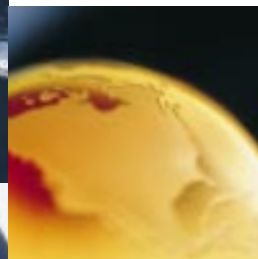
Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des solutions d'affaires électroniques pratiques et rentables, la Banque de Montréal est à l'avant-garde.

De fait, nous avons lancé la première banque virtuelle d'Amérique du Nord. Et nous avons été les premiers à offrir du crédit-bail automobile et l'approbation de prêts hypothécaires en ligne ainsi que, tout récemment, des services bancaires sans fil. Nous entendons demeurer dans le peloton de tête dans le domaine des affaires électroniques. Grâce à des alliances stratégiques avec des partenaires spécialisés en technologie de pointe, nous continuerons à saisir les occasions d'affaires électroniques qui nous permettent de mieux servir nos clients et d'assurer notre croissance.

Près du tiers des concessionnaires d'automobiles neuves du Canada ont adhéré au service CrédiLinx, élaboré par la Banque de Montréal et le groupe CIT. CrédiLinx offre un service d'approbation instantanée de crédit-bail et de prêt auto en ligne.



Un partenariat a été formé avec Australia and New Zealand Banking Group (ANZ), American Management Systems (AMS) et Barclays pour lancer un service de traitement des documents de commerce international, notamment les crédits et les encaissements documentaires.



Selon les prévisions, le marché des services financiers sans fil atteindra 40 millions d'utilisateurs d'ici 2003. Plus de 6 000 clients de la Banque de Montréal et de la Harris Bank utilisent Veev, service lancé conjointement avec 724 Solutions et Bell Mobilité^{MD5}, qui donne accès à des services bancaires et d'investissement sans fil.

40 millions

À ce jour, plus de 100 institutions financières américaines ont adhéré à *Credit Manager*, notre système d'octroi de crédit automatisé de pointe, actuellement mis en marché par *Competix.com* auprès de 8 000 banques américaines de petite et moyenne envergure.

Plus de 90 entreprises canadiennes font maintenant appel au service EPOSTE pour envoyer du courrier, y compris des factures électroniques. Selon *Bain & Company*, le service EPOSTE se classe parmi les 10 plus grandes entreprises d'affaires électroniques au Canada.



ALLER

[competix.com]
[eposte.ca]
[financialinx.com/french]
[veev.bmo.com]
[harriswireless.com]



2 millions

Conscients que d'ici 2002, deux millions de nos clients pourraient effectuer leurs transactions bancaires par voie électronique, nous mettons en place un système de distribution plus économique et mieux intégré. Dans cette optique, nous réduisons le nombre de succursales autonomes et nous ouvrons de nouvelles succursales en magasin, plus commodes et plus rentables.



En vendant à des coopératives de crédit locales 62 de nos succursales situées dans des régions rurales de l'ouest du Canada à faible taux de croissance, nous avons permis aux membres de notre personnel de trouver un nouvel emploi et aux habitants de la région d'avoir toujours accès à des services bancaires.

403 millions de dollars

En 2000, nous avons réduit nos dépenses de 263 millions de dollars, ce qui devrait nous permettre de réaliser des économies de coûts de 403 millions de dollars en 2001.



Une attention rigoureuse portée à la gestion des coûts, du capital et des risques,

tel est le fondement de notre stratégie de croissance, dont l'objectif est de diminuer l'actif pondéré en fonction des risques et de réduire les coûts, principalement dans les secteurs des services centralisés et de la distribution. Il ne s'agit toutefois pas d'un simple exercice d'élimination. Tout en nous employant à rationaliser nos processus et en nous départissant des activités de faible valeur qui immobilisent du capital, nous veillons à investir stratégiquement des fonds et des ressources dans des secteurs à potentiel élevé afin de mieux servir nos clients — et de maximiser la valeur de l'avoir de nos actionnaires.



[bmo.com/francais]

Bien faire les choses pour nos employés

Les gens sont les représentants — et les piliers — de notre organisation. Il est certes essentiel d'offrir des produits et services novateurs et concurrentiels, mais ce sont avant tout nos employés qui, grâce à l'excellence de leurs services et à la pertinence de leurs conseils financiers, ont la responsabilité de nouer et d'entretenir avec nos clients les relations solides sur lesquelles repose notre succès.

C'est l'évidence même : pour « bien faire les choses » pour nos clients — et nos actionnaires — il faut d'abord « bien faire les choses » pour nos employés. Le Groupe de sociétés de la Banque de Montréal a consacré beaucoup de temps en 2000 à faire exactement cela.

L'un de nos principaux objectifs était de favoriser un milieu de travail qui privilégie la diversité, la créativité et l'innovation.

La création d'un milieu de travail équitable et la constitution d'un effectif qui reflète la diversité des collectivités que nous desservons sont des objectifs qui nous tiennent à cœur. Ainsi, nous avons mis sur pied des programmes principalement axés sur le recrutement et la conservation à l'intention des autochtones et des personnes handicapées. De plus, d'après une étude menée par l'Association des banquiers canadiens, nous devançons tous nos concurrents en ce qui a trait à la représentation des femmes et des minorités visibles à des postes de haute direction. Nos propres données indiquent que la proportion des femmes membres de la haute direction est passée de 9,5 % en 1992, à 32,8 % en 2000; nous sommes donc sur la bonne voie en ce qui a trait à l'égalité hommes-femmes.

Nous mettons en œuvre différentes stratégies afin de nous assurer de « bien faire les choses » pour nos employés; l'une d'elles consiste à veiller à ce que nos gens possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour atteindre leurs objectifs. L'an dernier,

la Banque a investi 62 millions de dollars dans le perfectionnement de ses employés.

Grâce à un partenariat avec l'Université Dalhousie et l'Institut des banquiers canadiens, nous avons continué d'offrir à nos gestionnaires les plus prometteurs la possibilité d'obtenir un MBA en services financiers. Actuellement, 142 employés sont inscrits à quatre cours du MBA, et en 1999, 33 étudiants ont obtenu leur diplôme. La formation a également été axée sur le marketing, la vente et la gestion des risques, et il est prévu de parfaire les connaissances des employés en informatique.

Au cours de la dernière année, 1 500 gestionnaires et cadres supérieurs ont participé au *Programme de culture de leadership* offert par l'Académie de la Banque de Montréal, à Toronto. Ce programme d'une durée d'une semaine vise à accélérer le perfectionnement des gestionnaires à potentiel élevé, tant nouveaux qu'expérimentés. En 2001, nous continuerons d'insister sur l'amélioration des compétences en gestion. Nous lancerons notamment deux nouveaux programmes, dispensés par voie électronique et en salle de classe, qui viendront compléter l'apprentissage de tous les employés de la Banque, quel que soit le niveau de leur poste.

Ce genre d'initiative porte fruit. Une enquête récente menée par le Saratoga Institute Canada indique que le taux de roulement annuel moyen (départ volontaire) au sein du secteur bancaire canadien s'établit à 11 %,



soit un taux beaucoup plus élevé que le taux de roulement à la Banque de Montréal, qui est de 7 %. Par ailleurs, notre propre sondage annuel auprès des employés révèle que le degré d'engagement des employés s'est accru de 11 % en 2000.

Voilà de bonnes nouvelles qui montrent incontestablement qu'à la Banque de Montréal, nous savons « bien faire les choses » pour nos employés.

Aider nos employés à aider leur collectivité

L'an dernier, nos employés ont recueilli 3,2 millions de dollars — soit 1,2 million de plus qu'en 1999 — à l'intention de la Fontaine d'espoir, œuvre de bienfaisance nationale fondée et gérée par des employés actifs et retraités de la Banque de Montréal. Et, pour bien montrer à nos employés la valeur qu'ils ont à nos yeux et l'importance que nous accordons à leur apport à la collectivité, nous y participons à notre façon en prenant en charge les frais d'administration de l'organisme.



[bmo.com/carrieres]

Bien faire les choses dans la collectivité

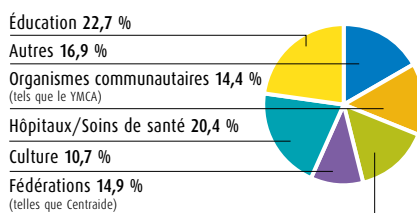
Au sein du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal, nous nous sentons privilégiés d'être le partenaire des collectivités que nous desservons. Nous savons qu'en participant activement et généreusement à la collectivité, nous contribuons à améliorer le sort de nos quartiers, de nos villes et de nos nations. Et une collectivité robuste et florissante constitue un atout pour nos clients et nos employés — et pour la Banque.

La réputation de la Banque de Montréal n'est plus à faire lorsqu'il s'agit de «bien faire les choses» au sein des collectivités où elle exerce ses activités. Au fil des ans, nous avons offert un financement important à des milliers d'organismes et d'initiatives communautaires, qu'il s'agisse d'œuvres de bienfaisance, d'universités, de projets artistiques locaux ou d'équipes de jeunes sportifs. En tant que l'une des principales entreprises donatrices au Canada, la Banque croit sincèrement avoir contribué à améliorer les choses.



En 2000, nous avons poursuivi la tradition. Tout au long de l'année, le Groupe de sociétés de la Banque de Montréal a remis des dons totalisant 19,8 millions de dollars à des œuvres de charité et à des organismes sans but lucratif. Parallèlement, nous avons offert notre soutien à nos collectivités par l'entremise d'une vaste gamme de programmes de commandite.

Emploi des fonds



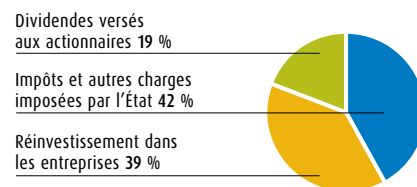
Voici quelques exemples de nos activités communautaires en 2000 :

- Au Québec, nous avons remis des dons totalisant 95 000 \$ au programme EPOC, qui offre des services de consultation et de formation à des jeunes défavorisés sur les plans économique, scolaire et social. Fondé en 1970 par la Banque de Montréal, le programme EPOC a aidé plus de 3 500 jeunes à acquérir leur autonomie et à devenir membres à part entière de la collectivité.
- Nous nous sommes engagés à remettre des dons totalisant 11,4 millions de dollars à des hôpitaux et à des organismes de bienfaisance au cours des cinq prochaines années. Nous avons notamment promis une contribution de 500 000 \$ à la construction d'un nouvel hôpital pour enfants à Calgary, dont le besoin se fait cruellement sentir. *L'Alberta Children's Hospital*, doté des technologies de pointe, devrait être opérationnel d'ici 2005.
- Jeunesse, J'écoute est un service téléphonique gratuit de consultation et de référence destiné aux jeunes Canadiens. La Banque de Montréal est le commanditaire exclusif des programmes Étudiant-Ambassadeur et Ambassadeur communautaire de Jeunesse, J'écoute. Dans diverses collectivités du Canada, les ambassadeurs de Jeunesse, J'écoute — des étudiants du secondaire et des adultes bénévoles — recueillent des fonds et participent à des activités de sensibilisation.

Bon nombre de nos employés offrent leur soutien à cet organisme en y faisant du bénévolat.

- Nous sommes toujours l'un des principaux commanditaires de Patinage Canada. Grâce à notre relation avec cet organisme directeur du patinage artistique au Canada, nous soutenons un groupe de jeunes patineurs dont l'ambition est de participer à des compétitions nationales et internationales. Par ailleurs, nous parrainons le Programme canadien de patinage, qui offre à des milliers de patineurs débutants la possibilité de s'exercer au sein de leur collectivité.
- Nous avons remis 500 000 \$ au Programme de subventions aux organismes bénévoles, initiative visant à soutenir les activités bénévoles de nos employés actifs et retraités. Le programme procure une aide financière à des initiatives locales, notamment des banques alimentaires, des refuges pour femmes et des centres d'accueil pour jeunes.

Emploi des bénéfices*



*Revenu net avant impôts, charges fiscales et écart d'acquisition

- Nous appuyons également les collectivités que nous desservons en offrant des services bancaires sans frais; l'an dernier, 425 000 jeunes et étudiants, 550 000 personnes âgées et 55 000 organismes sans but lucratif ont profité de cette initiative.

À la Banque de Montréal, «bien faire les choses» au sein de la collectivité demeure l'une de nos priorités — et une source de grande fierté!



[bmo.com/communautaire]

Conseil d'administration et haute direction

Membres du Conseil

F. Anthony Comper
Président du conseil
et chef de la direction

Stephen E. Bachand
Ponte Vedra Beach
Floride, É.-U.
Administrateur

David R. Beatty, O.B.E.
Toronto, Ontario
Président du conseil
et chef de la direction
Beatinvest Limited

Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D.
Vancouver,
Colombie-Britannique
Président du conseil
Canfor Corporation

Robert Chevrier, C.A.
Montréal, Québec
Président du conseil
et chef de la direction
Rexel Canada Inc.

John F. Fraser, O.C., LL.D.
Winnipeg, Manitoba
Président du conseil
Air Canada

David A. Galloway
Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Torstar Corporation

Eva Lee Kwok
Vancouver,
Colombie-Britannique
Présidente du conseil
et chef de la direction
Amara International
Investment Corp.

J. Blair MacAulay
Oakville, Ontario
Conseiller
Fraser Milner Casgrain
Toronto

**L'honorable
Frank McKenna, C.P.**
Cap Pelé, Nouveau-Brunswick
Conseiller
McInnes Cooper
Moncton

Robert H. McKercher, C.R.
Saskatoon, Saskatchewan
Avocat-conseil
McKercher McKercher
& Whitmore

Bruce H. Mitchell
Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Permian Industries Limited

Philip S. Orsino, F.C.A.
Caledon, Ontario
Président et
chef de la direction
Premdor Inc., Mississauga

J. Robert S. Prichard, O.C.
Toronto, Ontario
Professeur, Faculty of Law
et président honoraire
University of Toronto

Jeremy H. Reitman
Montréal, Québec
Président
Reitmans (Canada) Limitée

Joseph L. Rotman, O.C., LL.D.
Toronto, Ontario
Président-directeur
Clairvest Group Inc.

Guylaine Saucier, C.M., F.C.A.
Montréal, Québec
Présidente du conseil
Société Radio-Canada

Nancy C. Southern
Calgary, Alberta
Présidente du conseil
déléguée et chef de
la direction
ATCO Ltd. et
Canadian Utilities Limited

Membres honoraires du Conseil

Charles F. Baird
Bethesda, Maryland, É.-U.

Ralph M. Barford
Toronto, Ontario

Matthew W. Barrett, O.C., LL.D.
Londres, Angleterre

Claire P. Bertrand
Montréal, Québec

**L'honorable
Sidney L. Buckwold, O.C.**
Saskatoon, Saskatchewan

Frederick S. Burbidge, O.C.
Frelighsburg, Québec

Pierre Côté, C.M.
Québec, Québec

C. William Daniel, O.C., LL.D.
Toronto, Ontario

Nathanael V. Davis
Osterville, Massachusetts,
É.-U.

Graham R. Dawson
Vancouver,
Colombie-Britannique

Louis A. Desrochers, C.M., C.R.
Edmonton, Alberta

John H. Devlin
Toronto, Ontario

A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.L.
Vancouver,
Colombie-Britannique

Thomas M. Galt
Toronto, Ontario

J. Peter Gordon, O.C.
Mississauga, Ontario

John H. Hale
Londres, Angleterre

G. Arnold Hart, M.B.E., C.M.
Mountain, Ontario

Donald S. Harvie, O.C.
Calgary, Alberta

Richard M. Ivey, C.C., C.R.
London, Ontario

Sénatrice Betty Kennedy,
O.C., LL.D.
Milton, Ontario

David Kinnear
Toronto, Ontario

Ronald N. Mannix
Calgary, Alberta

Eric H. Molson
Montréal, Québec

**L'honorable
Hartland de M. Molson,**
O.C., O.B.E.
Montréal, Québec

William D. Mulholland, LL.D.
Georgetown, Ontario

Jerry E.A. Nickerson
North Sydney,
Nouvelle-Écosse

Lucien G. Rolland, O.C.
Montréal, Québec

Mary Alice Stuart,
C.M., O.ONT., LL.D.
Toronto, Ontario

Lorne C. Webster
Montréal, Québec

Membres du Conseil de gestion

F. Anthony Comper*
Président du conseil
et chef de la direction

Yvan J.P. Bourdeau*
Président et
chef de l'exploitation
BMO Nesbitt Burns
Groupe Services d'investissement

Ronald H. Call*
Premier vice-président
Planification
Bureau de gestion stratégique

Barry M. Cooper
Président du conseil
et chef de la direction
Jones Heward Conseils
en Placements Inc.
Groupe Gestion privée

Sherry S. Cooper
Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Ellen M. Costello
Première directrice générale
Titrisation et crédit
Gestion de placements
Groupe Services d'investissement

Lloyd F. Darlington*
Président et
chef de la direction
Emfisys et
chef des Affaires électroniques

William A. Downe*
Vice-président du conseil
Groupe Gestion privée
Président du Conseil délégué
BMO Nesbitt Burns

Angela Ferrante
Première vice-présidente
Communications

Barry K. Gilmour
Chef d'entité délégué et
chef de l'exploitation, Emfisys
Emfisys et Affaires électroniques

Maurice A.D. Hudon
Président
Produits financiers personnels
Groupe Particuliers et entreprises

David R. Hyma
Premier directeur général
Marchés financiers
Groupe Services d'investissement

Marnie J. Kinsley
Vice-présidente à la direction
Affaires électroniques
Emfisys et Affaires électroniques

Louis F. Lanwermyer
Vice-président à la direction
Marketing et mise au point
de produits
Harris Bank

Kathryn M. Lisson
Vice-présidente à la direction
Planification et stratégie
Technologie de l'information
Emfisys et Affaires électroniques

Edward W. Lyman
Vice-président du conseil
Harris Bank

Neil R. Macmillan
Premier directeur général
Gestion de portefeuille d'actif
et chef du crédit
Groupe Services d'investissement

Karen E. Maidment*
Vice-présidente à la direction
et chef des Finances

Michel G. Maila
Vice-président à la direction
Gestion des risques

Dean G. Manjuris
Président et directeur général
Direction de la Gestion privée
Groupe Gestion privée

Robert L. McGlashan
Vice-président à la direction
Moyennes entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Alan G. McNally*
Vice-président du conseil
Président du conseil
et chef de la direction
Harris Bank

L. Jacques Ménard
Président, Groupe
de sociétés de la Banque
de Montréal, Québec
Président du Conseil délégué
BMO Nesbitt Burns
Groupe Services d'investissement

Thomas V. Milroy
Premier directeur général
Chef du secteur Investissements et
services aux grandes entreprises
Groupe Services d'investissement

Kathleen M. O'Neill
Vice-présidente à la direction
BMO mbanx Direct et
Gestion de l'offre clientèle
Services aux particuliers
et entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Timothy J. O'Neill
Vice-président à la direction
et économiste en chef

R. Jeffrey Orr*
Vice-président du conseil
Groupe Services d'investissement
Président du Conseil
et chef de la direction
BMO Nesbitt Burns

Gilles G. Ouellette*
Président et
chef de l'exploitation
Groupe Gestion privée
Président du Conseil délégué
BMO Nesbitt Burns

Rose M. Patten*
Vice-présidente à la direction
Bureau de gestion stratégique

Robert W. Pearce
Président
Services aux particuliers
et aux entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Pamela J. Robertson
Vice-présidente à la direction
Direction de l'Ontario
Services aux particuliers
et entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Ronald G. Rogers*
Vice-président du conseil
Groupe Particuliers et entreprises

Deanna Rosenswig
Vice-présidente à la direction
Services financiers
électroniques aux entreprises
Emfisys et Affaires électroniques

Colin D. Smith
Vice-président à la direction
et chef du crédit
Groupe Particuliers et entreprises

Penelope F. Somerville
Vice-présidente à la direction
et trésorière

Frank J. Techar
Vice-président à la direction
Marché de la PME
Groupe Particuliers et entreprises

William E. Thonn
Vice-président à la direction
Harris Bank
Groupe Gestion privée

Eric C. Tripp
Premier directeur général
Opérations sur actions
Groupe Services d'investissement

Robert B. Wells
Vice-président à la direction

*Membre du Comité directeur du Conseil de gestion

Autres membres

Christopher B. Begy
Premier vice-président
et contrôleur

Dereck M. Jones
Premier vice-président
et conseiller général

Johanne M. Totta
Première vice-présidente
et vérificatrice en chef

Velma J. Jones
Vice-présidente et secrétaire

Janine M. Mulhall
Vice-présidente et
comptable en chef

Renseignements

La présente Revue annuelle et le Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal sont publiés sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/francais.

Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

Communications
Bank of Montreal Tower
55 Bloor Street West, 4th Floor
Toronto, Ontario M4W 3N5

(English edition available on request)

Services aux actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier des données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou pour nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque, veuillez communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, au 1 800 332-0095 (Canada et États-Unis) ou au (514) 877-2500, ou par écrit à l'adresse suivante :

Société de fiducie de la
Banque de Montréal
129, rue Saint-Jacques, Niveau B Nord
Montréal (Québec) H2Y 1L6

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant la Banque de Montréal et ses initiatives, veuillez communiquer avec le groupe Communications.

Les communiqués de la Banque de Montréal sont publiés sur son site Web, à l'adresse www.bmo.com/francais.

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 27 février 2001, à 9 h 30 (heure normale du Pacifique) à l'hôtel Four Seasons, à Vancouver, Colombie-Britannique, Canada.

Déclarations prévisionnelles

La présente Revue annuelle contient des déclarations prévisionnelles qui comprennent, sans toutefois y être limitées, des observations concernant nos objectifs et nos stratégies, notre situation financière, les résultats de notre exploitation et de nos secteurs d'activité, les perspectives de l'économie du Canada et des États-Unis, et une analyse de notre gestion du risque et du capital.

Cependant, de par leur nature même, ces déclarations prévisionnelles comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, généraux et spécifiques, et il est possible que les prédictions et autres déclarations prévisionnelles ne se matérialisent pas. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs de la Revue annuelle de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Les déclarations prévisionnelles peuvent être influencées par les facteurs suivants : les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les modifications de la réglementation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, notamment les pressions qui s'exercent continuellement en matière de tarification des prêts et des dépôts, et la conjoncture politique et économique, dont l'évolution de l'inflation et les changements technologiques. La Banque de Montréal tient à souligner que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres éléments et incertitudes.

MD	Marque déposée de la Banque de Montréal
MC	Marque de commerce de la Banque de Montréal
MD2	Marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank
MD3	Nesbitt Burns est une marque déposée de La Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.
MC1	Marque de commerce de la Harris Trust and Savings Bank
MC2	Marque de commerce de Burke Christensen & Lewis Securities, Inc.
MC3	Marque de commerce de Competix, Inc.
MC4	Marque de commerce de la Société canadienne des postes; la Banque de Montréal en est un usager sous licence.
MC5	Courtage intégral en ligne est une marque de commerce de La Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.
MD4	Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Banque de Montréal.
MD5	Marque déposée de Bell Canada

MasterCard est une marque déposée de MasterCard International Inc.; la Banque de Montréal en est un usager sous licence.

Harris AdvantEdge Investing est une marque de commerce de la Harris Trust and Savings Bank.

Harris Insight est une marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank.



bmo.com/rapportannuel2000

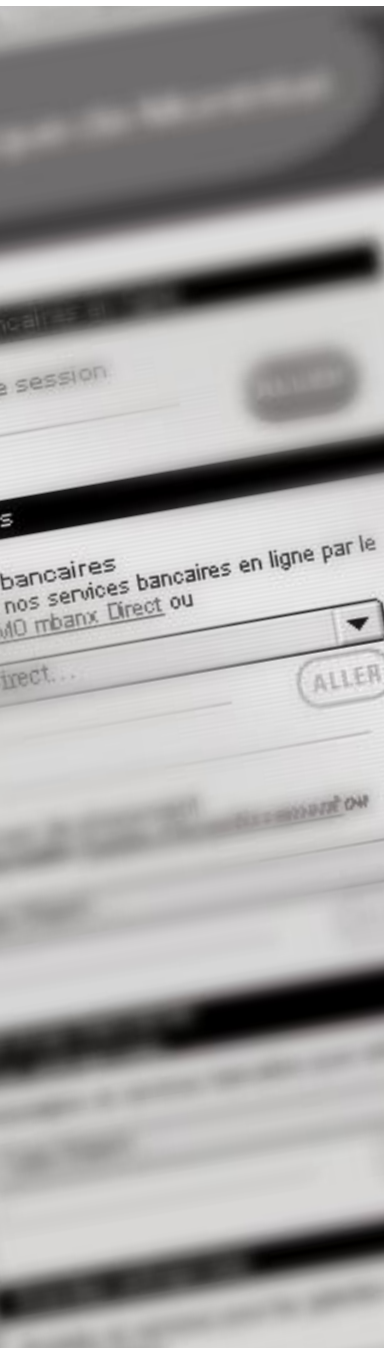


Table des matières

2	Analyse de l'exploitation
43	États financiers consolidés
48	Notes afférentes aux états financiers consolidés
68	Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers
68	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
70	Données complémentaires
84	Régie d'entreprise
86	Conseil d'administration et haute direction
88	Glossaire
89	Sommaire à l'intention des actionnaires

MD Marque déposée de la Banque de Montréal

MC Marque de commerce de la Banque de Montréal

MD* Cebra est une marque déposée de Cebra Inc.

MC* Marque de commerce de Cebra Inc.

MD1 MasterCard est une marque déposée de MasterCard International Inc.; la Banque de Montréal en est un usager sous licence.

MD2 Marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank

MD3 Nesbitt Burns est une marque déposée de La Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

MD3* CyberAccès Nesbitt Burns est une marque déposée de La Corporation Nesbitt Burns Limitée.

MD3** Partenaires en capital BMO-Nesbitt Burns est une marque déposée de La Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

MC1 Marque de commerce de la Harris Trust and Savings Bank

MC2 Marque de commerce de Burke Christensen & Lewis Securities, Inc.

MC3 Marque de commerce de Competix, Inc.

MC4 Marque de commerce de la Société canadienne des postes; la Banque de Montréal en est un usager sous licence.

MC5 Courtage intégral en ligne est une marque de commerce de La Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

MD4 Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Banque de Montréal.

MD5 Marque déposée de Bell Canada

MD6 Marque déposée de The Bear Stearns Companies Inc.

Groupe de sociétés de la Banque de Montréal

Fondée en 1817, la Banque de Montréal est la première banque canadienne et l'une des plus importantes institutions financières en Amérique du Nord. Elle offre à ses clients un large éventail de services financiers à l'échelle du Canada de même qu'aux États-Unis, directement ou par l'intermédiaire de sa filiale à Chicago, la Harris Bank.

Comptant un actif moyen de 235 milliards de dollars et plus de 33 000 employés, la Banque concentre ses activités diversifiées dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine, des services bancaires aux grandes entreprises et des services d'investissement.

Le Groupe de sociétés de la Banque de Montréal est composé de trois groupes clients :

Le **groupe Particuliers et entreprises** (groupe PE) sert sept millions de clients, particuliers et entreprises, au Canada et aux États-Unis. Il offre une gamme complète de produits et de services par l'intermédiaire de 16 000 prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de la Banque de Montréal et de la Harris Bank, ainsi que par l'entremise de plusieurs circuits électroniques.

Le **groupe Gestion privée** (groupe GP) rassemble tous les services de gestion de patrimoine du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal sous les marques Gestion privée au Canada et The Harris aux États-Unis. Le groupe GP offre à ses clients un large éventail de produits et de services, notamment des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement traditionnels et en direct, ainsi que des services de gestion bancaire privée et, enfin, des services de gestion d'actifs institutionnels.

Le **groupe Services d'investissement** (groupe SI) — Sous les marques BMO Nesbitt Burns et Harris Nesbitt, le groupe SI offre à ses clients des secteurs des grandes entreprises, des administrations publiques et des institutions des services financiers complets, notamment en matière de mobilisation de fonds, d'investissement et d'exploitation, ainsi que des conseils en fusions et acquisitions et des services de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, d'opérations sur titres de participation institutionnels, de titrisation et de financement à l'exportation.

Analyse de l'exploitation

L'Analyse de l'exploitation présente l'analyse faite par la direction de notre exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999 et doit être lue conjointement avec la section Données complémentaires, aux pages 70 à 83. L'Analyse de l'exploitation comprend huit grandes sections :

Mesures, objectifs et cibles

Cette section donne un aperçu de la façon dont nous mesurons les résultats financiers et la situation financière, et fait état de nos objectifs et de nos cibles pour 2000 et 2001.

Notre discussion des mesures, objectifs et cibles comprend la section Résultats financiers et situation financière en bref, qui rend compte de notre rendement de l'exercice. De plus, nos résultats de l'exercice sont comparés à ceux de notre groupe de référence du Canada, qui est constitué des six principales banques à charte du pays, et de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui se compose des 20 principales banques du continent.

Rendement de l'avoir des actionnaires

Cette section décrit les résultats obtenus par la Banque en 2000 et 1999 à l'égard de quatre de nos mesures principales : rendement total de l'avoir des actionnaires annualisé sur cinq ans, croissance du bénéfice dilué par action, rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires et croissance du profit économique net. Les mesures principales sont définies et expliquées à la page 3.

Analyse des états financiers

Cette section aborde nos résultats financiers pour 2000 et 1999 en mettant l'accent sur l'état des résultats et sur le bilan, et présente nos résultats par rapport à deux de nos mesures principales : croissance des revenus et ratio des frais aux revenus. L'analyse est fondée sur nos états financiers consolidés, qui sont présentés à la page 43 du présent Rapport annuel.

Gestion stratégique globale

Cette section donne un aperçu de notre fonction de gestion stratégique globale.

Gestion globale des risques

Cette section donne un aperçu de notre fonction de gestion globale des risques, aborde les objectifs fixés et la méthode adoptée pour la gestion des risques de crédit, de marché, de liquidité et d'exploitation, et présente nos résultats par rapport à trois de nos mesures principales : provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations, solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables, et encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total.

Gestion globale du capital

Cette section donne un aperçu de notre fonction de gestion du capital, aborde nos objectifs, notre stratégie et la méthode adoptée à cet égard, et présente une analyse de nos résultats par rapport à l'une de nos mesures principales, le ratio de capital de première catégorie.

Analyse des résultats des groupes clients

Cette section présente un aperçu des résultats de nos groupes clients :

- groupe Particuliers et entreprises;
- groupe Gestion privée;
- groupe Services d'investissement;
- Harris Bank;
- Soutien.

La section présente une analyse des objectifs et réalisations de 2000, ainsi que des objectifs de 2001. Le tout est suivi d'une analyse des résultats financiers de 2000 et de 1999. Une analyse distincte de la Harris Bank, dont les résultats sont compris dans ceux du groupe Particuliers et entreprises, du groupe Gestion privée et du groupe Services d'investissement, est également présentée.

Faits saillants – Économie et services financiers

Cette section décrit les faits saillants en matière d'économie et de services financiers au Canada et aux États-Unis en 2000 et nos prévisions pour 2001 en matière d'économie et de services financiers.

Table des matières

3	Mesures, objectifs et cibles
4	Résultats financiers et situation financière en bref
8	Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord
9	Rendement de l'avoir des actionnaires
9	Valeur de l'avoir des actionnaires
10	Croissance du bénéfice par action
11	Rentabilité
11	Croissance du profit économique net
12	Analyse des états financiers
12	État des résultats
17	Bilan
19	Gestion stratégique globale
19	Gestion globale des risques
28	Gestion globale du capital
29	Analyse des résultats des groupes clients
30	Groupe Particuliers et entreprises
34	Groupe Gestion privée
37	Groupe Services d'investissement
40	Harris Bank
41	Soutien
42	Faits saillants – Économie et services financiers

Déclarations prévisionnelles

La présente Analyse de l'exploitation contient des déclarations prévisionnelles qui comprennent, sans toutefois y être limitées, des observations concernant nos objectifs et nos stratégies, notre situation financière, les résultats de notre exploitation et de nos secteurs d'activité, nos prévisions concernant l'économie du Canada et des États-Unis, et une analyse de notre gestion du risque et du capital.

Cependant, de par leur nature même, ces déclarations prévisionnelles comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, généraux et spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prévisionnelles ne se matérialisent pas. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

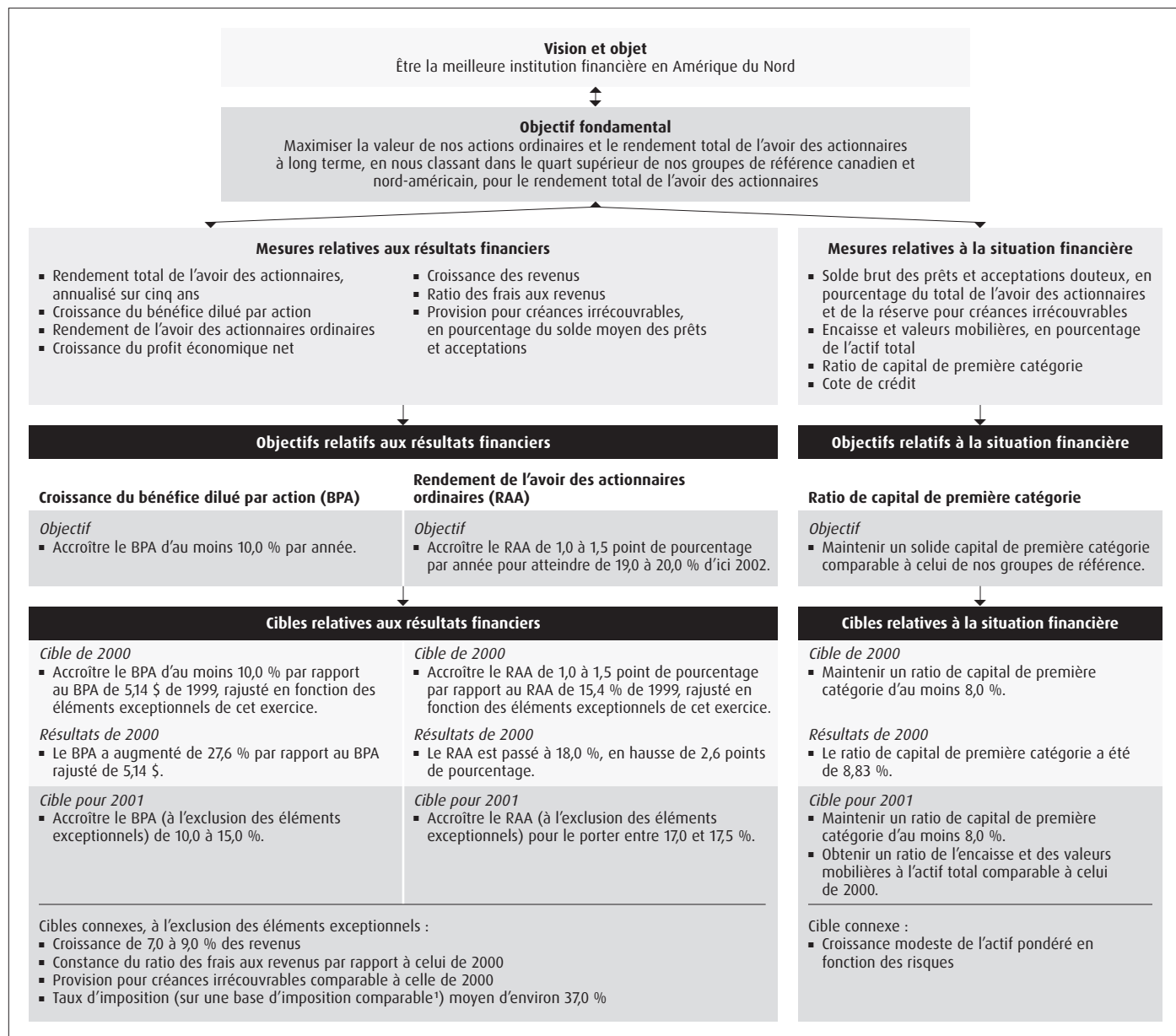
Les déclarations prévisionnelles peuvent être influencées par les facteurs suivants : les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les modifications de la réglementation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, notamment les pressions qui s'exercent continuellement en matière de tarification des prêts et des dépôts, et la conjoncture politique et économique, dont l'évolution de l'inflation et les changements technologiques. La Banque de Montréal tient à souligner que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres éléments et incertitudes.

Mesures, objectifs et cibles

Objectifs et cibles financiers

Le schéma ci-dessous illustre notre vision et objet, notre objectif fondamental et nos mesures en matière de situation et de résultats financiers, qui ont évolué avec la mise en application de la méthode de gestion axée sur la valeur au cours des dernières années. Notre objectif fondamental consiste à maximiser la valeur de nos actions ordinaires et le rendement total offert à nos actionnaires à long terme en nous classant dans le quart supérieur de nos groupes de référence canadien

et nord-américain en matière de rendement total de l'avoir des actionnaires. À cet égard, nous nous sommes fixé des objectifs et des cibles en ce qui a trait à la croissance du bénéfice dilué par action et au rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires. Ces deux mesures des résultats financiers, qui influent de façon marquée sur le rendement des actions, contribuent à l'atteinte de notre objectif fondamental.



Éléments exceptionnels

De 1996 à 2000, les résultats d'exploitation de la Banque comprenaient un certain nombre d'éléments exceptionnels. Ces éléments sont généralement rares, importants et quantifiables. Ils sont inhabituels parce qu'on ne les considère pas comme faisant partie de l'exploitation courante de la Banque ni comme étant susceptibles de se reproduire dans un proche avenir. Dans la présente Analyse de l'exploitation, notre situation et nos résultats financiers à l'égard de nos principales mesures financières sont calculés en incluant et en excluant ces éléments exceptionnels. Notre analyse de chacune des mesures financières est axée principalement sur nos résultats, exclusion faite de ces éléments dont la liste détaillée figure dans le tableau 19 de la section des Données complémentaires, à la page 82.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

Résultats financiers et situation financière en bref

Nos mesures des résultats financiers

Valeur de l'avoir des actionnaires

- Le rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA), annualisé sur les cinq exercices terminés le 31 octobre 2000, s'établit à 22,9 %, alors qu'il était de 22,0 % pour les cinq exercices terminés le 31 octobre 1999.
- Le RTAA annuel s'établit à 29,0 % en 2000, alors qu'il était de -7,4 % en 1999. Le cours des actions a augmenté de 24,4 %, passant de 56,65 \$ au 31 octobre 1999 à 70,50 \$ au 31 octobre 2000.
- Le dividende par action ordinaire a augmenté de 0,12 \$ en 2000, atteignant 1,97 \$.

Croissance du bénéfice par action

- Le bénéfice dilué par action (BPA), qui était de 4,72 \$ en 1999, a progressé de 39,0 %, pour atteindre 6,56 \$ en 2000. Il a progressé de 27,6 % par rapport au BPA rajusté de 1999, qui était de 5,14 \$, alors que notre objectif de croissance minimum était de 10,0 %.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, le BPA s'est accru de 16,0 %, atteignant 5,88 \$, et le revenu net a augmenté de 13,1 %, ce qui témoigne de la croissance du volume d'affaires, partiellement neutralisée par la hausse des frais et de la provision pour créances irrécouvrables.
- Avant amortissement, le bénéfice par action en circulation s'est accru de 37,5 %, passant de 5,01 \$ à 6,89 \$.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, le BPA avant amortissement a progressé de 15,5 %, passant de 5,37 \$ à 6,20 \$.

Rentabilité

- Le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA) a été de 18,0 % en 2000, alors qu'il était de 14,1 % en 1999.
- Le RAA a progressé de 2,6 points de pourcentage par rapport au pourcentage rajusté de 1999, qui était de 15,4 %, dépassant ainsi notre objectif de croissance qui était de 1,0 à 1,5 point.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, le RAA a atteint 16,1 % en 2000, alors qu'il était de 15,1 % en 1999.
- Avant amortissement, le RAA est passé de 14,8 % en 1999 à 18,8 % en 2000.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, le RAA avant amortissement est passé de 15,9 % en 1999 à 16,9 % en 2000.

Croissance du profit économique net

- Le profit économique net (PEN) a progressé de 90,0 %, passant de 401 millions de dollars en 1999 à 763 millions en 2000. Cette progression est due à une croissance du revenu net supérieure à celle de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires, croissance partiellement neutralisée par les effets de la hausse de la charge au titre du capital.

Croissance des revenus

- La croissance des revenus a été de 9,3 % en 2000, alors qu'elle était de 9,0 % en 1999.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, la croissance des revenus a été de 6,1 %, alors qu'elle était de 9,4 % en 1999.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, la croissance des revenus est due à une augmentation de 15,8 % des autres revenus, augmentation partiellement neutralisée par une diminution de 1,8 % du revenu net d'intérêts.

Ratio des frais aux revenus

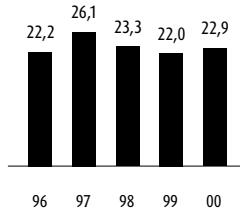
- Le ratio des frais aux revenus s'établit à 60,7 % en 2000, alors qu'il était de 66,7 % en 1999. Abstraction faite des éléments exceptionnels*, ce ratio s'établit à 62,8 % pour 2000, alors qu'il était de 64,7 % en 1999.
- Les frais ont diminué de 0,6 % par rapport à 1999, exercice où ils avaient augmenté de 10,5 %. Abstraction faite des éléments exceptionnels*, les frais ont augmenté de 3,0 %, alors qu'ils avaient augmenté de 7,6 % en 1999. La hausse des frais est attribuable à l'accroissement du volume d'affaires, de la rémunération liée aux revenus et des dépenses liées à des initiatives stratégiques, accroissement partiellement compensé par des initiatives visant à réduire les coûts et par les effets de la cession de certaines activités.

*Pour plus de détails sur les éléments exceptionnels, se reporter au tableau 19 des Données complémentaires, à la page 82.

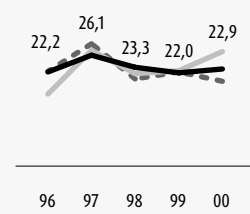
Résultats de la Banque de Montréal

Comparaison avec les groupes de référence

Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans (%)



De plus amples renseignements figurent à la page 9.



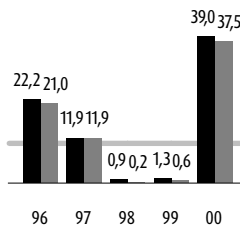
Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans (%)

- Notre rendement, qui est de 22,9 %, est inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 27,0 %, mais supérieur à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 20,0 %.

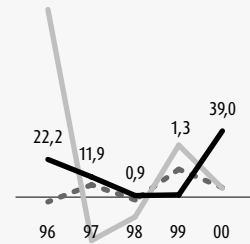
Croissance du bénéfice dilué par action, selon les états financiers (%)

Croissance du bénéfice par action en circulation, avant amortissement (%)

Objectif (croissance minimum de 10 % par rapport au BPA rajusté de 1999, qui était de 5,14 \$)



De plus amples renseignements figurent à la page 10.



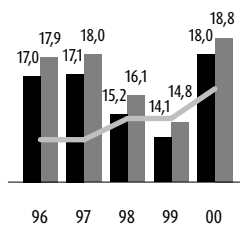
Croissance du bénéfice dilué par action (%)

- La croissance de notre BPA, qui est de 39,0 % en 2000, est supérieure aux moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 5,2 % et 5,6 %.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, la croissance de notre BPA, qui est de 16,0 %, est supérieure aux moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 14,4 % et 7,8 %.

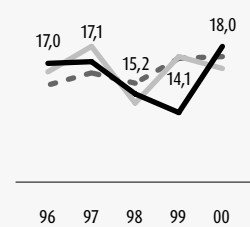
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires, selon les états financiers (%)

Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires, avant amortissement (%)

Objectif (14 % à 15 % en 1996 et 1997; 15 % à 17 % en 1998 et 1999; 16,4 % à 16,9 % en 2000)



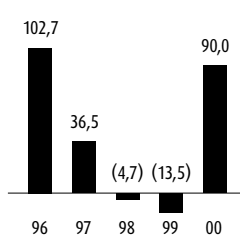
De plus amples renseignements figurent à la page 11.



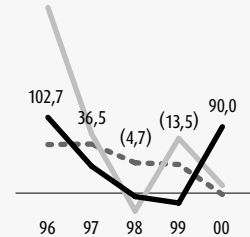
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (%)

- Notre RAA de 18,0 % en 2000 est supérieur aux moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 16,7 % et 17,4 %.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, notre RAA de 16,1 % est inférieur aux moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 16,2 % et 19,1 %.

Croissance du profit économique net (%)



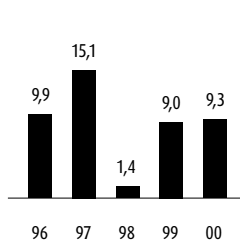
De plus amples renseignements figurent à la page 11.



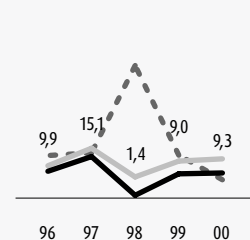
Croissance du profit économique net (%)

- La croissance de notre profit économique net, qui a atteint 90,0 % en 2000, est supérieure à celles des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, dont les moyennes sont respectivement de 10,4 % et (1,9) %.

Croissance des revenus (%)



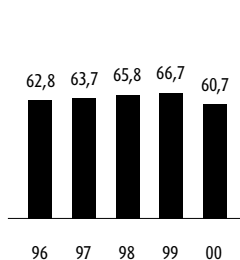
De plus amples renseignements figurent à la page 12.



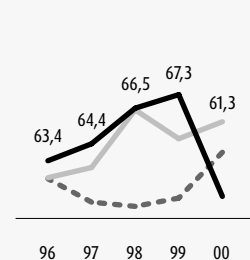
Croissance des revenus (%)

- Le taux de croissance de nos revenus, qui est de 9,3 % en 2000, est inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 14,3 %, mais supérieur à celle du groupe de l'Amérique du Nord, qui est de 6,9 %.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, le taux de croissance de nos revenus, qui est de 6,1 %, est inférieur aux moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 16,6 % et 7,5 %.

Ratio des frais aux revenus (%)

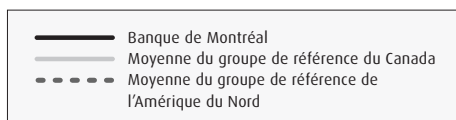


De plus amples renseignements figurent à la page 15.



Ratio des frais aux revenus (%)

- Notre ratio de 61,3 %, qui comprend l'amortissement de l'écart d'acquisition, est meilleur que les moyennes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 65,7 % et 63,9 %.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, notre ratio de 63,5 % est meilleur que la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 66,4 %, mais moins bon que la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 61,1 %.



*Pour plus de détails sur les éléments exceptionnels, se reporter au tableau 19 des Données complémentaires, à la page 82.

Risque de crédit

- La provision pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations, s'établit à 0,25 % en 2000, alors qu'elle était de 0,22 % en 1999.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, la provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations est de 0,28 %, alors qu'elle était de 0,22 % en 1999.

Nos mesures de la situation financière

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux représente 10,51 % du total de l'actif des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables au 31 octobre 2000, alors que cette proportion était de 8,53 % à la fin de 1999.
- Même si ce pourcentage reflète la persistance d'une tendance négative, le niveau des prêts douteux demeure dans des limites acceptables et la couverture des prêts douteux par la réserve pour créances irrécouvrables a été maintenue. L'excédent de la réserve pour créances irrécouvrables sur le solde brut des prêts douteux s'établit à 96 millions de dollars à la fin de l'exercice, alors qu'il était de 256 millions en 1999.

Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total

- Le ratio de liquidité, qui était de 29,2 % au 31 octobre 1999, s'établit à 27,8 % au 31 octobre 2000.
- Cette diminution découle de la baisse des dépôts auprès des banques, partiellement compensée par la croissance du secteur des titres de négociation.
- Le ratio de liquidité demeure vigoureux, étant soutenu par la grande diversité des niveaux de dépôts et la stabilité des dépôts de base.

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie était de 8,83 % au 31 octobre 2000, alors qu'il était de 7,72 % au 31 octobre 1999. Le ratio du capital total s'établit à 11,97 % pour l'exercice 2000, alors qu'il était de 10,77 % en 1999.
- L'amélioration des ratios s'explique par l'augmentation des bénéfices non répartis et par la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques résultant de la gestion du bilan, facteurs partiellement neutralisés par le rachat d'actions ordinaires.

Cote de crédit

- La cote composite de crédit est demeurée inchangée.

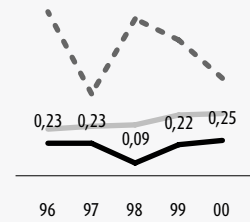
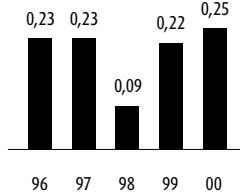
*Pour plus de détails sur les éléments exceptionnels, se reporter au tableau 19 des Données complémentaires, à la page 82.

Résultats de la Banque de Montréal

Comparaison avec les groupes de référence

■ Provison pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

De plus amples renseignements figurent à la page 22.

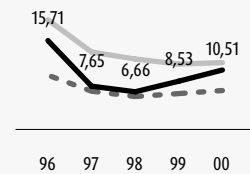
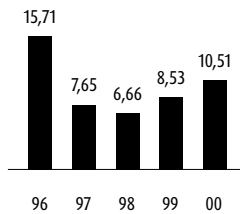


Provison pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

- Notre résultat de 0,25 % est meilleur que ceux des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, dont les moyennes sont respectivement de 0,44 % et 0,69 %.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels*, notre résultat de 0,28 % est meilleur que ceux des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, dont les moyennes sont respectivement de 0,39 % et 0,68 %.

■ Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables

De plus amples renseignements figurent à la page 22.

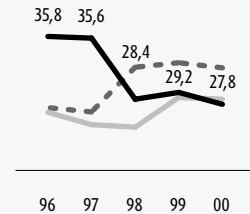
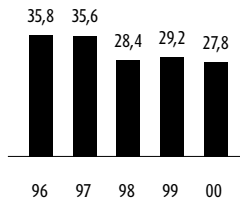


Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables

- Notre résultat de 10,51 % est supérieur à celui du groupe de référence du Canada, qui est de 11,81 %, mais inférieur à celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 6,88 %.

■ Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total (%)

De plus amples renseignements figurent à la page 26.



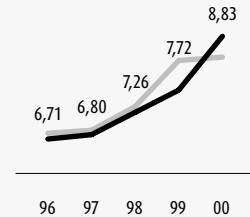
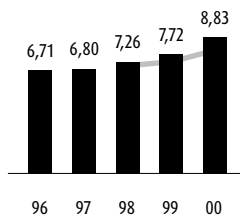
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total (%)

- Notre ratio de liquidité, qui s'établit à 27,8 %, est inférieur à ceux des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord, dont les moyennes sont respectivement de 28,4 % et 32,1 %.

■ Ratio du capital de première catégorie (%)

— Objectif (7 % en 1998; 7,25 % en 1999; 8 % en 2000)

De plus amples renseignements figurent à la page 28.

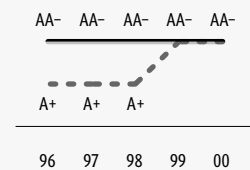
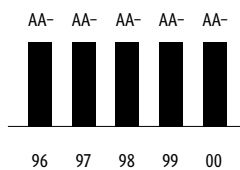


Ratio du capital de première catégorie (%)

- Notre ratio du capital de première catégorie, qui s'établit à 8,83 %, est supérieur à celui du groupe de référence du Canada, qui est de 8,40 %.
- Selon les normes américaines, notre ratio du capital de première catégorie s'établit à 8,47 % et est supérieur à celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 7,68 %.

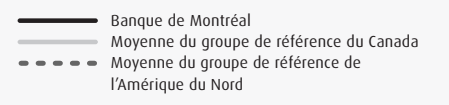
■ Cote de crédit

La cote de crédit représente une combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's et Standard & Poor's.



Cote de crédit

- Notre cote de crédit est comparable à celles des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



*Pour plus de détails sur les éléments exceptionnels, se reporter au tableau 19 des Données complémentaires, à la page 82.

Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord

	2000					1999 a)					Moyenne de cinq ans								
	Résultats de la Banque de Montréal		Six banques canadiennes		Vingt banques nord-américaines		Résultats de la Banque de Montréal		Six banques canadiennes		Vingt banques nord-américaines		Résultats de la Banque de Montréal		Six banques canadiennes		Vingt banques nord-américaines		
	Rang	Moy.*	Quart	Moy.†	Rang	Moy.*	Quart	Moy.†	Rang	Moy.*	Quart	Moy.†	Rang	Moy.*	Quart	Moy.†	Rang	Moy.*	Quart
Mesures principales des résultats financiers (%)																			
Selon les états financiers :																			
Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans																			
	22,9	5	27,0	2	20,0	22,0	3	22,5	2	22,2	22,9 b)	5	27,0 b)	2	20,0 b)				
Croissance du bénéfice par action dilué																			
	39,0	2	5,2	2	5,6	1,3	4	30,6	3	16,4	15,0	6	21,8	2	4,9				
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires																			
	18,0	3	16,7	3	17,4	14,1	5	17,4	4	17,3	16,3	4	16,7	3	16,5				
Croissance du profit économique net																			
	90,0	2	10,4	2	(1,9)	(13,5)	4	74,1	3	38,8	42,2	5	78,5	4	42,1				
Croissance des revenus																			
	9,3	6	14,3	3	6,9	9,0	3	13,5	3	15,6	9,0	6	13,1	4	20,3				
Ratio des frais aux revenus c)																			
	61,3	2	65,7	3	63,9	67,3	5	64,7	4	61,2	64,6	4	64,4	4	61,8				
Provision pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations																			
	0,25	1	0,44	1	0,69	0,22	2	0,43	1	0,96	0,21	1	0,38	1	0,90				
Abstraction faite des éléments exceptionnels e) :																			
Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans																			
	22,9	5	27,0	2	20,0	22,0	3	22,5	2	22,2	22,9 b)	5	27,0 b)	2	20,0 b)				
Croissance du bénéfice par action dilué																			
	16,0	3	14,4	2	7,8	8,8	3	10,2	3	14,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires																			
	16,1	4	16,2	4	19,1	15,1	4	15,5	4	18,7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				
Croissance des revenus																			
	6,1	6	16,6	3	7,5	9,4	3	10,1	3	15,3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				
Ratio des frais aux revenus c)																			
	63,5	3	66,4	3	61,1	65,3	5	65,8	4	58,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				
Provision pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations																			
	0,28	1	0,39	1	0,68	0,22	2	0,30	1	0,93	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				
Mesures principales de la situation financière (%)																			
Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables																			
	10,51	3	11,81	4	6,88	8,53	2	11,56	4	6,34	10,51 d)	3	11,81 d)	4	6,88				
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total																			
	27,8	4	28,4	2	32,1	29,2	3	28,6	2	32,7	27,8 d)	4	28,4 d)	2	32,1				
Ratio du capital de première catégorie																			
	8,83	1	8,40	s.o.	s.o.	7,72	5	8,33	s.o.	s.o.	8,83 d)	1	8,40 d)	s.o.	s.o.				
Ratio du capital de première catégorie selon les normes américaines																			
	8,47	s.o.	s.o.	1	7,68	7,42	s.o.	s.o.	3	8,10	8,47	s.o.	s.o.	1	7,68				
Cote de crédit																			
	AA-	2	AA-	1	AA-	AA-	2	AA-	1	AA-	AA- d)	2	AA- d)	2	AA-				

*Les six banques utilisées pour calculer la moyenne sont : Banque de Montréal, Banque de Nouvelle-Écosse, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, Banque Royale du Canada et Banque Toronto-Dominion.

†La sélection des 20 banques les plus importantes est fondée sur leur avoir des actionnaires ordinaires de 1999 : Banque de Montréal, Banque de Nouvelle-Écosse, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Royale du Canada, Banque Toronto-Dominion, Firststar Financial Corporation, BankAmerica Corporation, Bank One Corporation, National City Corporation, The Chase Manhattan Corporation, Citigroup, Inc., FleetBoston Financial Corporation, J.P. Morgan & Co. Incorporated, Keycorp Incorporated, US Bancorp, PNC Bank Corporation, SunTrust Banks, Inc., First Union Corporation, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

Les résultats des banques américaines sont fondés sur la période de 12 mois terminée le 30 septembre, afin de les rapprocher de l'exercice financier des banques canadiennes, qui s'est terminé le 31 octobre.

a) Données retraitées dans un but de conformité avec la présentation de l'exercice 2000.

b) Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans, pour la période terminée le 31 octobre 2000.

c) L'amortissement de l'écart d'acquisition est inclus dans les frais autres que d'intérêts dans le cas de toutes les banques.

d) Ratios au 31 octobre 2000.

e) Les éléments exceptionnels sont désignés comme exceptionnels par chacune des banques. s.o. – sans objet

n.d. – non disponible

Classement des banques nord-américaines : quart 1 – rang 1 à 5; quart 2 – rang 6 à 10; quart 3 – rang 11 à 15; quart 4 – rang 16 à 20.

Comparaison des résultats de l'exercice 2000

Groupe de référence du Canada

Nos résultats pour l'exercice 2000, comparativement au groupe de référence du Canada, ont été supérieurs à la moyenne pour cinq des sept mesures des résultats financiers, ce qui constitue une amélioration par rapport à 1999 où nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour une seule de ces sept mesures.

Abstraction faite des éléments exceptionnels, nos résultats sont supérieurs à la moyenne pour trois des six mesures, ce qui constitue également une amélioration par rapport à 1999 où nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour deux de ces six mesures.

Quant aux mesures de la situation financière, nos résultats sont conformes à la moyenne ou supérieurs à celle-ci pour trois des quatre mesures, ce qui est comparable aux résultats de l'exercice précédent.

Groupe de référence de l'Amérique du Nord

Nos résultats pour l'exercice 2000, comparativement au groupe de référence de l'Amérique du Nord, ont été supérieurs à la moyenne pour chacune des sept mesures des résultats financiers, ce qui constitue une amélioration par rapport à 1999 où nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour une seule de ces sept mesures.

Abstraction faite des éléments exceptionnels, nos résultats sont supérieurs à la moyenne pour trois des six mesures, ce qui constitue également une amélioration par rapport à 1999 où nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour une seule de ces six mesures.

Quant aux mesures de la situation financière, nos résultats sont conformes à la moyenne ou supérieurs à celle-ci pour deux des quatre mesures, ce qui constitue une amélioration par rapport à 1999 où nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour une seule de ces quatre mesures.

Moyenne de cinq ans

Groupe de référence du Canada

Nos résultats annualisés sur cinq ans, comparativement au groupe de référence du Canada, sont inférieurs à la moyenne pour six des sept mesures des résultats financiers, en conformité avec nos résultats de l'exercice précédent.

Groupe de référence de l'Amérique du Nord

Nos résultats annualisés sur cinq ans, comparativement au groupe de référence de l'Amérique du Nord, sont supérieurs à la moyenne pour quatre des sept mesures des résultats financiers, ce qui constitue une amélioration par rapport à 1999 où nous nous étions classés au-dessus de la moyenne pour trois de ces sept mesures.

Rendement de l'avoir des actionnaires

Faits saillants

- Nos actionnaires ont profité d'un rendement total annualisé sur cinq ans de 22,9 %, comparativement à 22,0 % en 1999.
- Le bénéfice dilué par action a augmenté de 39,0 %, passant de 4,72 \$ en 1999 à 6,56 \$ en 2000.
- Le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires s'est établi à 18,0 % en 2000, comparativement à 14,1 % en 1999.
- Nous avons atteint nos cibles en matière de croissance du bénéfice dilué par action et du rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires.
- Nous avons progressé vers l'atteinte de notre objectif, qui consiste à nous classer, d'ici 2002, dans le peloton de tête en matière de rendement de l'avoir des actionnaires.

Valeur de l'avoir des actionnaires

Rendement total de l'avoir des actionnaires annualisé sur cinq ans de 22,9 %

Le rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA¹) annualisé sur cinq ans est la plus importante de nos onze mesures des résultats financiers et de la situation financière. Nous considérons qu'il s'agit du meilleur critère d'évaluation externe de la valeur de l'avoir des actionnaires. Tout au long de l'exercice, nous avons continué de concentrer nos efforts sur la maximisation de la valeur de l'avoir des actionnaires à l'aide de notre cadre de gestion axée sur la valeur ainsi que sur la mise en œuvre de notre stratégie de croissance.

Évaluation des résultats

Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal ont obtenu un rendement total annualisé de 22,9 %, comparativement à 22,0 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 1999. Ce chiffre a dépassé le rendement du marché, défini par l'indice composé moyen du TSE 300 (TSE 300) pour la même période, qui a été de 18,6 %. Ce rendement supérieur reflète l'appréciation de 40,75 \$ du cours de nos actions depuis le début de 1996, et le dividende total de 8,59 \$ par action versé aux actionnaires ordinaires pendant cette période. Ainsi, un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal au début de 1996 aurait donné un rendement total de 1 807 \$, portant à 2 807 \$ la valeur de cet investissement au 31 octobre 2000, en tenant compte du réinvestissement des dividendes.

Rendement total de l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2000	1999	1998	1997	1996
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	70,50	56,65	63,10	60,85	40,55
Dividende versé par action (en dollars)	1,97	1,85	1,76	1,60	1,41
Rendement des actions (%) a)	3,5	2,9	2,9	3,9	4,7
RTAA annualisé sur cinq ans (%)	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2
RTAA sur un an (%)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4

a) Dividende versé au cours de l'exercice divisé par le cours d'ouverture des actions

En 2000, les actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal ont obtenu un rendement de 29,0 %, comparativement à un rendement négatif de 7,4 % en 1999. Le RTAA sur un an est inférieur au rendement annuel de l'indice TSE 300, qui a atteint 34,4 %. Ce pourcentage a toutefois été considérablement touché par le rendement d'une entreprise en particulier, dont le cours des actions a affiché une hausse de 52,6 % au cours de la période visée.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

Sur la période de cinq ans terminée le 31 octobre 1999, les actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal avaient obtenu un rendement annuel moyen de 22,0 % contre 13,2 % pour le TSE 300. En 1999, les actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal avaient obtenu un rendement annuel négatif de 7,4 % sur le capital investi, un taux en dessous du rendement de 18,7 % du marché.

En date du 1^{er} novembre 2000, nous avons effectué une refonte importante de nos activités en mettant l'accent principalement sur le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE), dans le but d'appuyer l'étape suivante de notre stratégie de croissance, qui consiste à accélérer notre transition vers des activités à forte croissance et à rendement élevé. Dans le cadre de cette restructuration, quatre nouvelles entités axées sur le service à la clientèle ont été créées :

- La division Services aux particuliers et aux entreprises est mise sur pied pour rassembler toutes les activités du groupe PE touchant la distribution par l'intermédiaire des succursales ou des circuits électroniques au Canada.
- La direction Marché de la PME est lancée pour accorder plus d'importance à ce type d'entreprise.
- La direction Moyennes entreprises est mise sur pied pour servir les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel situé entre 100 et 300 millions de dollars.
- La division Produits financiers personnels est lancée pour rassembler toutes les activités du groupe PE touchant le développement de produits et le marketing destinés aux particuliers au Canada.

Cette refonte vise à accroître l'importance accordée aux PME, à cibler la couche supérieure du marché des moyennes entreprises et à offrir des services financiers électroniques et autres aux particuliers au Canada. En outre, nous avons confié la responsabilité de la plupart de nos activités d'affaires électroniques à Emfisy, responsable de la technologie et des opérations. Auparavant, nous avons effectué un remaniement organisationnel important au sein des groupes Gestion privée et Services d'investissement.

Mesure

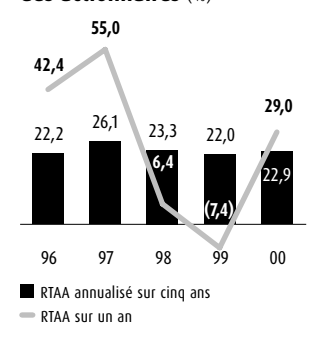
Le principal critère d'évaluation que nous utilisons pour mesurer la valeur de l'avoir des actionnaires est le **rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) annualisé sur cinq ans**, un indice de l'appréciation de l'avoir des actionnaires.

Le RTAA annualisé sur cinq ans correspond au rendement annuel moyen d'un placement en actions ordinaires effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement total tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de la Banque de Montréal. Le rendement total de l'avoir des actionnaires équivaut au rendement du capital investi par les actionnaires ordinaires.

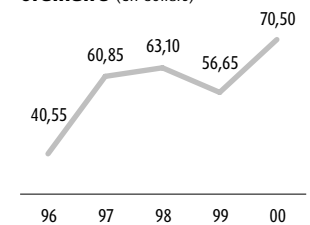
Objectif

Nous classer dans le quart supérieur en matière de RTAA par rapport à nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.

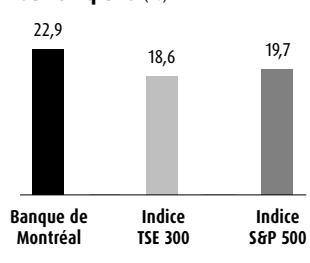
Rendement total de l'avoir des actionnaires (%)



Cours de clôture de l'action ordinaire (en dollars)



Rendement total de l'avoir des actionnaires annualisé sur cinq ans (%)



¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

Mesure

La **variation annuelle, exprimée en pourcentage, du bénéfice dilué par action** est la principale mesure dont nous nous servons pour analyser la croissance du revenu net.

Nous calculons le bénéfice dilué par action en divisant le revenu afférent aux actions ordinaires de l'exercice par le nombre quotidien moyen d'actions ordinaires entièrement libérées en circulation durant l'exercice, comme le décrit en détail la note 16 afférente aux états financiers consolidés. Les actions ordinaires après dilution constituent les actions ordinaires qui auraient été en circulation si tous les titres pouvant être convertis en actions ordinaires ou rachetables en échange d'actions ordinaires l'avaient été au début de l'exercice ou à la date d'émission.

Cible

En 2000, notre cible était d'accroître le BPA d'au moins 10 % par rapport au BPA rajusté de 5,14 \$ de 1999 (en tenant compte des charges exceptionnelles de 1999).

Croissance du bénéfice par action**Onzième année d'affilée de hausse du BPA****Évaluation des résultats**

En 2000, le bénéfice dilué par action (BPA) s'est établi à 6,56 \$, ce qui représente une progression de 39,0 % par rapport au BPA de 4,72 \$ déclaré en 1999. Ce résultat dépasse de 27,6 % notre cible (consultez la rubrique Cible ci-contre) d'une croissance d'au moins 10 % du BPA par rapport à la base rajustée de 1999, établie à 5,14 \$, et marque notre onzième année d'affilée de hausse du BPA. À l'exclusion des éléments exceptionnels décrits dans le tableau 19 de la page 82, le bénéfice dilué par action s'est établi à 5,88 \$, en hausse de 16,0 % par rapport au BPA de 5,07 \$ obtenu en 1999.

La croissance annuelle du revenu net s'est établie à 34,4 %, comparativement à 2,4 % pour l'exercice précédent. À l'exclusion des éléments exceptionnels, la croissance du revenu net s'est établie à 13,1 % en 2000, comparativement à 9,5 % pour l'exercice précédent.

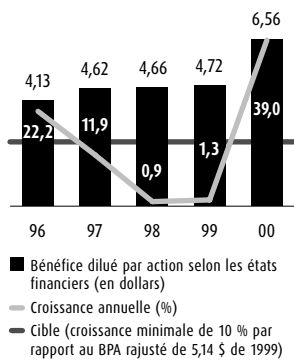
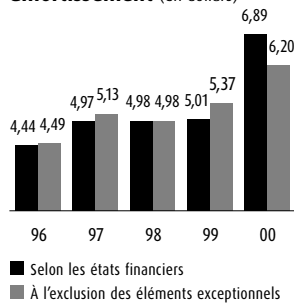
Croissance du revenu net

pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2000	1999	1998	1997	1996
Selon les états financiers					
Revenu net (en millions de dollars)	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168
Croissance annuelle (%)	34,4	2,4	3,5	11,7	18,4
Bénéfice dilué par action (en dollars)	6,56	4,72	4,66	4,62	4,13
Croissance annuelle (%)	39,0	1,3	0,9	11,9	22,2
Bénéfice par action en circulation avant amortissement (en dollars)	6,89	5,01	4,98	4,97	4,44
Croissance annuelle (%)	37,5	0,6	0,2	11,9	21,0

À l'exclusion des éléments exceptionnels

	2000	1999	1998	1997	1996
Revenu net (en millions de dollars)	1 672	1 477	1 350	1 348	1 182
Croissance annuelle (%)	13,1	9,5	0,2	14,1	15,8
Bénéfice dilué par action (en dollars)	5,88	5,07	4,66	4,78	4,18
Croissance annuelle (%)	16,0	8,8	(2,5)	14,4	20,5
Bénéfice par action en circulation avant amortissement (en dollars)	6,20	5,37	4,98	5,13	4,49
Croissance annuelle (%)	15,5	7,8	(2,9)	14,3	18,2

Bénéfice dilué par action et croissance annuelle**Bénéfice par action en circulation avant amortissement (en dollars)**

En 2000, les revenus calculés sur une base d'imposition comparable (BIC¹), à l'exclusion des éléments exceptionnels, ont atteint 8 438 millions de dollars, en hausse de 482 millions ou 6,1 % par rapport aux revenus de 7 956 millions comptabilisés en 1999. Cette croissance est imputable à une hausse de 15,8 % des autres revenus, en partie neutralisée par une baisse de 1,8 % du revenu net d'intérêts. Pour en savoir davantage, reportez-vous à la page 12.

La provision pour créances irrécouvrables¹ à l'exclusion des éléments exceptionnels a atteint 400 millions de dollars en 2000, une augmentation de 80 millions par rapport à 1999, où elle s'établissait à 320 millions de dollars. La provision est calculée selon une méthode utilisée depuis bon nombre d'années et est fondée sur une analyse statistique et sur l'avis de la direction. Elle représente une estimation convenable des frais selon la composition de nos portefeuilles de crédits, la probabilité de défaut de paiement, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie. La provision comprenait une provision spécifique de 290 millions de dollars et une provision générale de 110 millions, portant la réserve générale totale figurant au bilan à 1 080 millions de dollars. Pour une analyse détaillée du risque de crédit, consultez la page 21.

Les frais, à l'exclusion des éléments exceptionnels, ont subi en 2000 une hausse de 3,0 % due au volume d'affaires, à une augmentation de la rémunération liée à la production de revenus et aux dépenses liées aux initiatives stratégiques. Cette hausse a été partiellement neutralisée par l'incidence des initiatives de réduction des frais, du dessaisissement de certaines activités au cours de l'exercice et des résultats du mois supplémentaire entrant dans l'exercice 1999 de BMO Nesbitt Burns^{MD3} par suite du changement de date de fin d'exercice de la filiale. Pour des renseignements supplémentaires sur la croissance des frais, consultez la page 15.

Présentation du bénéfice par action avant amortissement

Le bénéfice par action en circulation avant amortissement, notre mesure secondaire de l'analyse de la croissance du bénéfice par action, est présenté à des fins de rajustement pour tenir compte des différences entre les méthodes comptables en vigueur au Canada et aux États-Unis dans le cas de regroupement d'entreprises, améliorant ainsi la comparaison de nos résultats à ceux de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Le BPA avant amortissement rajuste le revenu net en lui rajoutant l'amortissement de l'écart d'acquisition et des éléments d'actif incorporel. En 2000, le BPA avant amortissement est passé à 6,89 \$, comparativement à 5,01 \$ en 1999, en hausse de 37,5 %. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, le BPA avant amortissement, qui s'établissait à 5,37 \$ en 1999, a atteint 6,20 \$ en 2000, en hausse de 15,5 %.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

Le bénéfice dilué par action avait augmenté de 1,3 %, passant de 4,66 \$ en 1998 à 4,72 \$ en 1999. Cet accroissement se situait en deçà de notre cible minimale de croissance de 10 % du BPA. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le bénéfice dilué par action s'était accru de 8,8 %, passant de 4,66 \$ en 1998 à 5,07 \$ en 1999.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

Rentabilité

Onzième année d'affilée de RAA supérieur à 14,0 %

Évaluation des résultats

En 2000, le rendement de l'avoir des actionnaires (RAA¹) s'est établi à 18,0 %, comparativement à 14,1 % en 1999. Cela fait onze ans d'affilée que le RAA dépasse 14,0 %. À 18,0 %, le RAA est en hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport à la base rajustée de 1999, établie à 15,4 %; nous avons donc atteint notre cible (consultez la rubrique Cible ci-contre) consistant à accroître le RAA d'au moins 1,0 à 1,5 point de pourcentage. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le RAA atteignait 16,1 % en 2000, comparativement à 15,1 % en 1999.

Pour en savoir davantage sur la croissance du revenu net et sur notre processus de gestion globale du capital, consultez les pages 10 et 28 respectivement.

Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires selon les états financiers	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires à l'exclusion des éléments exceptionnels	16,1	15,1	15,2	17,7	17,2

Présentation du RAA avant amortissement

Le RAA avant amortissement, notre mesure secondaire de la rentabilité, rajuste le revenu net en lui rajoutant l'amortissement de l'écart d'acquisition et des éléments d'actif incorporel. L'avoir des actionnaires n'est pas rajusté pour exclure l'écart d'acquisition et les éléments d'actif incorporel. Avant amortissement, notre RAA est passé à 18,8 %, comparativement à 14,8 % en 1999, en hausse de 4,0 points de pourcentage. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le RAA avant amortissement est passé à 16,9 %, comparativement à 15,9 % en 1999, en hausse de 1,0 point de pourcentage.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

En 1999, notre RAA s'établissait à 14,1 %, en baisse par rapport au taux de 15,2 % enregistré en 1998. La croissance du revenu net amoindrie par l'imputation de charges exceptionnelles n'était pas proportionnelle à l'augmentation de l'avoir des actionnaires ordinaires. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le RAA était de 15,1 % en 1999, comparativement à 15,2 % en 1998.

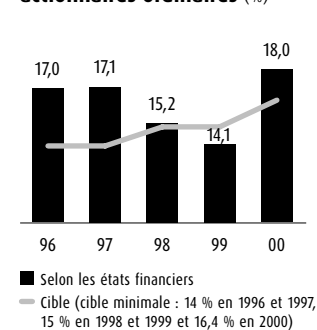
Mesure

Le rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (RAA) équivaut au revenu net moins les dividendes versés aux actionnaires privilégiés, exprimé en pourcentage de l'avoir moyen des actionnaires. L'avoir des actionnaires ordinaires comprend le capital-actions ordinaire et les bénéfices non répartis.

Cible

En 2000, notre cible consistait à atteindre un RAA de 1,0 à 1,5 point de pourcentage plus élevé que le RAA rajusté de 15,4 % de 1999 (en tenant compte des charges exceptionnelles de 1999).

Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires (%)



Croissance du profit économique net

Croissance de 90,0 % du profit économique net

Évaluation des résultats

En 2000, le profit économique net (PEN¹) a augmenté de 90,0 % par rapport à 1999, passant de 401 à 763 millions de dollars. Cette augmentation est attribuable au fait que le taux de croissance du revenu net a été supérieur à celui de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires, et elle a été en partie neutralisée par l'incidence de la hausse du taux des obligations du Canada de dix ans sur le coût du capital.

Profit économique net (en millions de dollars sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099
Incidence après impôts de l'écart d'acquisition hors caisse et autres éléments d'actif incorporel évaluables	74	67	69	71	60
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	1 830	1 332	1 307	1 293	1 159
Moins : Charge au titre du capital	1 067	931	843	806	802
Profit économique net selon les états financiers	763	401	464	487	357
Croissance du profit économique net (%)	90,0	(13,5)	(4,7)	36,5	102,7
Charge au titre du capital					
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457
Coût du capital (%)	11,0	10,4	10,4	11,3	12,4
Charge au titre du capital	1 067	931	843	806	802

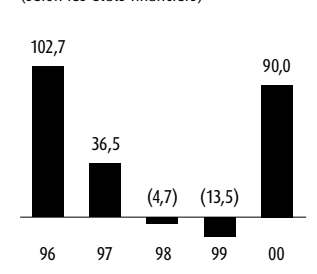
Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

En 1999, le profit économique net avait baissé de 63 millions de dollars ou 13,5 %, passant de 464 à 401 millions de dollars. Cette baisse s'expliquait du fait que la diminution du taux de croissance du revenu net n'était pas proportionnelle à l'augmentation de l'avoir des actionnaires ordinaires en 1999. Les éléments exceptionnels ont eu une incidence défavorable sur le taux de croissance du revenu net.

Mesure

La croissance du profit économique net (PEN) correspond au pourcentage de variation annuelle du PEN total. Le PEN est égal au revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, soumis à certains rajustements. Le PEN constitue une mesure utile de la valeur économique ajoutée avant amortissement.

Croissance du profit économique net (%) (selon les états financiers)



¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

Analyse des états financiers

Cette section aborde nos résultats financiers pour 2000 et 1999 en mettant l'accent sur l'état des résultats et sur le bilan. L'analyse est fondée sur nos états financiers consolidés, qui sont présentés à la page 43.

État des résultats

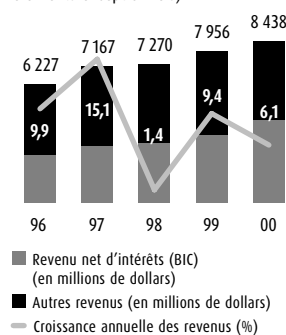
Faits saillants

- En 2000, la croissance des revenus tirés de l'exploitation normale s'est chiffrée à 8,1 %, en baisse de 2,0 % par rapport à l'exercice précédent en raison du mois de résultats supplémentaire comptabilisé pour BMO Nesbitt Burns en 1999 et du recul des revenus tirés de la participation de la Banque dans Bancomer.
- La croissance des revenus, à l'exclusion des éléments exceptionnels, comprend une baisse de 1,8 % du revenu net d'intérêts et une croissance de 15,8 % des autres revenus.
- Le recul du revenu net d'intérêts est imputable à la diminution des revenus de négociation et des revenus tirés de Bancomer, partiellement compensée par la progression du volume d'affaires.
- La croissance des autres revenus a été alimentée par la progression du volume d'affaires.
- La croissance des frais, à l'exception des éléments exceptionnels, s'est établie à 3,0 % en 2000, comparativement à 7,6 % en 1999. Cette hausse tient compte d'initiatives de réduction des frais, dont le montant s'est chiffré à 263 millions de dollars, qui devraient se traduire par une réduction des frais de 403 millions en 2001.

Mesure

La **croissance des revenus** correspond à la variation annuelle, en pourcentage, du total des revenus sur une base d'imposition comparable (BIC). Le total des revenus comprend le revenu net d'intérêts et les autres revenus.

Revenus et croissance annuelle (à l'exclusion des éléments exceptionnels)



Croissance des revenus

La progression du volume d'affaires continue d'alimenter la croissance des revenus, atténuée par une compression des marges

Évaluation des résultats

En 2000, le total des revenus a affiché une hausse de 9,3 % par rapport à 9,0 % en 1999, passant de 7 928 millions en 1999 à 8 664 millions de dollars. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le total des revenus a augmenté de 6,1 % en 2000 pour s'établir à 8 438 millions de dollars, contre 7 956 millions en 1999. La croissance déclarée des revenus tirés de l'exploitation normale s'est chiffrée à 8,1 %, en baisse de 2,0 % par rapport à l'exercice précédent en raison du mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 et du recul des revenus tirés de Bancomer. La progression de 6,1 % du total des revenus découle d'une hausse de 561 millions de dollars ou 15,8 % des autres revenus, atténuée par une baisse de 79 millions de dollars ou 1,8 % du revenu net d'intérêts.

Total des revenus (à l'exclusion des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Revenu net d'intérêts (BIC)	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711
Croissance annuelle (%)	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1
Autres revenus	4 100	3 539	3 118	2 981	2 516
Croissance annuelle (%)	15,8	13,5	4,6	18,5	19,7
Total des revenus	8 438	7 956	7 270	7 167	6 227
Croissance annuelle (%)	6,1	9,4	1,4	15,1	9,9

Baisse de 1,8 % du revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts correspond au revenu perçu sur l'actif, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et les revenus tirés par la Banque des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif. Il s'agit de la différence entre ce que la Banque gagne sur des éléments d'actif comme les prêts et les titres et ce qu'elle paie sur des éléments de passif comme les dépôts. La marge nette d'intérêts¹ correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen.

Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

	Revenu net d'intérêts (BIC) (en millions de dollars)			Actif moyen (en millions de dollars)			Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2000	1999 ^a	Variation (%)	2000	1999 ^a	Variation (%)	2000	1999 ^a	Variation (%)
pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)									
Canada	2 600	2 412	7,8	83 490	78 020	7,0	311	309	2
Harris	419	393	6,6	15 379	15 004	2,5	272	262	10
Groupe PE, à l'exclusion de Bancomer	3 019	2 805	7,6	98 869	93 024	6,3	305	302	3
Bancomer	64	119	(46,4)	796	732	8,7	800	1 623	(823)
Total – Groupe PE	3 083	2 924	5,4	99 665	93 756	6,3	309	312	(3)
Groupe GP	504	395	27,6	4 115	3 258	26,3	1 225	1 212	13
Groupe SI	1 154	1 369	(15,7)	137 475	134 473	2,2	84	102	(18)
Soutien	(403)	(271)	(48,1)	(6 311)	(4 773)	(32,2)	637	569	68
Total	4 338	4 417	(1,8)	234 944	226 714	3,6	185	195	(10)

^aDonnées retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice. Pour plus de détails, consultez la page 29.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

En 2000, le revenu net d'intérêts calculé sur une base d'imposition comparable a diminué de 79 millions de dollars ou 1,8 %, passant de 4 417 millions en 1999 à 4 338 millions. L'actif moyen a augmenté de 8 230 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, tandis que la marge nette d'intérêts a subi une baisse de 0,10 % pour s'établir à 1,85 %. Cette section présente une analyse du revenu net d'intérêts au niveau consolidé de la Banque et à celui des secteurs d'activité.

Au niveau consolidé de la Banque, 3,4 % de la baisse de 1,8 % du revenu net d'intérêts résulte d'un recul des revenus tirés de la participation de la Banque dans Bancomer, d'une diminution des revenus tirés des activités de négociation et de titrisation et de l'incidence du mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 en raison du changement de date de fin d'exercice de la filiale. Ces diminutions ont été partiellement compensées par une croissance de 1,6 % du volume d'affaires.

Au sein du groupe Particuliers et entreprises, l'augmentation du revenu net d'intérêts est principalement attribuable à la croissance du volume des prêts hypothécaires, du crédit à la consommation, des prêts aux entreprises et des dépôts d'entreprises au Canada et aux États-Unis, qui résulte elle-même du succès de nos initiatives stratégiques et de la vigueur de l'économie. Les marges se sont améliorées dans la plupart des secteurs d'activité. Le revenu net d'intérêts a souffert de la réduction des revenus tirés de notre participation dans Bancomer. Cette réduction est imputable au passage, en date du 30 juin 2000, de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation à la méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition par suite de la diminution de notre participation dans Bancomer en raison de la fusion de ce groupe avec Financiero Probusa. En outre, le revenu net déclaré provenant de Bancomer a diminué en raison du rétrécissement des marges provoqué par la chute des taux d'intérêt au Mexique. Pour plus de détails, consultez la page 33.

En ce qui concerne le groupe Gestion privée, la croissance du revenu net d'intérêts est attribuable à la progression du volume en ce qui concerne les produits de placement destinés aux particuliers. Le volume de transactions lié aux services de placement en direct et aux services de gestion privée aux États-Unis a également augmenté, tandis que les marges s'élargissaient quelque peu.

La baisse du revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement est attribuable à une diminution de la marge nette d'intérêts sur les marchés financiers, causée par un rétrécissement des marges résultant de l'augmentation des taux d'intérêt et de l'aplatissement de la courbe de rendement.

Apport à la croissance du revenu net d'intérêts (à l'exclusion des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998
Volume d'affaires, en partie neutralisé par le rétrécissement des marges	1,6	6,5	(0,1)
Bancomer	(1,2)	2,2	(1,3)
Négociation	(1,2)	0,6	1,4
Titrisation	(0,4)	(2,6)	(2,7)
Incidence de la conversion de devises	(0,4)	(0,5)	1,9
Mois supplémentaire de BMO Nesbitt Burns	(0,2)	0,2	–
Croissance totale du revenu net d'intérêts	(1,8)	6,4	(0,8)

Autres revenus : croissance de 15,8 % (à l'exclusion des éléments exceptionnels)

En 2000, les autres revenus, composés des revenus autres que le revenu net d'intérêts, ont augmenté de 815 millions de dollars, ou 23,2 %, pour atteindre 4 326 millions. À l'exclusion des éléments exceptionnels, les autres revenus ont augmenté de 561 millions de dollars, ou 15,8 %, pour atteindre 4 100 millions de dollars, soit 48,6 % du total des revenus, comparativement à 44,5 % en 1999.

Les autres revenus ont augmenté de 15,8 % en raison d'une croissance de 17,5 % du volume d'affaires, de 2,6 % des revenus de négociation et de 1,0 % des revenus de titrisation. La hausse des autres revenus a été réduite de 2,5 % en raison d'un recul des revenus tirés de notre participation dans Partners First et des Services fiduciaires aux grandes entreprises, dont nous nous sommes dessaisis au cours de l'exercice, et d'un autre 2,3 % en raison de l'inclusion d'un mois supplémentaire de résultats de BMO Nesbitt Burns en 1999.

Apport à la croissance des autres revenus (à l'exclusion des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998
Volume d'affaires	17,5	(2,1)	8,8
Négociation	2,6	8,2	(7,9)
Titrisation	1,0	4,2	1,7
Incidence de la conversion de devises	(0,5)	0,6	2,0
Mois supplémentaire de BMO Nesbitt Burns	(2,3)	2,6	–
Manque à gagner – Dessaisissement d'activités	(2,5)	–	–
Croissance totale des autres revenus	15,8	13,5	4,6

Effet de la titrisation

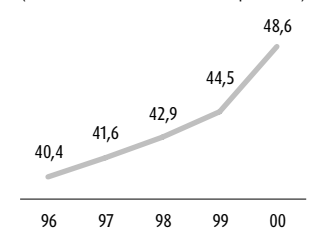
Les activités de titrisation¹ touchant des créances autres que les prêts hypothécaires LNH ont des répercussions sur le revenu net d'intérêts, sur les autres revenus et sur la provision pour créances irrécouvrables. En 2000, nous avons titrisé 1 875 millions de dollars de prêts hypothécaires LNH, ce qui s'est traduit par un gain comptant pour 23 millions de dollars des autres revenus. L'effet de la titrisation sur nos résultats s'établit comme suit :

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999
Réduction du revenu net d'intérêts	(249)	(234)
Augmentation des autres revenus	234	198
Réduction de la provision pour créances irrécouvrables	46	42
Effet net sur le revenu avant provision pour impôts sur le revenu	31	6

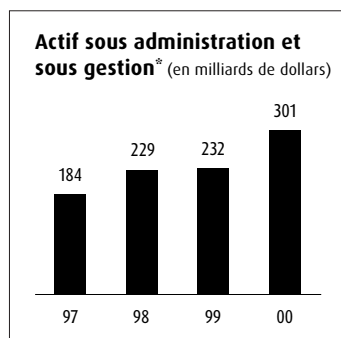
Pour plus de renseignements, consultez la note 6 afférente aux états financiers consolidés.

Autres revenus en pourcentage du total des revenus

(à l'exclusion des éléments exceptionnels)



¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88



* À l'exclusion de l'actif sous administration visant le service international de gestion de titres

Ventilation des autres revenus (à l'exclusion des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	646	616	558	508	473
Commissions sur prêts	322	329	290	240	194
Frais – Marchés financiers	1 069	841	869	919	760
Services de cartes	216	205	196	251	234
Gestion de placements et garde de titres	373	419	407	299	221
Fonds d'investissement	232	207	199	155	87
Négociation	388	295	40	276	277
Titrisation	343	296	158	32	–
Gains ou pertes sur valeurs mobilières du compte de placement	71	(30)	97	52	71
Autres droits et commissions	440	361	304	249	199
Total	4 100	3 539	3 118	2 981	2 516

Les frais de service sur les dépôts et ordres de paiement ont augmenté de 30 millions de dollars pour s'établir à 646 millions. Ces frais représentent le revenu gagné sur les comptes de dépôt des particuliers et des entreprises et d'autres services de paiement. L'augmentation traduit l'accroissement des volumes d'affaires et l'effet des initiatives relatives aux services.

Les commissions sur prêts ont diminué de 7 millions de dollars pour s'établir à 322 millions, par suite du recul des activités de prise ferme à l'égard de prêts assurées par la Distribution mondiale.

Les revenus tirés des marchés financiers, qui sont liés aux services bancaires d'investissement et aux opérations sur les marchés financiers, ont augmenté de 228 millions pour s'établir à 1 069 millions de dollars. Cette hausse s'explique par l'effervescence des marchés durant l'exercice.

Les revenus découlant des services de cartes ont connu une augmentation de 11 millions de dollars; cette hausse reflète le volume accru des transactions par carte de crédit et carte de débit, principalement en raison du nombre croissant de lecteurs de cartes utilisés par les commerçants.

Les revenus de gestion de placements et de garde de titres ont fléchi de 46 millions de dollars, principalement en raison de l'incidence de la vente de nos activités de fiducie aux États-Unis en 2000 et à la vente de notre service international de gestion de titres en 1999.

La hausse de 25 millions de dollars des revenus tirés des fonds d'investissement traduit un accroissement de l'actif sous gestion et sous administration en 2000 et une évolution de la répartition des éléments d'actif vers des produits plus productifs de commissions.

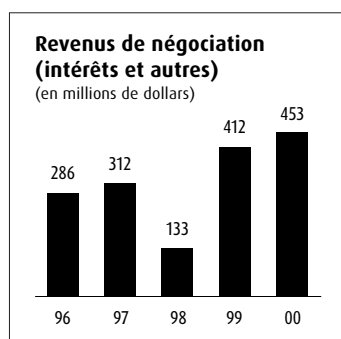
L'augmentation de 47 millions de dollars des revenus de titrisation comprend des gains de 23 millions de dollars réalisés sur la titrisation de prêts hypothécaires LNH en cours d'exercice et une augmentation des revenus découlant des activités de titrisation des années précédentes. L'augmentation des revenus de titrisation autres que les gains sur la titrisation de prêts hypothécaires LNH neutralise une réduction comparable du revenu net d'intérêts. Pour plus de renseignements, consultez la page 13.

Les gains sur les titres de placement ont augmenté de 101 millions de dollars pour s'établir à 71 millions de dollars, contre une perte de 30 millions en 1999, traduisant des gains matérialisés de 30 millions de dollars sur la vente d'obligations du Mexique, des gains de 36 millions provenant des opérations de banque d'affaires de la Banque et des gains de 31 millions imputables à des activités de capital de risque.

Les autres frais et commissions ont augmenté de 79 millions de dollars pour s'établir à 440 millions, principalement grâce à la hausse des revenus tirés des activités d'assurance, des commissions de change et des frais imputés par la Harris Bank.

Revenus de négociation

Les revenus de négociation se composent du revenu net d'intérêts et des autres revenus qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan, que la direction considère comme des opérations de négociation. Ils comprennent notamment les revenus (ou les frais) et les gains (ou les pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base et titres de participation hors bilan.



Revenus d'intérêts et autres que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Marchés financiers	225	279	94	191	n.d.
Actions	165	48	3	74	n.d.
Autres revenus	63	85	36	47	n.d.
Total	453	412	133	312	286
Comptabilisés sous :					
Revenu net d'intérêts	65	117	93	36	9
Autres revenus – revenus de négociation	388	295	40	276	277
Total	453	412	133	312	286

n.d. – non disponible

Le total des revenus tirés des activités de négociation a augmenté de 41 millions, passant de 412 à 453 millions de dollars. Cette croissance reflète l'effervescence des marchés boursiers durant l'exercice, comparativement aux conditions plus normales de 1999. Les marchés obligataires ont été moins dynamiques en 2000 qu'en 1999.

Au troisième trimestre de 2000, la fluctuation du coût du gaz naturel s'est traduite par une perte de 52 millions de dollars avant impôts (30 millions après impôts) qui a fait diminuer les revenus de négociation, comme l'explique en détail la section Gestion globale des risques à la page 24.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

Au cours de 1999, le total des revenus avait progressé de 9,0 %, passant de 7 270 millions de dollars à 7 928 millions. À l'exclusion des éléments exceptionnels, les revenus s'étaient chiffrés à 7 956 millions de dollars, en hausse de 9,4 %. Cette hausse s'expliquait par la croissance de 6,4 % du revenu net d'intérêts et de 13,5 % des autres revenus. La hausse du revenu net d'intérêts était imputable à un volume d'affaires accru dans les secteurs d'activité à marge supérieure visant les particuliers et les entreprises, à des volumes et à des marges supérieurs dans le crédit aux grandes entreprises, à des volumes moindres pour les titres à marge inférieure et à une augmentation des revenus tirés de la participation de la Banque dans Bancomer, grâce à la croissance du volume d'affaires et à l'amélioration de la situation sur le marché mexicain. En 1999, les revenus avaient également été accrus par l'inclusion d'un mois supplémentaire de résultats de BMO Nesbitt Burns (89 millions de dollars) en raison du changement de date de fin d'exercice de la filiale. Le facteur ayant le plus contribué à la croissance des autres revenus avait été les revenus de négociation, qui traduisaient une amélioration des résultats et un retour à des conditions plus normales sur les marchés financiers, comparativement aux conditions de négociation anormales du quatrième trimestre de 1998.

Perspectives

En 2001, nous visons un taux de croissance des revenus de 7,0 à 9,0 %.

Ratio des frais aux revenus

Évaluation des résultats

Le ratio des frais aux revenus s'est amélioré de 600 points de base, passant de 66,7 % à 60,7 %. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, ce ratio s'est établi à 62,8 %, une amélioration de 190 points de base par rapport au ratio de 64,7 % enregistré en 1999. Cette réduction est attribuable au fait que les revenus ont augmenté plus vite que les frais (6,1 % contre 3,0 %).

Croissance des frais de 3,0 % (à l'exclusion des éléments exceptionnels)

La croissance annuelle des frais est notre mesure secondaire de la productivité. À l'exclusion des éléments exceptionnels, celle-ci a été de 3,0 % en 2000, comparativement à 7,6 % l'exercice précédent. Le mois supplémentaire de résultats de BMO Nesbitt Burns en 1999 a contribué à l'augmentation des frais de 1999 par rapport à 1998 à hauteur de 72 millions de dollars, ou 1,5 %. En 2000, les frais découlant de l'exploitation normale se sont accrus de 226 millions de dollars, ou 4,5 %.

Ventilation de la croissance des frais (à l'exclusion des éléments exceptionnels) (%)

pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2000	1999	1998
Rémunération liée aux revenus	4,4	1,6	(0,9)
Incidence de la conversion de devises	0,5	(0,4)	(1,9)
Dessaïssement d'activités	(1,3)	—	—
Inclusion d'un mois supplémentaire de BMO Nesbitt Burns	(1,5)	1,5	—
Croissance du volume d'affaires et des dépenses liées aux initiatives stratégiques, partiellement neutralisée par des initiatives de réduction des frais	0,9	4,9	9,3
Croissance totale des frais	3,0	7,6	6,5

Le taux de croissance des frais de 3,0 % est plus bas que ceux enregistrés ces dernières années, grâce à la gestion de nos frais et à nos initiatives de réduction des frais à l'égard desquelles nous nous étions fixé une cible de 250 millions de dollars pour l'exercice. En 2000, nos initiatives de réduction des frais ont totalisé 263 millions, ce qui devrait se traduire par une réduction des frais de 403 millions en 2001, majoritairement dans les secteurs des services centralisés et de la distribution.

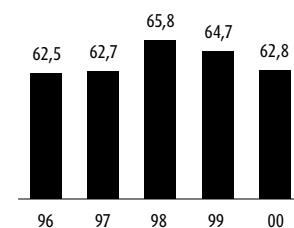
Perspectives

En 2001, nous visons à obtenir un ratio des frais aux revenus semblable à celui de 2000.

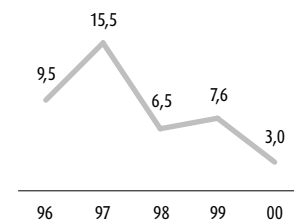
Mesure

Nous utilisons comme principale mesure de productivité le **ratio des frais aux revenus**, soit les frais autres que d'intérêts sur le total des revenus, sur une base d'imposition comparable.

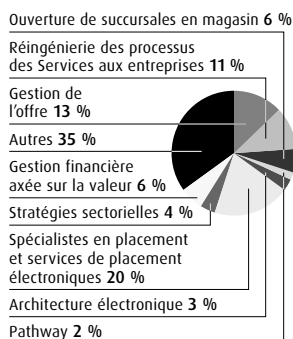
Ratio des frais aux revenus (%)
(à l'exclusion des éléments exceptionnels)



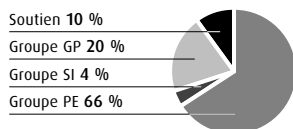
Croissance des frais (%)
(à l'exclusion des éléments exceptionnels)



Initiatives stratégiques



Initiatives stratégiques selon l'entité d'exploitation



Avantages sociaux futurs

À compter de l'exercice 2001, nous devons nous conformer à une nouvelle norme comptable approuvée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement aux exigences en matière de comptabilisation et de présentation des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs. La norme permet de comptabiliser le changement rétroactivement comme une charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis, ou prospectivement comme une charge annuelle imputée au revenu sur la durée de service du groupe de l'employé.

Nous allons appliquer cette nouvelle norme rétroactivement, ce qui créera une charge imputable au solde d'ouverture des bénéfices non répartis. L'adoption de cette nouvelle norme comptable à compter du 1^{er} novembre 2000 se traduira par une augmentation de 38 millions de dollars de notre charge de retraite payée d'avance, une augmentation de 459 millions de dollars du passif lié aux avantages sociaux futurs et une réduction de 250 millions de dollars (déduction faite des impôts de 171 millions) du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, nous prévoyons que l'adoption de cette norme entraînera une augmentation d'environ 69 millions de dollars (41 millions après impôts) des frais liés aux salaires et charges sociales. La Banque dispose d'un capital suffisant pour compenser la charge imputable aux bénéfices non répartis d'ouverture qui résulte des changements apportés. Pour plus de détails, consultez la note 17 afférente aux états financiers consolidés.

Initiatives stratégiques

En 2000, les dépenses relatives aux nouvelles initiatives stratégiques se sont chiffrées à 183 millions de dollars et visaient principalement les initiatives suivantes :

Groupe Particuliers et entreprises (PE)

- Gestion de l'offre – stratégie d'affaires visant à renforcer nos relations avec nos clients en acquérant une meilleure compréhension de ce qui est important à leurs yeux et en trouvant la meilleure façon de le leur procurer.
- Réingénierie des processus des Services aux entreprises
 - Services bancaires en direct – amélioration de l'accès fourni aux entreprises grâce à de nouveaux services par téléphone et par Internet.
 - Services face à face – amélioration des processus et des outils afin d'augmenter l'efficacité des employés et de rehausser le service à la clientèle.
- Ouverture de succursales en magasin – expansion de notre pénétration des marchés clés.
- Pathway – poursuite du déploiement d'une plateforme technologique de pointe.
- Architecture électronique – mise en œuvre d'une architecture technologique commune à l'échelle de la Banque.

Groupe Gestion privée (GP)

- Spécialistes en placement – concentration accrue sur les besoins des clients grâce à de meilleures ressources.
- Services de placement électroniques – mise au point de services électroniques intégrés dans le domaine des placements.

Groupe Services d'investissement (SI)

- Stratégies sectorielles – forte croissance prévue dans les secteurs de l'énergie, des médias et télécommunications, et de la moyenne entreprise.

Groupe Soutien

- Gestion financière axée sur la valeur – mise en œuvre d'une infrastructure financière à l'appui du nouveau cadre de gestion multidimensionnel de la Banque.

Charge de restructuration

En octobre 1999, la Banque comptabilisait une charge de 141 millions de dollars (81 millions après impôts) au titre des coûts de retrait associés aux initiatives de restructuration. Le montant initial de cette charge de restructuration avait été déterminé dans le cadre d'une analyse rigoureuse des 32 secteurs d'activité de la Banque, et correspondait aux coûts entraînés par la cessation d'activités existantes ne contribuant pas à la réalisation des objectifs de la Banque à l'égard de la création de valeur pour les actionnaires, ainsi qu'aux frais relatifs à l'harmonisation des activités avec la nouvelle stratégie de la Banque. Ce montant se détaillait comme suit : 106 millions de dollars pour l'élimination de 1 430 postes, 19 millions pour le respect des obligations découlant de contrats de location et 16 millions relatifs à la dépréciation d'immobilisations.

En cours d'exercice, nous avons mis en œuvre nos initiatives de restructuration. Le coût de ces initiatives a été inférieur de 43 millions de dollars à nos prévisions en raison de la vente imprévue de 37 succursales durant l'exercice, qui a ramené à 61 le nombre de fermetures de succursale nécessaires pour adapter notre réseau de distribution, ainsi que de l'érosion de l'effectif et d'une réaffectation d'employés plus élevées que prévu, qui ont permis de ramener à 721 le nombre de postes éliminés. La diminution des frais attribuable à ces initiatives de restructuration a été plus que neutralisée par l'augmentation des frais engagés par les secteurs d'activité créateurs de valeur. Pour plus de détails, consultez la note 14 afférente aux états financiers consolidés. Pour connaître les éléments exceptionnels, consultez le tableau 19 de la section Données complémentaires, à la page 82.

Les frais autres que d'intérêts sont ventilés par catégorie dans le tableau ci-dessous.

Frais autres que d'intérêts (à l'exclusion des éléments exceptionnels) (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Salaires et charges sociales	3 065	2 820	2 574	2 535	2 210
Bureaux et matériel	1 071	1 123	972	866	727
Communications	259	268	266	246	219
Autres frais	883	915	949	817	716
Amortissement des éléments d'actif incorporel	23	21	24	28	18
Total des frais autres que d'intérêts	5 301	5 147	4 785	4 492	3 890

Les frais relatifs aux salaires et aux charges sociales ont atteint 3 065 millions de dollars, comparativement à 2 820 millions en 1999, soit une augmentation de 245 millions dont 227 millions étaient imputables à l'augmentation de la rémunération liée à la production de revenus, découlant de l'effervescence des marchés financiers durant l'exercice.

Les frais relatifs aux bureaux et au matériel ont diminué de 52 millions de dollars, passant de 1 123 millions à 1 071 millions, principalement en raison d'un retour à des conditions plus normales en matière de frais. Les frais de 1999 comprenaient en effet les coûts de mise à niveau du matériel informatique en vue du passage à l'an 2000.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

En 1999, le ratio des frais aux revenus était de 66,7%, la croissance des frais de 10,5 % ayant surpassé celle de 9,0 % des revenus. À l'exclusion des éléments exceptionnels de 1999, les frais s'étaient accrus de 7,6 % et le ratio des frais aux revenus était de 64,7 %, comparativement à 65,8 % en 1998.

Provision pour impôts sur le revenu (à l'exclusion des éléments exceptionnels)

En 2000, le taux d'imposition effectif, sur une base d'imposition comparable, était de 36,9 %, comparativement à 37,6 % en 1999. Cette réduction est imputable à la baisse du taux d'imposition applicable aux filiales situées au Canada et aux activités d'exploitation aux États-Unis.

Bilan

Faits saillants

- Gestion de la croissance du bilan par la gestion de l'actif pondéré en fonction des risques. Pour plus de détails, consultez la page 28.

Sommaire du bilan

au 31 octobre (en millions de dollars)	2000	1999	1998	1997	1996
Actif					
Encaisse	18 508	24 036	19 730	32 245	24 187
Valeurs mobilières	46 463	43 273	43 465	41 789	36 609
Prêts (solde net)	133 817	138 001	129 691	114 918	98 413
Acceptations	8 630	6 753	6 944	5 594	4 397
Autres éléments d'actif	25 978	18 552	22 760	13 292	6 226
Total de l'actif	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832
Passif et avoir des actionnaires					
Dépôts	156 697	156 874	143 983	144 212	119 262
Autres éléments de passif	59 847	58 048	63 208	50 892	39 670
Dette subordonnée	4 911	4 712	4 791	3 831	3 314
Capital-actions – Actions privilégiées	1 681	1 668	1 958	1 274	857
Actions ordinaires	3 173	3 190	3 095	3 019	2 989
Bénéfices non répartis	7 087	6 123	5 555	4 610	3 740
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832

Au cours de l'exercice 2000, le total de l'actif s'est accru de 2 781 millions de dollars, pour atteindre 233 396 millions au 31 octobre. Cette hausse, qui résulte principalement des augmentations de 3 190 millions et de 7 426 millions de dollars enregistrées respectivement au titre des valeurs mobilières et des autres éléments d'actif, a été en partie neutralisée par une baisse de l'encaisse de 5 528 millions de dollars et une diminution du solde net des prêts de 4 184 millions. L'augmentation des autres éléments d'actif est attribuable principalement aux comptes clients et aux montants à recevoir à l'égard des instruments dérivés.

En 2000, le passif s'est établi à 221 455 millions de dollars, en hausse de 1 821 millions par rapport à 1999. Cette hausse traduit principalement l'augmentation de 1 799 millions de dollars des autres éléments de passif, comprenant les 350 millions de dollars de titres de la Fiducie de capital BMO émis au cours de l'exercice; ces titres constituent du capital de première catégorie aux fins du calcul du capital réglementaire.

Valeurs mobilières

Valeurs mobilières (en millions de dollars)

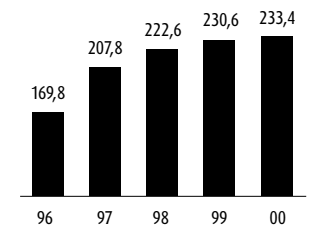
au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Compte de placement	24 469	26 027	24 313	18 569	17 185
Compte de négociation	21 994	17 246	18 791	22 857	19 044
Substituts de prêts	–	–	361	363	380
Total	46 463	43 273	43 465	41 789	36 609

Au 31 octobre 2000, les valeurs mobilières s'établissaient à 46 463 millions de dollars, en hausse de 3 190 millions par rapport à 1999. Les titres détenus dans le compte de placement, qui sont comptabilisés au coût non amorti, ont subi une baisse de 1 558 millions de dollars par rapport à 1999, passant de 26 027 millions à 24 469 millions en 2000.

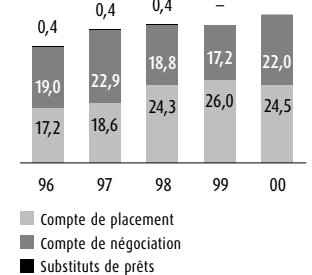
L'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable du portefeuille de titres de placement de la Banque s'établissait à 185 millions de dollars au 31 octobre 2000, comparativement à un excédent de la valeur comptable sur la valeur marchande de 538 millions à la même date en 1999. Cet écart entre la valeur marchande et la valeur comptable est attribuable à des gains non matérialisés de 277 millions de dollars sur l'investissement de la Banque dans Bancomer et de 134 millions sur l'investissement dans la société 724 Solutions Inc., partiellement compensé par des pertes non matérialisées de 226 millions de dollars sur des titres d'État et d'autres valeurs mobilières. Les gains non matérialisés de 277 millions de dollars sur l'investissement dans Bancomer ne comprennent pas une perte reportée de 96 millions imputable à la conversion de devises, comprise dans les bénéfices non répartis. L'écart constaté en 1999 était attribuable à des pertes non matérialisées de 330 millions de dollars sur des titres d'État et d'autres valeurs mobilières et de 226 millions sur l'investissement de la Banque dans Bancomer, ces pertes ayant été partiellement compensées par des gains non matérialisés de 18 millions sur des titres de pays en voie de développement désignés. Les gains et les pertes non matérialisés du portefeuille de titres de placement, qui sert principalement à couvrir les dépôts de base, sont compensés par des gains et des pertes non matérialisés du portefeuille de dépôts.

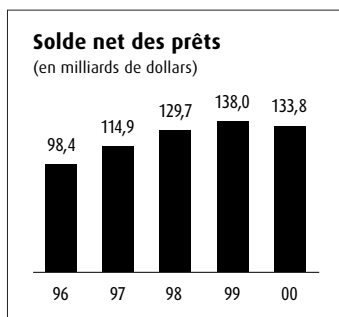
Au 31 octobre 2000, la valeur des titres du compte de négociation se chiffrait à 21 994 millions de dollars, en hausse de 4 748 millions par rapport à 1999.

Total de l'actif
(en milliards de dollars)



Valeurs mobilières
(en milliards de dollars)





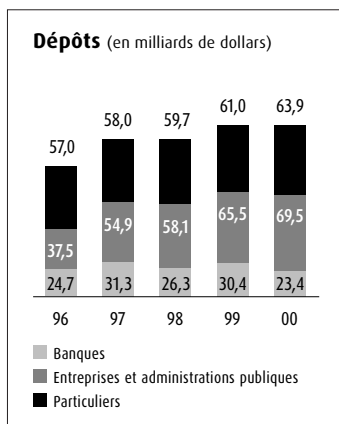
Prêts

Prêts (en millions de dollars)

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Prêts hypothécaires à l'habitation	39 485	38 189	35 847	35 555	30 086
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	18 038	16 912	16 095	14 682	12 812
Prêts sur cartes de crédit	1 407	1 160	797	1 912	3 842
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	60 176	57 998	50 598	45 397	38 625
Titres pris en pension	16 308	25 090	27 520	18 517	14 081
	135 414	139 349	130 857	116 063	99 446
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 597)	(1 348)	(1 166)	(1 145)	(1 033)
Solde net des prêts	133 817	138 001	129 691	114 918	98 413

Au 31 octobre 2000, le solde net de notre portefeuille de prêts s'élevait à 133 817 millions et nous considérons ce portefeuille comme étant bien diversifié de façon que la concentration des risques par client, par secteur, par région et par devise soit maintenue dans des limites prudentes et satisfaisantes.

Le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation s'est accru de 1 296 millions de dollars ou de 3,4 %, passant de 38 189 millions en 1999 à 39 485 millions de dollars en 2000. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques se sont établis à 60 176 millions de dollars, en hausse de 2 178 millions par rapport aux 57 998 millions de 1999. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par une baisse de 8 782 millions de dollars de la valeur des titres pris en pension, attribuable à la hausse générale des taux d'intérêt. Pour en savoir davantage au sujet de la composition du portefeuille de prêts, consultez les notes 4, 5 et 6 afférentes aux états financiers consolidés et la section Gestion globale des risques à la page 21.



Dépôts

Dépôts (en millions de dollars)

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Banques	23 385	30 398	26 256	31 272	24 740
Entreprises et administrations publiques	69 454	65 459	58 064	54 901	37 474
Particuliers	63 858	61 017	59 663	58 039	57 048
Total	156 697	156 874	143 983	144 212	119 262

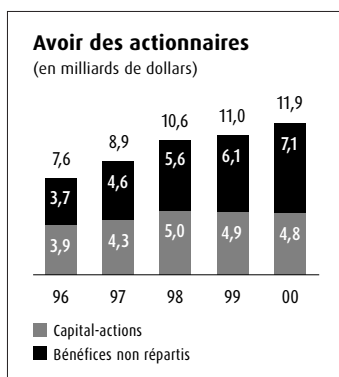
Au 31 octobre 2000, le total des dépôts atteignait 156 697 millions de dollars, en baisse de 177 millions par rapport à 1999. La diminution de 7 013 millions de dollars enregistrée au titre des dépôts de banques, qui ont tendance à fluctuer davantage, a plus que neutralisé la hausse de 3 995 millions des dépôts d'entreprises et d'administrations publiques et celle de 2 841 millions des dépôts de particuliers. Pour obtenir plus de détails sur la composition des dépôts, consultez la note 10 afférente aux états financiers consolidés et la section Gestion globale des risques à la page 26.

Dettes subordonnées

En 2000, la dette subordonnée a augmenté de 199 millions de dollars, atteignant ainsi 4 911 millions; cette hausse est imputable à une nouvelle émission d'une valeur de 300 millions de dollars effectuée au cours de l'exercice et à une opération de rachat de nos débentures de la série 13 de 150 millions. Pour obtenir plus de détails au sujet de la dette subordonnée, consultez la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

Avoir des actionnaires

En 2000, l'avoir des actionnaires a progressé de 960 millions de dollars ou 8,7 % par rapport aux 10 981 millions de 1999, s'établissant ainsi à 11 941 millions de dollars. L'augmentation attribuable au revenu net et aux gains non matérialisés de 2 000 millions de dollars relatifs à la conversion de notre investissement net dans des activités étrangères a été supérieure au total des dividendes versés aux actionnaires privilégiés et aux actionnaires ordinaires, qui ont atteint 631 millions de dollars, et de la somme consacrée au rachat de 7,86 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation, qui s'est établie à 500 millions de dollars. Pour en savoir davantage sur notre méthode de gestion globale du capital, consultez la page 28.



Nouvelle norme comptable

À compter de l'exercice 2001, nous adopterons une nouvelle norme comptable émise par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne le calcul et la divulgation du bénéfice par action ordinaire. Le principal changement tient au fait que conformément à la nouvelle norme, le calcul du bénéfice dilué par action ordinaire est effectué en présumant que le produit de la levée d'options est utilisé pour racheter des actions en circulation, alors que conformément à la norme actuellement en vigueur, nous présumons que le produit est investi en vue d'obtenir un rendement. Pour obtenir plus de détails, consultez la note 16 afférente aux états financiers consolidés.

Pour connaître les changements qui seront apportés aux normes comptables aux États-Unis, consultez la note 23 afférente aux états financiers consolidés.

Gestion stratégique globale

Objectif

Notre objectif est d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de qualité supérieure dans chacun de nos secteurs d'activité afin de soutenir les plans de nos différents groupes d'exploitation et de la Banque dans son ensemble. De plus, le développement de compétences particulières en gestion stratégique constitue l'une des priorités de la Banque.

La gestion stratégique consiste à coordonner les normes et les activités liées à la définition des objectifs généraux de la Banque et des objectifs particuliers des secteurs d'activité, à élaborer et à mettre à jour des stratégies, à employer les ressources de manière optimale, à évaluer et à gérer le rendement en fonction des engagements pris et à établir un lien entre rémunération et rendement.

L'instauration de normes de gestion stratégique nous permet de prendre des décisions efficaces en favorisant les échanges sur les questions stratégiques primordiales, l'analyse comparative des occasions d'investissement et la prise de décisions efficaces en ce qui concerne la composition des activités et l'affectation des ressources.

Normes de gestion stratégique

- Des stratégies ont été élaborées pour chacun des secteurs d'activité de la Banque selon un ensemble de règles rigoureuses.
- Les stratégies des secteurs d'activité et des groupes sont révisées à la lumière des règles établies au moins une fois par année, ou lorsque se produisent des écarts importants par rapport aux engagements en matière de résultats financiers ou de rendement.
- Des principes approuvés de mesure des résultats financiers sont mis en œuvre au sein des secteurs d'activité et des groupes dans le cadre de l'élaboration de stratégies et de chacun des éléments du processus de gestion stratégique.
- Les stratégies adoptées doivent être vérifiables et vérifiées au regard du plan financier établi.
- Le potentiel, rajusté en fonction des risques, de création de valeur d'une stratégie est mesuré en fonction d'une cible provisoire consistant à au moins doubler la valeur tous les quatre ans.
- Les ressources sont affectées aux activités créatrices de valeur.
- Les engagements en matière de résultats financiers et de rendement font l'objet d'un suivi et d'une gestion active afin d'assurer la réalisation des stratégies.

Méthode

- Le Bureau de gestion stratégique est chargé de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre des processus visant à assurer l'efficacité de la démarche décisionnelle en matière de gestion stratégique à l'échelle de la Banque.

- Des normes de gestion stratégique claires et précises sont définies et sont communiquées par le biais de diverses activités officielles ou non de formation et d'assistance professionnelle.
- Des employés professionnels et dévoués, hautement spécialisés en gestion stratégique et connaissant bien l'orientation de la Banque à cet égard, sont en poste.

Régie d'entreprise

- Chaque secteur d'activité est responsable de l'élaboration, de l'exécution et du suivi continu de ses stratégies.
- Le Bureau de gestion stratégique, qui relève directement du chef de la direction, supervise les activités stratégiques et veille à ce que les normes établies soient respectées.
- Toutes les stratégies sont approuvées par le Comité directeur du Conseil de gestion.
- Les stratégies des différents groupes doivent être approuvées par le Conseil d'administration une fois par année, ou lorsque des changements importants y sont apportés.
- Les principales stratégies des secteurs d'activité, ainsi que les initiatives importantes en matière de nouvelles activités et de gestion du changement, sont également soumises à l'approbation du Conseil d'administration.
- Toutes les autres stratégies des secteurs d'activité sont soumises à l'approbation finale du Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration.

Gestion globale des risques

Objectif

Nous avons pour objectif d'obtenir un rendement concurrentiel sur nos diverses activités sans dépasser un niveau de risque acceptable. Le processus de gestion des risques consiste à surveiller les risques liés à toutes nos activités dans le contexte général où nous évoluons, en veillant à ce qu'ils demeurent à l'intérieur des limites prudentes que nous avons établies. Nous nous assurons également que la tarification de nos produits et services reflète le risque correspondant de façon appropriée. Les risques sont évalués selon l'effet qu'ils peuvent avoir sur les revenus et sur la valeur de l'actif. Nous estimons l'effet que peuvent avoir sur nos activités les changements politiques et économiques, de même que l'évolution des marchés, des conditions d'exploitation et de la solvabilité de nos clients au moyen de quatre principales catégories de risques : risque de crédit ou de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et risque d'exploitation, décrites à la page 20.

Pour la gestion de ces risques, nous faisons appel :

- à la compétence, à l'expérience et au professionnalisme de nos spécialistes, dont les responsabilités ont été clairement définies;
- à des outils d'analyse quantitative perfectionnés;
- à des investissements constants dans la technologie.

Cette combinaison de prudence, de compétences analytiques et de technologie, à laquelle s'ajoute l'adhésion à nos méthodes d'exploitation, contribue à long terme à la vigueur et à la qualité de notre revenu net.

Stratégie

- Détermination et gestion des risques, et établissement d'une tarification en conséquence, de façon à optimiser le rapport risque-rendement.
- Utilisation d'un processus global et intégré de mesure et de présentation des risques afin d'en assurer une gestion cohérente et efficace à l'échelle de la Banque.
- Recours à des techniques d'analyse éprouvées, étayées par l'expérience et l'exercice d'un jugement fiable, de façon à bien saisir tous les aspects des risques.

Méthode

- Promotion d'une culture d'entreprise forte et proactive, qui met l'accent sur une démarche rigoureuse et efficace en matière de gestion des risques.
- Communication claire et concise des normes de gestion des risques, par le biais de politiques, de directives, de méthodes d'exploitation et de programmes de formation, le respect des normes et méthodes faisant l'objet d'un processus objectif de vérification interne.

Risque de crédit ou de contrepartie¹

Il s'agit du risque de subir des pertes, dans le cas où une contrepartie¹ ou un emprunteur ne respecterait pas ses obligations financières. Le risque de crédit est présent dans les activités traditionnelles de crédit, dans le règlement d'ordres de paiement entre institutions financières et dans la prestation de services qui comportent un risque de substitution¹. Il y a un risque de substitution notamment lorsque l'engagement de la contrepartie envers la Banque est établi par référence à la valeur variable d'une obligation contractuelle.

Risque de marché¹

Le risque de marché est le risque de perte pouvant résulter d'une évolution défavorable des facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change, les cours des actions et des produits de base, le risque lié aux marges et le risque de base.

Risque de liquidité¹

Le risque de liquidité correspond à la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements financiers en toutes circonstances à moins d'acquiescer des fonds à des taux excessifs ou de procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Risque d'exploitation¹

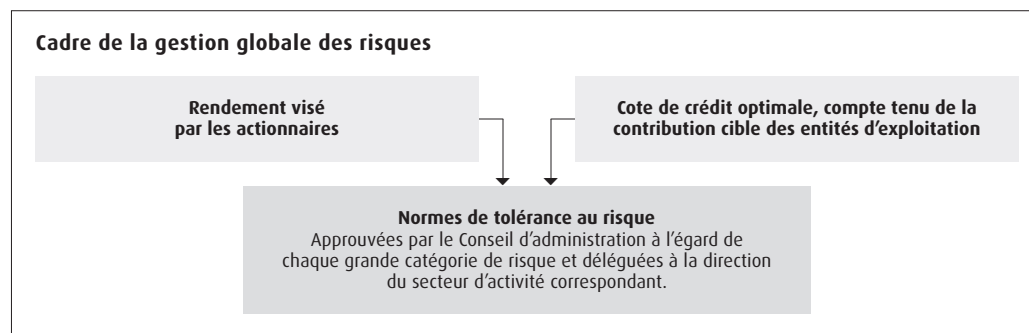
Le risque d'exploitation représente le risque de subir des pertes imputables entre autres à une interruption des communications ou du traitement d'information ou de transactions, ou au non-respect de nos obligations légales ou réglementaires, en raison d'un problème technique ou opérationnel, d'une erreur, d'une catastrophe naturelle ou d'activités criminelles. La définition de la Banque du risque d'exploitation comporte deux principales composantes, soit les risques liés à l'exploitation proprement dite, et les risques liés à l'entreprise ou aux circonstances.

Méthode (suite)

- Sélection d'employés dûment qualifiés et spécialisés, possédant un haut niveau de compétence et d'expérience en matière de gestion des risques.
- Recours à des techniques rigoureuses pour l'évaluation et l'acceptation des risques, et pour la séparation des responsabilités.
- Utilisation d'outils d'analyse et de technologies sophistiqués reconnus pour déterminer les risques, établir la tarification en conséquence, surveiller les positions et évaluer l'effet potentiel des initiatives et des stratégies adoptées par la direction.

Régie

- La responsabilité générale de la gestion des risques relève du Conseil d'administration et de son Comité d'évaluation des risques qui approuve les normes, délègue les limites et revoit l'évaluation faite par la direction des risques auxquels les principales activités sont exposées.
- Les fonctions d'approbation et de surveillance assumées par le Comité d'évaluation des risques sont appuyées au sein de la structure de gestion par le Comité de gestion des risques (et les sous-comités chargés de la gestion du risque de marché, du risque de liquidité et du risque d'exploitation), le Conseil sur le risque de contrepartie du chef de la direction et la Gestion des risques.
- La Gestion des risques, qui relève directement du chef de la direction, rend compte de ses activités au Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration. Ses fonctions comprennent l'élaboration des politiques, l'évaluation des risques et l'émission de rapports. Le groupe utilise diverses méthodes (y compris, si possible, le capital à risque (CaR) comme unité de mesure) pour regrouper les risques de différents types, à l'échelle de la Banque.
- Bien que chaque secteur d'activité soit responsable des risques qu'il assume et qu'il lui incombe d'en assurer la surveillance, la Gestion des risques supervise les activités exposées aux risques à l'échelle de la Banque, en veillant à ce que les politiques et les normes soient respectées.



Comme il est illustré ci-dessus, nous devons adopter à l'échelle de la Banque des stratégies qui assureront un équilibre optimal entre le rendement visé par les actionnaires et l'évaluation des risques faite par les agences de cotation, qui influe sur le coût des fonds. C'est pourquoi il est essentiel de gérer le profil des risques conformément aux niveaux de tolérance stipulés dans les stratégies approuvées par le Conseil.

Nous décrivons dans les pages qui suivent la façon dont nous gérons et mesurons les risques spécifiques afin d'atteindre l'équilibre risque-rendement mentionné ci-dessus. Nous présentons également, pour chaque risque, les résultats obtenus par rapport aux mesures établies.

Regroupement des risques à l'échelle de la Banque – Capital à risque

La Banque continue d'accroître ses capacités de manière à recourir davantage à la notion de CaR pour déterminer le capital requis par les secteurs d'activité et l'organisation dans son ensemble. Les diverses composantes du risque sont regroupées pour permettre de calculer la perte potentielle maximale que l'organisation ou un secteur d'activité pourrait subir avec un degré de probabilité prédéterminé et pour une période de temps définie.

Le CaR permet à la direction de mesurer le coût réel du capital selon les risques assumés. Le processus vise à définir l'élément risque dans le rapport risque-rendement, lequel contribue à évaluer le profit économique et l'augmentation de la valeur de l'avoir des actionnaires. À long terme, le CaR va devenir un outil clé dans la réalisation des stratégies approuvées, par l'optimisation des comportements en matière de gestion des risques, et dans l'évaluation des résultats obtenus par rapport aux objectifs de la Banque.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

Risque de crédit

Objectif

Assurer le maintien d'un portefeuille bien diversifié respectant les niveaux de tolérance au risque approuvés et obtenir un rendement approprié au profil de risque du portefeuille.

Méthode

La gestion du risque de crédit exige un degré élevé de responsabilité personnelle, une grande clarté dans la délégation de pouvoirs décisionnels, une gestion rigoureuse du portefeuille et une gestion dynamique des pertes sur prêts.

Les transactions de crédit aux PME, aux grandes entreprises et aux institutions sont d'abord évaluées par des prêteurs compétents. La fonction crédit procède ensuite à une évaluation indépendante de toutes les transactions importantes. Son visa est généralement requis avant que l'engagement de prêt ne soit confirmé au client. La fonction indépendante de vérification interne examine également les processus de gestion pour s'assurer que les normes établies en matière de crédit sont respectées. En outre, le groupe de révision des transactions de crédit relevant de la Gestion des risques effectue périodiquement la révision des transactions importantes ou à risque élevé.

La diversification des risques à l'intérieur des portefeuilles de prêts et de placements fait partie intégrante d'une gestion efficace du risque, en particulier dans les portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et aux institutions, où la concentration de risques peut représenter un problème important. Dans le cas des transactions de crédit d'envergure, la direction utilise des modèles perfectionnés pour évaluer l'incidence de la corrélation des risques avant d'autoriser de nouveaux engagements. Les engagements vis-à-vis de certains secteurs sont dictés par les limites d'autorisation globales établies à l'égard des portefeuilles.

L'utilisation d'outils technologiques dans le cadre du processus de gestion de portefeuille nous a permis de réorganiser la charge de travail de façon à accorder plus de temps et d'attention aux situations à risque élevé. Nous nous appliquons à déceler rapidement les prêts problématiques et nous confions la gestion des dossiers importants à un groupe de spécialistes chevronnés. Tous les comptes problématiques font l'objet d'une réévaluation trimestrielle.

Nous surveillons le rendement de ces prêts et tarifons les transactions de crédit en fonction du risque, en utilisant, entre autres, une méthode axée sur le rendement du capital rajusté en fonction du risque (la méthode RAROC¹ — voir la description ci-contre). La méthode RAROC est appliquée à toutes les transactions importantes avec les entreprises, et les mesures utilisées font appel à diverses données extérieures relatives aux marchés, dont les cotes de crédit et les données boursières.

Nous calculons la perte prévue — dans le cadre du calcul du RAROC — pour chaque transaction prise individuellement et pour l'ensemble du portefeuille. Ces données nous permettent d'établir des prévisions annuelles prudentes des provisions pour créances irrécouvrables et du niveau de la réserve générale. La perte prévue correspond à la valeur estimative, établie par la direction, des créances irrécouvrables d'une année pour l'exercice à venir. La direction appuie son estimation sur des raisonnements fondés sur le jugement et sur les facteurs suivants :

- la probabilité de la matérialisation du risque;
- le solde du crédit au moment de la matérialisation du risque;
- l'écart entre la valeur comptable et la valeur marchande ou la valeur de réalisation des prêts en cas de matérialisation du risque;
- l'incidence des cycles économique ou sectoriel sur la qualité de l'actif et la valeur des prêts.

La perte annuelle prévue devrait permettre d'établir une estimation fiable des pertes anticipées pour l'exercice à venir et les exercices suivants, dans le cadre d'un cycle économique normal. Cette estimation est étayée par le jugement de prêteurs chevronnés et une analyse quantitative des facteurs ci-dessus, dans la mesure du possible. Les estimations et les hypothèses qui sous-tendent le calcul de la perte prévue peuvent également s'appuyer sur l'expérience et la surveillance des portefeuilles, ainsi que sur des données précises ou approximatives sur les marchés et la modélisation d'événements économiques ou spécifiques au secteur. La perte prévue est décrite de façon plus détaillée dans l'encadré figurant à la page suivante.

Rendement du capital rajusté en fonction du risque (RAROC)

La méthode RAROC permet de comparer, de regrouper et de gérer les risques de marché, de crédit et d'exploitation à l'échelle de la Banque. Cette méthode vient étayer les applications de mesure et d'évaluation du risque. Elle aide la direction à déterminer les risques selon une méthode comparative fondée sur la classification par type de transaction et de client, ou par secteur d'activité. La direction peut ainsi mieux cerner les facteurs d'un rendement durable, gérer activement la composition du risque du portefeuille et affecter le capital aux secteurs offrant les meilleures possibilités de maximisation de la valeur de l'avoir des actionnaires. Nous disposons ainsi d'un cadre de mesure du risque en fonction du rendement, à chaque niveau de notre activité.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

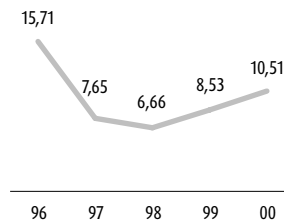
Mesures

En plus d'assurer en permanence une diversification satisfaisante des risques, deux mesures principales sont utilisées :

- Le **solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage de l'avoit des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables** mesure la situation financière de notre portefeuille, par une comparaison du volume des prêts douteux au niveau du capital et des réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts. Nous calculons ce ratio en divisant le volume des prêts douteux par le capital et les réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts.
- La **provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations** représente le niveau des provisions nécessaires pour couvrir les pertes des portefeuilles de prêts. Nous calculons ce ratio, exprimé en pourcentage, en divisant la provision annuelle pour créances irrécouvrables par le solde moyen des prêts et acceptations.

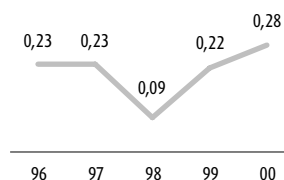
Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage du total de l'avoit des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables

(à l'exclusion des éléments exceptionnels)



Provision pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

(à l'exclusion des éléments exceptionnels)



Perte prévue

La perte prévue peut être brute ou nette, selon le cas. La perte prévue brute rend compte du risque total de perte (par ex. pertes subies par une filiale, une société affiliée, une coentreprise ou un fonds commun de créances) à moins que le risque n'ait été totalement transféré à des tierces parties ou n'ait déjà été reconnu (par ex. par le biais de la protection de premier niveau ou de l'attribution de capital). La perte prévue nette correspond à la tranche de la perte prévue brute qui se compose uniquement des pertes estimatives découlant du risque de crédit et qui, en cas de matérialisation du risque, serait imputée à la provision pour créances irrécouvrables de la Banque.

Des rajustements sont effectués selon le pourcentage de participation dans la filiale, la société affiliée ou la coentreprise, ou selon l'actif titrisé, auquel cas la perte subie est imputée aux revenus autres que d'intérêts plutôt qu'incluse dans la provision pour créances irrécouvrables. Pour déterminer si la réserve globale est suffisante, nous multiplions la perte prévue brute par un facteur donné.

Nous mesurons également la volatilité pouvant affecter les estimations, puisque dans certaines catégories d'actifs, la volatilité du risque est un facteur plus important que la perte prévue elle-même. C'est pourquoi nous devons maintenir un niveau de capital adéquat au cas où la volatilité atteindrait les limites extrêmes établies. La volatilité de la perte constitue donc une donnée essentielle pour déterminer le montant du capital à risque.

Évaluation des résultats

Qualité des prêts

Le solde brut des prêts douteux a atteint 1 501 millions de dollars, soit une augmentation de 409 millions par rapport à l'exercice précédent, et représente 1,04 % du total des prêts et acceptations comparativement à 0,75 % en 1999. Cette hausse s'est produite dans plusieurs secteurs, principalement ceux de la fabrication et des institutions financières. Bien qu'il s'agisse de la poursuite d'une tendance négative, le niveau de prêts douteux est demeuré à l'intérieur de paramètres de qualité acceptables et la réserve pour créances irrécouvrables est demeurée suffisante pour couvrir les prêts douteux. En fin d'exercice, la réserve pour créances irrécouvrables était supérieure de 96 millions de dollars au solde brut des prêts douteux, comparativement à 256 millions en 1999.

Provision pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations

En 2000, la provision pour créances irrécouvrables était de 358 millions de dollars, comparativement à 320 millions en 1999. La provision a été réduite par la contrepassation de la réserve résiduelle de 42 millions de dollars à l'égard des risques-pays relative à la vente de titres de pays en voie de développement au quatrième trimestre de 2000. À l'exclusion de cet élément exceptionnel, la provision était de 400 millions de dollars. Ce chiffre comprend une provision spécifique de 290 millions et un ajout de 110 millions à la réserve générale.

Le ratio de provisionnement est passé de 0,22 % en 1999 à 0,25 % en 2000. À l'exclusion des éléments exceptionnels, le ratio est passé de 0,22 % en 1999 à 0,28 % en 2000. Cette hausse représente un retour à des niveaux de provision plus normaux, à la suite du ratio exceptionnellement faible de 1998, qui était le plus bas en plus de 20 ans. Le ratio de 2000 est encore considéré comme faible par rapport aux pertes sur prêts moyennes du dernier cycle économique.

Augmentation de la réserve générale

La réserve générale totale représente maintenant 1 080 millions de dollars, comparativement à 970 millions en 1999. Nous maintenons la réserve générale pour couvrir toute carence qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut toujours pas être liée à des prêts en particulier. Pour déterminer la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs comme l'analyse statistique du rendement antérieur, le niveau actuel de la réserve et le jugement de la direction en ce qui a trait à la qualité du portefeuille, à la diversification par secteur, à la conjoncture économique ainsi qu'à la situation du marché du crédit. La réserve générale augmente généralement pendant la phase d'expansion du cycle économique, la concurrence se traduisant par des structures de prêt plus faibles, ce qui entraîne une augmentation de la probabilité de pertes, même si ce risque n'est pas entièrement discernable dans les prêts considérés individuellement. La réserve générale devrait faire l'objet de ponctions, au besoin, durant la phase de ralentissement du cycle économique, au cours de laquelle des réserves spécifiques seraient établies étant donné que la probabilité de pertes pourrait alors être déterminée à l'égard de prêts particuliers.

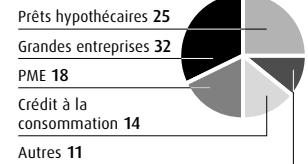
Diversification du portefeuille

Nous détenons un portefeuille de prêts diversifié principalement concentré dans les économies vigoureuses d'Amérique du Nord, qui comprend des millions de comptes dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises. Nous continuons à éviter toute concentration excessive en matière de risque-pays et de type de prêts.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

En 1999, notre provision pour créances irrécouvrables était de 320 millions de dollars, contre 130 millions en 1998. Le ratio de provisionnement était de 0,22 %, comparativement à 0,09 % en 1998. Le ratio du solde brut des prêts douteux était passé de 6,66 % en 1998 à 8,53 % en 1999.

Diversification par marché (% du portefeuille de prêts)



Risque de marché

Objectif

Déceler, mesurer, surveiller et rapporter toutes les activités comportant un risque de marché, en veillant à ce que les engagements ne dépassent pas les niveaux de tolérance approuvés et que ces activités produisent un rendement satisfaisant.

Méthode

Nos activités comportant un risque de marché sont assujetties aux normes relatives au risque lié à la valeur marchande et au revenu net à risque approuvées par le Conseil. Les principales méthodes utilisées pour évaluer le risque comprennent la valeur à risque (VAR¹) et le revenu net à risque¹ sur 12 mois. En ce qui concerne les risques du portefeuille structurel et du portefeuille du marché monétaire, nous mesurons également les écarts pour les risques liés aux instruments hors bilan et au taux d'intérêt ainsi que la sensibilité aux variations de taux. Les risques du portefeuille structurel et du portefeuille du marché monétaire sont contrôlés par une gestion active de la composition de l'actif et du passif, soit directement au niveau du bilan, soit au moyen d'instruments dérivés hors bilan. Dans le cas des titres du portefeuille de négociation, nous gérons également le capital exposé au risque de marché conformément aux exigences de la Banque des règlements internationaux (BRI). Des modèles de VAR sont en place pour assurer la gestion du risque de marché relatif aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux prix des produits de base et au cours des actions. Chacun de ces modèles, à l'exception du dernier, a été approuvé par voie réglementaire comme modèle interne aux fins du calcul du capital réglementaire. Notre modèle de VAR relatif au cours des actions devrait obtenir les approbations réglementaires en 2001.

Évaluation des résultats

Processus

En 2000, nous avons réalisé des progrès notables dans le cadre de nos initiatives visant à améliorer la couverture du risque de marché à l'échelle de la Banque et à déterminer les sources et l'importance du risque de marché assumé par la Banque. Un des principaux objectifs de ces initiatives est de doter la Banque des capacités voulues en matière de technologie et de traitement pour soutenir les méthodes d'évaluation du risque et l'amélioration de la présentation des résultats. De plus, nous avons mis en œuvre des mesures permettant d'améliorer la définition et la gestion des interrelations entre le risque de marché et le risque de crédit.

En 2000, nous avons mis en œuvre avec succès la méthode de la valeur à risque liée aux produits de base et obtenu l'approbation réglementaire pour utiliser cette méthode comme modèle interne aux fins du calcul du capital réglementaire à compter du 30 avril 2000. Nous avons aussi adopté la méthode de la valeur à risque liée aux titres de participation pour la gestion du risque. De plus, nous travaillons actuellement à l'élaboration d'une plateforme complète d'évaluation de la valeur à risque qui intégrera toutes les catégories de risque (risque lié aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux prix des produits de base et au cours des actions) dans le calcul quotidien de la VAR, l'analyse de scénarios et la simulation de crise.

Mesures

Le risque lié à la valeur marchande (tenant compte de la méthode de la valeur à risque) et le revenu net à risque¹ sont les mesures clés utilisées pour analyser le risque de marché. Ces mesures permettent de calculer l'effet sur le revenu net et sur la valeur économique d'une variation ponctuelle des taux ou des cours du marché, d'après les changements défavorables maximums prévus au cours de la période requise pour neutraliser les risques de chaque portefeuille, et sont appliquées à nos positions à la fin de la période. Notre estimation est fondée sur une analyse statistique de données antérieures dans le cadre d'un portefeuille particulier, avec un intervalle de confiance de 99 %. Sont exclus des calculs les effets des mesures que nous pourrions prendre pour réduire le risque ou que les clients pourraient prendre en réaction aux changements de taux ou de cours, de même que les effets des corrélations entre portefeuilles. Les sources du risque de marché sont décrites dans l'encadré ci-dessous.

Sources du risque de marché

Portefeuilles structurel et du marché monétaire : Prêts aux particuliers et aux entreprises du Canada et des États-Unis, instruments relatifs aux grandes entreprises canadiennes, placements et acceptations bancaires, accords de mise en pension et de prise en pension ainsi que prêts et investissements internationaux.

Portefeuille de placement : Titres de placement.

Portefeuille de négociation et de prise ferme : Instruments désignés comme instruments de négociation et comptabilisés à la valeur du marché.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

Gestion du risque de taux lié au portefeuille structurel et au portefeuille du marché monétaire

Le risque de taux représente un risque de marché important dans nos activités autres que de négociation. Nous utilisons deux modèles principaux pour déterminer la sensibilité de nos portefeuilles hors négociation aux variations défavorables des taux d'intérêt. Un modèle d'augmentation de 100 points de base, notre premier modèle, permet de calculer l'effet, sur le revenu net de 12 mois et sur la valeur de notre actif et de notre passif, d'une augmentation ponctuelle des taux de 100 points de base dans tous les portefeuilles. Ce modèle étant utilisé par la plupart des institutions financières, il facilite les comparaisons avec notre groupe de référence.

Le deuxième modèle, qui mesure le risque lié aux taux d'intérêt, est utilisé à l'interne pour donner une évaluation plus fine du risque. Ce modèle permet de calculer l'effet d'une variation ponctuelle des taux sur le revenu net au cours des 12 prochains mois, ainsi que sur la valeur de notre actif et de notre passif. L'intervalle de confiance étant de 99 %, il tient compte de la variation maximale de taux prévue dans chaque portefeuille au cours de la période estimative nécessaire pour dénouer nos positions dans ce portefeuille. La direction considère qu'il s'agit là d'une évaluation plus exacte du risque de taux. Nos instruments du marché monétaire sont, de par leur nature même, des instruments à court terme, de sorte que nous devrions normalement être en mesure de mettre fin à nos positions avant qu'une augmentation de 100 points de base puisse se produire.

Gestion du risque de marché lié à la négociation et à la prise ferme

La gestion du risque de négociation repose sur l'évaluation d'un certain nombre de risques et sur les limites ou plafonds y afférents. Les paramètres clés de cette évaluation sont les suivants :

- importance du risque;
- sources ou concentrations de risques;
- analyse de scénarios et simulation de crise des positions exposées au risque;
- analyse de sensibilité et de stabilité.

L'*importance du risque* est établie en fonction du risque lié à la valeur marchande. Elle correspond au calcul de la perte maximale éventuelle sur un portefeuille donné d'actifs de négociation. L'outil généralement employé pour ce calcul est la VAR, dont on établit une valeur fiable à 99 % pour une période de détention d'une journée (aux fins de calcul du capital, la VAR est calculée pour une période de détention de 10 jours). La VAR est l'outil de mesure, et la norme de la Banque en matière de risque lié à la valeur marchande correspond à la structure de limites ou plafonds appropriée.

Les *sources et les concentrations de risques* sont mesurées en fonction de catégories de risque particulières. Cette mesure permet aux responsables des opérations de négociation de vérifier qu'il n'existe aucune concentration excessive de risques (par exemple, risque lié à l'écart de crédit, risque lié au coefficient véga du taux d'intérêt ou niveau de risque lié à une devise particulière).

Depuis quelques années, l'*analyse de scénarios* et la *simulation de crise* sont reconnues comme des outils clés en matière de gestion du risque. Les entités chargées des activités de négociation peuvent soumettre les plafonds à des simulations de crise et sont davantage en mesure d'évaluer des scénarios de risque afin de déterminer les résultats des fluctuations éventuelles ou probables du marché. La Banque est déterminée à poursuivre ses travaux dans ce domaine.

Enfin, l'*analyse de sensibilité et de stabilité* vise principalement à comprendre et à mesurer le risque de modélisation associé à l'utilisation d'outils avancés d'évaluation des prix et des risques. L'analyse vise à déterminer les paramètres de données ou d'étalonnage auxquels le modèle est le plus sensible, ainsi que ceux qui sont les plus variables ou instables. On peut ainsi mieux comprendre la fourchette des valeurs possibles pour chacun des modèles employés.

Résultats

Au 31 octobre 2000, la composition de notre portefeuille de positions de négociation et hors négociation exposées au risque de marché était conforme à nos normes internes concernant le risque lié à la valeur marchande. Les résultats des contrôles *ex post* et des simulations de crise appliquées aux extrants de nos modèles étaient également dans les normes.

Au troisième trimestre de l'exercice, le risque lié à la volatilité du cours du gaz naturel a entraîné une perte avant impôts de 52 millions de dollars (30 millions après impôts). Même si les positions se trouvaient en deçà du seuil de tolérance établi pour ces activités, après un examen détaillé, des modifications ont été apportées aux processus, et d'autres mesures de gestion ont été prises afin de réduire les risques de pertes futures dans ce secteur.

Le capital réglementaire global requis pour faire face au risque de marché en vertu des exigences de la BRI s'établissait à 372 millions de dollars au 31 octobre 2000, par rapport à 538 millions à la fin de l'exercice 1999. Cette réduction est principalement attribuable aux produits de base et traduit tant l'adoption d'une méthode de VAR plus efficace à l'égard du calcul du capital, que la réduction des risques sur produits de base.

Risque global lié à la valeur marchande

Sensibilité au risque de taux d'intérêt – Hausse des taux d'intérêt

au 31 octobre 2000 – contre-valeur en dollars canadiens après impôts (en millions de dollars)	2000		1999	
	Portefeuilles structurel et du marché monétaire		Portefeuilles structurel et du marché monétaire	
	Hausse de 100 points de base	Risque lié à la hausse des taux d'intérêt b)	Hausse de 100 points de base	Risque lié à la hausse des taux d'intérêt b)
Revenu net à risque au cours des 12 prochains mois a)	40,1	17,3	70,2	43,6
Valeur économique à risque a)	215,8	270,6	351,0	438,7

a) Les mesures du risque comprennent l'évaluation de l'effet des options rattachées mais excluent les mesures que nous pourrions prendre pour réduire le risque, ou les mesures que les clients pourraient prendre en réaction aux changements de taux. Les autres hypothèses sont compatibles avec celles relatives aux écarts présentés dans le tableau des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt, à la page 74 de la section Données complémentaires.

b) Les mesures du risque sont fondées sur une analyse statistique de données antérieures dans le cadre d'un portefeuille particulier, avec un intervalle de confiance de 99 % (comparativement à 97,5 % en 1999).

Sommaire de la VAR intégrée – Négociation et prise ferme – période du 1^{er} novembre 1999 au 31 octobre 2000

contre-valeur en dollars canadiens avant impôts (en millions de dollars)*	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Taux d'intérêt	14,1	17,9	24,4	11,6
Change	5,8	3,7	8,1	1,7
Produits de base	1,5	2,6	6,6	0,7
Titres de participation	6,9	5,3	9,7	2,8
Effet de corrélation	(4,3)	(4,3)	(6,9)	(2,8)
Total	24,0			

* Mesure d'un jour avec un intervalle de confiance de 99 %.

Comprend la VAR des taux d'intérêt et du change pour l'exercice, la VAR des produits de base à partir du 1^{er} février 2000 et la VAR des titres de participation à partir du 1^{er} mai 2000. Tient compte de l'effet de corrélation à l'égard des taux d'intérêt et du change à compter du 1^{er} août 2000.

Sensibilité au risque de marché – Évolution défavorable des taux ou des cours du marché a)

au 31 octobre – contre-valeur après impôts (en millions de dollars)	2000		1999	
	\$ CA	\$ US	\$ CA	\$ US
Revenu net à risque au cours des 12 prochains mois b)	51,2	53,8	54,4	45,1
Risque lié à la valeur marchande b)	209,5	72,5	371,1	98,1

a) Le revenu net à risque et la valeur économique à risque comprennent 6,6 \$ CA et 4,4 \$ US en 2000, et 17,5 \$ CA et 12,8 \$ US en 1999 en rapport avec les portefeuilles de négociation.

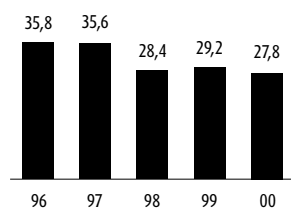
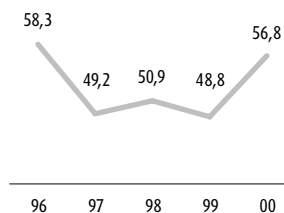
b) Les hypothèses utilisées pour le modèle sont semblables à celles des notes a) et b) ci-dessus concernant la sensibilité au risque de taux, et comportent l'ajout de taux minimums sur les dépôts.

Au cours de l'exercice, nous avons entrepris des initiatives en vue de réduire le risque de marché. Le revenu net à risque est demeuré relativement stable en 2000.

Pour plus de détails sur les risques liés aux instruments dérivés, consultez la note 21 afférente aux états financiers consolidés.

Mesure

Le ratio de l'**encaisse et des valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total**, notre principale mesure de la couverture de liquidité, représente le rapport des dépôts auprès d'autres banques, de l'encaisse et des valeurs mobilières (soit l'actif liquide) à l'actif total. Il nous permet de nous assurer que nous disposons des liquidités suffisantes pour répondre à nos engagements financiers.

Encaisse et valeurs mobilières, en pourcentage de l'actif total**Rapport des dépôts de base au total des dépôts (%)****Dépôts par catégorie de clients**

Banques 15 %
 Entreprises/
 administrations
 publiques 44 %
 Particuliers 41 %

**Dépôts par type**

Dépôts à vue 13 %
 Dépôts à préavis 26 %
 Dépôts à terme 61 %

**Risque de liquidité****Objectif**

Notre objectif consiste à disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, en toutes circonstances, sans qu'il soit nécessaire de se procurer des fonds à des prix inacceptables ou de procéder à une vente forcée d'actifs.

Méthode

Notre méthode de gestion de la liquidité consiste à prévoir les besoins de liquidité en fonction des situations économique et politique, ainsi que des événements spécifiques au marché ou à notre organisation, selon des scénarios probables et extrêmes. Une telle méthode nous permet d'établir si nous disposons de suffisamment de fonds pour faire face à nos engagements financiers, même en période de crise. On tient compte à cet égard tant de l'actif liquide disponible que de la capacité d'obtenir des fonds supplémentaires.

Nous surveillons continuellement le risque de liquidité et nous procédons à une gestion active de notre bilan pour atténuer ce risque. La direction établit les besoins minimums d'actif liquide ainsi que les limites et les lignes directrices concernant la diversification du passif et les engagements de financement.

Notre importante masse de dépôts de particuliers et notre capital considérable constituent une source stable de financement à long terme.

Nos blocs de dépôts sont diversifiés par client, type, marché, échéance et monnaie. Les dépôts de gros sont en grande partie à court terme et appuient principalement nos portefeuilles d'actifs du marché monétaire et de négociation, ainsi que de titres de placement. Les activités relatives aux blocs de dépôts sont effectuées par des équipes de spécialistes ayant accès aux principaux marchés financiers du monde.

La titrisation d'éléments d'actif constitue une autre source de fonds. En 2000, nous avons titrisé 1 875 millions de dollars de prêts hypothécaires LNH.

Évaluation des résultats

Notre ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total est passé de 29,2 % au 31 octobre 1999 à 27,8 % au 31 octobre 2000. Cette baisse est attribuable au recul des dépôts auprès de banques, partiellement compensé par une croissance des titres du compte de négociation.

Notre mesure secondaire de liquidité est le rapport des dépôts de base au total des dépôts. Les dépôts de base représentent le total des dépôts moins les dépôts à terme de plus de 100 000 \$ en devise d'origine. En 2000, ce rapport est passé de 48,8 % à 56,8 %. Cette hausse est attribuable à la croissance des dépôts de base des particuliers et des entreprises et à une diminution des dépôts de banques, inscrits au bilan. Pour plus de renseignements sur l'actif liquide, consultez le tableau 17 de la section Données complémentaires à la page 81.

Nous maintenons une large diversification des dépôts par catégorie de clients et par type, tel que le montrent les graphiques ci-contre.

Dans le cadre normal de nos activités, notamment pour soutenir nos activités sur le marché monétaire et de négociation, ainsi que notre participation aux systèmes de compensation et de paiement, au pays comme à l'étranger, une partie de l'actif liquide est donnée en garantie. Au 31 octobre 2000, 21,8 milliards de dollars d'actif liquide avaient été donnés en garantie, comparativement à 21,6 milliards en 1999.

Perspectives

Notre cible consiste à obtenir un ratio d'encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total comparable à celui de 2000.

Risque d'exploitation

Objectif

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique et il est essentiel de bien le gérer si l'on veut atteindre ses objectifs. Bien qu'il soit impossible d'éliminer complètement le risque d'exploitation, on peut le gérer efficacement, l'atténuer et, dans certains cas, s'assurer contre lui afin de préserver et de créer de la valeur.

Méthode

La gestion du risque d'exploitation passe par l'établissement d'une structure et de contrôles efficaces. Pour ce faire, nous avons élaboré un cadre solide qui met à profit les atouts et les connaissances spécialisées de nos secteurs d'activité, de la Gestion des risques et des fonctions de soutien. Notre stratégie consiste à maximiser notre capacité de gestion et de mesure du risque d'exploitation par la mise en œuvre d'un cadre qui s'appuie sur les meilleures pratiques du secteur.

Les méthodes de gestion du risque d'exploitation sont en constante évolution, car les banques, partout dans le monde, tentent de mieux comprendre et de modéliser les paramètres de ce risque. À cette fin, nous nous sommes dotés d'une structure efficace et d'un cadre de régie solide afin d'améliorer sans cesse nos méthodes de mesure et de contrôle.

Structure

La structure repose essentiellement sur un personnel qualifié et bien formé, des mesures de contrôle étayées par des normes et méthodes documentées, ainsi que des lignes directrices claires et cohérentes. La Gestion des risques examine et met à jour périodiquement les normes de façon que les principes relatifs au risque soient bien diffusés à l'échelle de la Banque, et que les responsabilités en la matière soient définies et respectées. De plus, la fonction vérification interne se livre régulièrement et de manière indépendante à un examen et à une vérification des contrôles internes pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Régie

La Banque s'est dotée d'un Comité de gestion du risque d'exploitation formé de hauts dirigeants afin de disposer d'un mécanisme en bonne et due forme pour prendre les décisions relatives au risque d'exploitation, discuter des répercussions intergroupes des risques importants, recommander de nouvelles normes ou modifier les normes existantes, ainsi qu'examiner et approuver des méthodes de quantification des risques et d'affectation du capital. Ce comité est composé de représentants de chacun des secteurs de la Banque afin que tous les risques encourus soient examinés et leurs répercussions évaluées.

Nous surveillons en permanence l'efficacité avec laquelle nous gérons le risque d'exploitation. La Gestion des risques signale, s'il y a lieu, à la haute direction et au Conseil d'administration les événements marquants susceptibles d'influer sur l'exploitation de l'organisation. La Vérification interne, en plus de conseiller la haute direction de la Banque, produit des rapports à l'intention du Comité de vérification du Conseil d'administration concernant l'efficacité des contrôles internes.

Les deux composantes du risque d'exploitation sont brièvement décrites ci-dessous :

Risques liés à l'exploitation

Les risques liés à l'exploitation sont contrôlés par l'entremise d'activités exécutées quotidiennement; leur gestion est assurée par des procédures et des mécanismes de surveillance internes.

Parmi les risques liés à l'exploitation, on compte les risques touchant la sécurité matérielle et logique, le traitement des transactions, le contrôle des opérations, la technologie et les systèmes, ainsi que les risques particuliers qui découlent de l'impartition de certaines activités.

Risques liés à l'entreprise et aux circonstances

Les risques liés à l'entreprise et aux circonstances comprennent les risques inhérents, structurels et externes.

Ce type de risque peut également être lié à des circonstances imprévisibles (p. ex., catastrophe naturelle) et avoir des répercussions importantes si aucun plan n'a été élaboré.

Parmi ces risques, on compte les erreurs stratégiques, les sinistres, l'atteinte à la réputation ou à l'image de la Banque, ou encore les risques liés à la fiscalité, à la comptabilité et à la gestion financière, à la législation, aux exigences réglementaires, aux ressources humaines et aux modèles complexes utilisés par la Banque.

Évaluation des résultats

Aucune perte importante n'a été subie au cours des exercices 2000, 1999 et 1998. Cependant, compte tenu de la nature même du risque d'exploitation, rien ne permet d'assurer que nous ne subirons pas de pertes à ce chapitre dans l'avenir.

Nous avons entièrement atteint notre objectif de faire en sorte que nos activités se déroulent avec précision et sans interruption avant, pendant et après le passage à l'an 2000.

Mesure

Actuellement, le risque d'exploitation est mesuré sur le plan financier en termes de pertes réelles subies.

Nous migrons vers des modèles quantitatifs qui nous permettront d'évaluer le risque d'exploitation avec davantage de précision.

Avec le soutien de la Gestion des risques, des secteurs d'activité et de fonctions spécialisées comme la Fiscalité, les Services juridiques et la Technologie, nous sommes en train de déterminer les risques importants inhérents à chaque secteur et d'évaluer la fréquence et l'importance des pertes d'exploitation éventuelles. Certains de ces risques se prêtent à l'analyse des données historiques et des tendances; pour d'autres risques, par exemple les catastrophes naturelles et les erreurs stratégiques, où les données historiques ne sont pas statistiquement significatives, des scénarios illustrant les pires situations sont élaborés et analysés. Les résultats de l'analyse devraient pouvoir être répartis au moyen de modèles statistiques, de manière à attribuer à chaque secteur d'activité un montant approprié de capital pondéré en fonction des risques.

Gestion globale du capital

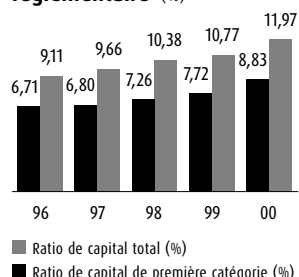
Mesure

Le **ratio de capital de première catégorie** est notre principale mesure de la suffisance du capital, définie comme étant le capital de première catégorie, exprimé en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques.

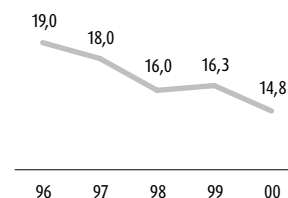
Cible

Notre cible pour 2000 consistait à maintenir un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.

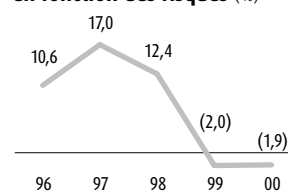
Ratios de capital réglementaire¹ (%)



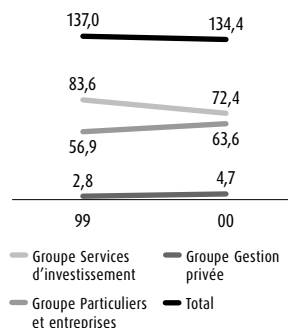
Ratio de l'actif aux fonds propres



Croissance de l'actif pondéré en fonction des risques (%)



Actif pondéré en fonction des risques par entité d'exploitation (en milliards de dollars)



Faits saillants

- Nous avons continué d'augmenter notre ratio de capital de première catégorie¹, qui est passé de 7,72 % en 1999 à 8,83 % en 2000.
- Nous avons diminué l'actif pondéré en fonction des risques¹ de 2,6 milliards de dollars en cours d'exercice.
- Dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, qui s'est terminé le 31 octobre 2000, nous avons racheté 7,86 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation à un coût de 500 millions de dollars, ce qui a comblé nos besoins en matière de gestion de capital.
- Le 11 octobre 2000, nous avons émis pour 350 millions de dollars de titres de la Fiducie de capital BMO (BMO BOATS^{MC}), qui constituent des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie¹, pour satisfaire aux exigences réglementaires. Constituant un moyen rentable de nous conformer aux exigences en matière de capital, ces titres ont remplacé des titres équivalant à 150 millions de dollars de capital de deuxième catégorie.

Objectif

Notre objectif principal consiste à conserver, de façon constante, suffisamment de capital pour appuyer la création à long terme de valeur pour les actionnaires et répondre aux besoins de nos commettants, notamment nos actionnaires, les organismes de réglementation, les déposants et les agences de cotation.

Stratégie

Nous cherchons à améliorer notre capital de deux principales façons. Tout d'abord, nous mettons l'accent sur la gestion du bilan, en ayant comme objectif de diminuer la quantité d'actifs à faible rendement. Ensuite, nous rachetons ou émettons des instruments, de façon à obtenir la structure de capital la plus rentable possible.

De façon générale, les dividendes sont augmentés en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du bénéfice par action. Nous veillons toutefois à conserver suffisamment de profits pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants.

Méthode

Nous avons recours à une méthode rigoureuse de gestion du bilan, qui consiste notamment à établir des limites et à surveiller l'actif rajusté et pondéré en fonction des risques. Au niveau de la Banque, notre capital détermine le degré de risque que nous pouvons assumer, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. Au niveau des secteurs d'activité, le capital est réparti en fonction des risques liés à chaque secteur d'activité. Nous faisons appel à plusieurs mesures pour assurer le respect des exigences réglementaires en matière de capital : le ratio de capital de première catégorie, le ratio de capital total et le ratio de l'actif aux fonds propres, définis tous les trois par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Évaluation des résultats

Les ratios suivants ont tous augmenté de 1999 à 2000 : le ratio de capital de première catégorie est passé de 7,72 % à 8,83 %, le ratio de capital total est passé de 10,77 % à 11,97 % et le ratio de l'actif aux fonds propres est passé de 16,3 % à 14,8 %. Nous avons augmenté ces ratios en conservant des fonds pour nous assurer d'atteindre notre objectif de maintien d'un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8,0 %. Nous avons diminué de 2,6 milliards de dollars l'actif pondéré en fonction des risques. Certains actifs sujets à pondération ont été transférés du portefeuille de prêts aux grandes entreprises du groupe Services d'investissement aux portefeuilles de prêts aux particuliers à rendement supérieur des groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée.

Nos ratios de 2000 et de 1999 sont bien au-dessus des taux minimaux exigés par le BSIF.

Source et utilisation du capital en 2000 (en millions de dollars sauf indication contraire)

	Total du capital de première catégorie ²		Actif pondéré en fonction des risques ²	Ratio de capital de première catégorie ²
1 ^{er} novembre 1999	10 578 \$	1 ^{er} novembre 1999	136 964 \$	7,72 %
Revenu net	1 857	Augmentations (diminutions)		
Dividendes (actions ordinaires et privilégiées)	(631)	Groupe Particuliers et entreprises	6 695	
Écart d'acquisition	(17)	Groupe Gestion privée	1 928	
Émission d'actions	428	Groupe Services d'investissement	(11 190)	
Rachat d'actions aux fins d'annulation	(500)	Soutien	(37)	
Conversion d'activités étrangères et autres	149			
31 octobre 2000	11 864 \$	31 octobre 2000	134 360 \$	8,83 %

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

Notre ratio de capital de première catégorie était passé de 7,26 % en 1998 à 7,72 % en 1999. Cette hausse résultait de la stratégie de gestion du bilan adoptée, y compris la mise en application de modèles intégrés de risque de marché et la croissance du revenu net.

Perspectives

Notre cible pour 2001 consiste à maintenir un ratio de capital de première catégorie d'au moins 8,0 %, tout en assurant une croissance modérée de l'actif pondéré en fonction des risques.

¹Définition donnée dans le Glossaire de termes financiers, à la page 88

²Pour plus de détails sur la suffisance du capital, reportez-vous au tableau 22 de la section Données complémentaires, à la page 83.

Analyse des résultats des groupes clients

La présente section offre un aperçu des entités d'exploitation de la Banque, de leurs objectifs et réalisations en 2000, ainsi que de leurs objectifs pour 2001. Une analyse des résultats financiers de 2000 et de 1999 est également présentée. Les résultats de la Harris Bank, qui sont inclus dans ceux des groupes Particuliers et entreprises, Gestion privée et Services d'investissement, font l'objet d'une analyse distincte.

Groupe Particuliers et entreprises

Le revenu net a atteint 1 022 millions de dollars en 2000, en hausse de 270 millions de dollars ou 36,0 % par rapport à l'exercice précédent. À l'exclusion des éléments exceptionnels, qui ont augmenté le revenu net de 135 millions de dollars en 2000 et de 18 millions en 1999, et de l'apport de la participation de la Banque dans Bancomer, le revenu net a augmenté de 207 millions de dollars, ou 33,2 %, comme l'explique en détail la page 33.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'est établi à 192 millions de dollars en 2000, en hausse de 62 millions ou 48,0 % par rapport à 1999. L'inclusion d'un mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns a eu pour effet d'accroître le revenu net de 1999 de 1,5 million de dollars. Le revenu net du groupe provenant de l'exploitation normale s'est accru de 49,8 % par rapport à l'exercice précédent, comme l'explique en détail la page 36.

Groupe Services d'investissement

Le revenu net s'est chiffré à 632 millions de dollars en 2000, soit une diminution de 34 millions ou 5,2 % par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à l'utilisation par le groupe SI, en 2000, de la méthode de provisionnement pour pertes prévues de la Banque et au mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 qui, ensemble, ont pour effet d'augmenter de 47 millions de dollars le revenu net de 1999 par rapport à 2000. Le revenu net du groupe provenant de l'exploitation normale s'est accru de 13 millions de dollars ou 2,0 % par rapport à l'exercice précédent, comme l'explique en détail la page 39.

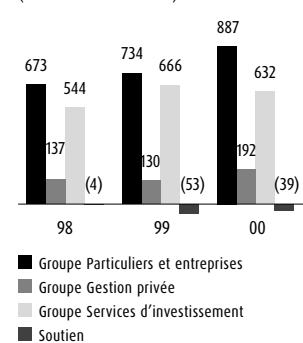
Harris Bank

Le revenu net s'est établi à 268 millions de dollars américains en 2000, en hausse de 48 millions de dollars américains ou 21,8 % par rapport à 1999. La hausse du revenu net est attribuable à une croissance de 56 millions de dollars américains des revenus, à une diminution de 25 millions des frais autres que d'intérêts et à une diminution de 3 millions de la provision pour créances irrécouvrables, comme l'explique en détail la page 40.

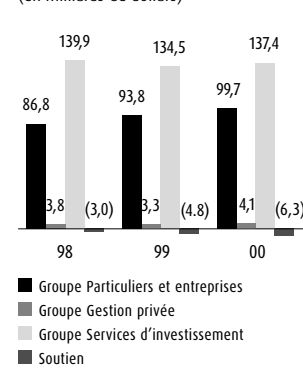
Soutien

Le revenu net s'est établi à 11 millions de dollars en 2000, en hausse de 177 millions par rapport à 1999. À l'exclusion des éléments exceptionnels, qui comptent pour 50 millions de dollars du revenu net de 2000 et qui ont fait baisser le revenu net de 113 millions en 1999, le revenu net est en hausse de 14 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, comme l'explique en détail la page 41.

Revenu net par entité d'exploitation
(à l'exclusion des éléments exceptionnels)
(en millions de dollars)



Actif moyen par entité d'exploitation
(en milliards de dollars)



Revenu net et actif moyen par entité d'exploitation

pour l'exercice terminé le 31 octobre	Groupe PE			Groupe GP			Groupe SI			Soutien			Total consolidé		
	2000	1999*	1998*	2000	1999*	1998*	2000	1999*	1998*	2000	1999*	1998*	2000	1999*	1998*
Revenu net (en millions de dollars)															
Canada	648	508	518	164	99	93	295	125	143	(38)	(174)	(17)	1 069	558	737
États-Unis	254	83	89	28	25	26	285	441	353	10	(20)	11	577	529	479
Autres pays	120	161	66	0	6	18	52	100	48	39	28	2	211	295	134
Total	1 022	752	673	192	130	137	632	666	544	11	(166)	(4)	1 857	1 382	1 350
Pourcentage du revenu net (%)	55,0	54,4	49,9	10,4	9,4	10,1	34,0	48,2	40,3	0,6	(12,0)	(0,3)	100,0	100,0	100,0
À l'exclusion des éléments exceptionnels	887	734	673	192	130	137	632	666	544	(39)	(53)	(4)	1 672	1 477	1 350
Pourcentage du revenu net (%)	53,1	49,8	49,9	11,5	8,8	10,1	37,7	45,0	40,3	(2,3)	(3,6)	(0,3)	100,0	100,0	100,0
Actif moyen (en millions de dollars)															
Canada	80 624	75 687	70 495	1 667	1 344	2 075	55 465	42 640	51 263	(8 852)	(8 192)	(4 159)	128 904	111 479	119 674
États-Unis	17 985	17 121	15 494	2 368	1 802	1 551	56 635	56 013	55 635	2 399	3 199	913	79 387	78 135	73 593
Autres pays	1 056	948	841	80	112	135	25 375	35 820	33 001	142	220	206	26 653	37 100	34 183
Total	99 665	93 756	86 830	4 115	3 258	3 761	137 475	134 473	139 899	(6 311)	(4 773)	(3 040)	234 944	226 714	227 450

* Données retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice, certains secteurs d'activité ont changé de groupe client, favorisant ainsi leur harmonisation avec nos segments de clientèle. Les services aux moyennes entreprises et les services de gestion de trésorerie de la Harris Bank ont été transférés du groupe Particuliers et entreprises au groupe Services d'investissement, afin de combiner les forces en gestion relationnelle de la Harris avec les capacités en matière de services d'investissement et de marchés financiers de BMO Nesbitt Burns à Chicago. En outre, les opérations relatives aux dépôts à terme au Canada et les Centres de services de Gestion privée ont été transférés du groupe Particuliers et entreprises au groupe Gestion privée dans le but de rassembler nos capacités de gestion de patrimoine.

Mode de présentation des résultats des entités d'exploitation

Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les entités d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'une entité disposant d'un surplus à une entité affichant un déficit s'effectue au taux du marché applicable à la devise et au terme visés. Les éléments d'actif sont répartis par région géographique selon le risque ultime de l'actif sous-jacent. Le revenu net est réparti selon la région géographique du bureau responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents.

Groupe Particuliers et entreprises

Description

La mission du groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) est d'offrir des services intégrés, sans frontières et de qualité supérieure à ses quelque sept millions de clients, particuliers et entreprises, au Canada et aux États-Unis. Actuellement, le groupe PE offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de 16 000 prestataires de services financiers hautement qualifiés dans plus de 1 100 succursales de la Banque de Montréal et de la Harris Bank, ainsi que par l'entremise des sites Internet bmo.com et harrisbank.com, de BMO mbanx^{MD} Direct et d'un réseau de 1 987 guichets automatiques.

Profil de la clientèle

La clientèle du groupe PE comprend des particuliers et des petites et moyennes entreprises de partout au Canada et des États-Unis. Le groupe PE travaille en étroite collaboration avec les groupes Gestion privée et Services d'investissement afin d'offrir à ses clients la qualité de service et le choix de produits qui sont à la base d'une relation solide.

Objectifs de 2000

Le groupe Particuliers et entreprises est celui dont la contribution au revenu net de la Banque de Montréal est la plus élevée. Un vaste réseau de succursales et de guichets automatiques ainsi que diverses voies d'accès électroniques lui permettent de servir plus de cinq millions de particuliers et plus de 450 000 entreprises à l'échelle du Canada.

En 2000, l'objectif du groupe PE était de tirer parti de sa position de force sur le marché canadien, plus particulièrement en s'orientant vers l'établissement d'une relation intégrée avec la clientèle. Pour réaliser cet objectif, le groupe PE s'est concentré sur un certain nombre d'indicateurs de rendement clés, notamment :

- Dépassement du taux de croissance du marché en matière de dépôts et de prêts;
- Poursuite de la transformation des modes d'accès aux produits et aux services;
- Accroissement des capacités en matière d'affaires électroniques;
- Réduction de la structure de coûts;
- En ce qui concerne les banques locales des Services bancaires Harris région de Chicago, forte croissance des dépôts, ainsi que des prêts à la consommation et aux PME.

Réalisations en 2000

- Au Canada, croissance de 6,4 % du volume des prêts hypothécaires, de 6,7 % des prêts sur cartes de crédit et des autres prêts aux particuliers, de 8,4 % des prêts et des acceptations aux entreprises (y compris les petites entreprises).
- Vente ou fusion de 100 succursales et ouverture de 41 nouvelles succursales, la clientèle des services bancaires par téléphone et en direct passant à 1,7 million d'utilisateurs.
- Lancement des premiers services bancaires sans fil en Amérique du Nord et adhésion de plus de 90 gros expéditeurs de courrier, dont la Ville de Toronto, au service EPOSTE^{MC4}, le premier bureau de poste électronique en Amérique du Nord.
- Réduction de 78 millions de dollars des frais globaux, sans répercussion sur le service à la clientèle.
- En ce qui concerne les Services bancaires Harris région de Chicago, accroissement du portefeuille de prêts à la consommation de 15 %, et croissance de l'ensemble des prêts de 12 %.

Objectifs de 2001

- Poursuite de la mise en œuvre d'une approche intégrée de la prestation des services bancaires en succursale et par voie électronique, afin que tous nos employés travaillent de concert pour simplifier la vie de nos clients en ce qui concerne la gestion de leurs finances.
- Poursuite de la mise en œuvre d'une approche stratégique intégrée en matière de développement et de marketing des produits destinés aux particuliers.
- Personnalisation accrue du service aux petites entreprises et, parallèlement, ciblage dynamique de ce marché, qui présente un fort potentiel de croissance mais est moins bien desservi.
- Mise à profit de notre position de chef de file sur le marché important et relativement moins bien desservi des services aux moyennes entreprises (sociétés ayant un chiffre d'affaires annuel situé entre 100 et 300 millions de dollars).
- Croissance de l'actif doublée du maintien de normes élevées de qualité de l'actif, grâce à l'exploitation accrue de la technologie, à des techniques de pointe en matière de gestion des risques et à une discipline interne rigoureuse.
- Aux États-Unis, concentration des efforts à l'interne sur une occasion d'envergure permettant le développement accéléré de notre portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'objectif étant d'accroître leur encours de plus de 1 milliard de dollars.

Réseau de distribution

Notre réseau de distribution est constitué de multiples circuits, par l'entremise desquels nous fournissons des services financiers à nos clients. Ce réseau comprend les succursales présentes dans les collectivités canadiennes d'un océan à l'autre, les succursales à l'intérieur de supermarchés et les guichets automatiques, ainsi que BMO mbanx Direct, qui offre aux clients une gamme complète de services bancaires par Internet, par téléphone et par technologie sans fil, en tout temps et en tous lieux.

Objectifs de 2000

- Poursuite de la réorganisation du réseau de succursales par la fusion de 105 succursales et l'ouverture de 45 nouvelles succursales en magasin.
- Réingénierie du modèle bancaire pour la prestation de services en ligne.
- Expansion de la fonctionnalité dans le secteur des services bancaires par Internet et par téléphone.

Réalisations en 2000

- Achèvement d'une bonne partie de notre programme de transformation des succursales sur trois ans, grâce à la vente ou à la fusion de 100 succursales, dont 62 ont été cédées à des coopératives de crédit de l'ouest du Canada.
- Ouverture de 28 succursales en magasin dans l'ouest du Canada, en Ontario et au Québec, et achat de 12 succursales de la Banque TD et de Canada Trust dans des secteurs à forte croissance de l'Ontario.
- Fusion de mbanx et des Services bancaires par téléphone sous la nouvelle marque BMO mbanx Direct, initiative qui a nécessité plus de 1 000 changements de poste et la migration de quelque 150 000 clients vers les programmes de services bancaires courants, ainsi que la mise en œuvre d'un modèle de vente et service axé sur la segmentation de la clientèle.
- Restructuration de notre site Web pour uniformiser la présentation, faciliter la navigation et améliorer les fonctions de libre-service et d'accès sans fil.

Prêts hypothécaires à l'habitation

Le secteur Prêts hypothécaires à l'habitation offre aux consommateurs une vaste gamme de produits hypothécaires concurrentiels par l'entremise de divers circuits de distribution. Ainsi, les clients peuvent choisir de faire une demande de prêt hypothécaire dans une succursale de la Banque de Montréal ou dans un point de vente d'un magasin Safeway ou A&P Dominion, ou encore sur notre site bmo.com. En outre, le secteur exploite la Corporation hypothécaire Xceed^{MC}, une filiale en propriété exclusive spécialisée dans le financement hypothécaire offert à une clientèle élargie.

Objectifs de 2000

- Augmentation de la rentabilité et du solde des produits hypothécaires destinés aux particuliers, grâce à la gestion de l'offre et à l'innovation.
- Pénétration de nouveaux segments de marché en misant sur nos capacités de pointe en matière de décisions de crédit.
- Amélioration continue de l'efficacité opérationnelle de nos systèmes et processus, afin de réduire le plus possible nos coûts de prestation.

Réalisations en 2000

- Lancement de trois nouveaux produits : l'option Accès liquidités hypothécaires, qui permet au client de retirer des fonds de son compte de prêt hypothécaire s'il a déjà effectué des versements de capital supplémentaires; le prêt hypothécaire ouvert de cinq ans, qui offre un taux d'intérêt garanti et propose une option de refinancement offerte en tout temps; et enfin, le prêt hypothécaire à taux variable inférieur au taux préférentiel, assorti d'un terme de six ans.
- Mise en place d'une équipe de vente spécialisée dans les prêts hypothécaires, dont le rôle est d'offrir un financement directement sur le marché canadien de la revente, à l'emplacement choisi par le client.
- Établissement du Centre d'excellence en renouvellement des prêts hypothécaires, où des spécialistes du renouvellement des prêts hypothécaires offrent aux clients la possibilité de renouveler leur prêt par téléphone.

Crédit à la consommation

Bien résolu à répondre aux besoins de ses clients, le secteur Crédit à la consommation offre différents produits et services, notamment des prêts à la consommation, des marges de crédit, des contrats de vente à tempérament pour le financement de véhicules et des facilités de découvert. Le groupe doit également tirer parti des capacités de la Banque en matière de crédit en ligne en établissant des alliances stratégiques donnant naissance à des initiatives telles que Competix et le service CrédiLinx.

Objectifs de 2000

- Amélioration et développement de l'offre, en simplifiant et rationalisant toute la gamme de nos produits pour que les clients puissent gérer plus facilement tous leurs besoins de crédit.
- Amélioration de la prestation de service grâce au développement de nos circuits de distribution, y compris les succursales en magasin, les prêteurs itinérants et les services de crédit en ligne.
- Réduction des frais d'exploitation grâce à la rationalisation des systèmes de crédit.

Réalisations en 2000

- Pénétration du marché interentreprises et création du site bmolending.com pour desservir ce segment de marché en pleine croissance.
- Augmentation des ventes du système d'octroi de crédit automatisé de pointe *Credit Manager* de Competix, et accueil de nouveaux investisseurs – J.P. Morgan et Trans Union – dans Competix, coentreprise fondée par la Banque de Montréal et la société American Management Systems.
- Croissance de CrédiLinx, coentreprise fondée par la Banque de Montréal et la société CIT Group, qui offre un service électronique de crédit-bail et d'approbation de prêt aux concessionnaires d'automobiles, et qui est devenue la société de crédit-bail indépendante la plus importante du Canada dans ce secteur.

Services bancaires aux entreprises

Le secteur Services bancaires aux entreprises offre une gamme complète de services bancaires à plus de 450 000 PME au Canada. Les clients peuvent profiter d'un vaste éventail de produits et services, notamment des services de gestion de trésorerie, de prêt et de dépôt par l'entremise d'une plateforme de distribution intégrée offrant l'accès par Internet, par centre d'appel, par téléphone et par le réseau de succursales.

Objectifs de 2000

- Ciblage dynamique et sélectif d'entreprises de grande valeur ou à fort potentiel de croissance dans des secteurs d'activité et des régions clés, et optimisation continue de nos capacités dans le domaine du financement des entreprises.
- Perfectionnement de la force de vente par la formation, l'accréditation et le recrutement d'employés bien ciblés.
- Amélioration de l'accès aux circuits de distribution.

Réalisations en 2000

- Expansion de la plateforme de distribution grâce au lancement d'un centre d'appel doté de spécialistes, dont la mission est de répondre aux besoins des entreprises clientes en matière de prêts et de gestion de trésorerie, en assurant la vente et le service après-vente.
- Amélioration des services bancaires en ligne grâce à l'offre de prêts pouvant atteindre 250 000 \$, d'une gamme étendue de services et d'outils d'analyse des besoins.
- Augmentation de 30 % de l'effectif de l'équipe chargée des services de financement des grandes entreprises afin de poursuivre notre expansion géographique.
- Introduction de solutions de financement de la relève au Canada.
- Élargissement du choix offert aux clients grâce au lancement de nouveaux programmes de services bancaires courants destinés aux entreprises.

Services bancaires courants

Les services bancaires courants comprennent toutes les opérations bancaires que les particuliers effectuent régulièrement. Par l'entremise de différents circuits de distribution, notamment le réseau de succursales, les services par téléphone et par Internet, les services d'accès sans fil et les guichets automatiques, les clients bénéficiant des services bancaires courants ont accès à une vaste gamme de produits, des comptes de chèques et d'épargne aux services aux particuliers, en passant par les services aux voyageurs.

Objectifs de 2000

- Maintien de la différenciation des tarifs selon le volume des transactions et le circuit de distribution.
- Affectation de ressources importantes au développement de produits pour tenir compte de l'évolution des besoins des clients et des offres concurrentes.

Réalisations en 2000

- Lancement de la carte de débit associative Banque de Montréal-AIR MILES^{MDA} « Faites coup double^{MC} » dans le cadre d'un important programme de ciblage de clients.

Assurance

Le secteur Assurance propose aux clients titulaires d'un prêt personnel, d'un prêt hypothécaire ou d'une carte MasterCard^{MDA} de la Banque de Montréal des services d'assurance-crédit et d'assurance-solde, en plus d'être actif sur le marché international de la réassurance. L'objectif principal de ce secteur est de repérer des segments de marché moins bien desservis où les principaux atouts de la Banque pourront être mis à profit pour élaborer des solutions d'assurance novatrices.

Objectifs de 2000

- Poursuite de la refonte des produits et des processus, combinée au soutien et à la formation du personnel de vente, afin de se classer dans le peloton de tête dans le domaine de l'assurance-crédit.
- Sélection de stratégies de participation optimales visant le marché des assurances.
- Poursuite du développement de nos activités internationales de réassurance, particulièrement sur les marchés où certains de nos principaux points forts peuvent être mis à profit.

Réalisations en 2000

- Établissement de postes de soutien aux ventes d'assurance-crédit et mise en œuvre d'une initiative de développement d'une plateforme d'assurance-crédit améliorée.
- Lancement auprès des employés du projet pilote MyChoiceInsurance^{MC}, un service de commerce électronique destiné aux consommateurs et offrant des renseignements sur l'assurance habitation et l'assurance automobile.

Services financiers électroniques aux grandes entreprises

Les Services financiers électroniques aux grandes entreprises (SFEGE) proposent des solutions de gestion du fonds de roulement aux entreprises clientes. Les produits et services offerts par les SFEGE, qui permettent aux clients de mieux communiquer avec leur clientèle, leurs partenaires commerciaux et leurs fournisseurs, comprennent entre autres des services de traitement de documents papier, de paiement et de renseignements électroniques, ainsi que diverses solutions financières et autres par Internet.

Objectifs de 2000

- Transformation du service à la clientèle afin de simplifier le recours aux SFEGE pour les clients, grâce à une technologie compatible avec Internet permettant de rationaliser les processus et d'améliorer la qualité et la rapidité du service.
- Investissement dans des produits présentant un avantage concurrentiel et offrant le plus fort potentiel de rendement et de croissance.
- Pénétration accrue du marché des services de gestion de trésorerie destinés aux entreprises.

Réalizations en 2000

- Lancement de services de gestion de trésorerie accessibles par Internet à l'intention des entreprises clientes des États-Unis, et introduction d'un service Internet d'accès aux renseignements sur les comptes à l'intention des clients visés par ces services.
- Lancement d'une plateforme Internet visant à rationaliser et à automatiser les processus de mise en œuvre en Amérique du Nord, ainsi qu'à promouvoir l'utilisation des options de libre-service auprès des clients.
- Introduction d'un nouveau modèle centralisé de service à la clientèle, qui propose aux clients un point d'accès unique et un service accéléré.

Affaires électroniques

Le secteur Affaires électroniques travaille en collaboration avec tous les secteurs d'activité du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal dans le but de définir, d'évaluer et d'élaborer des stratégies d'affaires électroniques à mettre en œuvre à l'échelle de l'organisation. Le mandat des Affaires électroniques consiste à instaurer des solutions électroniques permettant d'offrir aux clients existants des services améliorés, accélérés et économiques ainsi que de pénétrer de nouveaux marchés.

Objectifs de 2000

- Optimisation des technologies, des capacités et des projets actuels dans l'ensemble de l'organisation.
- Développement de la gamme complète des fonctions permettant d'offrir à la clientèle un service électronique de bout en bout.

Réalizations en 2000

- Lancement au Canada du service Veev^{MC}, donnant accès pour la première fois en Amérique du Nord à des services bancaires sans fil, grâce à un partenariat avec les sociétés 724 Solutions Inc. et Bell Mobilité^{MP}.
- Lancement du service Harris Wireless^{MC}, donnant accès pour la première fois aux États-Unis à des services bancaires sans fil.

Services bancaires électroniques

Au Canada, les Services bancaires électroniques offrent aux particuliers des produits et services de crédit MasterCard. À l'échelle de l'Amérique du Nord, ce secteur d'activité offre aux entreprises clientes des solutions de paiement de bout en bout par carte d'entreprise, ainsi que des services de traitement pour cartes de crédit et de débit.

Objectifs de 2000

- Gestion de la rentabilité au niveau du compte et recours à l'ingénierie de l'information et à des techniques d'analyse pour réorganiser le marketing, la vente et le service en tirant parti des données relatives à chaque compte.
- Exploitation des partenariats pour optimiser les avantages réciproques.
- Maintien du programme des cartes d'entreprise dans le cadre d'une stratégie de croissance en Amérique du Nord, en offrant une carte de classe mondiale et des solutions de commerce électronique.

Réalizations en 2000

- Développement continu d'activités en matière de cartes de particuliers et gestion de la rentabilité au niveau du compte au moyen de l'ingénierie de l'information et de techniques perfectionnées d'analyse.
- Conception et lancement de solutions permettant d'effectuer des achats sur Internet au moyen d'une carte d'entreprise.
- Annonce de la création d'une coentreprise combinant la prestation des services aux commerçants et les activités de membre acquéreur de la Banque de Montréal et du Groupe Financier Banque Royale. La nouvelle coentreprise, dont le lancement est prévu pour décembre 2000, se classera parmi les cinq principales entreprises de traitement des paiements de commerçants en Amérique du Nord.

Cebra^{MD}

Cebra Inc., filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal, est un chef de file en matière de solutions d'affaires électroniques sur Internet.

Objectifs de 2000

- Lancement d'un service de poste électronique complètement opérationnel et constitution d'une masse critique d'expéditeurs et de destinataires.
- Expansion de la base d'abonnés au service MERX^{MC} et mise à profit de la plateforme d'exploitation principale.
- Implantation du service ÉchangeGlobal^{MC} auprès d'un important client et mise en œuvre d'un programme de vente et de marketing.

Réalizations en 2000

- Lancement du service EPOSTE en novembre 1999 avec 29 expéditeurs initiaux et expansion des activités à 90 gros expéditeurs de courrier et 125 000 destinataires.
- Expansion de la base d'abonnés du service MERX à 45 000 clients, dont 65 % de PME, et mise à l'essai du service MERX aux Philippines.
- Introduction de la solution évoluée de règlement et de traitement de factures ÉchangeGlobal pour répondre au besoin de facturation électronique interentreprises, et implantation du service auprès d'une importante société et de ses partenaires commerciaux aux États-Unis.

Services bancaires Harris région de Chicago

Les Services bancaires Harris région de Chicago offrent une vaste gamme de services financiers à environ 1 million de clients, particuliers et entreprises, dans la grande région de Chicago.

Objectifs de 2000

- Croissance du volume des dépôts, des prêts à la consommation et des prêts aux petites entreprises.
- Accent sur la distribution par circuits multiples pour améliorer la commodité d'accès pour le client et la productivité des employés.
- Expansion des services à la collectivité hispanophone de la région de Chicago, qui compte 1,35 million de personnes.

Réalizations en 2000

- Accroissement de 15 % du volume des prêts à la consommation et augmentation de 12 % du volume total des prêts.
- Lancement de Competix, notre système de décisions de crédit automatisées de pointe, en vue d'augmenter de 9 % l'octroi de crédit aux petites entreprises et d'améliorer considérablement la productivité dans ce domaine.
- Accroissement de 5 % du volume des dépôts de particuliers et de petites entreprises.
- Lancement du service Harris Wireless, qui fait de la Harris Bank l'une des premières banques à introduire des services bancaires sans fil au moyen d'un téléphone cellulaire aux États-Unis.
- Accroissement dans les deux chiffres des prêts et des dépôts à l'égard de nos 50 000 clients hispanophones qui sont servis par 20 succursales bilingues, un centre d'appel bilingue, un site Web en espagnol et des dirigeants hispanophones.

Résultats financiers

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises, à l'exclusion de l'apport de Bancomer, a atteint 966 millions de dollars comparativement à 642 millions en 1999, ce qui représente une hausse de 324 millions de dollars ou 50,6 %. À l'exclusion des éléments exceptionnels, qui ont eu pour effet d'augmenter le revenu net de 135 millions de dollars en 2000 et de 18 millions en 1999, le revenu net de 2000 s'est accru de 207 millions de dollars, ou 33,2 %, pour atteindre 831 millions.

Les revenus de 2000, à l'exclusion de l'apport de Bancomer, se sont établis à 4 822 millions de dollars, en hausse de 595 millions de dollars ou 14,1 %. À l'exclusion des éléments exceptionnels, les revenus ont augmenté de 396 millions de dollars, ou 9,4 %, en raison de la progression du volume d'affaires — principalement dans les secteurs des prêts hypothécaires, du crédit à la consommation, des prêts aux entreprises et des dépôts d'entreprises au Canada et aux États-Unis — traduisant la réussite d'initiatives stratégiques combinées à la vigueur de l'économie. La plupart des secteurs d'activité ont connu un élargissement des marges.

La hausse des frais de 5 millions de dollars, ou 0,2 %, pour l'exercice est imputable à la croissance du volume d'affaires et aux dépenses liées aux initiatives stratégiques, qui ont été presque entièrement neutralisées par une diminution des frais attribuable au dessaisissement d'activités et à un contrôle permanent des coûts.

La provision pour créances irrécouvrables a augmenté de 57 millions de dollars, ou 32,8 %, principalement à cause de la croissance de l'actif, d'une augmentation des faillites, ainsi que du recours à la méthode de provisionnement selon les pertes prévues.

En 2000, l'apport de Bancomer au revenu net total du groupe PE s'est établi à 56 millions de dollars, une diminution de 54 millions par rapport à 1999. Le 30 juin 2000, les actionnaires de Bancomer ont approuvé la fusion avec le Grupo Financiero Probusa, à la suite de quoi la Banque a réduit sa participation et l'a comptabilisée à sa valeur d'acquisition plutôt qu'à sa valeur de consolidation. La régression du revenu net déclaré tiré de Bancomer a également contribué à cette baisse. Au 31 octobre 2000, la valeur marchande de l'investissement de la Banque excédait sa valeur d'acquisition de 181 millions de dollars, déduction faite d'un écart de conversion reporté de 96 millions.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

Le revenu net de 1999 s'élevait à 752 millions de dollars, en hausse de 79 millions par rapport à 1998. La hausse des revenus de 203 millions de dollars qui était imputable à la croissance marquée du volume d'affaires dans la plupart des secteurs d'activité et à l'augmentation des revenus tirés des activités des services de cartes de crédit et d'autres revenus de commissions, avait été partiellement neutralisée par l'effet du rétrécissement des marges. La hausse des frais était attribuable aux activités courantes et à certaines initiatives stratégiques.

Groupe Particuliers et entreprises (en millions de dollars sauf indication contraire)

	2000	1999*	1998*
au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date			
Revenu net d'intérêts	3 083	2 924	2 845
Autres revenus	1 804	1 422	1 298
Total des revenus	4 887	4 346	4 143
Provision pour créances irrécouvrables	231	174	167
Frais autres que d'intérêts	2 958	2 953	2 816
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écart d'acquisition	1 698	1 219	1 160
Impôts sur le revenu	642	434	459
Part des actionnaires sans contrôle	15	16	11
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	19	17	17
Revenu net	1 022	752	673
Composition du revenu net			
Groupe PE – Canada	850	614	600
Groupe PE – Harris	116	28	53
Total, à l'exclusion de Bancomer	966	642	653
Bancomer	56	110	20
Revenu net	1 022	752	673
Actif moyen	99 665	93 756	86 830
Actif pondéré en fonction des risques	63 558	56 863	n.d.
Solde moyen des prêts courants (y compris les titres pris en pension)	85 723	80 438	75 200
Solde moyen des dépôts	49 601	49 845	53 015
Actif sous administration a)	84 723	61 861	69 905
Effectif : équivalent de durée normale	20 975	21 272	22 260
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	22,5	19,5	19,7
Ratio des frais aux revenus (%)	60,5	67,9	68,0

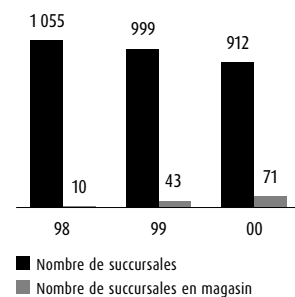
*Données retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice.

Pour plus de détails, consultez la page 29.

a) À l'exclusion de l'actif sous administration lié au service international de gestion de titres.

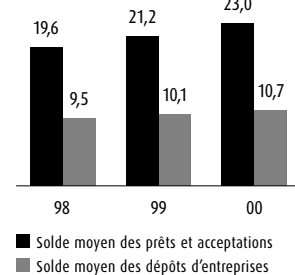
n.d. – non disponible

Groupe PE – Canada Nombre de succursales et de succursales en magasin



Groupe PE – Canada Portefeuille de comptes d'entreprises*

(en milliards de dollars)



*Soldes moyens des comptes des secteurs Marché de la PME et Moyennes entreprises du groupe PE – Canada

Perspectives

La croissance économique devrait ralentir au Canada pour s'établir à un rythme plus durable au cours des prochaines années. Nous prévoyons que le ralentissement de l'économie freinera la croissance des dépôts et des prêts au cours du prochain exercice. Toutefois, le marché canadien est vaste et rentable et nous prévoyons que la croissance se poursuivra à un rythme élevé au cours des prochaines années, tandis que le rétrécissement des marges marquera un palier. Bien que de nouveaux concurrents soient en mesure d'entrer sur le marché canadien avec plus de facilité, notre important réseau de distribution physique constitue un avantage concurrentiel de taille. Nous comptons obtenir une croissance rentable en lançant de nouveaux produits, en pénétrant de nouveaux marchés et en réalisant la migration vers des circuits de distribution moins coûteux, ainsi qu'en tirant parti de notre envergure nord-américaine et de la transmission du savoir.

Conformément à notre engagement de maximiser la valeur de l'avoir des actionnaires, nous comptons procéder à la réalisation ordonnée de notre participation dans Bancomer, aux conditions les plus avantageuses pour nos actionnaires.

Groupe Gestion privée

Description

Le groupe Gestion privée (groupe GP), dont le total de l'actif sous gestion et sous administration et des dépôts à terme atteint 234 milliards de dollars et qui emploie plus de 4 700 personnes, regroupe tous les services de gestion de patrimoine du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal. Sous les marques Gestion privée au Canada et The Harris^{MC1} aux États-Unis, le groupe GP offre aux investisseurs nord-américains les outils dont ils ont besoin pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire croître. Le groupe GP propose une vaste gamme de produits et de services, notamment des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement en direct et traditionnels, ainsi que des services de gestion privée et de gestion de l'actif institutionnel.

Profil de la clientèle

Le groupe GP sert quatre segments de marché clés en Amérique du Nord : le marché de masse, les particuliers fortunés, les clients à valeur nette élevée et la clientèle institutionnelle. Le client peut emprunter diverses voies d'accès aux services du groupe GP : au Canada, les succursales de la Banque de Montréal et de BMO Nesbitt Burns, BMO Ligne d'action^{MD} et les bureaux de BMO Banque privée Harris, et aux États-Unis, Harris InvestorLine et Harris Private Bank. Il peut aussi communiquer avec l'un de nos centres d'appel ou opter pour Internet.

Objectifs de 2000

En 2000, l'objectif global du groupe Gestion privée était de se démarquer de ses concurrents en adoptant une approche ciblée conçue pour aider les clients à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. Le but était d'offrir aux clients choix et souplesse pour répondre à leurs besoins en matière de gestion de patrimoine. Plus particulièrement, le groupe GP voulait donner à ses clients la possibilité de profiter des conseils hautement qualifiés des spécialistes de son équipe et d'agir librement en recourant aux circuits de prestation en ligne. Cette approche coordonnée permet au groupe GP de proposer à ses clients une gamme complète d'options de placement tout en favorisant la vente croisée et la migration dynamique des clients entre les différents secteurs d'activité. Marques réputées, personnel chevronné et vaste gamme de produits et de services se combinent pour donner au groupe GP les bases solides dont il a besoin pour devenir un groupe de gestion de patrimoine d'envergure. Pour atteindre ses objectifs, le groupe GP a déterminé un certain nombre d'indicateurs de rendement clés :

- Croissance de 11,5 % des dépôts à terme et de l'actif sous gestion et sous administration.
- Ajout de 375 spécialistes en placement afin d'offrir aux clients des conseils avisés et de faire de la vente proactive au sein des succursales de la Banque.
- Accroissement du volume d'affaires grâce à des capacités supérieures de consultation et de planification.
- Établissement d'un réseau étendu de spécialistes en gestion de patrimoine.
- Accroissement de l'accès en ligne aux services de placement.
- Mise en œuvre d'une stratégie de migration des clients entre les différents secteurs d'activité afin de promouvoir la vente croisée de produits et de services.
- Expansion des capacités de gestion de patrimoine dans les principaux segments fortunés du marché américain.
- Renforcement du positionnement de marque tant au Canada qu'aux États-Unis.

Réalisations en 2000

- L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme, dont la valeur totale atteint 234 milliards de dollars, ont grimpé de 37 milliards de dollars ou 18,8 % en raison de la forte croissance de notre volume d'affaires.
- Rassemblement de toutes les activités sous les marques BMO au Canada et The Harris aux États-Unis.
- Acquisition de deux firmes de courtage en direct américaines : Burke, Christensen & Lewis Securities, société de Chicago, et Freeman Welwood, société de Seattle, ce qui porte à 420 000 le nombre de comptes du programme d'investissement en direct nord-américain de la Banque.
- Expansion du réseau de distribution physique par des acquisitions ciblées dans les centres urbains les plus opulents et affichant la plus forte croissance aux États-Unis.
- Lancement du premier programme de services de placement traditionnels en ligne au Canada, Courtage intégral en ligne^{MC5} BMO Nesbitt Burns, qui offre aux investisseurs les services d'investissement et de recherche sur Internet les plus complets sur le marché.
- Lancement de BMO Banque privée Harris, constituant le premier groupe de gestion bancaire privée nord-américain entièrement intégré.
- Affectation dans les succursales de la Banque de Montréal de 450 nouveaux spécialistes en placement pour offrir aux clients une expertise en matière de gestion de patrimoine.
- Vente de fonds d'investissement de tiers dans les succursales de la Banque de Montréal, ce qui a eu pour effet de stimuler la vente des fonds BMO.

Objectifs de 2001

- Accroissement du nombre de spécialistes en placement en poste dans les succursales de la Banque de Montréal pour le porter à 700, afin d'offrir plus de personnes-ressources et de commodité aux clients.
- Poursuite de la croissance dynamique de nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis dans les centres urbains riches en pleine expansion et ouverts à la technologie.
- Intégration de toutes les sociétés acquises aux États-Unis sous la marque The Harris.
- Sous la nouvelle marque The Harris, mise à profit de la grande expérience de la Harris Bank en matière de gestion de placements et de services de fiducie et de planification successorale pour développer nos activités de gestion de patrimoine partout en Amérique du Nord.

Produits de placement destinés aux particuliers

Les Produits de placement destinés aux particuliers regroupent les deux familles de fonds d'investissement de la Banque (33 fonds BMO – 47 en décembre 2000 – et 18 fonds Harris Insight^{MD2} – 21 en décembre 2000), ainsi que des produits de placement à terme comme des dépôts à terme et des certificats de placement garanti.

Objectifs de 2000

- Expansion du centre d'appel BMO Fonds d'investissement pour y inclure les services relatifs aux produits de placement à terme.
- Mise à la disposition des clients de multiples modes d'accès aux services (succursales, services par téléphone et autres modes d'accès électroniques).

Réalisations en 2000

- Vente de fonds d'investissement de tiers par l'entremise du service ProfilSélect, ce qui a eu pour effet de stimuler les ventes de fonds BMO.
- Accroissement des capacités du centre d'appel des services d'investissement, qui est maintenant en mesure d'offrir des services de vente, de renouvellement et de remboursement des dépôts à terme et des certificats de placement garanti.
- Embauche de 330 représentants-spécialistes, Fonds d'investissement.

Services de placement en direct

Grâce à BMO Ligne d'action et à Harris InvestorLine^{MC2}, le groupe GP est en mesure de répondre à l'augmentation rapide de la demande de services d'investissement en direct à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Objectifs de 2000

- Expansion du territoire couvert aux États-Unis.
- Amélioration de l'offre concurrentielle et de la rentabilité de la prestation de services auprès des clients qui préfèrent recourir aux circuits complémentaires.
- Élaboration de programmes de services qui dépassent les attentes de nos segments de clientèle privilégiés.
- Amélioration de la vente croisée de nos produits et services en succursale et par voie électronique.
- Amélioration et création de produits et services visant à promouvoir l'utilisation des services en direct.

Réalisations en 2000

- Lancement de la première fonction de négociation de placements à revenu fixe en ligne au Canada par l'entremise de BMO Ligne d'action.
- Maintien de notre position de meneur pour ce qui est du nombre de transactions par compte. Nos clients effectuent en moyenne entre 25 % et 45 % plus de transactions par compte que ceux de nos concurrents.
- Maintien de notre avantage concurrentiel dans le traitement électronique des transactions; 90 % de nos transactions sont saisies par voie électronique, comparativement à 54 % en moyenne dans le secteur bancaire canadien.
- Lancement du service Veev au Canada et du service Harris Wireless aux États-Unis, offrant pour la première fois en Amérique du Nord l'accès à des services bancaires, d'investissement et d'information quotidienne sans fil.
- Acquisition de deux firmes américaines de courtage en direct – Burke, Christensen & Lewis Securities de Chicago et Freeman Welwood de Seattle –, ce qui porte à 420 000 le nombre de comptes du programme d'investissement en direct de la Banque en Amérique du Nord.
- Diffusion de la marque InvestorLine (Ligne d'action) dans toute l'Amérique du Nord.

Services de placement traditionnels

La Division des services aux particuliers de BMO Nesbitt Burns propose un éventail de services complets de placement, de recherche, de conseils et d'assurance dans un contexte de planification financière.

Objectifs de 2000

- Intégration d'une vaste gamme de produits de placement, de conseils opportuns et d'un service de qualité supérieure à l'intention des investisseurs fortunés qui souhaitent profiter de l'expérience d'un conseiller en placement.
- Intensification du recrutement et de la formation des conseillers en placement.

Réalisations en 2000

- Affectation de 120 conseillers en placement dans les succursales de la Banque de Montréal.
- Lancement de Courtage intégral en ligne BMO Nesbitt Burns, le premier programme de services de courtage traditionnels en ligne au Canada qui offre aux investisseurs les services de placement et de recherche sur Internet les plus complets sur le marché.
- Amélioration des fonctions du centre d'information en ligne CyberAccès BMO Nesbitt Burns^{MD3}, qui offre maintenant l'accès à des outils de recherche sur les fonds d'investissement et sur les actions canadiennes et américaines.

Gestion bancaire privée au Canada

Au Canada, les services bancaires, de fiducie et de gestion de placements à l'intention des clients à valeur nette élevée sont offerts par l'entremise du réseau de succursales BMO Banque privée Harris.

Objectifs de 2000

- Prestation de solutions intégrées sur mesure aux clients fortunés du Canada, afin de répondre à leurs besoins aux différentes étapes de leur vie.
- Intégration des circuits de vente et de distribution des Services de gestion privée et des Services de gestion du patrimoine Jones Heward.

Réalisations en 2000

- Lancement de BMO Banque privée Harris, le premier groupe de gestion bancaire privée entièrement intégré en Amérique du Nord.
- Accroissement de plus de 25 % de l'actif sous gestion.
- Consolidation de Jones Heward, de la Société de fiducie Banque de Montréal et des Services de gestion privée et restructuration pour en faire une entité intégrée et orientée client.

Gestion bancaire privée aux États-Unis

La Private Bank de Harris offre un programme intégré de services bancaires, de services de gestion de placements et de services de fiducie et de planification successorale à sa clientèle des États-Unis.

Objectifs de 2000

- Satisfaction des besoins des clients fortunés, qui sont prêts à payer pour obtenir des produits et un service de première qualité.
- Positionnement de la Harris pour pénétrer de nouveaux segments de marché dans une zone géographique plus étendue et pour assurer la prestation de produits et de services distinctifs.

Réalisations en 2000

- Acquisition de la Village Banc of Naples (Floride) et annonce de l'intention d'acheter la Century Bank de Scottsdale, en Arizona; ces transactions s'inscrivent dans le cadre de notre stratégie d'accroissement de notre part de marché dans les centres urbains riches et à forte croissance des États-Unis.
- Embauche de 30 nouveaux spécialistes des ventes dans la région de Chicago.
- Lancement de *Celebration*, une campagne de publicité vigoureuse menée auprès des lecteurs de magazines américains importants, comme le *Wall Street Journal*.

Gestion de l'actif institutionnel

Les services de gestion de l'actif institutionnel de la Banque comprennent notamment des services traditionnels de gestion d'actif de caisses de retraite, de fonds de dotation, de fiducies, de provisions de sociétés d'assurance, de surplus de sociétés et de fonds affiliés aux fonds d'investissement BMO au Canada et aux États-Unis. Ce secteur d'activité offre également des contrats à terme gérés aux particuliers et aux institutions.

Objectifs de 2000

- Perfectionnement de nos capacités de gestion de fonds relativement aux actions pour améliorer notre position et modifier la composition de l'actif des caisses de retraite.

Réalisations en 2000

- Obtention d'excellents résultats en matière de services traditionnels de gestion de fonds.
- Accroissement de notre capacité de marketing et de gestion de portefeuille.
- Amélioration de notre position sur le marché de la gestion de caisses de retraite.

Résultats financiers

En 2000, le revenu net du groupe Gestion privée s'est établi à 192 millions de dollars, comparativement à 130 millions de dollars en 1999, en hausse de 62 millions ou 48,0 %. Cette augmentation reflète le rendement exceptionnel des services de placement traditionnels et en direct résultant de l'accroissement du volume de transactions effectuées par les clients et des ventes de placements à terme destinés aux particuliers. L'inclusion d'un mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns a accru de 1,5 million de dollars le revenu net de 1999. Le revenu net du groupe tiré des activités normales a augmenté de 49,8 % par rapport à l'exercice précédent.

En 2000, les revenus se sont accrus de 320 millions de dollars ou 25,7 % pour s'établir à 1 565 millions de dollars. Le mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns a eu pour conséquence l'inscription de 56 millions de dollars de plus aux revenus de 1999, ainsi qu'une réduction de 6,0 % de la croissance du revenu déclarée en 2000. Les revenus tirés des activités normales ont augmenté de 376 millions de dollars, ou 31,7 %, sous l'effet de l'accroissement du volume de transactions visant les services de placement traditionnels et en direct, particulièrement au premier semestre. L'augmentation du volume d'affaires lié aux placements à terme a également contribué à la hausse des revenus, alors que la baisse du rendement des activités de négociation exercées à l'égard des contrats à terme gérés a limité la croissance des revenus.

Les frais autres que d'intérêts ont subi une hausse de 207 millions de dollars, ou 20,7 %, pour s'établir à 1 211 millions. Le mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 a accru les frais autres que d'intérêts de 53 millions de dollars et a eu pour effet de réduire de 6,7 % la croissance des frais déclarée. La hausse de 260 millions de dollars, ou 27,4 %, des frais relatifs aux activités normales est imputable à l'augmentation de la rémunération liée à la production de revenus, aux frais entraînés par l'intensification des activités, notamment en raison des acquisitions effectuées aux États-Unis, ainsi qu'aux dépenses relatives aux initiatives stratégiques.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme, dont la valeur totale a atteint 234 milliards de dollars, ont grimpé de 37 milliards de dollars ou 18,8 % en raison de la forte croissance du volume d'affaires et de l'effet des acquisitions.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

Le revenu net de 1999 s'établissait à 130 millions de dollars, en baisse de 7 millions comparativement à l'exercice précédent. Par rapport à 1998, les résultats de 1999 avaient souffert de la volatilité des marchés et des inquiétudes des investisseurs devant la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Les revenus provenant des activités normales avaient connu une légère augmentation en raison de la tendance des clients à opter pour des produits rapportant des commissions relativement moins élevées. Des frais supplémentaires avaient été engendrés par la nécessité d'affecter des ressources à la restructuration des activités de gestion de patrimoine.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars sauf indication contraire)

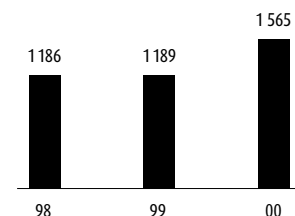
au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2000	1999*	1998*
Revenu net d'intérêts	504	395	407
Autres revenus	1 061	850	779
Total des revenus	1 565	1 245	1 186
Provision pour créances irrécouvrables	1	—	—
Frais autres que d'intérêts	1 211	1 004	943
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu et écart d'acquisition	353	241	243
Impôts sur le revenu	153	102	98
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	8	9	8
Revenu net	192	130	137
Actif moyen	4 115	3 258	3 761
Actif pondéré en fonction des risques	4 704	2 776	n.d.
Solde moyen des prêts courants (y compris les titres pris en pension)	2 761	2 237	1 982
Solde moyen des dépôts	38 331	33 829	31 723
Actif sous administration	130 937	101 953	95 218
Actif sous gestion	69 353	60 820	57 040
Effectif : équivalent de durée normale	4 719	4 221	3 688
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	37,4	31,9	35,7
Ratio des frais aux revenus (%)	77,4	80,6	79,5

*Données retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice. Pour de plus amples détails, consultez la page 29.

n.d. – non disponible

Revenus tirés de l'exploitation normale*

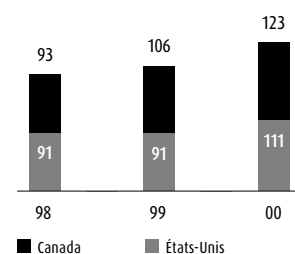
(en millions de dollars)



*À l'exclusion du mois de revenus supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999

Actif sous gestion et sous administration et dépôts à terme

(en milliards de dollars)



Perspectives

Malgré le ralentissement prévu du rythme de croissance de l'économie nord-américaine dans les années à venir, les tendances démographiques indiquent que la demande de services de gestion de patrimoine sera de plus en plus grande. Le groupe Gestion privée est bien placé pour continuer de tirer profit de cette tendance grâce à ses capacités d'action à l'échelle de l'Amérique du Nord, qui reposent sur des fondations solides tant au Canada qu'aux États-Unis. Le groupe GP prévoit réaliser ses objectifs de croissance sur les marchés américains ciblés grâce à l'intégration de ses acquisitions récentes et à la recherche d'autres occasions d'affaires. Au Canada et aux États-Unis, l'essor de ses activités sera également assuré par l'affectation de spécialistes en placement dans les succursales bancaires traditionnelles. La mise en œuvre d'une approche intégrée pour aider les clients à se constituer un capital, à le préserver et à le faire croître continuera d'être au cœur de notre stratégie au cours du prochain exercice.

Groupe Services d'investissement

Description

Sous les marques BMO Nesbitt Burns et Harris Nesbitt, le groupe Services d'investissement (groupe SI) fournit aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques un éventail complet de produits et services financiers, notamment des services de mobilisation de fonds, d'investissement et de gestion financière. Soutenue par un service de recherche hors pair, BMO Nesbitt Burns est un chef de file en matière de services-conseils sur les fusions et acquisitions, de prise ferme de titres de créance et de participation, d'opérations sur actions pour les institutions, de titrisation et de financement du commerce international.

Profil de la clientèle

La clientèle est composée de grandes entreprises, d'institutions et d'administrations publiques exerçant des activités dans tous les secteurs au Canada. En Amérique du Nord, le groupe a ciblé les secteurs des médias et télécommunications et de l'énergie. Dans le Midwest américain, sous la marque Harris Nesbitt, le groupe sert des moyennes entreprises, principalement dans le secteur agricole. Son expertise dans ce domaine s'étend d'ailleurs à l'échelle des États-Unis. Le groupe SI assure également la prestation de produits et de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, de l'Europe et de l'Asie.

Objectifs de 2000

En 2000, la priorité du groupe Services d'investissement consistait à maintenir sa position de tête comme fournisseur à grande échelle de services bancaires de gros au Canada, tout en s'appuyant sur son expertise pour servir les clients des secteurs des médias et télécommunications et de l'énergie dans toute l'Amérique du Nord. Par ailleurs, le groupe s'était engagé à créer la plus importante banque d'investissement pour les moyennes entreprises dans le Midwest américain par l'intermédiaire de Harris Nesbitt. Pour atteindre cet objectif, le groupe SI avait déterminé un certain nombre d'indicateurs de rendement clés, dont :

- l'offre intégrée de services aux moyennes entreprises clientes du Midwest américain;
- la création de capacités permettant de devenir l'un des principaux intervenants dans les secteurs des médias et télécommunications et de l'énergie;
- l'amélioration des coûts et de la rentabilité grâce à une réduction des frais d'exploitation, à un recentrage du portefeuille de prêts et à une utilisation plus efficiente du capital.

Réalisations en 2000

- Regroupement des services bancaires aux entreprises de la Harris Bank et des services d'investissement de Nesbitt Burns dans la région de Chicago pour former Harris Nesbitt et offrir une gamme de services plus complète aux moyennes entreprises du Midwest américain.
- Engagement important dans le secteur des médias et télécommunications, notamment par l'affectation à New York d'une équipe de spécialistes en placement et en opérations de banque d'affaires et par l'engagement à investir 450 millions de dollars américains dans ce secteur.
- Lancement d'une stratégie visant à accroître les capacités dans le secteur de l'énergie et recrutement d'un nouveau responsable à Houston pour assurer la gestion de nos activités dans ce secteur.
- Réduction de l'actif pondéré en fonction des risques, qui est passé de 83,6 milliards de dollars à 72,4 milliards.
- Augmentation de 5,9 milliards de dollars du portefeuille d'actifs sous gestion de l'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit pour le compte de tiers investisseurs, qui atteint ainsi 11,4 milliards de dollars.

Objectifs de 2001

- Augmentation de 5,1 milliards de dollars américains du portefeuille d'actifs sous gestion de l'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit pour le porter à 12,6 milliards de dollars américains.
- Nouvelle réduction notable de l'actif pondéré en fonction des risques.
- Amélioration de la rentabilité des activités relatives aux marchés des capitaux d'emprunt et à la gestion de trésorerie.
- Poursuite de notre expansion sur le marché hautement rentable des moyennes entreprises du Midwest américain et dans les secteurs spécialisés connexes, comme les services agricoles et le financement sur actif.
- Poursuite de l'établissement de relations durables avec les clients des secteurs des médias et télécommunications et de l'énergie.
- Mise à profit de notre leadership au Canada dans tous les secteurs d'activité.

Investissements et services aux grandes entreprises

Les Investissements et services aux grandes entreprises offrent aux grandes entreprises, aux administrations publiques et aux institutions clientes des produits et services qui répondent à leurs besoins en matière de mobilisation de capital et de conseils. Au Canada, tous les secteurs d'activités sont desservis, tandis qu'à l'échelle de l'Amérique du Nord, les principaux secteurs ciblés sont ceux des médias et télécommunications et de l'énergie. Dans le Midwest américain, Harris Nesbitt sert les moyennes entreprises et se spécialise dans le secteur agricole partout aux États-Unis.

Objectifs de 2000

- Renforcement de la présence dans les secteurs des médias et télécommunications et de l'énergie aux États-Unis.
- Expansion de notre présence dans tous les secteurs d'activité au Canada.

Réalisations en 2000

- Lancement du Fonds Halyard Capital BMO Nesbitt Burns, d'une valeur de 450 millions de dollars américains, pour investir dans le secteur des médias et télécommunications.
- Obtention d'un revenu record dans la prestation de services-conseils concernant les fusions et acquisitions. Le groupe SI a joué un rôle de conseiller dans plusieurs transactions importantes au Canada, notamment dans l'acquisition de Canadian Airlines par Air Canada et de l'acquisition de CTV par BCE, ainsi que dans de nombreuses transactions transfrontalières, comme l'acquisition d'Imasco par BAT plc.
- Maintien de notre position dans le peloton de tête en matière de prise ferme de titres de créance et de participation. Le groupe SI a mené plusieurs introductions en bourse importantes, notamment celles de Canada-Vie, de l'Industrielle-Alliance et de 724 Solutions Inc.

Opérations sur actions pour les institutions

L'équipe des Opérations sur actions pour les institutions, qui exerce ses activités à partir du Canada, des États-Unis et de l'Europe, est le chef de file des négociateurs et des distributeurs d'actions canadiennes dans le monde.

Objectifs de 2000

- Expansion de notre présence dans le secteur des actions canadiennes.

Réalisations en 2000

- Classement au premier rang dans l'édition 2000 du rapport Brendan Wood International pour ce qui est de la qualité des services de vente et de négociation.
- Classement au premier rang pour les services de courtage d'après le sondage Reuters sur l'investissement touchant la vente et la négociation ainsi que les services bancaires d'investissement, effectué auprès de sociétés canadiennes.

Service de recherche sur les actions

L'équipe de 31 spécialistes du Service de recherche sur les actions procède à des analyses opportunes sur plus de 400 actions à l'intention de ses clients, particuliers et institutions, au Canada et institutions clientes des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie et leur adresse des recommandations.

Objectifs de 2000

- Amélioration continue de la qualité des recherches et de la prestation de service.
- Couverture de l'ensemble du marché pour offrir des recommandations bien diversifiées.

Réalisations en 2000

- Classement de BMO Nesbitt Burns, pour la vingtième année d'affilée, au premier rang dans le domaine de la recherche sur l'investissement au Canada dans l'édition 2000 du rapport Brendan Wood International.
- Classement au premier rang des sites Web de recherche dans l'édition 2000 du rapport Brendan Wood International.

Marchés financiers

Les Marchés financiers regroupent des spécialistes en gestion de trésorerie, en financement des grandes entreprises, en recherche et en marchés financiers dont la mission est d'élaborer des solutions financières novatrices. Le groupe sert les grandes entreprises et les institutions clientes de l'Amérique du Nord et assure l'accès au marché nord-américain à certains clients choisis d'Europe et d'Asie.

Objectifs de 2000

- Mise à profit de conditions avantageuses en matière de positions, de relations avec la clientèle et de bilan pour offrir de façon rentable aux clients ciblés les produits pertinents par l'intermédiaire des circuits de distribution appropriés.

Réalisations en 2000

- Réalisation, à titre de chef de file, de l'émission de 500 millions de dollars d'obligations de dix ans pour le compte de la Société pour l'expansion des exportations.
- Réalisation, à titre de co-chef de file, de la première émission obligataire de 1 milliard de dollars d'Hydro One. BMO Nesbitt Burns a joué un rôle principal ou un rôle secondaire dans toutes les émissions de plus de 900 millions de dollars effectuées par de grandes entreprises sur le marché canadien.

Opérations de banque d'affaires

L'équipe de Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns soutient des entreprises au Canada et aux États-Unis au moyen d'une participation au capital comme solution de rechange à l'appel public à l'épargne.

Objectifs de 2000

- Poursuite sur notre lancée en matière de participation au capital.
- Réalisation des objectifs en matière de taux de placement.

Réalisations en 2000

- Investissement de plus de 66 millions de dollars dans un portefeuille comportant sept placements – nouveaux et existants – et réalisation d'un flux de trésorerie de plus de 34 millions de dollars.
- Réalisation d'investissements importants qui ont permis des opérations de rachat par la direction, d'expansion et de restructuration du bilan.

Titrisation et gestion des instruments de crédit

Desservant à la fois les émetteurs de titres et les investisseurs, l'équipe Titrisation et gestion des instruments de crédit, fait appel à des méthodes de restructuration des crédits pour offrir aux entreprises d'autres options de financement, et aux investisseurs des portefeuilles de titres de créance personnalisés et diversifiés regroupant différentes catégories d'actifs dont la cote varie.

Objectifs de 2000

- Poursuite de l'expansion des activités de titrisation en faisant preuve d'innovation.
- Atteinte d'une position de chef de file en matière de gestion de placements grâce à des styles de gestion adaptés aux besoins précis des investisseurs.

Réalisations en 2000

- Maintien d'une position dans le peloton de tête au Canada en matière de titrisation, en se classant au premier rang au chapitre des instruments de mobilisation d'actif multivendeurs et de la distribution de titres adossés à des créances mobilières ou hypothécaires.
- Conclusion des troisième et quatrième opérations visant des titres adossés à des obligations, d'une valeur de 400 et 375 millions de dollars américains respectivement.
- Obtention de résultats supérieurs à ceux de l'indice Bear Stearns^{MO6} depuis 1997 pour ce qui est des titres adossés à des obligations à rendement élevé gérés par le groupe nord-américain.
- Augmentation de 3,7 milliards de dollars américains du portefeuille de crédits sous gestion pour le compte de tiers investisseurs, qui est passé à 7,5 milliards de dollars américains.

Institutions financières internationales

L'équipe Institutions financières internationales offre un éventail complet de produits et de services aux institutions financières et aux grandes entreprises dans plus de 70 pays. Ses activités portent sur le financement du commerce international, les marchés financiers et la gestion financière d'entreprises, ainsi que sur des solutions non traditionnelles comme les montages en matière de commerce international, les produits dérivés du crédit et la titrisation.

Objectifs de 2000

- Création de produits et services financiers tenant compte des risques propres aux activités internationales.

Réalisations en 2000

- Position de chef de file sur le marché du financement du commerce international au Canada; détenteur de la plus grande part du marché des crédits documentaires.
- Lancement d'un service international de traitement des transactions électroniques relatives au commerce international, notamment les crédits documentaires et les encaissements, grâce à un partenariat avec Australia and New Zealand Banking Group (ANZ), Barclays et American Management Systems (AMS).

Résultats financiers

En 2000, le revenu net du groupe Services d'investissement s'est établi à 632 millions de dollars, en baisse de 34 millions ou 5,2 % par rapport aux 666 millions de l'exercice précédent. En 2000, la Banque a utilisé sa méthode d'établissement de provisions pour pertes prévues afin de déterminer la provision pour créances irrécouvrables des entités d'exploitation. Si cette méthode avait été appliquée à cette fin pour l'exercice précédent, le revenu net déclaré pour 1999 aurait été inférieur de 38 millions de dollars. De plus, l'inclusion d'un mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 a accru de 9 millions de dollars le revenu net pour cet exercice. Ces deux facteurs combinés ont contribué à faire augmenter de 47 millions de dollars le revenu net de 1999, par rapport à celui de 2000. Le revenu net tiré de l'exploitation normale du groupe s'est accru de 13 millions de dollars ou 2,0 % par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus ont diminué de 6 millions de dollars ou 0,3 % pour s'établir à 2 368 millions de dollars. L'ajout du mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 a entraîné une baisse de la croissance des revenus déclarés de 37 millions ou 1,6 % en 2000. Les revenus tirés de l'exploitation normale se sont toutefois accrus de 31 millions de dollars ou 1,3 %, hausse attribuable à l'augmentation des commissions de consultation relatives aux fusions et acquisitions ainsi qu'aux commissions liées aux activités de prise ferme et de négociation. Les profits tirés des activités de négociation d'actions et l'augmentation des gains réalisés à la vente de titres ont également contribué à cette hausse. Les taux d'intérêt élevés et l'aplatissement de la courbe de rendement se sont traduits par une réduction importante du revenu net d'intérêts provenant des activités sensibles aux fluctuations des taux, particulièrement les opérations sur les marchés monétaires internationaux et les activités de gestion de trésorerie de Harris. La volatilité du cours du gaz naturel a entraîné des pertes de négociation avant impôts de 52 millions de dollars (30 millions après impôts) durant le troisième trimestre de 2000.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 169 millions de dollars, en hausse de 20 millions ou 1,8 % par rapport à l'exercice précédent. L'inclusion d'un mois de résultats supplémentaire de BMO Nesbitt Burns en 1999 a accru les frais de 20 millions de dollars et a eu pour effet de réduire de 1,8 % le taux de croissance déclaré en 2000. Les frais d'exploitation ont augmenté de 40 millions de dollars ou 3,6 % en raison de l'accroissement de la rémunération liée à la production de revenus dans les entités ayant obtenu de meilleurs résultats qu'à l'exercice précédent.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

En 1999, le revenu net tiré de l'exploitation normale s'était établi à 666 millions de dollars, en hausse de 122 millions ou 22,4 % par rapport à 1998. Les revenus tirés de l'exploitation normale s'étaient accrus de 340 millions de dollars ou 17,0 % en raison du retour à une conjoncture plus normale qu'en 1998 sur les marchés financiers. Les frais autres que d'intérêts liés aux activités normales avaient augmenté de 73 millions de dollars ou 6,9 % sous l'effet principalement des frais de rémunération liée à la production de revenus. La provision pour créances irrécouvrables de 1999 s'était accrue de 89 millions de dollars, revenant à un niveau plus normal après les recouvrements inhabituellement élevés de l'exercice précédent.

Groupe Services d'investissement (en millions de dollars sauf indication contraire)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date

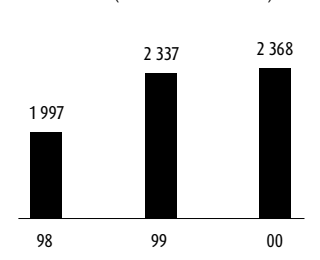
	2000	1999*	1998*
Revenu net d'intérêts	1 154	1 369	1 091
Autres revenus	1 214	1 005	906
Total des revenus	2 368	2 374	1 997
Provision pour créances irrécouvrables	151	101	12
Frais autres que d'intérêts	1 169	1 149	1 056
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu et écart d'acquisition	1 048	1 124	929
Impôts sur le revenu	409	451	378
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	7	7	7
Revenu net	632	666	544
Actif moyen	137 475	134 473	139 899
Actif pondéré en fonction des risques	72 427	83 617	n.d.
Solde moyen des prêts courants (y compris les titres pris en pension)	58 602	64 138	58 148
Solde moyen des titres pris en pension	20 163	29 165	27 176
Solde moyen des dépôts	64 994	62 525	66 883
Actif sous administration	4 344	4 102	4 089
Actif sous gestion	11 404	5 508	2 674
Effectif : équivalent de durée normale	2 196	2 193	2 278
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	12,4	13,3	11,0
Ratio des frais aux revenus (%)	49,4	48,4	52,9

*Données retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice.

Pour de plus amples détails, consultez la page 29.

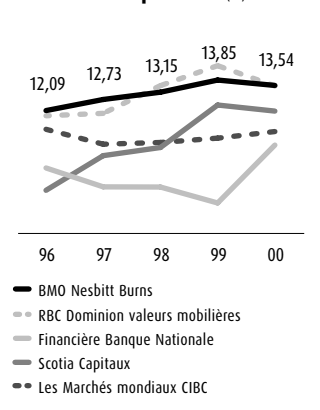
n.d. – non disponible

Revenus tirés de l'exploitation normale* (en millions de dollars)



*À l'exclusion du mois de revenus supplémentaire de BMO Nesbitt Burns

Transactions par bloc (%)



Perspectives

L'économie canadienne devrait connaître une croissance d'environ 3,5 % en 2001, un taux inférieur à celui de 2000 mais tout de même satisfaisant. Ce ralentissement résulte d'un relâchement de la demande aux États-Unis et de l'augmentation des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt à court terme devraient demeurer stables et les taux à plus long terme, augmenter légèrement. Les Marchés financiers s'attendent donc à un rendement plus élevé en 2001. Nous prévoyons qu'en 2001, le rendement global des Opérations sur actions pour les institutions sera moins élevé qu'en 2000 en raison des résultats records de cet exercice, mais la croissance devrait tout de même être ferme dans le secteur des produits dérivés d'actions. La conjoncture prévue en 2001 ne semble pas favoriser les activités de prise ferme et de services-conseils des Services d'investissement; nous prévoyons toutefois une croissance importante dans les secteurs de l'énergie et des médias et télécommunications, et pour Harris Nesbitt. Nous nous attendons à ce que la qualité du portefeuille de prêts demeure satisfaisante.

Harris Bank

La Harris Bank, dont l'actif s'éleva à 29 milliards de dollars américains, possède l'un des plus vastes réseaux de banques locales de l'Illinois et est reconnue à l'échelle nationale pour ses services de gestion privée et de fiducie personnelle, en plus d'être dans le Midwest américain une des principales banques d'investissement pour les moyennes entreprises.

En 2000, la Harris disposait de près de 130 succursales dans la région de Chicago, et de 11 autres en Arizona et en Floride. De concert avec la Banque de Montréal, la Harris offre à ses clients la gamme complète de services et l'expertise de l'une des plus grandes institutions financières d'Amérique du Nord.

Objectifs de 2000	
<p>En 2000, l'objectif de la Harris Bank était de poursuivre vigoureusement sa stratégie de création de valeur et de maintenir la croissance à deux chiffres de son revenu net. Pour atteindre cet objectif, la Harris avait établi différents indicateurs de rendement clés et visait les réalisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accession au rang de principale banque à service complet sur le marché morcelé et moins bien desservi de la grande région de Chicago. ▪ Accession au rang de première banque d'investissement pour les moyennes entreprises du Midwest américain. ▪ Expansion dans les États du sud et de l'ouest des États-Unis et dans d'autres marchés à croissance rapide. 	
Réalisations en 2000	Objectifs de 2001
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance à deux chiffres du revenu net – et vigoureuse progression des revenus – lié aux activités de base de la Harris Bank (services bancaires à la collectivité, gestion privée et services aux moyennes entreprises), et dessaisissement des activités peu rentables que représentent les services fiduciaires aux grandes entreprises. ▪ Croissance rapide des prêts aux petites entreprises et à la consommation, ainsi que des prêts hypothécaires. Les prêts à la consommation, en particulier, ont connu une hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent. La base de provisionnement de la Harris Bank provenant des particuliers se chiffre dorénavant à plus de 10 milliards de dollars américains. ▪ Lancement de <i>Harris Wireless</i>, faisant de la Harris l'une des premières banques aux États-Unis à offrir des services bancaires sans fil par l'entremise de téléphones cellulaires numériques. ▪ Constitution de Harris Nesbitt dans le but d'offrir des services d'investissement et des services bancaires aux moyennes entreprises du Midwest américain et à des marchés spécialisés à l'échelle nationale. ▪ Annonce de deux acquisitions, l'une en Floride et l'autre en Arizona, visant à étendre davantage nos activités de gestion privée, de fiducie personnelle et de gestion de patrimoine dans ces régions. ▪ Lancement de BMO Banque privée Harris à l'échelle de l'Amérique du Nord pour tirer parti de l'approche intégrée en matière de gestion de patrimoine appliquée avec grand succès par Harris Bank. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien d'une croissance à deux chiffres du revenu net. ▪ Poursuite, grâce à la marque Harris, de la mise à profit de la grande expérience de la Harris Bank en matière de gestion de placements et de services de fiducie personnelle pour étendre nos activités de gestion de patrimoine partout en Amérique du Nord. ▪ Développement accéléré de notre portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'objectif étant d'accroître le solde de ces prêts de plus de 1 milliard de dollars américains par année pour les prochains exercices. ▪ Poursuite de la stratégie d'expansion visant à faire de Harris Nesbitt la principale banque d'investissement pour les moyennes entreprises du Midwest américain.
<p>Perspectives</p> <p>En 2001, l'économie américaine devrait ralentir, ce qui devrait avoir une incidence sur la demande de services financiers en général et se traduire par une certaine baisse de la qualité de l'actif comparativement au niveau élevé des dernières années. La Harris Bank figure parmi les quelques banques les mieux placées pour tirer parti du marché d'envergure, fragmenté et moins bien desservi que constitue la région de Chicago. Grâce à cette possibilité et à l'expansion de ses services de gestion de patrimoine dans les marchés américains fortunés et de ses services bancaires et d'investissement aux moyennes entreprises dans le Midwest et au-delà, la Harris Bank devrait connaître une croissance rentable.</p>	

Résultats financiers

Harris Bank

Le revenu net de la Harris Bank s'est établi à 268 millions de dollars américains en 2000, comparativement à 220 millions en 1999, en hausse de 21,8 %. À l'exclusion du gain exceptionnel de 30 millions de dollars américains réalisé sur la vente des Services fiduciaires aux grandes entreprises durant l'exercice et des gains sur titres de placement supérieurs réalisés durant le dernier exercice, le revenu net a affiché une hausse de 13,1 %. Cette hausse, qui traduit une forte croissance du volume d'affaires, un contrôle permanent des frais et de faibles pertes sur créances irrécouvrables, a été en partie neutralisée par les répercussions de la hausse générale des taux d'intérêt.

L'année 2000 marque le septième anniversaire du lancement de la stratégie «Vision 2002» de la Harris Bank, dont l'objectif est de tripler le revenu net de la banque, le portant à 300 millions de dollars américains d'ici 2002, ainsi que de tripler la capacité de distribution et la part du marché dans la grande région de Chicago. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, le revenu net s'est accru en moyenne de 16,0 % par année depuis 1993, tandis que le rendement annuel de l'avoir des actionnaires avant amortissement a augmenté, passant de 10,0–11,0 % à un niveau de l'ordre de 18,0 %. Quant à la productivité avant amortissement, elle est passée de 74,0 % à 62,0 % durant cette période.

Comparaison des résultats de 1999 avec ceux de 1998

En 1999, le revenu net s'était accru de 11,7 % pour s'établir à 220 millions de dollars américains. Le revenu net, à l'exclusion des gains sur titres et du gain découlant de la vente des activités relatives aux cartes de crédit en 1998, avaient progressé de 17,6 %.

Harris Bank (en millions de dollars américains, PCGR des États-Unis)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2000	1999*	1998*
Revenu net d'intérêts	694	642	626
Autres revenus	489	485	448
Total des revenus	1 183	1 127	1 074
Provision pour créances irrécouvrables	27	30	36
Frais autres que d'intérêts	713	738	703
Revenu avant provision pour impôts			
sur le revenu et écart d'acquisition	443	359	335
Impôts sur le revenu	159	123	121
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	16	16	17
Revenu net	268	220	197
Composition du revenu net :			
Groupe PE	121	55	67
Groupe GP	19	16	17
Groupe SI	128	149	113
Actif moyen	27 705	25 260	22 795

*Données retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice. Pour de plus amples détails, consultez la page 29.

Soutien

Emfisys^{MC}

Description

Intégrant les services informatiques et opérationnels, Emfisys est responsable de la stratégie en matière de technologie, du développement et de la mise en œuvre des systèmes et des services opérationnels de traitement des transactions à l'échelle du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal. Emfisys développe les nouveaux systèmes essentiels à de nouvelles activités et investit dans des coentreprises destinées à créer de la valeur pour les actionnaires et à assurer la poursuite rentable des activités dans l'ensemble de la Banque.

Principales stratégies commerciales

En 2000, Emfisys a continué à tabler sur la structure technologique mise sur pied en 1999 pour soutenir proactivement l'objectif de maximisation de la valeur de l'avoir des actionnaires de la Banque. À cette fin, le groupe a établi des partenariats avec des clients pour offrir des services à valeur ajoutée, améliorer les résultats en matière de coûts ou de revenus, et augmenter la compétitivité de ses activités et de ses produits et services. Emfisys a également établi un cadre rigoureux d'établissement des coûts, de tarification et de facturation à l'intention de ses clients internes, tout en embauchant plusieurs centaines de spécialistes des technologies de l'information pour combler les besoins commerciaux et stratégiques de ses clients.

Réalisations en 2000

- Expansion des capacités Internet du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal afin de devenir la première banque d'Amérique du Nord à offrir aux particuliers – en tout temps et en tous lieux – des services bancaires, d'investissement et d'information sans fil intégrés à l'intention des marchés canadien et américain.
- Établissement de partenariats avec plusieurs entreprises externes, notamment 724 Solutions Inc., afin de favoriser de nouvelles occasions de création de valeur pour les actionnaires.
- Création d'un centre de données sur la clientèle permettant de gérer la rentabilité de nos relations d'affaires avec les clients et d'améliorer la distribution de nos produits et services.
- Adoption de pratiques d'entreprise, notamment pour le contrôle des coûts, la tarification et la facturation des produits et services, ainsi que la gestion des relations d'affaires.
- Mise en œuvre de changements concernant différents aspects des méthodes, systèmes et processus en matière d'exploitation et de consultation, ce qui a contribué dans une mesure appréciable aux initiatives de réduction des coûts du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal.

Objectifs de 2001

- Création de valeur supérieure pour la Banque, les clients et les actionnaires en déplaçant la responsabilité de la plupart des activités d'affaires électroniques de la Banque au sein du groupe Emfisys, afin de maximiser la valeur de nos services et produits et de former des partenariats avec toutes les entités d'exploitation pour la planification, l'affectation des ressources et les investissements.
- Augmentation de la compétitivité, de l'efficacité et de la qualité du service grâce à la création de nouvelles activités à croissance rapide et à rendement élevé, aux investissements et aux innovations technologiques, à la recherche et au développement en matière d'affaires électroniques et à l'optimisation des alliances stratégiques, des partenariats, des coentreprises et des initiatives d'impartition.
- Expansion du centre de données sur la clientèle des particuliers à tous les circuits de distribution pour promouvoir l'excellence du service à la clientèle.
- Lancement d'une plateforme intégrée pour les services aux particuliers.
- Accès à des fonctionnalités Web offert au plus grand nombre possible de secteurs d'activité, à l'intention tant des clients que des employés.
- Mise en œuvre d'un système d'approvisionnement électronique à l'échelle de l'organisation, qui permettra de réduire les coûts de traitement et offrira des données détaillées dans le but d'améliorer le contrôle et de profiter de meilleures occasions d'approvisionnement.

¹ Si l'on exclut les éléments exceptionnels qui ont fait augmenter de 50 millions de dollars le revenu net en 2000 et l'ont fait diminuer de 113 millions en 1999, le revenu net a connu une hausse de 14 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

a) Le Soutien inclut les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés aux entités d'exploitation. Est également pris en considération l'incidence de la titrisation d'éléments d'actif de grandes entreprises, comme l'explique en détail la page 13.

Services d'entreprise

Description

Les Services d'entreprise offrent au Groupe de sociétés de la Banque de Montréal une expertise et un soutien en matière de régie interne dans différents domaines, notamment la planification stratégique, la législation, les finances, l'économie, l'immobilier, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage.

Principales stratégies commerciales

En 2000, les Services d'entreprise ont concentré leurs efforts sur des initiatives et des activités pertinentes pour tous les groupes et secteurs d'activité, afin d'offrir un cadre commun pour la prise de décision et la régie interne.

Réalisations en 2000

- Poursuite de la mise au point du processus de gestion axée sur la valeur préconisé par la Banque, afin d'assurer la cohérence et l'examen rigoureux des décisions d'affaires et d'investissement.
- Examen approfondi de toutes les facettes de la gestion des risques et élaboration et mise en œuvre de nouveaux modèles et méthodes.
- Élaboration et mise en œuvre d'un programme clé de culture de leadership pour soutenir la stratégie de croissance globale de la Banque.
- Renforcement du cadre de régie financière de la Banque.

Objectifs de 2001

- Poursuite de la conception de processus de gestion des risques d'avant-garde, en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'information de gestion relative aux risques et au contrôle des risques dans chacun des secteurs d'activité.
- Poursuite de l'élargissement de la gamme des services de l'Académie et de leur accessibilité en mettant l'accent sur la culture de leadership et en faisant appel à la technologie pour offrir des activités d'apprentissage en tout temps et en tous lieux.
- Poursuite des échanges et des négociations avec les organismes de réglementation concernant l'initiative du gouvernement fédéral sur l'amélioration de la souplesse des structures dans le secteur des services financiers au Canada.
- Mise en œuvre d'une infrastructure unique pour la présentation des résultats financiers.
- Poursuite de la communication et de la mise en œuvre de normes de régie d'entreprise et surveillance de la conformité à ces normes.
- Mise en œuvre d'un processus d'autoévaluation du risque et du contrôle commun à l'ensemble de l'organisation, au sein de chacun des secteurs d'activité.

Résultats financiers

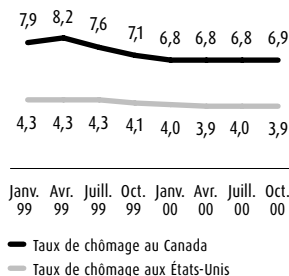
Soutien (en millions de dollars sauf indication contraire) a)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2000 ¹	1999*	1998*
Revenu net d'intérêts	(403)	(271)	(191)
Autres revenus	247	234	135
Total des revenus	(156)	(37)	(56)
Provision pour créances irrécouvrables	(25)	45	(49)
Frais autres que d'intérêts, avant frais de restructuration	(37)	41	(30)
Frais de restructuration	(43)	141	–
Total des frais autres que d'intérêts	(80)	182	(30)
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écart d'acquisition	(51)	(264)	23
Impôts sur le revenu	(81)	(113)	3
Part des actionnaires sans contrôle	4	5	14
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	15	10	10
Revenu net	11	(166)	(4)
Effectif : équivalent de durée normale	5 310	5 158	5 174

* Données retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de l'exercice. Pour de plus amples détails, consultez la page 29.

Faits saillants — Économie et services financiers

Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



Perspectives

- Nous prévoyons un ralentissement de la croissance économique au Canada et aux États-Unis en 2001.
- Nous prévoyons que les taux d'intérêt demeureront stables aux États-Unis et au Canada.
- Nous prévoyons que le dollar canadien se raffermira par rapport au dollar américain.

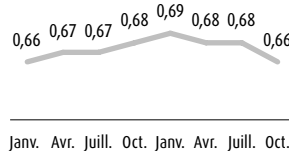
Faits saillants en 2000 — Économie et services financiers au Canada et aux États-Unis

L'économie du Canada est demeurée vigoureuse en 2000, sa croissance s'approchant sans doute de 5 %. La demande intérieure a été dominée par les investissements des entreprises en matériel informatique. Les dépenses de consommation ont été soutenues, stimulées par la hausse des revenus. Les exportations ont atteint de nouveaux sommets, bénéficiant de la forte demande aux États-Unis et de la faiblesse du dollar canadien. Au cours de l'été, le taux de chômage est descendu à son plus bas niveau en un quart de siècle. En dépit du raffermissement du marché de l'emploi, l'inflation sous-jacente est demeurée faible. Après avoir relevé les taux de 125 points de base de novembre 1999 à mai 2000, la Banque du Canada est demeurée neutre. Le dollar canadien, bien qu'il se soit affaibli vis-à-vis du dollar américain, s'est renforcé par rapport à la plupart des autres principales monnaies.

Dans cet environnement macro-économique favorable, la demande de prêts des entreprises et des particuliers canadiens a augmenté au cours de l'exercice 2000. On a observé une hausse particulièrement importante des prêts aux entreprises supérieurs à 5 millions de dollars et des créances de crédit-bail. En ce qui concerne les ménages, la forte croissance des achats de biens durables (tels que voitures, meubles et appareils électroménagers) a entraîné une progression plus vive des prêts à la consommation et une hausse importante et soutenue des soldes des cartes de crédit. La croissance de l'emploi et l'augmentation des revenus des particuliers et des entreprises ont permis de maintenir la qualité du portefeuille de prêts à un niveau élevé.

L'économie des États-Unis a crû à un rythme accéléré en 2000, la croissance du PIB réel dépassant probablement 5 %. Stimulées par la progression rapide de l'emploi et des revenus, les dépenses de consommation ont augmenté. Les investissements des entreprises en matériel informatique et de communications sont montés en flèche au cours de l'année. La durée exceptionnelle de la phase d'expansion — qui en est maintenant à sa dixième année — a permis de ramener le taux de chômage à son plus bas niveau en 30 ans. Bien que la pénurie de main-d'œuvre ait fait augmenter les salaires, les gains de productivité et l'intensité de la concurrence ont freiné l'inflation sous-jacente. Après avoir haussé les taux de 175 points de base de juin 1999 à mai 2000, la Réserve fédérale est demeurée neutre. La croissance et la qualité des prêts sont demeurées élevées durant l'exercice 2000.

Taux de change du dollar canadien en dollar américain (\$)



Produit intérieur brut

(croissance annuelle en %)

	1999	2000*	Prévision 2001*
Canada	4,5	5,0	3,5
États-Unis	4,2	5,1	3,0

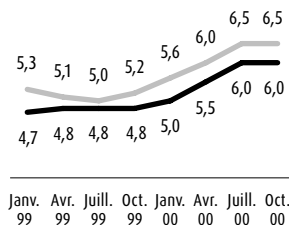
*Estimations pour l'année terminée le 31 décembre

Taux de chômage

(moyenne annuelle)

	1999	2000	Prévision 2001
Canada	7,6	6,8	6,8
États-Unis	4,2	4,0	4,3

Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



Perspectives pour 2001 — Économie et services financiers

Des gains plus modérés sur les marchés des actions devraient ralentir l'économie des États-Unis, dont la progression devrait s'établir à 3,0 % l'an prochain. Dans ce contexte de croissance économique modeste, le taux de chômage pourrait augmenter peu à peu. Les taux d'intérêt à court terme devraient demeurer stables alors que les taux à plus long terme augmenteraient légèrement. Les précédentes augmentations de taux d'intérêt freineront les investissements des entreprises et les achats de biens de consommation durables, ce qui ralentira l'augmentation des prêts. La qualité des prêts devrait demeurer bonne, mais le ratio des provisions pour créances irrécouvrables au solde des prêts, actuellement bas, pourrait augmenter modérément, le ralentissement de la croissance des ventes et des revenus se répercutant sur certaines entreprises et certains particuliers fortement endettés.

Sous l'effet des précédentes hausses de taux d'intérêt et de la décélération de la demande aux États-Unis, l'économie du Canada connaîtra un ralentissement en 2001, tout en enregistrant une croissance solide de 3,5 %. Le taux de chômage devrait demeurer stable. L'inflation devrait diminuer en raison d'un excédent de capacité économique, d'une croissance plus soutenue de la productivité et de la modération des prix de l'énergie. Les taux d'intérêt devraient demeurer relativement stables. Le dollar canadien devrait se relever de sa faiblesse récente par rapport au billet vert, dans un contexte favorable d'échanges commerciaux. Nous prévoyons un ralentissement de la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises. La qualité des prêts devrait demeurer bonne dans l'ensemble.

États financiers consolidés

Dans la présente section du Rapport annuel, nous présentons les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000, la déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers et le rapport des vérificateurs aux actionnaires.

Les états financiers consolidés vérifiés présentent la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2000 et 1999, ainsi que les résultats de son exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2000, 1999 et 1998. Les notes afférentes aux états financiers consolidés fournissent des renseignements financiers plus détaillés et comportent un résumé des principales conventions comptables sous-tendant l'information financière présentée.

Table des matières

44	Bilan consolidé
45	État consolidé des résultats
46	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
47	État consolidé des flux de trésorerie
48	Notes afférentes aux états financiers consolidés
68	Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers
68	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
69	Filiales de la Banque

Bilan consolidé

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2000	1999
Actif		
Encaisse (note 2)	18 508 \$	24 036 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 5)		
Compte de placement (valeur marchande de 24 654 \$ en 2000 et de 25 487 \$ en 1999)	24 469	26 027
Compte de négociation	21 994	17 246
	46 463	43 273
Prêts (notes 4, 5 et 6)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	39 485	38 189
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	18 038	16 912
Prêts sur cartes de crédit	1 407	1 160
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	60 176	57 998
Titres pris en pension	16 308	25 090
	135 414	139 349
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 597)	(1 348)
	133 817	138 001
Autres éléments d'actif		
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 630	6 753
Bureaux et matériel (note 7)	2 171	2 228
Éléments d'actif divers (note 8)	23 807	16 324
	34 608	25 305
Total de l'actif	233 396 \$	230 615 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts (note 10)		
Banques	23 385 \$	30 398 \$
Entreprises et administrations publiques	69 454	65 459
Particuliers	63 858	61 017
	156 697	156 874
Autres éléments de passif (note 11)		
Acceptations	8 630	6 753
Titres vendus à découvert	9 353	10 450
Titres mis en pension	19 749	24 177
Éléments de passif divers	22 115	16 668
	59 847	58 048
Dette subordonnée (note 12)	4 911	4 712
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 13)	4 854	4 858
Bénéfices non répartis	7 087	6 123
	11 941	10 981
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	233 396 \$	230 615 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Le président du conseil et chef de la direction,

Le président du comité de vérification,

(signé)
F. Anthony Comper

(signé)
Jeremy H. Reitman

État consolidé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	10 404 \$	9 656 \$	10 015 \$
Valeurs mobilières (note 3)	2 854	2 449	2 595
Dépôts à d'autres banques	1 045	1 069	1 511
	14 303	13 174	14 121
Frais d'intérêts			
Dépôts	7 426	6 328	7 254
Dettes subordonnées	350	339	331
Autres éléments de passif	2 323	2 228	2 512
	10 099	8 895	10 097
Revenu net d'intérêts	4 204	4 279	4 024
Provision pour créances irrécouvrables	358	320	130
	3 846	3 959	3 894
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables			
Autres revenus			
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	646	616	558
Commissions sur prêts	322	329	290
Frais – Marchés financiers	1 069	841	869
Services de cartes	216	205	196
Gestion de placements et garde de titres	373	419	407
Fonds d'investissement	232	207	199
Revenus de négociation	388	295	40
Revenus de titrisation (note 6)	343	296	158
Autres droits et commissions	737	303	401
	4 326	3 511	3 118
Revenu net d'intérêts et autres revenus	8 172	7 470	7 012
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et charges sociales	3 065	2 820	2 574
Bureaux et matériel	1 071	1 123	972
Communications	259	268	266
Autres frais	883	915	949
	5 278	5 126	4 761
Amortissement des éléments d'actif incorporel (note 8)	23	21	24
	5 301	5 147	4 785
Frais de restructuration (note 14)	(43)	141	–
Total des frais autres que d'intérêts	5 258	5 288	4 785
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, et écart d'acquisition	2 914	2 182	2 227
Impôts sur le revenu (note 15)	989	736	810
	1 925	1 446	1 417
Part des actionnaires sans contrôle	19	21	25
	1 906	1 425	1 392
Revenu net avant écart d'acquisition			
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (notes 8 et 15)	49	43	42
	1 857 \$	1 382 \$	1 350 \$
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	101 \$	117 \$	112 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant écart d'acquisition	1 805 \$	1 308 \$	1 280 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 756 \$	1 265 \$	1 238 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	265 659	265 862	262 511
Bénéfice net par action ordinaire avant écart d'acquisition (note 16)			
Bénéfice par action en circulation	6,79 \$	4,92 \$	4,88 \$
Bénéfice dilué par action	6,74	4,88	4,81
Bénéfice net par action ordinaire (note 16)			
Bénéfice par action en circulation	6,61	4,76	4,72
Bénéfice dilué par action	6,56	4,72	4,66
Dividendes par action ordinaire	2,00	1,88	1,76

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2000	1999	1998
Actions privilégiées (note 13)			
Solde au début de l'exercice	1 668 \$	1 958 \$	1 274 \$
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	–	650
Rachat d'actions privilégiées	–	(272)	–
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	13	(18)	34
Solde à la fin de l'exercice	1 681	1 668	1 958
	Nombre d'actions		
	2000	1999	1998
Actions ordinaires (note 13)			
Solde au début de l'exercice	267 032 100	264 433 198	261 436 344
Actions émises en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	686 636	523 641	399 155
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions	957 641	674 500	269 600
Actions émises en échange d'actions de filiales	479 570	1 400 761	2 328 099
Actions rachetées aux fins d'annulation	(7 864 000)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	261 291 947	267 032 100	264 433 198
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	6 123	5 555	4 610
Revenu net	1 857	1 382	1 350
Dividendes – Actions privilégiées	(101)	(117)	(112)
– Actions ordinaires	(530)	(500)	(463)
Gain (perte) non matérialisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements en devises dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture et de l'impôt sur le revenu applicable	143	(172)	178
Coûts de la fusion projetée, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	–	(25)	–
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	–	–	(8)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(405)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	7 087	6 123	5 555
Total de l'avoir des actionnaires	11 941 \$	10 981 \$	10 608 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2000	1999	1998
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	1 857 \$	1 382 \$	1 350 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets			
Provision pour créances irrécouvrables	358	320	130
Amortissement des bureaux et du matériel	402	412	318
Amortissement des éléments d'actif incorporel	33	32	35
Amortissement de l'écart d'acquisition	54	49	48
Dévaluation de titres du compte de placement	16	93	–
Frais de restructuration	(43)	128	–
Charge d'impôts future	131	(82)	16
(Gain) net à la vente de titres du compte de placement	(199)	(8)	(97)
Variations des intérêts courus			
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(202)	344	(387)
Augmentation des intérêts à payer	182	84	137
Augmentation (diminution) nette des commissions sur prêts reportées	1	(28)	50
(Augmentation) diminution nette des gains non matérialisés et des montants à recevoir sur instruments dérivés	(4 402)	2 957	(5 897)
Augmentation (diminution) nette des pertes non matérialisées et des montants à payer sur instruments dérivés	4 313	(3 104)	5 687
(Augmentation) diminution nette des titres du compte de négociation	(4 748)	1 545	4 066
Augmentation (diminution) nette des impôts sur le revenu exigibles	(423)	608	(391)
Variation nette des autres éléments, produits à recevoir et charges à payer	(324)	(396)	(1 980)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 994)	4 336	3 085
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(905)	12 891	(229)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(1 097)	2 607	(2 461)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension	(4 428)	(5 581)	8 369
Augmentation (diminution) nette de la dette des filiales	(1 219)	1 282	(1 166)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	350	–	–
Produit de l'émission de dette subordonnée	300	–	1 090
Remboursement de dette subordonnée	(150)	(10)	(235)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	–	650
Rachat d'actions privilégiées	–	(272)	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	78	95	76
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(500)	–	–
Dividendes versés	(631)	(617)	(575)
Coûts de la fusion projetée	–	(25)	–
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(8 202)	10 370	5 519
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 253	(4 849)	12 826
Achat de titres du compte de placement	(31 524)	(32 497)	(55 474)
Échéances des titres du compte de placement	24 299	21 173	21 746
Produit de la vente de titres du compte de placement	8 966	9 525	28 081
(Augmentation) nette des prêts et des substituts de prêts	(6 322)	(11 193)	(15 548)
Produit de la titrisation d'éléments d'actif	1 837	494	9 650
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	8 782	2 430	(9 003)
Bureaux et matériel – achats nets	(345)	(329)	(571)
Acquisition d'entreprises	(25)	(3)	–
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	10 921	(15 249)	(8 293)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(275)	(543)	311
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	2 419	2 962	2 651
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	2 144 \$	2 419 \$	2 962 \$
Composition			
Espèces et dépôts non productifs d'intérêt à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 219 \$	1 261 \$	1 478 \$
Chèques et autres effets en transit (montant net)	925	1 158	1 484
	2 144 \$	2 419 \$	2 962 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	9 917 \$	8 811 \$	9 960 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de l'exercice	1 123	361	942

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Note 1 Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada et selon les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada, responsable de la réglementation des banques.

En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences en matière de présentation dictées par les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis. Les différences les plus importantes dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui découlent de l'application de ces principes, sont décrites à la note 23.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des sociétés en participation. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les sociétés en participation sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos sociétés en participation sont incluses dans nos états financiers consolidés.

Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

L'actif fiduciaire sous administration fait l'objet d'une comptabilité distincte de celle de notre actif et n'est donc pas inclus dans notre bilan consolidé.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. L'actif et le passif relatifs à des opérations en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les montants des revenus et des frais relatifs à ces opérations sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, résultant de ces conversions sont inclus dans les autres revenus à l'état consolidé des résultats.

Note 2 Encaisse

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations bancaires que nous avons achetées et qui ont été émises par d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit (montant net)

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et autres effets en transit entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant.

	2000	1999
Espèces et dépôts non productifs d'intérêt à la		
Banque du Canada et à d'autres banques	1 219 \$	1 261 \$
Dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques	16 364	21 617
Chèques et autres effets en transit (montant net)	925	1 158
Total	18 508 \$	24 036 \$

Note 3 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en deux catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les deux catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

- **Les titres du compte de placement** comprennent des titres de participation et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti. Nos placements dans des titres de participation de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, sont comptabilisés au prix coûtant et rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, déduction faite des rajustements pour l'amortissement de l'écart d'acquisition obtenu lors de l'acquisition de notre participation dans ces sociétés. Les titres sont ramenés à leur juste valeur lorsque nous détectons une diminution autre que temporaire de leur valeur. La moins-value ou les

gains et les pertes matérialisés au moment de l'aliénation des titres sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils se produisent et sont inclus dans l'état consolidé des résultats, sous forme d'augmentation ou de diminution des autres revenus. Les gains et les pertes matérialisés au moment de l'aliénation sont calculés d'après le coût moyen des titres vendus. Les titres du compte de placement des pays désignés sont comptabilisés conformément à la convention comptable à l'égard des prêts décrite à la note 4.

▪ **Les titres du compte de négociation** sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits au cours du marché et les redressements de la valeur marchande ainsi que tout gain et toute perte matérialisés à la vente sont portés aux autres revenus dans l'état consolidé des résultats.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et des hypothèses, concernant principalement des valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des éléments d'actif et de passif et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état des principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique.

Modifications des conventions comptables

Les nouvelles conventions comptables émises par les organismes de normalisation sont décrites aux notes 16, 17 et 23.

Restrictions visant l'encaisse

Un certain nombre de nos filiales bancaires disposent d'une encaisse qu'elles peuvent utiliser pour leurs propres activités, mais dont les sociétés apparentées ne peuvent se servir.

En outre, certaines de nos filiales sont tenues de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où elles font affaire, ces montants s'élevant à 462 \$ au 31 octobre 2000 et à 401 \$ au 31 octobre 1999.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenons n'excédait, au 31 octobre 2000 ou au 31 octobre 1999, 10 % de l'avoir des actionnaires.

	Terme à courir					2000	1999
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Valeur comptable totale	Valeur comptable totale
Compte de placement	Rendement	Rendement	Rendement	Rendement	Rendement	Rendement	
Titres émis ou garantis par :	%	%	%	%	%	%	
le Canada	980 \$ 5,70	150 \$ 5,82	98 \$ 5,88	– \$ –	– \$ –	1 228 \$ 5,73	2 151 \$
les provinces et les municipalités canadiennes	211 5,97	31 5,93	– –	– –	– –	242 5,96	205
l'administration fédérale américaine	1 104 5,81	1 212 5,53	3 7,68	967 5,42	– –	3 286 5,59	4 575
les municipalités, agences et États américains	3 490 6,26	2 247 6,88	778 7,04	446 6,86	482 6,67	7 443 6,59	6 175
Pays désignés	– –	– –	– –	– –	– –	– –	29
Autres administrations publiques	56 5,29	68 5,89	20 6,10	13 5,69	– –	157 5,69	246
Titres adossés à des créances immobilières	– –	102 6,54	– –	36 7,55	3 605 6,67	3 743 6,67	3 523
Obligations d'entreprises	373 6,13	608 6,15	656 7,48	2 534 7,42	1 253 6,58	5 424 7,00	6 367
Actions d'entreprises	237 8,60	596 8,53	363 9,47	516 6,82	1 234 2,08	2 946 5,65	2 756
Total des titres du compte de placement	6 451 6,16	5 014 6,60	1 918 7,58	4 512 6,86	6 574 5,79	24 469 6,39	26 027
Compte de négociation							
Titres émis ou garantis par :							
le Canada	1 347	1 242	392	1 029	407	4 417	4 088
les provinces et les municipalités canadiennes	336	116	90	258	391	1 191	1 601
l'administration fédérale américaine	2 190	645	45	253	187	3 320	2 670
les municipalités, agences et États américains	–	–	22	159	301	482	431
Tous les autres titres	1 592	133	136	628	10 095	12 584	8 456
Total des titres du compte de négociation	5 465	2 136	685	2 327	11 381	21 994	17 246
Total des valeurs mobilières	11 916 \$	7 150 \$	2 603 \$	6 839 \$	17 955 \$	46 463 \$	43 273 \$

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes ainsi que de la provision à l'égard des risques-pays liée à certains titres. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

Les titres des pays désignés comprennent les titres que nous recevons à la suite d'un rééchelonnement de la dette d'un pays étranger. Ils sont comptabilisés déduction faite de la provision à l'égard des risques-pays (note 5) affectée à ces titres.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à courir est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Ceux qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à 10 ans.

Les actions d'entreprises comprennent notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer. Jusqu'au 30 juin 2000, nous avons comptabilisé cet investissement selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Après cette date, nous n'exercions plus une influence notable sur cette société et nous avons commencé à comptabiliser notre investissement selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition.

Le revenu d'intérêts et les gains et pertes provenant des valeurs mobilières sont inscrits aux postes suivants :

Poste	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres du compte de placement	1 949 \$	1 527 \$	1 258 \$
Titres du compte de négociation	905	922	1 337
	2 854 \$	2 449 \$	2 595 \$
Autres revenus			
Titres du compte de placement			
Gains bruts matérialisés	245 \$	69 \$	121 \$
Pertes brutes matérialisées	(46)	(61)	(24)
Dévaluations	(16)	(93)	–
Gains (pertes) nets matérialisés et non matérialisés	183 \$	(85)\$	97 \$
Gains (pertes) nets matérialisés et non matérialisés, provenant des titres du compte de négociation	166 \$	(15)\$	(93)\$

Les montants indiqués ci-dessus excluent les frais d'intérêts connexes.

Gains et pertes non matérialisés

	2000				1999			
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Valeur marchande
Compte de placement								
Titres émis ou garantis par :								
le Canada	1 228 \$	12 \$	5 \$	1 235 \$	2 151 \$	13 \$	3 \$	2 161 \$
les provinces et les municipalités canadiennes	242	6	–	248	205	11	–	216
l'administration fédérale américaine	3 286	–	54	3 232	4 575	1	58	4 518
les municipalités, agences et États américains	7 443	2	32	7 413	6 175	4	39	6 140
Pays désignés	–	–	–	–	29	16	–	45
Autres administrations publiques	157	–	–	157	246	11	1	256
Titres adossés à des créances immobilières	3 743	–	139	3 604	3 523	–	175	3 348
Obligations d'entreprises	5 424	43	160	5 307	6 367	50	153	6 264
Actions d'entreprises	2 946	588	76	3 458	2 756	54	271	2 539
Total	24 469 \$	651 \$	466 \$	24 654 \$	26 027 \$	160 \$	700 \$	25 487 \$

La valeur marchande d'un titre est établie d'après son cours à la fin de l'exercice. Cette valeur peut ne pas être ce que nous recevons si nous vendons le titre.

Lorsqu'il n'est pas facile d'obtenir le cours d'un titre particulier, nous utilisons diverses méthodes d'évaluation pour estimer la valeur marchande.

Note 4 Prêts**Prêts**

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite de tout intérêt non gagné, des escomptes non amortis et de la réserve pour créances irrécouvrables. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux, dont le traitement est décrit ci-après. De temps à autre, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Les intérêts sur ces prêts restructurés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si nous considérons qu'il s'agit de prêts douteux.

Les titres pris en pension représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous considérons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Les commissions sur prêts reçues sont dues à une variété de raisons. Le traitement comptable de ces commissions varie selon la transaction. La portion non constatée de toutes les commissions sur prêts est incluse dans les autres éléments de passif au bilan consolidé. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux autres revenus lorsqu'elles sont gagnées. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée prévue du prêt, de même que les commissions d'engagement, sauf si nous avons lieu de croire que l'engagement que nous fournissons au client ne sera pas utilisé. Dans un tel cas, les commissions d'engagement sont constatées pendant la période d'engagement.

Prêts douteux

Nous considérons que les prêts, à l'exception des prêts sur cartes de crédit et des prêts à tempérament aux particuliers, sont douteux dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- il est peu probable que nous puissions recouvrer dans les délais prévus le capital ou les intérêts qui nous sont dus;
- les versements d'intérêt ou de capital sont échus depuis 90 jours, sauf si nous nous efforçons activement de recouvrer le prêt et qu'il est entièrement garanti;
- des prêts entièrement garantis sont échus depuis 180 jours;
- nous considérons qu'il est prudent ou convenable de cesser de comptabiliser l'intérêt couru.

Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement classés douteux et radiés lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers sont immédiatement classés comme douteux lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 90 jours, et ils sont radiés lorsqu'ils sont échus depuis un an.

Nous ne comptabilisons pas l'intérêt couru lors du transfert du prêt à la catégorie des prêts douteux et tout revenu d'intérêts comptabilisé mais non perçu est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Le revenu d'intérêts que nous aurions constaté au cours des trois derniers exercices, si nous n'avions pas classé certains prêts comme douteux, serait le suivant :

	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts qui aurait été comptabilisé			
aux taux contractuels d'origine	105 \$	50 \$	51 \$
Moins : montant constaté comme revenu d'intérêts	(2)	(5)	(8)
Total	103 \$	45 \$	43 \$

Tout versement reçu sur un prêt transféré à la catégorie des prêts douteux est affecté d'abord au recouvrement de toute réserve ou radiation, avant que le revenu ne soit comptabilisé. Tout versement que nous recevons en remboursement de prêts à tempérament aux particuliers et de prêts consentis à des pays désignés qui ont été classés comme douteux est affecté d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Les biens ou autres éléments d'actif que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements envers nous à l'égard de leurs prêts sont classés parmi les prêts douteux et comptabilisés au montant que nous prévoyons recouvrer ou au solde du prêt au moment où le client nous transfère le bien, selon le plus bas de ces deux montants.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs si de nouvelles circonstances nous portent à croire que le capital et l'intérêt qui nous sont dus seront recouverts de l'emprunteur en temps opportun.

Pendant l'exercice terminé le 31 octobre 2000, nous n'avons restructuré aucun prêt classé comme productif. Pendant l'exercice terminé le 31 octobre 1999, nous avons restructuré 3 \$ de prêts classés productifs. Pendant les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999, nous n'avons radié aucun prêt restructuré.

Le tableau ci-dessous fait état du solde brut des prêts et acceptations, ainsi que du solde des prêts et acceptations douteux :

	Prêts et acceptations douteux											
	Solde brut		Prêts et acceptations douteux		Réserve spécifique		Prêts et acceptations douteux moins réserve spécifique		Réserve générale et réserve à l'égard des risques-pays		Solde net	
	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999
Prêts hypothécaires à l'habitation	39 485 \$	38 189 \$	144 \$	133 \$	6 \$	4 \$	138 \$	129 \$	– \$	– \$	138 \$	129 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	19 445	18 072	53	56	5	8	48	48	–	–	48	48
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	60 176	57 998	1 297	862	506	360	791	502	–	6	791	496
Titres pris en pension	16 308	25 090	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	135 414	139 349	1 494	1 051	517	372	977	679	–	6	977	673
Acceptations éléments non affectés	8 630	6 753	7	41	–	–	7	41	–	–	7	41
	–	–	–	–	–	–	–	–	1 080	970	(1 080)	(970)
Total	144 044 \$	146 102 \$	1 501 \$	1 092 \$	517 \$	372 \$	984 \$	720 \$	1 080 \$	976 \$	(96) \$	(256) \$

Le tableau ci-dessous fait état des montants que nous avons classés comme douteux :

	Canada		États-Unis		Autres pays		Total	
	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999
Prêts hypothécaires à l'habitation	144 \$	133 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	144 \$	133 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	51	53	2	3	–	–	53	56
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	559	437	662	317	76	108	1 297	862
Acceptations	7	41	–	–	–	–	7	41
Total des prêts et acceptations douteux	761	664	664	320	76	108	1 501	1 092
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 170)	(963)	(382)	(335)	(45)	(50)	(1 597)	(1 348)
Solde net des prêts et acceptations douteux	(409)\$	(299)\$	282 \$	(15)\$	31 \$	58 \$	(96)\$	(256)\$
Solde moyen net des prêts et acceptations douteux	(379)\$	(339)\$	109 \$	14 \$	40 \$	58 \$	(230)\$	(267)\$
Solde moyen brut des prêts et acceptations douteux	692 \$	593 \$	450 \$	297 \$	84 \$	91 \$	1 226 \$	981 \$

	Canada			États-Unis			Autres pays			Total		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Revenu d'intérêts brut sur les prêts et acceptations douteux	27 \$	28 \$	23 \$	18 \$	44 \$	41 \$	1 \$	46 \$	15 \$	46 \$	118 \$	79 \$
Revenu d'intérêts sur les prêts et acceptations douteux, déduction faite des contrepassations d'intérêts	6 \$	12 \$	5 \$	14 \$	41 \$	40 \$	1 \$	46 \$	15 \$	21 \$	99 \$	60 \$

Les pays désignés regroupent les pays reconnus par le Surintendant des institutions financières du Canada comme éprouvant des difficultés à rembourser une partie ou la totalité de leur dette extérieure envers des banques commerciales. Aux 31 octobre 2000 et 1999, le solde net des prêts douteux consentis aux pays désignés était nul. Aucun pourcentage du solde brut des engagements des pays désignés n'était classé comme douteux au 31 octobre 2000, et environ 5 % du solde brut de ces engagements étaient classés comme douteux au 31 octobre 1999.

Les prêts douteux comprennent des biens immobiliers et des titres reçus de clients en remboursement de leurs prêts totalisant 12 \$ au 31 octobre 2000 et 40 \$ au 31 octobre 1999.

Aux 31 octobre 2000 et 1999, le solde des prêts entièrement garantis dont une partie est en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait respectivement à 52 \$ et 54 \$.

Instruments de crédit

Dans le cours normal de nos activités d'octroi de crédits à nos clients, nous prenons divers engagements entraînant des obligations juridiques. Ces engagements sont notamment les suivants :

- Le cautionnement bancaire et la garantie contractuelle, qui représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Le prêt de titres, qui représente notre risque de crédit dans le cas où nous prêtons à un tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client.

- Le crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Le crédit ferme, qui représente notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

En prenant ces engagements, nous nous exposons à un risque de crédit, c'est-à-dire le risque de subir une perte si une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations.

La récapitulation ci-dessous présente la valeur contractuelle et la valeur équivalente pondérée en fonction du risque de nos divers engagements, qui sont fondés sur les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction du risque est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

	2000		1999	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque
Instruments de crédit				
Cautionnements bancaires et garanties contractuelles	11 810 \$	8 320 \$	13 218 \$	8 515 \$
Prêts de titres	1 616	156	9 818	977
Crédits documentaires	698	113	731	115
Crédits fermes				
Échéance initiale d'un an ou moins	76 353	–	70 073	–
Échéance initiale supérieure à un an	29 766	11 533	32 534	15 677
Total	120 243 \$	20 122 \$	126 374 \$	25 284 \$

Les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit sont exclus des crédits fermes car ces crédits sont révoqués à notre gré.

Note 5 Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes probables sur les créances irrécouvrables comprises dans notre portefeuille d'éléments figurant ou non au bilan.

La provision pour créances irrécouvrables est inscrite à notre état consolidé des résultats. Fondée sur une analyse statistique et sur l'opinion de la direction, elle représente une estimation adéquate des frais, selon la composition de nos portefeuilles de prêts, la probabilité de défaut de paiement, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

Nous maintenons les réserves suivantes :

Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques, afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Au moins une fois par trimestre, nous réévaluons nos prêts et acceptations, autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, pour déterminer s'ils doivent être classés comme douteux et, le cas échéant, s'ils doivent faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de la fonction crédit indépendant. Les réserves spécifiques importantes et la réserve globale pour créances irrécouvrables sont examinées par les membres du groupe de gestion des risques.

Nous utilisons diverses méthodes pour déterminer le montant de recouvrement estimatif des prêts douteux, dont le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, le cours du marché observable, ou la juste

valeur du titre sous-jacent actualisée pour tenir compte du moment prévu de sa vente. La valeur de toute garantie est également prise en compte pour établir une réserve. La garantie peut varier selon la catégorie de prêt, et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des cautionnements, des stocks ou d'autres immobilisations.

Réserve générale

Cette réserve est établie pour éponger les créances irrécouvrables liées au risque afférent d'un portefeuille composé d'éléments figurant ou non au bilan, y compris celles des sociétés affiliées, des sociétés en participation et des instruments de titrisation, étant donné qu'il n'est pas possible de relever tous les prêts douteux du portefeuille sur une base individuelle. La réserve générale est fondée sur une analyse statistique des résultats antérieurs, sur le montant de la réserve déjà établie et sur l'opinion de la direction.

La valeur des prêts couverts par la réserve générale totalisait 144 044 \$ au 31 octobre 2000, et 147 123 \$ au 31 octobre 1999.

Réserve à l'égard des risques-pays

Cette réserve est inscrite à l'égard des emprunts et des titres des pays désignés par le Surintendant des institutions financières du Canada comme ayant restructuré leurs dettes ou ayant éprouvé des difficultés à rembourser la totalité ou une partie de leur dette extérieure envers des banques commerciales.

Au cours de l'exercice, nous nous sommes déssaisis de la totalité de ces emprunts et titres, et le solde de la réserve à l'égard des risques-pays a été contrepassé au titre de la provision pour créances irrécouvrables de l'état consolidé des résultats.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables :

	Réserves spécifiques			Réserve générale			Réserve à l'égard des risques-pays			Total		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 \$	4 \$	4 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	6 \$	4 \$	4 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	5	8	9	—	—	—	—	—	—	5	8	9
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	506	360	262	—	—	—	—	6	6	506	366	268
Éléments non affectés	—	—	—	1 080	970	885	—	—	—	1 080	970	885
	517	372	275	1 080	970	885	—	6	6	1 597	1 348	1 166
Titres de pays désignés	—	—	—	—	—	—	—	79	98	—	79	98
	517	372	275	1 080	970	885	—	85	104	1 597	1 427	1 264
Instrument hors bilan	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Total	517 \$	372 \$	283 \$	1 080 \$	970 \$	885 \$	— \$	85 \$	104 \$	1 597 \$	1 427 \$	1 272 \$

Les changements apportés à la réserve pour créances irrécouvrables se répartissent comme suit :

	Réserves spécifiques			Réserve générale			Réserve à l'égard des risques-pays			Total		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Solde au début de l'exercice	372 \$	283 \$	366 \$	970 \$	885 \$	775 \$	85 \$	104 \$	98 \$	1 427 \$	1 272 \$	1 239 \$
Provision pour créances irrécouvrables	290	235	20	110	85	110	(42)	—	—	358	320	130
Recouvrements	44	47	64	—	—	—	—	—	—	44	47	64
Radiations	(206)	(178)	(192)	—	—	—	(45)	(15)	(3)	(251)	(193)	(195)
Autres, y compris les écarts de change	17	(15)	25	—	—	—	2	(4)	9	19	(19)	34
Solde à la fin de l'exercice	517 \$	372 \$	283 \$	1 080 \$	970 \$	885 \$	— \$	85 \$	104 \$	1 597 \$	1 427 \$	1 272 \$

Note 6 Titrisation d'éléments d'actif

Les revenus de titrisation sont générés lorsque nous procédons à la titrisation de certaines parties de notre actif, en cédant des prêts à un fonds commun de créances ou à une fiducie dont nous ne sommes pas le bénéficiaire, et sont présentés dans l'état consolidé des résultats.

Nous comptabilisons ces opérations comme des ventes lorsque les risques et les avantages importants liés à la propriété des prêts ont été transférés et que nous pouvons estimer le montant en espèces à recevoir.

Nous comptabilisons ces ventes en fonction de la valeur marchande des prêts vendus.

Les contrats d'achat et de vente prévoient le paiement, en notre faveur, du produit de la vente lorsque la somme des intérêts et des frais recouverts des

clients dépasse le rendement versé aux investisseurs, compte tenu de l'actif, des créances irrécouvrables et d'autres coûts (le prix d'achat différé). Nous comptabilisons notre droit au prix d'achat différé, sauf dans le cas de la titrisation de prêts assurés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH), lorsque le montant peut être légalement payé par le fonds commun de créances ou la fiducie. Dans le cas de la titrisation d'un prêt LNH, nous comptabilisons la valeur actualisée nette du prix d'achat différé comme un revenu à la date de la vente. Les commissions que nous recevons pour continuer d'assurer la gestion des prêts vendus sont portées au revenu, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Nous avons titrisé des prêts hypothécaires, tous assurés en vertu de la LNH, d'une valeur totale de 1 875 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000 et de 526 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 1999. Le total des gains provenant de la vente de ces prêts atteignait 23 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000, 5 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 et 2 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 1998.

L'encours des prêts cédés à des fonds communs de créances ou à des fiducies s'établit comme suit :

	2000	1999
Créances sur cartes de crédit titrisées	2 500 \$	2 500 \$
Prêts hypothécaires titrisés	7 305	5 542
Prêts aux entreprises titrisés	4 344	4 102

Note 7 Bureaux et matériel

	2000	1999
Terrains	278 \$	272 \$
Immeubles	1 305	1 263
Matériel informatique et autre	1 991	2 064
Améliorations locatives	382	353
	3 956	3 952
Amortissement cumulé	(1 785)	(1 724)
Total	2 171 \$	2 228 \$

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique ou autre et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'élément d'actif. Voici les durées de vie utiles estimatives maximales que nous utilisons pour amortir notre actif :

▪ Immeubles	40 ans
▪ Matériel informatique et autre	10 ans
▪ Améliorations locatives	15 ans

Note 8 Éléments d'actif divers

	2000	1999
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	5 297 \$	3 560 \$
Intérêts courus à recevoir	1 491	1 289
Créances de clients, de négociants et de courtiers	1 951	849
Gains non matérialisés et montants à recevoir sur instruments dérivés	13 997	9 595
Actifs d'impôts futurs	212	343
	22 948	15 636
Éléments d'actif incorporel		
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	285	252
Freeman Welwood & Co., Inc.	105	–
Autres	22	6
	412	258
Écart d'acquisition		
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	240	240
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	158	187
Autres	49	3
	447	430
Éléments d'actif incorporel et écart d'acquisition	859	688
Total	23 807 \$	16 324 \$

Éléments d'actif incorporel

Les éléments d'actif incorporel que nous acquérons lorsque nous investissons dans des filiales ou dans d'autres éléments d'actif spécifiques sont comptabilisés à leur juste valeur au moment où nous faisons l'investissement. Le montant est amorti par imputation au revenu net de la période au cours de laquelle nous estimons que l'investissement nous sera bénéfique, généralement jusqu'à un maximum de 20 ans. Nous ramenons les éléments d'actif à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux monétaires non actualisés ne permettront pas de récupérer la valeur comptable.

L'effet de la titrisation sur l'état consolidé des résultats s'établit comme suit :

	2000	1999	1998
Revenu net d'intérêts	(249)\$	(234)\$	(128)\$
Provision pour créances irrécouvrables	46	42	50
Autres revenus – services de cartes	(97)	(89)	(79)
– revenus de titrisation	343	296	158
– autres frais et commissions	(12)	(9)	(11)
Revenu (perte) avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écart d'acquisition	31 \$	6 \$	(10)\$

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2000, 1999 et 1998, l'amortissement se chiffrait à 402 \$, 412 \$ et 318 \$ respectivement. Les postes Terrains et Immeubles incluent les coûts des succursales bancaires dont la Banque est propriétaire, dont le nombre s'élevait à 465 au 31 octobre 2000 et à 522 au 31 octobre 1999, et ceux des autres biens-fonds situés au Canada, aux États-Unis et ailleurs.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2000, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 898 \$. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices se répartissent comme suit : 142 \$ pour 2001, 112 \$ pour 2002, 87 \$ pour 2003, 69 \$ pour 2004, 59 \$ pour 2005 et 429 \$ par la suite. Au 31 octobre 2000, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 670 succursales bancaires situées dans des locaux loués. Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait à 165 \$ pour 2000, à 175 \$ pour 1999 et à 168 \$ pour 1998.

Écart d'acquisition

Lorsque nous achetons une filiale ou effectuons un autre investissement spécifique, nous établissons la juste valeur des éléments d'actif corporel et incorporel net acquis, et nous comparons le total au montant que nous avons payé pour les investissements. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des éléments d'actif acquis est considéré comme un écart d'acquisition. Ce montant est reporté et amorti par imputation au revenu net de la période au cours de laquelle nous estimons que l'investissement nous sera bénéfique, jusqu'à un maximum de 20 ans. L'écart d'acquisition est ramené à sa juste valeur lorsque les flux monétaires non actualisés prévus quant à l'investissement n'en justifient plus la valeur comptable et que le manque à gagner est autre que temporaire.

Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999, les écarts d'acquisition et les éléments d'actif incorporel n'ont été l'objet d'aucune réduction de valeur.

L'amortissement des éléments d'actif incorporel est constaté dans l'état consolidé des résultats comme suit :

	2000	1999	1998
Frais d'intérêts	10 \$	11 \$	11 \$
Frais autres que d'intérêts	23	21	24
Total	33 \$	32 \$	35 \$

L'amortissement de l'écart d'acquisition est constaté, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable, dans l'état consolidé des résultats, et comprend les éléments suivants :

	2000	1999	1998
Écart d'acquisition	54 \$	49 \$	48 \$
Impôt sur le revenu (avantage fiscal)	(5)	(6)	(6)
Écart d'acquisition déduction faite de l'impôt applicable	49 \$	43 \$	42 \$

Note 9 Segmentation opérationnelle et géographique

Nous menons nos activités dans le cadre de segments opérationnels pour chacun desquels le marché et les produits sont bien définis. Notre groupe Particuliers et entreprises offre des services financiers aux particuliers et aux entreprises du Canada et des États-Unis. Notre groupe Gestion privée offre des services de gestion de patrimoine. Notre groupe Services d'investissement offre une gamme complète de services financiers aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques, y compris des services-conseils et des services d'investissement et d'exploitation.

En outre, notre groupe Soutien procure des services de soutien à l'ensemble de la Banque, y compris en matière de technologie et de gestion des risques.

Les renseignements portant sur les revenus, les frais, le revenu net, le solde moyen de l'actif, les prêts et les dépôts des segments opérationnels sont présentés dans les tableaux des pages 29 à 39 et de la page 41 de la section Analyse de l'exploitation.

Note 10 Dépôts

Catégorie de déposants	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts							
	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999
Banques	189 \$	201 \$	510 \$	493 \$	513 \$	244 \$	22 173 \$	29 460 \$	23 385 \$	30 398 \$
Entreprises et administrations publiques	5 384	3 140	9 779	8 649	15 356	10 050	38 935	43 620	69 454	65 459
Particuliers	2 144	1 827	2 322	1 937	24 797	25 213	34 595	32 040	63 858	61 017
Total	7 717 \$	5 168 \$	12 611 \$	11 079 \$	40 666 \$	35 507 \$	95 703 \$	105 120 \$	156 697 \$	156 874 \$
Domiciliation										
Canada	6 900 \$	4 617 \$	8 166 \$	6 440 \$	28 619 \$	25 351 \$	50 261 \$	50 164 \$	93 946 \$	86 572 \$
États-Unis	742	498	4 422	4 620	11 469	9 954	27 549	30 003	44 182	45 075
Autres pays	75	53	23	19	578	202	17 893	24 953	18 569	25 227
Total	7 717 \$	5 168 \$	12 611 \$	11 079 \$	40 666 \$	35 507 \$	95 703 \$	105 120 \$	156 697 \$	156 874 \$

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêt. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêt. Nos clients ont souvent l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de ces comptes.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des divers instruments de placement achetés par nos clients, dont les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, qui sont productifs d'intérêt sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier d'un jour à dix ans.

Les dépôts comprennent des fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres

banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2000, le solde des fonds fédéraux achetés atteignait 2 498 \$, alors que ce montant était de 3 677 \$ au 31 octobre 1999.

Les dépôts comprennent des effets de commerce dont le total atteignait 1 085 \$ au 31 octobre 2000 et 649 \$ au 31 octobre 1999.

Au 31 octobre 2000, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 67 664 \$ de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 26 501 \$ étaient domiciliés au Canada et 41 163 \$ à l'extérieur du Canada. Au 31 octobre 1999, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 80 289 \$ de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 28 180 \$ étaient domiciliés au Canada et 52 109 \$ à l'extérieur du Canada. Sur le total de ces dépôts domiciliés au Canada, le montant des dépôts dont l'échéance était de six mois ou moins s'élevait à 14 392 \$ au 31 octobre 2000 et à 18 590 \$ au 31 octobre 1999.

Note 11 Autres éléments de passif**Acceptations**

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons d'un recours compensatoire, égal au montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance de l'effet. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un élément de passif, et notre recours correspondant est comptabilisé comme un élément d'actif dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédions pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les rajustements à la valeur marchande à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont portés au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions sur valeurs mobilières dans l'état consolidé des résultats.

Titres mis en pension

Les titres mis en pension représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. Ces titres sont inscrits au prix coûtant. Les frais d'intérêts relatifs à ces obligations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

	2000	1999
Acceptations	8 630 \$	6 753 \$
Titres vendus à découvert	9 353	10 450
Titres mis en pension	19 749	24 177
Total	37 732 \$	41 380 \$
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	4 857	3 044
Engagements de filiales, autres que des dépôts	1 496	2 715
Intérêts courus à payer	1 564	1 382
Pertes non matérialisées et montants à payer sur instruments dérivés	13 342	9 029
Commissions sur prêts reportées	105	104
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	751	394
Autres éléments	22 115 \$	16 668 \$
Total	59 847 \$	58 048 \$

Au 31 octobre 2000 et 1999, les autres emprunts à court terme inclus dans les engagements de filiales autres que des dépôts atteignaient 1 345 \$ et 2 568 \$, respectivement.

Au 31 octobre 2000, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenaient des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 350 \$ qui font partie de notre capital réglementaire de première catégorie. Au 31 octobre 1999, nous n'avions pas de titres de ce type.

Note 12 Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties envers les porteurs de nos titres d'emprunt et fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le rachat de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Notre dette subordonnée est constituée de billets et de débetures dont le taux d'intérêt varie de 5,55 % à 10,85 %. Les échéances vont de mai 2002 à décembre 2040.

Les taux d'intérêt de certaines séries de débetures varient en fonction de divers indices. De plus, certaines séries de titres de dette subordonnée sont rachetables à notre gré, à des dates précédant février 2012.

La dette subordonnée comprend des débetures et des billets subordonnés libellés en dollars US totalisant 950 \$ US au 31 octobre 2000 et au 31 octobre 1999. Les montants équivalents en dollars canadiens de ces titres sont de 1 447 \$ au 31 octobre 2000 et de 1 398 \$ au 31 octobre 1999.

Au cours de l'exercice, nous avons émis des billets à moyen terme de série B d'une valeur de 300 \$ dans le cadre de notre programme nord-américain de placement par prospectus. Les billets arrivent à échéance le 8 juin 2010, sont rachetables à notre gré et portent intérêt au taux de 6,60 %.

Au cours de l'exercice, nous avons racheté nos débetures de série 13 d'une valeur de 150 \$.

Nos obligations de remboursement de titres de dette subordonnée au cours des cinq prochains exercices et par la suite sont les suivantes :

2001	– \$
2002	150
2003	250
2004	–
2005	457
Au-delà	4 054
Total	4 911 \$

Note 13 Capital-actions

En circulation

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2000			1999			1998		
	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action
Actions privilégiées									
Catégorie A – Série 4	–	– \$	– \$	– \$	– \$	1,87 \$	8 000 000	200 \$	2,25 \$
Catégorie A – Série 5	–	–	–	–	–	522,26	288	72	19 062,50
Catégorie B – Série 1	10 000 000	250	2,25	10 000 000	250	2,25	10 000 000	250	2,25
Catégorie B – Série 2	10 000 000	381	1,69 \$ US	10 000 000	368	1,69 \$ US	10 000 000	386	1,69 \$ US
Catégorie B – Série 3	16 000 000	400	1,39	16 000 000	400	1,39	16 000 000	400	1,39
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	0,90
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	0,99
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	0,63
		1 681			1 668			1 958	
Actions ordinaires	261 291 947	3 173	2,00	267 032 100	3 190	1,88	264 433 198	3 095	1,76
Total du capital-actions en circulation		4 854 \$			4 858 \$			5 053 \$	

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Catégorie B – Les actions de série 1 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2001, pour 25,00 \$ en espèces par action ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 août 2001, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,5625 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 2 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2001, pour 25,00 \$ US en espèces par action ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 février 2002, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ US en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,4219 \$ US par action.

Catégorie B – Les actions de série 3 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2004, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2006, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2007, en actions ordinaires de la

Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,346875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en actions ordinaires de la Banque sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente en actions ordinaires de la Banque, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée.

Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Elles donnent droit à un dividende trimestriel dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Au cours de l'exercice, nous avons mis sur pied un programme visant à racheter, par l'entremise de bourses reconnues, un maximum de 10 millions d'actions avant le 31 octobre 2000. Au 31 octobre 2000, 7 864 000 actions avaient été rachetées au prix moyen de 63,59 \$ par action, pour une somme totale de 500 \$.

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. Les options consenties en vertu du régime, de 1995 à 1999, sont acquises après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'exercice au cours duquel elles ont été accordées, à la condition que la Banque ait atteint certains objectifs de rendement. Les options accordées au cours de l'exercice 2000 sont acquises à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant le 1^{er} novembre de l'exercice au cours duquel elles ont été accordées. Certaines des options consenties en vertu du régime de l'exercice 2000 sont assujetties à des objectifs de rendement. Les options viennent à échéance dix ans après la date à laquelle elles ont été consenties. À la levée des options d'achat d'actions, nous incluons le montant du produit dans l'avoir des actionnaires.

Autres options échangeables contre des actions ordinaires

En 1996, nous avons consenti au Grupo Financiero BBVA Bancomer des options d'achat visant jusqu'à 9 957 285 de nos actions ordinaires, représentant une portion de la contrepartie payée pour notre investissement dans le Grupo Financiero BBVA Bancomer. Ces options peuvent être levées à compter du 29 mars 2001 et viennent à échéance le 29 mars 2003. Elles ne peuvent être levées que si le Grupo Financiero BBVA Bancomer a atteint certains objectifs de rendement.

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables contre nos actions ordinaires. Les actions des catégories B et C sont échangeables contre nos actions ordinaires au gré de leurs détenteurs. Le nombre d'actions ordinaires que nous émettrons lors de l'échange de ces actions est établi d'après une formule. Les actions des catégories E et F sont échangeables au gré des détenteurs, à raison d'une action contre une.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une quelconque de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur les actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place ou peut nous placer en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive qu'un organisme de réglementation a publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés sur nos actions privilégiées. De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO ne peut payer une somme due en vertu de ses titres, nous ne déclarerons de dividende sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2000, nous avons réservé 5 117 665 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre des Régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires, 3 633 343 actions ordinaires en vue de l'échange d'actions des catégories B, C, E et F

de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, et 24 786 159 actions ordinaires en vue de la levée éventuelle des options d'achat d'actions.

Le tableau suivant indique le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises dans certaines circonstances :

		2000		1999	
	Exercice d'émission	Nombre d'actions	Prix de l'action	Nombre d'actions	Prix de l'action
Régime d'options					
d'achat d'actions	1995	1 530 359	25,50 \$	2 028 100	25,50 \$
	1996	2 362 900	31,00	2 523 300	31,00
	1997	2 269 200	39,85	2 437 550	39,85
	1997	75 000	57,50	75 000	57,50
	1998	1 882 300	65,80	1 937 900	65,80
	1998	51 500	85,40	51 500	85,40
	1999	4 413 900	60,35	4 754 600	60,35
	2000	4 164 300	51,20	—	—
	2000	25 000	66,25	—	—
		16 774 459		13 807 950	
Autres options	1996	9 957 285	36,50 \$	9 957 285	36,50 \$
		26 731 744		23 765 235	
Autres émissions					
d'actions convertibles	1992	938 390	14,52 \$	1 450 312	13,79 \$
	1994	300 501	18,89	320 447	18,80
		1 238 891		1 770 759	
Total		27 970 635		25 535 994	

Ce tableau n'inclut pas les actions qui sont rachetables à notre gré ou sous réserve de notre capacité de régler une option de conversion en espèces.

Des options d'achat d'actions visant un total de 957 641 actions ont été levées au cours du présent exercice, alors que des options visant 674 500 actions ont été levées au cours de l'exercice précédent. Le nombre d'options d'achat d'actions annulées au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000 était de 322 450, comparativement à 89 200 au cours de l'exercice précédent.

Le prix moyen pondéré de levée de toutes les options en vigueur était de 48,68 \$ l'action au 31 octobre 2000, de 47,10 \$ l'action au 31 octobre 1999 et de 39,56 \$ l'action au 31 octobre 1998.

À un prix moyen pondéré de levée de 37,28 \$ l'action, 2 914 359 options d'achat d'actions pouvaient être levées au 31 octobre 2000, à un prix moyen pondéré de levée de 42,58 \$ l'action, 819 750 options d'achat d'actions pouvaient être levées au 31 octobre 1999, et à un prix moyen pondéré de levée de 32,35 \$ l'action, 429 350 options d'achat d'actions pouvaient être levées au 31 octobre 1998.

La moyenne pondérée de la juste valeur, à la date de l'octroi, des options consenties au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2000 s'élevait à 9,57 \$, à 12,33 \$ pour les options consenties au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 1999, et à 13,69 \$ pour les options consenties au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 1998. Nous établissons la juste valeur de chaque option consentie au moyen du modèle de tarification des options de Rolle-Geske, avec les hypothèses suivantes :

- taux d'intérêt sans risque de 6,3 % le 31 octobre 2000, 4,9 % pour 1999 et 5,8 % pour 1998;
- période prévue, jusqu'à la levée, de 7,0 ans le 31 octobre 2000, 7,5 ans pour 1999 et 7,5 ans pour 1998;
- volatilité prévue des actions de 21,5 % le 31 octobre 2000, 19,8 % pour 1999 et 16,0 % pour 1998;
- rendement prévu des actions de 6,2 % le 31 octobre 2000, 8,8 % pour 1999 et 8,8 % pour 1998.

Note 14 Frais de restructuration

En octobre 1999, nous avons enregistré une charge au titre des frais de restructuration de 141 \$ (81 \$ après impôts) pour les coûts de retrait liés à des initiatives de restructuration, dont 61 \$ avaient été payés au 31 octobre 2000 et 13 \$ au 31 octobre 1999.

Les frais comprennent des coûts de retrait relatifs aux activités de chacune de nos groupes d'exploitation : 67 \$ sont liés au groupe Particuliers et entreprises pour les coûts associés au remaniement du système de distribution de la Banque, y compris la fermeture de 105 succursales; 16 \$ sont liés au groupe Services d'investissement pour les coûts associés au

remaniement des activités d'investissement et des services bancaires aux entreprises, y compris certaines activités de notre succursale de Londres, Angleterre; 6 \$ sont liés au groupe Gestion privée pour les coûts associés au repositionnement stratégique de nos activités de gestion du patrimoine selon six nouvelles catégories d'activités; et 52 \$ représentent les coûts de retrait liés à l'élimination de certaines fonctions à gestion centralisée qui ne sont plus nécessaires au soutien de nos initiatives stratégiques.

Au cours de l'exercice, nous avons révisé notre estimation du reste des coûts liés à l'exécution du plan de restructuration et nous avons réduit

notre passif de 43 \$; ce rajustement a été comptabilisé dans les frais de restructuration, dans l'état consolidé des résultats.

La révision de notre estimation est due aux raisons suivantes :

1. la vente imprévue de 37 succursales au cours de l'exercice, ce qui a réduit à 61 le nombre de fermetures de succursales nécessaires pour restructurer le système de distribution de la Banque;
2. des indemnités de cessation d'emploi moins élevées que prévu, grâce à des taux d'attrition et de réaffectation à l'intérieur de la Banque plus élevés que prévu, et qui ont permis de ramener le nombre d'employés licenciés de 1 430 à 721.

Le solde de la réserve pour restructuration au 31 octobre 2000 est lié principalement aux engagements contractuels conclus relativement à

l'achèvement des initiatives de restructuration, y compris les indemnités de cessation d'emploi que les employés reçoivent sous forme de salaire continu.

	31 oct. 1999	Somme payée au cours de l'exercice	Somme contrepassée	31 oct. 2000
Indemnités de cessation d'emploi	96 \$	34 \$	28 \$	34 \$
Dépréciation d'éléments d'actif immobilisé	14	7	6	1
Résiliation de baux	18	7	9	2
Solde de la réserve pour restructuration	128 \$	48 \$	43 \$	37 \$

Note 15 Impôts sur le revenu

Nous présentons notre provision pour impôts sur le revenu dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur le revenu.

En outre, nous portons la charge ou l'avantage fiscal directement aux bénéficiaires non répartis en ce qui a trait aux éléments constatés dans l'avis des actionnaires.

Provision pour impôts sur le revenu	2000	1999	1998
État consolidé des résultats			
Provision pour impôts sur le revenu	989 \$	736 \$	810 \$
Impôt sur le revenu (avantage fiscal) relatif à l'amortissement de l'écart d'acquisition	(5)	(6)	(6)
Avoir des actionnaires			
Charge fiscale (avantage fiscal) provenant de l'écart de change et des coûts de la fusion projetée	(153)	158	(237)
Total	831 \$	888 \$	567 \$
Composantes du total des impôts sur le revenu			
Au Canada : Impôts exigibles de l'exercice			
palier fédéral	279 \$	575 \$	243 \$
palier provincial	109	186	95
	388	761	338
Impôts futurs			
palier fédéral	43	(116)	16
palier provincial	14	(35)	5
	57	(151)	21
Total des impôts canadiens	445	610	359
À l'étranger : Impôts exigibles de l'exercice			
Impôts futurs	312	209	213
	74	69	(5)
Total des impôts à l'étranger	386	278	208
Total	831 \$	888 \$	567 \$

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition réglementaires et les impôts sur le revenu qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur le revenu que nous avons présentée dans l'état consolidé des résultats.

	2000		1999		1998	
Impôts sur le revenu et taux d'imposition réglementaire combinés du Canada et des provinces	1 230 \$	42,2 %	919 \$	42,1 %	936 \$	42,0 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(128)	(4,4)	(91)	(4,2)	(82)	(3,7)
Activités à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents	(151)	(5,2)	(133)	(6,1)	(102)	(4,6)
Éléments d'actif incorporel non déductibles aux fins fiscales	4	0,1	6	0,3	6	0,3
Impôt des grandes sociétés	14	0,5	11	0,5	14	0,6
Surtaxe temporaire des institutions financières	11	0,4	11	0,5	10	0,5
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	11	0,4	—	—	—	—
Autres	(2)	(0,1)	13	0,6	28	1,2
Provision pour impôts sur le revenu et taux d'imposition effectif	989 \$	33,9 %	736 \$	33,7 %	810 \$	36,3 %

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous rapatriions les revenus de filiales à l'étranger, nous serons tenus de payer de l'impôt sur certains de ces

Le solde net des impôts sur le revenu futurs inclus dans les autres éléments d'actif représente le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos éléments d'actif et de passif aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période où le changement de taux est survenu.

La valeur de nos actifs d'impôts futurs est l'objet d'un processus d'examen continu, et nous rajustons la provision pour moins-value, au besoin, pour tenir compte de la valeur de réalisation de nos actifs d'impôts futurs. Nous prévoyons réaliser ces actifs dans le cours normal de nos activités.

Composantes du solde des impôts futurs	2000	1999
Actifs d'impôts futurs		
Réserve pour créances irrécouvrables	508 \$	522 \$
Éléments reportés	34	117
Autres	150	115
	692	754
Provision pour moins-value	—	—
Actifs d'impôts futurs	692	754
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(241)	(180)
Charge de retraite reportée	(165)	(150)
Autres	(74)	(81)
Passifs d'impôts futurs	(480)	(411)
Actif d'impôts futurs (montant net)	212 \$	343 \$

revenus. Comme le rapatriement de tels revenus n'est pas prévu actuellement, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles si les revenus de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés sont estimés à 434 \$ au 31 octobre 2000, à 387 \$ au 31 octobre 1999 et à 324 \$ au 31 octobre 1998.

Note 16 Bénéfice net par action ordinaire

Notre bénéfice net par action ordinaire en circulation est calculé par la division du revenu net, déduction faite du total des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

En 2000, 1999 et 1998, le montant dilué comprenait la dilution pouvant éventuellement résulter des titres convertibles émis par une filiale ainsi que les actions susceptibles d'être émises en vertu des options d'achat d'actions émises en 1995. De plus, les options émises en 1996 ont été incluses dans le montant dilué de 2000 et de 1999.

Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice utilisé pour calculer le bénéfice net dilué par action ordinaire est fondé sur l'hypothèse que la conversion ou le rachat de tous les titres convertibles ou rachetables au gré du détenteur a eu lieu au début de l'exercice ou à la date d'émission, si l'émission s'est produite à une date ultérieure.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 1, 2, 3, 4 et 6 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du bénéfice net dilué par action

ordinaire, puisque nous avons la possibilité de régler au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

Les options émises en 2000, 1999, 1998 et 1997 et les options consenties au Grupo Financiero BBVA Bancomer ne sont pas incluses dans le calcul, puisqu'elles ne réduiraient pas le bénéfice net par action ordinaire.

Modification des conventions comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle norme pour le calcul et la présentation du bénéfice net par action ordinaire, que nous adopterons à compter de l'exercice 2001. Le principal changement découlant de l'adoption de cette nouvelle norme consistera, lors du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire, à supposer que le produit de la levée d'options d'achat d'actions est affecté au rachat d'actions en circulation; selon la norme actuellement en vigueur, nous supposons que ce produit est investi pour obtenir un revenu. Nos méthodes de présentation sont conformes à la nouvelle norme. Selon cette nouvelle norme, notre bénéfice net dilué par action ordinaire aurait été de 6,50 \$, 4,67 \$ et 4,59 \$ pour les exercices terminés respectivement les 31 octobre 2000, 1999 et 1998.

Bénéfice net par action ordinaire en circulation (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2000	1999	1998
Revenu net avant écart d'acquisition	1 906 \$	1 425 \$	1 392 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(101)	(117)	(112)
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant écart d'acquisition	1 805	1 308	1 280
Amortissement de l'écart d'acquisition	(49)	(43)	(42)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 756 \$	1 265 \$	1 238 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	265 659	265 862	262 511
Bénéfice net par action ordinaire en circulation avant amortissement de l'écart d'acquisition	6,79 \$	4,92 \$	4,88 \$
Bénéfice net par action ordinaire en circulation	6,61 \$	4,76 \$	4,72 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2000	1999	1998
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant écart d'acquisition	1 805 \$	1 308 \$	1 280 \$
Revenu théorique d'options d'achat d'actions	22	21	15
Revenu net avant écart d'acquisition, rajusté pour l'effet de dilution	1 827	1 329	1 295
Amortissement de l'écart d'acquisition	(49)	(43)	(42)
Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	1 778 \$	1 286 \$	1 253 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	265 659	265 862	262 511
Actions convertibles	1 533	2 160	4 241
Options d'achat d'actions	3 893	4 551	2 296
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation après dilution (en milliers)	271 085	272 573	269 048
Bénéfice net dilué par action ordinaire avant amortissement de l'écart d'acquisition	6,74 \$	4,88 \$	4,81 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	6,56 \$	4,72 \$	4,66 \$

Note 17 Régimes de retraite et certains autres avantages

Nous offrons à nos employés un éventail d'avantages sociaux dont les coûts sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont fournis, au poste salaires et charges sociales de l'état consolidé des résultats. Des renseignements sur les prestations de retraite et certains autres avantages, y compris les régimes d'intéressement au capital, sont présentés ci-dessous.

Régimes de retraite

Nous avons divers régimes qui offrent des avantages à nos employés retraités. Ces régimes comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nos régimes offrent des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen au moment du départ à la retraite, et n'exigent pas de cotisations de la part des employés. Les employés peuvent cependant effectuer des cotisations volontaires.

Nos actuaire procèdent régulièrement à des évaluations de nos obligations constituées à l'égard des prestations de retraite, évaluations fondées sur des hypothèses concernant la croissance des salaires, l'âge de la retraite et le taux de mortalité. L'actif des régimes de retraite est mis en réserve pour satisfaire à nos obligations découlant des régimes de retraite. Les régimes complémentaires sont sans capitalisation.

La charge de retraite est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au poste salaires et charges sociales. Elle est déterminée par le coût des prestations de retraite des employés pour l'année de service en cours, les frais d'intérêts sur le passif découlant des régimes de retraite, le rendement prévu de la valeur marchande de l'actif des régimes de retraite, l'amortissement du coût reporté des prestations au titre des services passés et l'amortissement des gains et pertes actuariels reportés.

Nous devons assumer le coût des prestations au titre des services passés lorsque nous apportons des modifications aux régimes de retraite qui entraînent le versement de prestations calculées en rapport avec des services déjà rendus par des employés. Nous reportons et amortissons le coût des prestations de retraite au titre des services passés sur la durée moyenne résiduelle d'activité des employés actifs.

Des gains et pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations : premièrement, lorsque le rendement réel de l'actif d'un régime pour une période diffère du rendement prévu pour cette période et, deuxièmement, lorsque les obligations prévues au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice diffèrent des obligations réelles au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice. Nous reportons et amortissons tous les gains et pertes actuariels liés aux prestations de retraite sur la durée moyenne résiduelle d'activité des employés actifs.

La charge de retraite payée d'avance est incluse dans le poste éléments d'actif divers de notre bilan consolidé.

Nous offrons également aux employés retraités certains avantages visant les soins de santé et les soins dentaires, ainsi qu'un programme d'assurance-vie. Le coût de ces avantages est comptabilisé au poste salaires et charges sociales lorsque les frais sont engagés.

Modification des conventions comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a approuvé une nouvelle norme pour la comptabilisation et la présentation des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs, que nous devons adopter à partir de l'exercice 2001. Cette norme permet de comptabiliser le changement rétroactivement comme une charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis, ou prospectivement au moyen d'une charge annuelle imputée au revenu sur la durée moyenne résiduelle d'activité du groupe d'employés.

Nous adopterons la nouvelle norme et comptabiliserons le changement rétroactivement comme une charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Les principaux changements sont les suivants :

- nous devons inclure notre charge de retraite reportée, y compris le coût des prestations de retraite au titre des services passés et les gains actuariels nets, dans la charge imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis;
- notre obligation relative aux prestations de retraite sera calculée au moyen d'un taux courant du marché plutôt qu'au moyen de la meilleure estimation du taux d'actualisation à long terme par la direction;

- nous inscrirons un passif et une charge établis sur une base actuarielle pour certains avantages, autres que des prestations de retraite, que nous offrons aux employés actuels et aux employés retraités, plutôt que de constater les frais lorsqu'ils sont engagés. Ces avantages comprennent des avantages postérieurs au départ à la retraite, des avantages postérieurs à l'emploi, et des congés rémunérés.

L'incidence de l'adoption de la nouvelle norme, le 1^{er} novembre 2000, comprend deux volets. Notre charge de retraite payée d'avance augmentera d'un montant équivalent aux gains actuariels reportés non amortis et aux coûts reportés non amortis des prestations au titre des services passés, relatifs aux exercices antérieurs. Cet effet sera neutralisé en partie par une diminution liée à la variation du taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation de nos obligations au titre des prestations constituées, et se traduira par une augmentation nette de notre charge de retraite payée d'avance de 38 \$. Nos autres éléments de passif augmenteront de 459 \$ en raison de la comptabilisation de nos obligations, déterminées sur une base actuarielle, relatives à certains avantages autres que les prestations de retraite. L'incidence nette sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis équivaudra à une réduction de 250 \$ (après impôts applicables de 171 \$).

Pour l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2001, l'adoption de la nouvelle norme devrait entraîner une augmentation de la charge de retraite de 46 \$ (27 \$ après impôts) et une augmentation de la charge liée aux avantages autres que les prestations de retraite d'environ 23 \$ (14 \$ après impôts).

Le tableau suivant fait état de la situation financière estimative de nos régimes :

	2000	1999	1998
Obligations au titre des prestations constituées pour services rendus, en début d'exercice	2 098 \$	2 202 \$	1 930 \$
Prestations constituées	69	76	68
Frais d'intérêts courus sur nos obligations au titre des prestations constituées	166	160	152
Prestations versées aux retraités	(152)	(175)	(157)
Cotisations volontaires des employés	4	4	5
(Gains) pertes actuariels	(7)	(159)	134
Modifications aux régimes	18	14	26
Autres, principalement la conversion de devises	15	(24)	44
Obligations au titre des prestations constituées pour services rendus, en fin d'exercice	2 211 \$	2 098 \$	2 202 \$
Juste valeur de l'actif des régimes, en début d'exercice	2 825 \$	2 678 \$	2 581 \$
Rendement réel de l'actif des régimes	365	305	184
Cotisations versées par la Banque	44	27	19
Cotisations volontaires des employés	4	4	5
Prestations versées aux retraités	(152)	(169)	(151)
Autres, principalement la conversion de devises	17	(20)	40
Juste valeur de l'actif des régimes, en fin d'exercice	3 103 \$	2 825 \$	2 678 \$
Situation de capitalisation	892	727	476
(Gains) actuariels non constatés	(543)	(439)	(207)
Coût des prestations au titre des services passés non constaté	78	74	76
Montant de transition non constaté	(1)	(1)	(1)
Charge de retraite payée d'avance	426 \$	361 \$	344 \$

Charge annuelle de retraite

La charge nette de retraite comprend les éléments suivants :

Rendement réel de l'actif des régimes	(365)\$	(304)\$	(182)\$
Excédent de notre rendement réel sur le rendement prévu	135	94	29
Rendement prévu de l'actif des régimes	(230)	(210)	(153)
Prestations constituées	72	76	73
Frais d'intérêts courus sur nos obligations au titre des prestations constituées	166	161	153
Amortissement des (gains) actuariels	(38)	(24)	(83)
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés	14	13	9
Amortissement du montant de transition	(1)	—	—
Charge annuelle de retraite	(17)	16	(1)
Cotisations au Régime de pensions du Canada, au Régime de rentes du Québec et aux régimes à cotisations déterminées	40	41	34
Total de la charge annuelle de retraite	23 \$	57 \$	33 \$

Hypothèses actuarielles – Moyennes pondérées

Taux d'actualisation des obligations au titre des prestations constituées	8,1 %	8,1 %	7,6 %
Taux de croissance de la rémunération	4,2	3,8	3,8
Taux de rendement à long terme prévu pour l'actif des régimes	8,4	8,4	8,1

Les données comparatives pour 1999 et 1998 ont été retraitées pour tenir compte des sommes relatives au régime de retraite canadien complémentaire sans capitalisation.

Les obligations au titre des prestations constituées comprennent une somme de 123 \$ (100 \$ en 1999; 115 \$ en 1998) relative aux régimes de retraite complémentaires sans capitalisation.

Au 31 octobre 2000, l'actif des régimes de retraite se composait d'actions (67 %) et de placements à revenu fixe (33 %).

Les frais liés à l'assurance-vie ainsi qu'aux programmes médicaux et dentaires offerts aux retraités, et présentés au poste des charges sociales, s'élevaient à 16 \$ en 2000, à 18 \$ en 1999 et à 11 \$ en 1998.

Régimes d'intéressement au capital

Nous offrons à nos employés des régimes d'intéressement au capital, dont le fonctionnement est expliqué ci-dessous. Les frais de rémunération relatifs à ces régimes sont inclus dans l'état consolidé des résultats au poste Salaires et charges sociales. Nous avons en outre un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. On trouvera des renseignements sur ce régime à la note 13.

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions. Un employé peut ainsi verser à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire et nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation. Nous comptabilisons la cotisation de la Banque au régime comme frais de rémunération lors du versement de cette cotisation. Les frais de rémunération relatifs à ce régime s'élevaient à 17 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000, à 4 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999 et à 3 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 1998.

Régime d'intéressement à moyen terme

À compter de l'exercice 2000, un nouveau régime d'intéressement à moyen terme est offert aux dirigeants de la Banque. En vertu de ce régime, nous verserons, à la fin de chaque période de trois ans, une prime en espèces liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison du rendement total annualisé de l'avoir de nos actionnaires et de celui de nos concurrents. Les frais de rémunération relatifs à ce régime sont comptabilisés sur les

trois années du cycle de rendement utilisé pour ce régime. Les frais de rémunération sont rajustés tout au long de chaque cycle de rendement de trois ans pour tenir compte du cours de nos actions ordinaires et de celui des actions de nos concurrents. Il n'y a aucuns frais de rémunération relatifs à ce régime pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000.

Régimes de participation différée aux bénéfices

À compter de l'exercice 2000, de nouveaux régimes de participation différée aux bénéfices sont offerts à certains hauts dirigeants et employés clés de notre groupe Services d'investissement. En vertu de ces régimes, le versement de primes annuelles, sous forme de droits à la valeur des actions ordinaires, peut être différé. Le montant des primes différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. Les primes différées destinées aux hauts dirigeants sont versées lorsque ceux-ci prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions; elles peuvent être versées en espèces, en actions ordinaires ou être une combinaison des deux. Les primes différées destinées aux employés sont versées de façon uniforme en espèces à la fin de chacune des trois années suivant l'année au cours de laquelle elles ont été gagnées. Les frais de rémunération relatifs à ces régimes sont comptabilisés l'année où les primes sont gagnées. Les changements aux montants des primes payables découlant de l'évolution des dividendes et du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération dans la période des changements en question. Les frais de rémunération relatifs à ces régimes s'élevaient à 3 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000.

Note 18 Opérations entre apparentés

Nous fournissons des services bancaires à nos sociétés en participation et à nos sociétés satellites selon des modalités comparables à celles que nous offrons à nos clients. En outre, nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à des employés, actuels ou anciens, à divers taux et selon diverses modalités. Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés au poste Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats.

Le solde des prêts consentis en vertu de tels contrats de prêt s'établit comme suit :

	2000	1999
Prêts hypothécaires	525 \$	664 \$
Prêts aux particuliers	362	351
Total	887 \$	1 015 \$

Note 19 Gestion du risque

Nos activités font intervenir la gestion de plusieurs catégories de risques, dont les risques de crédit, de position, de liquidité et d'exploitation. Certaines informations relatives à notre exposition à ces risques telles que la réserve pour créances irrécouvrables, les revenus de négociation, les instruments financiers dérivés et la juste valeur des instruments financiers

figurent dans les états financiers consolidés. Un sommaire de la sensibilité de notre portefeuille aux taux d'intérêt et des taux d'intérêt effectifs de nos instruments financiers faisant partie de l'actif et du passif est présenté à la page 74 de l'Analyse de l'exploitation.

Note 20 Passif éventuel**a) Poursuites judiciaires**

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet de plusieurs recours collectifs et individuels au Canada, et d'un recours collectif aux États-Unis, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. («Bre-X»). Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs de ces recours, figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, les firmes de conseil en exploitation minière engagées par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X et les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence ou de fraude, d'information trompeuse et de violation du *Securities Exchange Act* de 1934 des États-Unis, relativement à la vente des titres de Bre-X. Toutes les poursuites en sont à un stade très préliminaire. Selon l'information actuellement disponible, les avocats de BMO Nesbitt Burns Inc. ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que la société a une position de défense solide et qu'elle se défendra avec vigueur contre toutes lesdites poursuites.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la position financière consolidée ou sur les résultats d'exploitation de la Banque.

b) Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons des éléments d'actif en garantie de divers engagements que nous contractons. Nous avons déposé des titres du compte de placement et du compte de négociation et d'autres éléments d'actif d'une valeur totale de 32 425 \$ au 31 octobre 2000 et de 36 772 \$ au 31 octobre 1999, en garantie de prêts à vue, de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres passifs garantis. En outre, nous avons déposé des éléments d'actif d'un montant de 560 \$ au 31 octobre 2000 et de 2 699 \$ au 31 octobre 1999, en garantie de notre participation aux systèmes de compensation et de paiement et en garantie de règlements de contrats conclus avec des bourses d'instruments dérivés ou d'autres contreparties à des transactions portant sur des instruments dérivés.

Le tableau suivant fait état de nos éléments d'actif donnés en garantie :

	2000	1999
Encaisse	67 \$	364 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	3 453	1 317
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	505	1 037
Autres valeurs liquides	13 066	12 398
Autres éléments d'actif	15 894	24 355
Total des éléments d'actif donnés en garantie	32 985 \$	39 471 \$

Remarque : Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions mentionnée à la note 2.

Nous avons recours à des opérations portant sur des taux d'intérêt, des devises, des titres de participation et des produits de base pour permettre à nos clients de gérer le risque et à des fins de gestion de l'actif et du passif dans le cadre d'opérations figurant ou non au bilan.

Les transactions sur instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients comprennent des ventes et d'autres activités. Les activités de vente comprennent la structuration et la commercialisation de produits dérivés qui sont offerts aux clients afin de leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables. Les autres activités comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation au nom des clients sont évalués à la valeur marchande. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux autres revenus. Une partie du revenu résultant de la réévaluation des instruments financiers dérivés à la valeur marchande relative aux risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi qu'aux coûts administratifs est reportée et amortie par imputation au revenu sur la durée des contrats. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés parmi les autres éléments d'actif et les pertes non matérialisées le sont parmi les autres éléments de passif.

Les instruments financiers dérivés servant à la gestion de l'actif et du passif sont des instruments désignés et documentés comme couvertures et fonctionnant efficacement comme tels. Nous utilisons ces instruments pour gérer les risques relatifs à nos positions conformément à notre stratégie de gestion des risques. Pour qu'une couverture soit efficace, les changements de valeur marchande de l'instrument dérivé doivent être étroitement liés aux changements de valeur marchande de l'élément couvert sous-jacent, au début et pendant toute la durée de la couverture. Les swaps, les opérations à terme et les options, qui sont utilisés à ces fins, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en vertu de laquelle les revenus et les charges applicables aux instruments dérivés sont cumulés et aucune constatation de gain ou de perte non matérialisée portant sur un instrument financier n'est portée au bilan. Dans les cas de swaps et d'opérations à terme, le revenu et les frais d'intérêts relatifs à l'instrument de couverture sont cumulés et comptabilisés comme rajustement des revenus ou des frais relatifs à l'élément couvert. Les primes appliquées aux options achetées sont amorties sur la durée du contrat, au poste de revenu ou de charge associé à l'élément couvert. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés sont comptabilisés comme autres éléments d'actif ou de passif, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats sont reportés et amortis sur le reste de la durée de vie originale de l'instrument de couverture. Les changements subséquents de la juste valeur des instruments désignés comme couvertures mais qui ne sont plus efficaces en tant que couvertures sont redesignés comme étant liés à des activités de négociation et sont présentés comme autres revenus.

Les instruments dérivés, qui se négocient sur le marché hors cote directement entre deux contreparties ou sur les marchés boursiers réglementés, comprennent notamment les instruments suivants :

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties pour échange de séries de flux de trésorerie.

Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt, les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêt à taux fixe ou variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise. Les principaux risques liés à ces instruments sont l'exposition aux mouvements des taux d'intérêt et la capacité des contreparties à respecter les modalités du contrat. Les swaps de taux d'intérêt servent à rajuster l'exposition au risque de taux d'intérêt en modifiant les taux ou les dates d'échéance des éléments d'actif et de passif.

Dans le cas d'un swap de devises, les parties s'échangent des versements d'intérêt à taux fixe et des montants nominaux de référence dans des devises différentes.

Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt et de devises, les parties s'échangent des montants en capital et des versements d'intérêts à taux fixe ou variable dans des devises différentes.

Dans le cas d'un swap de produits de base, les parties s'échangent généralement des versements à taux fixe ou variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit.

Opérations à terme et contrats à terme

L'opération à terme et le contrat à terme sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'une certaine devise, d'un certain produit de base ou d'un certain instrument financier à un prix et à une date prédéterminés. L'opération à terme est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme se négocie selon des montants standard sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne. Les risques proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités de leurs contrats, ainsi que de l'évolution de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change.

Nous utilisons périodiquement des contrats de change à terme pour couvrir nos revenus en dollars US, afin de minimiser les fluctuations des bénéfiques en dollars US. Ces contrats de change à terme viennent à échéance mensuellement, lorsque les revenus qui y sont liés sont constatés. Il n'y avait aucun gain ni aucune perte non constaté associé à ces contrats à terme au 31 octobre 2000, et le gain non constaté s'élevait à 5,9 \$ au 31 octobre 1999.

Options

L'option est un contrat donnant le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments financiers à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché. Dans le cas d'une option que nous achetons, une prime est versée pour le droit de lever l'option, mais nous assumons un risque de crédit en raison de l'incertitude quant à la capacité du vendeur de s'acquitter de ses obligations contractuelles. Les options comprennent également des contrats assortis de taux plafond, fourchette et plancher, qui sont des contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence convenue entre le taux du marché et le taux prescrit. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Nous menons nos activités de négociation par le biais d'entités qui exercent des opérations inscrites ou non au bilan, dont les instruments dérivés qui sont comptabilisés à la valeur marchande. Il est fait état du revenu généré par ces entités à la page 14 de l'Analyse de l'exploitation.

Les pertes subies en raison du défaut des contreparties et imputées à la réserve pour créances irrécouvrables au cours des exercices terminés les 31 octobre 2000, 1999 et 1998 n'étaient pas importantes.

Les instruments dérivés servant à la gestion de l'actif et du passif ont eu les effets suivants sur le revenu net d'intérêts et sur le montant net des pertes matérialisées reportées :

	2000	1999	1998
Instruments dérivés servant à la gestion de l'actif et du passif			
Augmentation (diminution) du revenu net d'intérêts	94 \$	27 \$	37 \$
(Pertes) matérialisées reportées	(15)\$	(1)\$	(15)\$

Le tableau suivant présente une vue d'ensemble de notre portefeuille d'instruments dérivés et du risque de crédit qui s'y rapporte.

Montant nominal de référence – Le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer l'échange de flux de trésorerie.

Valeur de remplacement – Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive, c'est-à-dire le gain non matérialisé. Les instruments dérivés négociés par l'intermédiaire de marchés boursiers sont assujettis à une marge de sécurité quotidienne. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif pondéré en fonction du risque car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. Les montants tiennent compte des contrats de compensation lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation que nous avons l'intention d'exercer soit par le règlement du solde net, soit par la liquidation de l'actif et le règlement simultané de l'obligation correspondante.

Risque de crédit équivalent – Le total de la valeur de remplacement et du risque de crédit éventuel, en tenant compte de la compensation autorisée par le Surintendant des institutions financières du Canada.

Solde pondéré en fonction du risque – Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

	2000						1999					
	Montant nominal de référence			Solde pondéré en fonction du risque			Montant nominal de référence			Solde pondéré en fonction du risque		
	Opérations effectuées au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Opérations effectuées au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt												
Marchés hors cote												
Swaps	456 347 \$	29 035 \$	485 382 \$	3 608 \$	2 515 \$	752 \$	356 803 \$	39 630 \$	396 433 \$	3 481 \$	2 573 \$	750 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	144 973	–	144 973	59	35	7	128 706	8 239	136 945	78	61	15
Options achetées	88 852	147	88 999	782	1 015	261	82 838	1 848	84 686	556	1 158	274
Options vendues	96 265	28	96 293	–	–	–	53 565	–	53 565	–	–	–
	786 437	29 210	815 647	4 449	3 565	1 020	621 912	49 717	671 629	4 115	3 792	1 039
Marchés réglementés												
Contrats à terme	122 453	724	123 177	–	–	–	89 908	7 176	97 084	–	–	–
Options achetées	45 515	–	45 515	–	–	–	22 109	–	22 109	–	–	–
Options vendues	28 131	–	28 131	–	–	–	17 916	–	17 916	–	–	–
	196 099	724	196 823	–	–	–	129 933	7 176	137 109	–	–	–
Total des contrats de taux d'intérêt	982 536	29 934	1 012 470	4 449	3 565	1 020	751 845	56 893	808 738	4 115	3 792	1 039
Contrats de change												
Marchés hors cote												
Swaps de devises	15 272	–	15 272	122	625	252	14 884	–	14 884	140	783	333
Swaps de taux d'intérêt et de devises	38 293	6 903	45 196	1 076	1 932	426	33 937	5 959	39 896	867	1 449	347
Contrats de change à terme	145 148	6 502	151 650	3 053	2 668	701	184 238	10 578	194 816	2 954	3 296	960
Options achetées	51 165	–	51 165	933	1 265	342	32 994	–	32 994	549	820	221
Options vendues	60 421	–	60 421	–	–	–	38 618	–	38 618	–	–	–
	310 299	13 405	323 704	5 184	6 490	1 721	304 671	16 537	321 208	4 510	6 348	1 861
Marchés réglementés												
Contrats à terme	1 441	–	1 441	–	–	–	1 360	–	1 360	–	–	–
Options achetées	981	–	981	–	–	–	621	–	621	–	–	–
Options vendues	658	–	658	–	–	–	294	–	294	–	–	–
	3 080	–	3 080	–	–	–	2 275	–	2 275	–	–	–
Total des contrats de change	313 379	13 405	326 784	5 184	6 490	1 721	306 946	16 537	323 483	4 510	6 348	1 861
Contrats sur produits de base												
Marchés hors cote												
Swaps	16 335	–	16 335	1 781	1 648	789	12 534	–	12 534	454	1 274	604
Options achetées	16 825	–	16 825	2 444	2 169	1 002	7 065	–	7 065	480	991	470
Options vendues	16 487	–	16 487	–	–	–	9 425	–	9 425	–	–	–
	49 647	–	49 647	4 225	3 817	1 791	29 024	–	29 024	934	2 265	1 074
Marchés réglementés												
Contrats à terme	1 337	–	1 337	–	–	–	1 187	–	1 187	–	–	–
Options achetées	799	–	799	–	–	–	2 026	–	2 026	–	–	–
Options vendues	806	–	806	–	–	–	2 612	–	2 612	–	–	–
	2 942	–	2 942	–	–	–	5 825	–	5 825	–	–	–
Total des contrats sur produits de base	52 589	–	52 589	4 225	3 817	1 791	34 849	–	34 849	934	2 265	1 074
Contrats sur titres de participation												
Marchés hors cote	8 995	163	9 158	71	628	285	2 363	144	2 507	10	43	16
Marchés réglementés	1 540	–	1 540	–	–	–	956	–	956	–	–	–
Total des contrats sur titres de participation	10 535	163	10 698	71	628	285	3 319	144	3 463	10	43	16
Total	1 359 039 \$	43 502 \$	1 402 541 \$	13 929 \$	14 500 \$	4 817 \$	1 096 959 \$	73 574 \$	1 170 533 \$	9 569 \$	12 448 \$	3 990 \$

Les montants nominaux de référence comprennent les montants de 1 701 \$ au 31 octobre 2000 et 8 888 \$ au 31 octobre 1999 liés au programme de certificats de dépôt lié aux contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.

La valeur de remplacement est le total des gains non matérialisés et des montants à recevoir sur instruments dérivés. Nous avons exclu des instruments négociés sur les marchés réglementés,

avec des gains non matérialisés qui s'élevaient à 158 \$ au 31 octobre 2000 et à 207 \$ au 31 octobre 1999, parce que nous n'avons pas l'obligation de fournir du capital en compensation de ces instruments. Le total comprend des gains non matérialisés sur instruments dérivés visant la gestion de l'actif et du passif que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, plutôt qu'en fonction de la valeur marchande. La valeur marchande excédait la valeur comptable de ces éléments de 90 \$ au 31 octobre 2000 et de 181 \$ au 31 octobre 1999.

Pour réduire le risque de crédit, nous employons, entre autres, la technique des contrats cadres de compensation des soldes, ce qui nous permet de compenser des montants dus au client ou par le client advenant que ce dernier manque à ses obligations contractuelles. La réduction éventuelle de la valeur de remplacement aux termes des contrats cadres de compensation des soldes s'élevait à 4 763 \$ au 31 octobre 2000 et à 2 658 \$ au 31 octobre 1999.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties œuvrant dans des régions et des secteurs d'activités divers. Selon le risque ultime, la valeur de remplacement des contrats par pays s'établit comme suit :

	2000		1999	
Canada	2 403 \$	17 %	1 930 \$	20 %
États-Unis	7 022	51	4 437	46
Autres pays	4 504	32	3 202	34
Total	13 929 \$	100 %	9 569 \$	100 %

La valeur de remplacement de contrats par secteur d'activité s'établit comme suit :

	2000								1999							
	Contrats sur taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats sur taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation	
Institutions financières	4 054 \$	91 %	4 210 \$	81 %	1 352 \$	32 %	62 \$	88 %	3 783 \$	92 %	3 680 \$	82 %	236 \$	25 %	4 \$	37 %
Autres contreparties	395	9	974	19	2 873	68	9	12	332	8	830	18	698	75	6	63
Total	4 449 \$	100 %	5 184 \$	100 %	4 225 \$	100 %	71 \$	100 %	4 115 \$	100 %	4 510 \$	100 %	934 \$	100 %	10 \$	100 %

Le tableau suivant présente les échéances et les taux moyens pondérés des intérêts versés et reçus sur des contrats de taux d'intérêt :

	Terme à courir										2000	1999
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans		De 3 ans à 5 ans		De 5 ans à 10 ans		Plus de 10 ans		Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total	
Contrats de taux d'intérêt		Taux %	Taux %	Taux %	Taux %	Taux %	Taux %	Taux %	Taux %			
Swaps à taux fixe ou variable												
\$ CA à payer – fixe	21 884 \$	5,80	19 785 \$	6,08	10 871 \$	6,14	7 260 \$	6,22	2 042 \$	6,34	61 842 \$	58 642 \$
\$ CA à recevoir – fixe	20 125	5,88	25 099	5,88	11 840	6,25	14 570	5,93	1 808	6,32	73 442	70 976
\$ US à payer – fixe	43 373	6,57	36 793	6,66	10 992	6,40	13 104	6,63	2 671	7,16	106 933	80 157
\$ US à recevoir – fixe	30 885	6,37	23 515	6,42	11 000	6,52	12 197	6,62	2 814	7,31	80 411	71 230
Swaps de base	8 383	s.o.	7 634	s.o.	1 976	s.o.	4 214	s.o.	152	s.o.	22 359	19 533
Autres swaps	71 023	s.o.	43 164	s.o.	9 812	s.o.	15 850	s.o.	546	s.o.	140 395	95 895
Total des swaps de taux d'intérêt	195 673		155 990		56 491		67 195		10 033		485 382	396 433
Contrats de garantie de taux d'intérêt, contrats à terme et options	400 145	s.o.	71 254	s.o.	29 519	s.o.	22 779	s.o.	3 391	s.o.	527 088	412 305
Total des contrats de taux d'intérêt	595 818	s.o.	227 244	s.o.	86 010	s.o.	89 974	s.o.	13 424	s.o.	1 012 470	808 738
Contrats de change												
Swaps de devises	683	s.o.	460	s.o.	10 405	s.o.	2 637	s.o.	1 087	s.o.	15 272	14 884
Swaps de taux d'intérêt et de devises	13 576	s.o.	14 252	s.o.	7 490	s.o.	8 927	s.o.	951	s.o.	45 196	39 896
Contrats de change à terme, contrats à terme et options	251 642	s.o.	12 930	s.o.	1 186	s.o.	530	s.o.	28	s.o.	266 316	268 703
Total des contrats de change	265 901	s.o.	27 642	s.o.	19 081	s.o.	12 094	s.o.	2 066	s.o.	326 784	323 483
Contrats sur produits de base												
Swaps	11 403	s.o.	4 290	s.o.	509	s.o.	133	s.o.	–	s.o.	16 335	12 534
Contrats à terme et options	26 876	s.o.	9 334	s.o.	44	s.o.	–	s.o.	–	s.o.	36 254	22 315
Total des contrats sur produits de base	38 279	s.o.	13 624	s.o.	553	s.o.	133	s.o.	–	s.o.	52 589	34 849
Total des contrats sur titres de participation	10 281	s.o.	168	s.o.	146	s.o.	103	s.o.	–	s.o.	10 698	3 463
Total	910 279 \$	s.o.	268 678 \$	s.o.	105 790 \$	s.o.	102 304 \$	s.o.	15 490 \$	s.o.	1 402 541 \$	1 170 533 \$

s.o. Sans objet puisque les taux moyens pondérés ne sont pas significatifs.

Les montants en \$ US sont convertis en \$ CA équivalents.

Les taux représentent les taux d'intérêt moyens pondérés que nous nous sommes engagés par contrat à payer ou à recevoir jusqu'à l'échéance des swaps. Le taux variable de contrepartie de presque tous les swaps en dollars canadiens est établi d'après le taux des acceptations bancaires canadiennes d'un mois ou de trois mois. Dans le cas des swaps en \$ US, le taux variable est

généralement établi d'après les taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) d'un mois, de trois mois ou de six mois.

Les swaps de base sont des swaps de taux d'intérêt variable en vertu desquels les montants versés et reçus sont établis d'après différents indices ou périodes tarifaires.

Les autres swaps sont des contrats dont le taux fixe porte sur une devise d'origine autre que le dollar canadien ou américain.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de notre portefeuille d'instruments financiers dérivés, tels qu'ils sont représentés par la somme des gains et des pertes non matérialisés nets, des intérêts courus à payer ou à recevoir et des primes versées ou reçues :

	2000						1999			
	Opérations effectuées au nom des clients			Gestion de l'actif et du passif			Total	Opérations effectuées au nom des clients	Gestion de l'actif et du passif	Total
	Actif brut	Passif brut	Montant net	Actif brut	Passif brut	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net	Montant net
Contrats de taux d'intérêt										
Swaps	3 320 \$	(3 915)\$	(595)\$	288 \$	(167)\$	121 \$	(474)\$	(232)\$	251 \$	19 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	59	(55)	4	—	—	—	4	(15)	(1)	(16)
Contrats à terme	6	—	6	—	—	—	6	14	—	14
Options achetées	795	154	949	2	—	2	951	563	1	564
Options vendues	—	(781)	(781)	—	(2)	(2)	(783)	(462)	(14)	(476)
Contrats de change										
Swaps de devises	122	(195)	(73)	—	—	—	(73)	77	—	77
Swaps de taux d'intérêt et de devises	993	(821)	172	83	(306)	(223)	(51)	(18)	(273)	(291)
Contrats de change à terme	2 967	(2 671)	296	87	(96)	(9)	287	539	(28)	511
Contrats à terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Options achetées	952	—	952	—	—	—	952	554	—	554
Options vendues	—	(765)	(765)	—	—	—	(765)	(490)	—	(490)
Contrats sur produits de base										
Swaps	1 781	(1 784)	(3)	—	—	—	(3)	39	—	39
Contrats à terme	—	(2)	(2)	—	—	—	(2)	(1)	—	(1)
Options achetées	2 531	—	2 531	—	—	—	2 531	630	—	630
Options vendues	—	(1 914)	(1 914)	—	—	—	(1 914)	(425)	—	(425)
Contrats sur titres de participation	67	(146)	(79)	34	—	34	(45)	(124)	3	(121)
Juste valeur totale	13 593 \$	(12 895)\$	698 \$	494 \$	(571)\$	(77)\$	621 \$	649 \$	(61)\$	588 \$
Valeur comptable totale	13 593 \$	(12 895)\$	698 \$	404 \$	(447)\$	(43)\$	655 \$	649 \$	(83)\$	566 \$
Juste valeur moyenne	10 792 \$	(10 061)\$	731 \$	553 \$	(582)\$	(29)\$	702 \$	641 \$	(112)\$	529 \$

Pour calculer la juste valeur :

- Les instruments sont évalués au prix du marché selon la méthode de valeur à la cote ou la méthode à coupon zéro.
- Les courbes de la méthode à coupon zéro sont tracées au moyen de processus mathématiques généralement reconnus, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations, des contrats à terme et le cours constaté des éléments hors bilan.

- Les fluctuations implicites des options sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché à l'aide d'algorithmes de tarification appropriés compte tenu de nos conventions en matière d'évaluation et de marché.

Les éléments d'actif sont présentés après déduction du passif envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Note 22 Juste valeur des instruments financiers

En tant qu'institution financière, nous inscrivons l'actif du compte de négociation à la valeur marchande et les autres éléments d'actif et de passif au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves et des réductions de valeur. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers éléments individuels d'actif et de passif et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une quelconque de nos entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur représentent généralement notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments

financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ou échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en supposant que nous ne vendrions pas d'éléments d'actif ou de passif, et en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu un contrat.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des montants qui seraient présentés si la totalité de l'actif et du passif qui sont des instruments financiers était comptabilisée à la juste valeur :

	2000				1999			
	Valeur comptable	Juste valeur – actif et passif	Juste valeur des IDGAP	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur – actif et passif	Juste valeur des IDGAP	Écart positif (négatif)
Actif								
Encaisse	18 508 \$	18 508 \$	(9)\$	(9)\$	24 036 \$	24 036 \$	(10)\$	(10)\$
Valeurs mobilières (note 3)	46 463	46 648	40	225	43 273	42 733	39	(501)
Prêts	133 817	132 730	(91)	(1 178)	138 001	136 832	(66)	(1 235)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 630	8 630	–	–	6 753	6 753	–	–
Éléments d'actif divers	23 807	23 807	–	–	16 324	16 324	–	–
	231 225	230 323	(60)	(962)	228 387	226 678	(37)	(1 746)
Passif								
Dépôts	156 697	156 730	(64)	(31)	156 874	156 710	(97)	(261)
Acceptations	8 630	8 630	–	–	6 753	6 753	–	–
Titres vendus à découvert	9 353	9 353	–	–	10 450	10 450	–	–
Titres mis en pension	19 749	19 749	–	–	24 177	24 177	–	–
Éléments de passif divers	22 115	22 117	–	2	16 668	16 674	–	6
Dette subordonnée	4 911	5 078	38	205	4 712	4 851	38	177
	221 455 \$	221 657 \$	(26)\$	176 \$	219 634 \$	219 615 \$	(59)\$	(78)\$
Total				(1 138)\$				(1 668)\$

IDGAP = instruments dérivés de gestion de l'actif et du passif, que nous utilisons pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change résultant de nos positions figurant au bilan.

Nous avons utilisé les méthodes d'évaluation et les hypothèses ci-dessous pour estimer la juste valeur :

Étant donné que certains éléments d'actif et de passif sont des éléments à court terme, nous estimons que leur valeur comptable est comparable à leur juste valeur estimative. Ces éléments sont les suivants :

- Engagements de clients aux termes d'acceptations
- Éléments d'actif divers
- Acceptations
- Titres vendus à découvert
- Titres mis en pension
- Éléments de passif divers excluant les passifs de filiales, autres que des dépôts.

La juste valeur de nos prêts est déterminée au moyen de diverses méthodes d'évaluation, selon le type de prêt :

- prêts aux pays désignés (selon la définition de la note 4) et leurs obligations émises au titre d'intérêts en souffrance – la juste valeur est établie selon le taux du marché;
- prêts productifs – la juste valeur est calculée par rajustement de la valeur d'origine du prêt pour tenir compte des changements dans le risque de crédit et les taux d'intérêt depuis la date à laquelle le prêt a été consenti;
- prêts douteux – la juste valeur est égale à la valeur comptable, qui est calculée selon la méthode d'évaluation décrite aux notes 4 et 5.

La juste valeur de nos dépôts est déterminée en actualisant les flux de trésorerie débiteurs liés aux dépôts, en fonction des taux d'intérêt offerts sur le marché pour des dépôts similaires.

La juste valeur de nos dettes subordonnées et des passifs de nos filiales est déterminée d'après les cours du marché de titres de créances semblables.

Les bureaux et le matériel ne constituant pas des instruments financiers, ils ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les montants nets exclus totalisaient 2 171 \$ au 31 octobre 2000 et 2 228 \$ au 31 octobre 1999.

Note 23 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États-Unis

Nous préparons nos états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus (ci-appelés PCGR) au Canada, y compris les exigences comptables de l'autorité réglementaire compétente, le Surintendant des institutions financières du Canada. Les

écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des principes comptables généralement reconnus aux États-Unis dans la préparation de nos états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

Bilan consolidé condensé

au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2000			1999		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse	18 508 \$	– \$	18 508 \$	24 036 \$	– \$	24 036 \$
Valeurs mobilières	46 463	305	46 768	43 273	(312)	42 961
Prêts, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	133 817	–	133 817	138 001	–	138 001
Autres éléments d'actif	34 608	(167)	34 441	25 305	113	25 418
Total de l'actif	233 396 \$	138 \$	233 534 \$	230 615 \$	(199)\$	230 416 \$
Passif et avoir des actionnaires						
Dépôts	156 697 \$	– \$	156 697 \$	156 874 \$	– \$	156 874 \$
Autres éléments de passif	59 847	283	60 130	58 048	179	58 227
Dette subordonnée	4 911	–	4 911	4 712	–	4 712
Avoir des actionnaires 1)	11 941	(145) 6)	11 796	10 981	(378) 5)	10 603
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	233 396 \$	138 \$	233 534 \$	230 615 \$	(199)\$	230 416 \$

État consolidé condensé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 octobre

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2000			1999			1998		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions	14 303 \$	– \$	14 303 \$	13 174 \$	(34)\$ 2)	13 140 \$	14 121 \$	(8)\$ 2)	14 113 \$
Frais d'intérêts	10 099	–	10 099	8 895	–	8 895	10 097	–	10 097
Revenu net d'intérêts	4 204	–	4 204	4 279	(34)	4 245	4 024	(8)	4 016
Provision pour créances irrécouvrables	358	–	358	320	–	320	130	–	130
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	3 846	–	3 846	3 959	(34)	3 925	3 894	(8)	3 886
Autres revenus	4 326	(19) 3)	4 307	3 511	(15) 3)	3 496	3 118	130 3)	3 248
Revenu net d'intérêts et autres revenus	8 172	(19)	8 153	7 470	(49)	7 421	7 012	122	7 134
Total des frais autres que d'intérêts avant frais de restructuration	5 301	111 4)	5 412	5 147	161 4)	5 308	4 785	207 4)	4 992
Frais de restructuration	(43)	–	(43)	141	–	141	–	–	–
Total des frais autres que d'intérêts	5 258	111	5 369	5 288	161	5 449	4 785	207	4 992
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, et écart d'acquisition	2 914	(130)	2 784	2 182	(210)	1 972	2 227	(85)	2 142
Impôts sur le revenu	989	(35) 5)	954	736	(58)	678	810	8	818
	1 925	(95)	1 830	1 446	(152)	1 294	1 417	(93)	1 324
Part des actionnaires sans contrôle	19	–	19	21	–	21	25	–	25
Revenu net avant écart d'acquisition	1 906	(95)	1 811	1 425	(152)	1 273	1 392	(93)	1 299
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	49	(49) 4[viii])	–	43	(43) 4[viii])	–	42	(42) 4[viii])	–
Revenu net	1 857 \$	(46)\$	1 811 \$	1 382 \$	(109)\$	1 273 \$	1 350 \$	(51)\$	1 299 \$
Bénéfice net par action ordinaire									
Bénéfice par action en circulation	6,61 \$	(0,17)\$	6,44 \$	4,76 \$	(0,41)\$	4,35 \$	4,72 \$	(0,20)\$	4,52 \$
Bénéfice dilué par action	6,56	(0,19)	6,37	4,72	(0,43)	4,29	4,66	(0,21)	4,45

État consolidé du résultat global

pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2000	1999	1998
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	1 811 \$	1 273 \$	1 299 \$
Autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts :			
Gain (perte) non matérialisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements en devises dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture a)	143	(154)	229
Gains (pertes) de détention non matérialisé(e)s sur valeurs mobilières disponibles pour la vente b)	307	(426)	56
Rajustement de reclassification pour (gains) pertes matérialisé(e)s et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente constatés dans le revenu net c)	(42)	49	(56)
Total des autres composantes du résultat global	408	(531)	229
Résultat global	2 219 \$	742 \$	1 528 \$

a) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 153 \$ (1999 – 168 \$; 1998 – 231 \$).

b) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 222 \$ (1999 – 310 \$; 1998 – 42 \$).

c) Déduction faite d'impôts sur le revenu de 30 \$ (1999 – 36 \$; 1998 – 41 \$).

1) Les soldes cumulatifs liés à chacune des autres composantes du résultat global, déduction faite de l'impôt, sont les suivants :

	2000	1999
Gain (perte) non matérialisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements en devises dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture	303 \$	160 \$
Gains (pertes) net(te)s non matérialisé(e)s sur valeurs mobilières disponibles pour la vente i)	83	(182)
Total cumulatif des autres composantes du résultat global	386 \$	(22)\$

i) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 115 intitulé «*Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities*», nous avons désigné comme

valeurs mobilières disponibles pour la vente tous nos titres du compte de placement autres que nos participations comptabilisées à la valeur de consolidation. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées à leur juste valeur, tout(e) gain (perte) non matérialisé(e) étant constaté(e) dans les autres composantes du résultat global. Selon les PCGR du Canada, les titres du compte de placement sont comptabilisées au coût non amorti.

2) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Emerging Issues Task Force N° 94-8 intitulé «*Accounting for Conversion of a Loan into a Debt Security in a Debt Restructuring*», la juste valeur des valeurs mobilières reçues dans le cadre d'une restructuration relative au règlement d'une réclamation pour des intérêts en souffrance sur un prêt doit être constatée dans les revenus à la date de réception. En vertu des PCGR du Canada, nous comptabilisons les valeurs mobilières à la valeur nominale au moment de la réception, et nous ne constatons les gains dans les revenus qu'au moment de la vente de ces valeurs mobilières.

3) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 125 intitulé «*Accounting for Transfers and Servicing of Financial Assets and Extinguishments of Liabilities*», les gains sur tous les éléments d'actif titrisés sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, les gains sur les ventes de prêts LNH sont constatés à la date de la titrisation et les gains sur la vente d'autres éléments d'actif titrisés doivent être reportés et constatés sur toute la durée de la titrisation.

4) L'incidence de l'application des PCGR des États-Unis aux frais autres que d'intérêts avant les frais de restructuration se traduit comme suit :

	2000	1999	1998
Augmentation (diminution)			
Conversion de devises i)	– \$	18 \$	51 \$
Coûts de la fusion ii)	–	8	27
Prestations de retraite iii)	45	36	38
Autres avantages après le départ à la retraite iv)	32	31	33
Autres avantages postérieurs à l'emploi v)	5	5	5
Options d'achat d'actions vi)	32	24	13
Amortissement de l'écart d'acquisition vii)	(10)	(10)	(8)
Amortissement de l'écart d'acquisition viii)	54	49	48
Frais de développement de logiciels ix)	(47)	–	–
Total	111 \$	161 \$	207 \$

i) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 52 intitulé «*Foreign Currency Translation*», le Mexique était considéré par la Securities and Exchange Commission comme étant un environnement économique hautement inflationniste pendant notre trimestre commençant le 1^{er} février 1997 jusqu'à notre trimestre se terminant le 31 janvier 1999 inclusivement. En conséquence, les pertes de conversion sur notre investissement dans Bancomer doivent être déclarées dans le revenu net en vertu des PCGR des États-Unis. Selon les PCGR du Canada, le Mexique n'était pas considéré comme étant un environnement économique hautement inflationniste pendant ces périodes.

ii) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Accounting Principles Board Opinion N° 16 intitulé «*Business Combinations*», les coûts liés à notre fusion projetée avec la Banque Royale doivent être présentés dans le revenu net lorsqu'ils sont engagés. En vertu des PCGR du Canada, nous avons traité ces dépenses comme une réduction des bénéfices non répartis.

iii) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 87 intitulé «*Employers' Accounting for Pensions*», nous utilisons un taux d'actualisation du marché pour évaluer nos obligations au titre des prestations de retraite, qui constituent une composante clé de notre charge de retraite. Selon les PCGR du Canada, le taux utilisé pour actualiser nos obligations au titre des prestations de retraite est la meilleure estimation par la direction du rendement à long terme de l'actif.

iv) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 106 intitulé «*Employers' Accounting for Post-retirement Benefits Other Than Pensions*», les avantages versés aux retraités, autres que les prestations de retraite, doivent être constatés tout au long de la vie active des employés. En vertu des PCGR du Canada, nous passons ces coûts en charges lorsqu'ils sont engagés.

v) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 112 intitulé «*Employers' Accounting for Postemployment Benefits*», les prestations en vertu des divers régimes d'invalidité doivent être constatées lorsque certaines conditions sont remplies. En vertu des PCGR du Canada, nous passons ces coûts en charges lorsqu'ils sont engagés.

vi) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 123 intitulé «*Accounting for Stock Based Compensation*», la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées est constatée comme charge de rémunération pendant la période au cours de laquelle les options deviennent acquises. En vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans l'avoir des actionnaires lorsque les options sont levées.

vii) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Accounting Principles Board Opinion N° 16 intitulé «*Business Combinations*», notre acquisition de Suburban Bank Corp. aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'achat pur et simple, puisqu'il ne s'agissait pas d'une fusion entre égaux.

viii) Au Canada, le Conseil des normes comptables a approuvé un addenda au Chapitre 1580, «Les Regroupements d'entreprises», permettant que l'amortissement de l'écart d'acquisition soit présenté net d'impôts sur une ligne séparée dans l'État consolidé des résultats. Cette présentation n'est pas permise actuellement en vertu des PCGR des États-Unis mais a été proposée dans le cadre d'un exposé-sondage du Financial Accounting Standards Board.

ix) Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Position N° 98-1 intitulé «*Accounting for the Costs of Computer Software Developed or Obtained for Internal Use*» qui est entré en vigueur pour l'exercice 2000, certains frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, tous les frais liés à des logiciels développés à l'intérieur de l'entreprise sont imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

5) En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, mentionnons qu'en vertu des PCGR du Canada, la réduction de 1 % du taux fédéral d'imposition qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2001 a été prise en compte dans la détermination du taux utilisé pour calculer les soldes de nos impôts futurs. Selon les PCGR des États-Unis, nommément le Statement of Financial Accounting Standards N° 109 intitulé «*Accounting for Income Taxes*», ce changement de taux n'a aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que la disposition proposée n'est pas devenue loi.

6) Comprend un rajustement cumulatif de l'avoir des actionnaires découlant des différences dans les PCGR de l'exercice courant et des exercices antérieurs.

Changements futurs des normes comptables des États-Unis

À compter de l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2001, nous devons adopter, aux fins de présentation aux États-Unis, la norme comptable Statement of Financial Accounting Standards N° 133, intitulée «*Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*». Cette norme décrit les règles de comptabilité et de présentation à observer pour les instruments dérivés et pour les activités de couverture.

Selon cette norme, tous les instruments dérivés seront constatés au bilan à leur juste valeur. Les changements à la juste valeur des instruments dérivés non utilisés comme couverture seront constatés dans l'état consolidé des résultats lorsqu'ils se produiront. Il ne s'agit pas là d'un changement de notre méthode comptable actuelle en ce qui concerne la négociation d'instruments dérivés. Si un instrument dérivé sert de couverture, selon la nature de la couverture, les changements à la juste valeur de cet instrument seront portés, dans l'état consolidé des résultats, en déduction du changement à la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif ou de l'engagement ferme couvert, ou ils seront constatés dans les autres composantes du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans l'état consolidé des résultats. Si le changement à la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement à la valeur de l'élément qu'il couvre, la différence sera immédiatement constatée dans l'état consolidé des résultats.

Les répercussions définitives de cette norme sur notre revenu net et notre situation financière dépendent des stratégies de couverture appliquées à notre portefeuille d'instruments dérivés et de la composition de ce portefeuille le 1^{er} novembre 2000 et par la suite. Il est à prévoir que les ajustements de transition découlant de l'application de la norme n° 133 le 1^{er} novembre 2000 augmenteront notre actif consolidé de 163 \$, notre passif consolidé de 149 \$, les autres composantes de notre résultat global de 13 \$ et notre revenu net de 1 \$.

Nous devons adopter la norme comptable Statement of Financial Accounting Standards N° 140, intitulée «*Accounting for Transfers and Servicing of Financial Assets and Extinguishments of Liabilities*», pour les transferts d'éléments d'actif financiers et les services connexes ainsi que pour l'extinction d'obligations qui se produiront après le 31 mars 2001. Cette norme modifie la norme comptable s'appliquant aux activités de titrisation et aux autres transferts d'éléments d'actif financiers. L'adoption de cette norme aux fins de présentation aux États-Unis ne devrait pas avoir d'incidence importante sur notre actif ou notre revenu net tels que présentés.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, de l'analyse de l'exploitation et des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada.

L'analyse de l'exploitation a été préparée conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment l'instruction générale canadienne n° 47 des autorités canadiennes en valeurs mobilières et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans l'analyse de l'exploitation comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure, et faire des estimations et des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. L'analyse de l'exploitation comprend également des renseignements concernant l'estimation de l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de ressources en capital, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité des états financiers, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôle et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels et de contrôles comptables

Le président du conseil et chef de la direction,

(signé)
F. Anthony Comper

internes. Notre système de contrôle interne comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application de conventions comptables judicieuses et prudentes. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres comptables. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des livres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que les engagements sont constatés et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires. Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôle interne et exécutent leurs travaux avec la précision qu'ils jugent convenable.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de l'examen et de l'approbation des renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel, et notamment dans l'analyse de l'exploitation. Il exerce un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation des états financiers, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés. En ces matières, le Conseil d'administration délègue ses pouvoirs au Comité de vérification et au Comité de révision, qui sont composés uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la Banque, ainsi qu'au Comité d'examen des risques.

Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration et à ses comités pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

La vice-présidente à la direction et chef des finances,

(signé)
Karen E. Maidment

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque de Montréal aux 31 octobre 2000 et 1999 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans l'actif des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information

fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Montréal aux 31 octobre 2000 et 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000 selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada.

(signé)
KPMG s.r.l
Comptables agréés

(signé)
PricewaterhouseCoopers s.r.l
Comptables agréés

Canada
Le 28 novembre 2000

Filiales de la Banque

Sociétés dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Pourcentage des actions avec droit de vote détenues par la Banque	Valeur comptable des actions ordinaires et privilégiées détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	100	78
BMO Nesbitt Burns Limited (U.K.)	Londres, Angleterre	100	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	100	4 107
Bank of Montreal Asia Limited	Singapour, République de Singapour	100	
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	Bridgetown, La Barbade	100	
BMO Investments Ltd. et filiale	Hamilton, Bermudes	100	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	100	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	Montréal, Québec	100	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	100	1 151
Bankmont Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	100	4 585
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Global Capital Solutions, Inc. et filiale	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Managed Investments Corporation	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Corp.	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Financing, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
EFS (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Freeman Welwood & Co., Inc.	Seattle, États-Unis	100	
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris InvestorLine, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Trust/Bank of Montreal	West Palm Beach, États-Unis	100	
BMO Investments Inc.	Toronto, Canada	100	79
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	100	601
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	100	48
BMO (N.S.) Holdings Co.	Halifax, Canada	100	1 210
BMO (U.S.) Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
Cebra Inc.	Toronto, Canada	100	28
Corporation d'investissement en capital de la Banque de Montréal	Toronto, Canada	100	71
Corporation hypothécaire Xceed	Toronto, Canada	100	4
Lakeshore Funding Company, LLC	Wilmington, États-Unis	100	1 268
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	80	1
Partenaires en capital BMO-Nesbitt Burns Inc.	Toronto, Canada	100	78
Société de fiducie Banque de Montréal	Toronto, Canada	100	32
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	50,01	1
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	100	1 642
Placements immobiliers BMRI	Toronto, Canada	100	
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	100	13

La liste ci-dessus fait état des sociétés que nous détenons directement et des sociétés que chaque filiale détient directement, donc de toutes nos principales sociétés en exploitation. La valeur comptable de chacune des sociétés précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée (SMBMCL), dont nous détenons 89,14 % des actions sans droit de vote en circulation.

Données complémentaires

Tableau 1 Valeur de l'avoir des actionnaires

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Cours des actions ordinaires (en dollars) a)										
Haut	71,600	69,600	87,000	61,600	41,650	31,000	30,750	27,375	24,125	19,188
Bas	42,000	49,350	51,750	39,050	29,375	24,125	22,000	21,313	18,563	13,250
Clôture	70,500	56,650	63,100	60,850	40,550	29,750	25,125	26,875	23,563	18,688
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (en dollars) a)	2,00	1,88	1,76	1,64	1,48	1,32	1,20	1,12	1,06	1,06
Dividende versé (en dollars) a)	1,97	1,85	1,76	1,60	1,41	1,29	1,18	1,11	1,06	1,06
Ratio du dividende versé (%)	30,2	39,6	37,4	35,0	35,1	38,2	40,3	43,3	44,7	46,0
Rendement des actions (%)	3,5	2,9	2,9	3,9	4,7	5,1	4,4	4,7	5,7	7,9
Rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) b)										
RTAA (%)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4	24,1	(2,3)	19,4	32,4	47,4
RTAA, annualisé sur cinq ans (%)	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2	23,1	14,3	20,6	19,8	9,1
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers) a)										
à la fin de l'exercice	261 292	267 032	264 433	261 436	259 937	263 685	265 457	249 094	244 819	238 770
en moyenne au cours de l'exercice	265 659	265 862	262 511	260 410	261 233	265 632	251 307	247 727	242 079	235 085
en moyenne compte tenu des facteurs de dilution	271 085	272 573	269 048	268 700	268 362	273 919	256 496	252 634	245 131	235 085
Nombre de comptes d'actionnaires	46 663	49 369	51 387	53 651	55 571	57 187	58 879	62 342	65 723	72 887
Valeur comptable globale d'une action ordinaire (en dollars) a)										
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	18,4	15,1	16,7	15,9	10,5	7,8	6,7	6,7	5,8	4,5
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	10,7	11,9	13,4	13,0	9,6	8,6	8,3	10,4	9,9	8,1
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,8	1,62	1,93	2,09	1,57	1,27	1,17	1,39	1,33	1,16
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,44	4,93	5,00	4,36	4,56	4,74	4,85	4,93	4,80	4,65

Tableau 2 Croissance du revenu net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
État des résultats										
Revenu net d'intérêts (BIC) b)	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207	3 038	2 734
Autres revenus	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404	1 261
Total des revenus (BIC) b)	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861	4 442	3 995
Provision pour créances irrécouvrables	358	320	130	275	225	275	510	675	550	337
Frais autres que d'intérêts	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749	2 590
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écart d'acquisition	3 048	2 320	2 355	2 325	2 089	1 779	1 478	1 289	1 143	1 068
Impôts sur le revenu (BIC) b)	1 123	874	938	954	866	746	627	555	483	452
Part des actionnaires sans contrôle	19	21	25	25	20	13	11	6	4	6
Revenu net avant écart d'acquisition	1 906	1 425	1 392	1 346	1 203	1 020	840	728	656	610
Amortissement de l'écart d'acquisition	49	43	42	41	35	34	15	19	16	15
déduction faite de l'impôt applicable	49	43	42	41	35	34	15	19	16	15
Revenu net	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825	709	640	595
Taux de croissance annuel (%)	34,4	2,4	3,5	11,7	18,4	19,5	16,4	10,9	7,5	13,9
Bénéfice par action (BPA) avant écart d'acquisition (en dollars) a)										
Bénéfice par action en circulation	6,79	4,92	4,88	4,85	4,35	3,58	3,07	2,67	2,45	2,37
BPA dilué	6,74	4,88	4,81	4,77	4,26	3,51	3,03	2,63	2,43	2,37
Taux de croissance annuel (%)	38,1	1,5	0,8	12,0	21,4	15,8	15,2	8,2	2,5	9,2
Bénéfice par action (BPA) (en dollars) a)										
Bénéfice par action en circulation	6,61	4,76	4,72	4,69	4,21	3,45	3,01	2,59	2,38	2,31
BPA dilué	6,56	4,72	4,66	4,62	4,13	3,38	2,97	2,55	2,36	2,31
Taux de croissance annuel (%)	39,0	1,3	0,9	11,9	22,2	13,8	16,5	8,1	2,2	10,0
Bénéfice par action (BPA) en circulation avant amortissement (en dollars) c)										
Bénéfice par action en circulation	6,89	5,01	4,98	4,97	4,44	3,67	3,15	2,73	2,38	2,31
Taux de croissance annuel (%)	37,5	0,6	0,2	11,9	21,0	16,5	15,4	14,7	3,0	10,0

Tableau 3 Rentabilité (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999*	1998*	1997*	1996*	1995*	1994*	1993*	1992*	1991*
Revenu net	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986	825	709	640	595
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	101	117	112	83	69	69	69	68	64	51
Revenu net afférent aux actions ordinaires	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099	917	756	641	576	544
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457	5 937	5 088	4 564	4 072	3 623
Rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) ordinaires (%)	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0	15,4	14,9	14,1	14,1	15,0
Rendement de l'avoir moyen des actionnaires (%)	16,3	12,8	13,8	15,8	16,0	14,5	13,9	13,1	13,2	14,2
RAA avant amortissement (%) d)	18,8	14,8	16,1	18,0	17,9	16,4	15,5	14,8	n.d.	n.d.
Rendement de l'actif moyen (%)	0,79	0,61	0,59	0,66	0,74	0,68	0,68	0,63	0,61	0,63
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,75	0,56	0,54	0,62	0,69	0,64	0,62	0,57	0,55	0,58

*Données retraitées pour tenir compte de la présentation de l'exercice courant.

a) Données retraitées pour tenir compte de la distribution d'actions, à raison de deux contre une, effectuée en mars 1993.

b) Pour une définition du rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC), voir le Glossaire de termes financiers, à la page 88.

c) Bénéfice par action avant amortissement selon les états financiers, après rajustement pour tenir compte de l'effet après impôts sur le revenu net de l'amortissement de l'écart d'acquisition hors caisse et des éléments d'actif incorporé.

d) Rendement de l'actif moyen des actionnaires ordinaires avant amortissement selon les états financiers, après rajustement pour tenir compte de l'effet après impôts sur le revenu net de l'amortissement de l'écart d'acquisition hors caisse et des éléments d'actif incorporé. L'actif des actionnaires n'est pas l'objet d'un rajustement pour exclure l'écart d'acquisition hors caisse et les autres éléments d'actif incorporé.

Tableau 4 Total des revenus (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Total des revenus (BIC) a)	8 664	7 928	7 270	7 167	6 227	5 666	5 196	4 861	4 442	3 995
Taux de croissance annuel (%)	9,3	9,0	1,4	15,1	9,9	9,0	6,9	9,4	11,2	9,4
Revenu net d'intérêts										
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 204	4 279	4 024	4 077	3 603	3 480	3 258	3 139	2 971	2 666
Rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC) a)	134	138	128	109	108	84	67	68	67	68
Revenu net d'intérêts (BIC) a)	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207	3 038	2 734
Taux de croissance annuel (%)	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7	5,6	11,1	6,2
Éléments exceptionnels f)	0	0	0	0	0	0	0	0	6	14
Revenu net d'intérêts (BIC) exclusion faite des éléments exceptionnels f)	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711	3 564	3 325	3 207	3 032	2 720
Taux de croissance annuel (%)	(1,8)	6,4	(0,8)	12,8	4,1	7,2	3,7	5,8	11,4	18,8
Marges										
Total de l'actif moyen b)	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234	113 387	104 591	94 118
Marge nette d'intérêts moyenne (%)	1,85	1,95	1,83	2,13	2,34	2,47	2,72	2,83	2,90	2,91
Marge nette d'intérêts moyenne exclusion faite des éléments exceptionnels (%)	1,85	1,95	1,83	2,13	2,34	2,47	2,72	2,83	2,90	2,89
Marge d'intérêts moyenne sur les éléments en \$ CA (%)	2,70	2,82	2,52	2,70	2,94	3,39	3,48	3,44	3,65	3,43
Marge d'intérêts moyenne sur les éléments en \$ US et autres devises (%)	1,01	1,19	1,17	1,48	1,58	1,22	1,59	1,94	1,84	2,11
Autres revenus										
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	646	616	558	508	473	451	437	430		
Commissions sur prêts	322	329	290	240	194	186	180	145		
Marchés des capitaux	1 069	841	869	919	760	495	313	238		
Services de cartes	216	205	196	251	234	230	211	208		
Gestion de placements et garde de titres	373	419	407	299	221	240	197	194		
Fonds d'investissement	232	207	199	155	87	53	56	30		
Revenus de négociation	388	295	40	276	277	225	226	202		
Revenus de titrisation	343	296	158	32	0	0	0	0		
Autres droits et commissions										
Revenu d'activités relatives aux assurances	96	73	62	62	44	36	51	18		
Gains (pertes) sur aliénation de bureaux et de matériel	(9)	(1)	7	(5)	(22)	(26)	(12)	4		
Revenu de change hors négociation	146	133	103	126	120	99	89	48		
Gains (pertes) sur titres du compte de placement b)	183	(85)	97	52	71	46	37	40		
Gains (pertes) à la vente d'activités abandonnées c)	114	27	0	0	0	0	0	0		
Autres revenus	207	156	132	66	57	67	86	97		
Total des autres droits et commissions	737	303	401	301	270	222	251	207		
Total des autres revenus	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404	1 261
Taux de croissance annuel (%)	23,2	12,6	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1	17,8	11,4	16,9
Autres revenus en pourcentage du total des revenus	49,9	44,3	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0	34,0	31,6	31,5
Total des autres revenus	4 326	3 511	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404	1 261
Éléments exceptionnels f)	226	(28)	0	0	0	0	0	0	0	(22)
Autres revenus exclusion faite des éléments exceptionnels	4 100	3 539	3 118	2 981	2 516	2 102	1 871	1 654	1 404	1 283
Taux de croissance annuel (%)	15,8	13,5	4,6	18,5	19,7	12,3	13,1	17,8	9,5	9,4
Autres revenus en pourcentage du total des revenus	48,6	44,5	42,9	41,6	40,4	37,1	36,0	34,0	31,6	32,0
Autres renseignements (en unités, au 31 octobre)										
Nombre d'employés d)	33 200	32 844	33 400	34 286	33 468	33 341	34 769	32 067	32 126	32 130
Nombre de succursales bancaires	1 135	1 198	1 216	1 246	1 296	1 245	1 248	1 214	1 231	1 239
Nombre de guichets automatiques au Canada	1 987	2 039	2 069	2 035	2 017	1 763	1 708	1 538	1 293	1 221
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	7,05	6,49	6,44	4,80	6,67	8,58	6,42	6,44	7,49	10,74
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	9,18	8,00	8,59	8,51	8,49	8,89	6,69	6,04	6,59	9,02
Cours du \$ CA par rapport au \$ US e)										
Haut	1,44	1,45	1,40	1,33	1,34	1,33	1,29	1,24	1,12	1,12
Bas	1,53	1,56	1,58	1,41	1,38	1,42	1,40	1,34	1,26	1,17
Moyen	1,48	1,50	1,46	1,37	1,37	1,36	1,35	1,29	1,19	1,15
À la fin de l'exercice	1,52	1,47	1,54	1,41	1,34	1,34	1,35	1,32	1,24	1,12

a) Pour une définition du rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC), voir le Glossaire de termes financiers, à la page 88.

b) Comprend un gain de 112 millions de dollars résultant de la vente de Partners First, comptabilisé en 2000.

c) Comprend un gain de 40 millions de dollars résultant de la vente de succursales et un gain de 74 millions de dollars résultant de la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises, comptabilisés en 2000. Comprend également un gain de 26,5 millions de dollars résultant de la vente du service international de gestion de titres, comptabilisé en 1999.

d) Équivalent de durée normale; employés à temps plein, à temps partiel et en surtemps.

e) Taux acheteurs de midi en \$ CA à New York applicables aux virements télégraphiques en \$ US et confirmés à des fins douanières par la Banque fédérale de réserve de New York.

f) Exclusion faite des éléments exceptionnels présentés dans le tableau 19 de la page 82.

Tableau 5 Soldes et taux d'intérêt moyens des éléments d'actif et de passif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2000			1999			1998		
	Solde moyen	Rendement moyen (%)	Revenu d'intérêts	Solde moyen	Rendement moyen (%)	Revenu d'intérêts	Solde moyen	Rendement moyen (%)	Revenu d'intérêts
pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Éléments d'actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	2 272	5,50	125	1 442	5,08	73	1 931	4,36	84
Valeurs mobilières	19 972	5,98	1 194	13 730	6,17	847	23 322	5,20	1 214
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	35 247	6,48	2 283	33 124	6,42	2 127	33 945	6,58	2 233
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 142	7,22	155	2 017	7,14	144	1 801	7,16	129
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	14 061	8,42	1 184	13 260	7,75	1 027	12 575	7,64	960
Prêts sur cartes de crédit	1 251	9,98	125	932	10,20	95	810	11,69	95
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	26 270	6,92	1 817	24 881	6,81	1 694	25 072	7,09	1 777
Total des prêts	78 971	7,05	5 564	74 214	6,85	5 087	74 203	7,00	5 194
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	14 477			16 445			11 053		
Total en dollars canadiens	115 692	5,95	6 883	105 831	5,68	6 007	110 509	5,88	6 492
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	17 792	5,17	920	21 116	4,71	996	24 595	5,80	1 427
Valeurs mobilières	26 722	6,71	1 793	26 781	6,49	1 738	24 005	6,28	1 508
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	3 726	6,71	251	3 479	6,65	232	3 033	7,36	223
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	1 391	8,11	113	1 234	8,26	102	965	8,47	83
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	3 352	8,45	283	3 027	7,87	238	2 883	8,45	243
Prêts sur cartes de crédit	28	4,65	1	22	4,04	1	341	15,77	54
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	47 871	8,76	4 193	53 620	7,46	3 998	49 261	8,57	4 219
Total des prêts	56 368	8,59	4 841	61 382	7,45	4 571	56 483	8,54	4 822
Éléments d'actif divers ne portant pas intérêt	18 370			11 604			11 858		
Total en dollars américains et autres devises	119 252	6,33	7 554	120 883	6,04	7 305	116 941	6,63	7 757
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	234 944	6,15	14 437	226 714	5,87	13 312	227 450	6,27	14 249

	2000			1999			1998		
	Solde moyen	Coût moyen (%)	Frais d'intérêts	Solde moyen	Coût moyen (%)	Frais d'intérêts	Solde moyen	Coût moyen (%)	Frais d'intérêts
pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Éléments de passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	2 364	4,09	96	2 597	3,82	99	3 638	4,57	166
Entreprises et administrations publiques	31 432	4,02	1 264	23 883	3,07	734	26 895	3,75	1 009
Particuliers	45 697	3,62	1 652	43 943	3,19	1 400	43 291	3,17	1 373
Total des dépôts	79 493	3,79	3 012	70 423	3,17	2 233	73 824	3,45	2 548
Dette subordonnée et éléments de passif divers portant intérêt	12 470	5,95	743	12 856	6,17	793	19 086	6,11	1 165
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	12 682			12 089			8 159		
Total en dollars canadiens	104 645	3,59	3 755	95 368	3,17	3 026	101 069	3,67	3 713
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	26 679	5,66	1 511	27 262	4,63	1 261	30 105	5,53	1 664
Entreprises et administrations publiques	36 863	5,96	2 197	36 824	5,87	2 161	34 202	7,25	2 480
Particuliers	16 409	4,30	706	16 152	4,17	673	15 003	3,76	563
Total des dépôts	79 951	5,52	4 414	80 238	5,10	4 095	79 310	5,93	4 707
Dette subordonnée et éléments de passif divers portant intérêt	26 360	7,32	1 930	32 189	5,51	1 774	27 867	6,02	1 677
Éléments de passif divers ne portant pas intérêt	12 574			8 083			9 398		
Total en dollars américains et autres devises	118 885	5,34	6 344	120 510	4,87	5 869	116 575	5,48	6 384
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	223 530	4,52	10 099	215 878	4,12	8 895	217 644	4,64	10 097
Avoir des actionnaires	11 414			10 836			9 806		
Total du passif, des frais d'intérêts et de l'avoir des actionnaires	234 944	4,30	10 099	226 714	3,92	8 895	227 450	4,44	10 097
Marge nette d'intérêts sur l'actif moyen et le revenu net d'intérêts		1,85	4 338		1,95	4 417		1,83	4 152

Le tableau ci-dessus fait état des soldes moyens quotidiens, du rendement moyen et du coût moyen des éléments d'actif et de passif sur une base d'imposition comparable.

Pour une définition du rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC), voir le Glossaire de termes financiers, à la page 88.

a) Incluant les titres mis en pension inverse

Tableau 6

Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000/1999			1999/1998		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	solde moyen	taux moyen	Total	solde moyen	taux moyen	Total
Éléments d'actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	42	10	52	(21)	10	(11)
Valeurs mobilières	385	(38)	347	(500)	133	(367)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	135	21	156	(54)	(52)	(106)
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	9	2	11	15	0	15
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63	94	157	52	15	67
Prêts sur cartes de crédit	33	(3)	30	14	(14)	0
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	95	28	123	(12)	(71)	(83)
Total des prêts	335	142	477	15	(122)	(107)
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	762	114	876	(506)	21	(485)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	(157)	81	(76)	(201)	(230)	(431)
Valeurs mobilières	(3)	58	55	174	56	230
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	17	2	19	34	(25)	9
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	13	(2)	11	22	(3)	19
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	25	20	45	13	(18)	(5)
Prêts sur cartes de crédit	0	0	0	(50)	(3)	(53)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques a)	(429)	624	195	373	(594)	(221)
Total des prêts	(374)	644	270	392	(643)	(251)
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	(534)	783	249	365	(817)	(452)
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts	228	897	1 125	(141)	(796)	(937)
Éléments de passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	(9)	6	(3)	(48)	(19)	(67)
Entreprises et administrations publiques	232	298	530	(113)	(162)	(275)
Particuliers	55	197	252	21	6	27
Total des dépôts	278	501	779	(140)	(175)	(315)
Dettes subordonnées et éléments de passif divers portant intérêt	(23)	(27)	(50)	(380)	8	(372)
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	255	474	729	(520)	(167)	(687)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	(26)	276	250	(158)	(245)	(403)
Entreprises et administrations publiques	3	33	36	189	(508)	(319)
Particuliers	11	22	33	43	67	110
Total des dépôts	(12)	331	319	74	(686)	(612)
Dettes subordonnées et éléments de passif divers portant intérêt	(322)	478	156	260	(163)	97
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	(334)	809	475	334	(849)	(515)
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts	(79)	1 283	1 204	(186)	(1 016)	(1 202)
Variation du total du revenu net d'intérêts	307	(386)	(79)	45	220	265

Le tableau ci-dessus fait état des répercussions, sur le revenu net d'intérêts, des modifications survenues soit dans les soldes quotidiens moyens, ou le volume d'affaires, soit dans les taux moyens, sur une base d'imposition comparable.

Pour une définition du rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC), voir le Glossaire de termes financiers, à la page 88.

a) Incluant les titres pris en pension

Tableau 7 Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt (en millions de dollars)

au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total en dedans d'un an	Taux d'intérêt réel (%)	De 2 ans à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Taux d'intérêt réel (%)	Total
En dollars canadiens												
Actif												
Encaisse	9 660	(22)	(44)	9 594	5,67	687	0,00	0	0,00	(6 123)	0,00	4 158
Valeurs mobilières	18 997	178	196	19 371	5,85	1 166	8,82	293	7,43	15	s.o.	20 845
Prêts	37 583	4 627	7 569	49 779	7,98	26 575	6,90	1 934	6,77	0	s.o.	78 288
Éléments d'actif divers	(21 940)	236	171	(21 533)	s.o.	1 368	s.o.	0	s.o.	24 122	s.o.	3 957
Total de l'actif	44 300	5 019	7 892	57 211		29 796		2 227		18 014		107 248
Passif												
Dépôts	38 724	3 898	8 444	51 066	5,29	28 826	5,24	583	6,77	0	s.o.	80 475
Dette subordonnée	150	0	300	450	7,35	2 050	6,93	965	8,23	0	s.o.	3 465
Éléments de passif divers	(6 330)	33	68	(6 229)	s.o.	(362)	s.o.	350	0,00	17 989	s.o.	11 748
Avoir des actionnaires	0	250	0	250	s.o.	0	s.o.	1 050	s.o.	10 260	s.o.	11 560
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	32 544	4 181	8 812	45 537		30 514		2 948		28 249		107 248
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	11 756	838	(920)	11 674		(718)		(721)		(10 235)		0
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(9 352)	517	1 485	(7 350)		5 519	0,00	1 831		0		0
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt												
2000	2 404	1 355	565	4 324		4 801		1 110		(10 235)		0
1999	(117)	1 103	(5 078)	(4 092)		11 042		2 485		(9 435)		0
1998	2 076	1 437	(7 771)	(4 258)		11 599		1 479		(8 820)		0
1997	(1 033)	516	(2 981)	(3 498)		10 159		988		(7 649)		0
1996	(5 776)	2 561	(183)	(3 398)		15 303		(267)		(11 638)		0
En dollars américains et autres devises												
Actif												
Encaisse	8 314	4 062	3 336	15 712	5,83	1 516	0,78	239	0,00	(3 115)	0,17	14 352
Valeurs mobilières	7 833	1 415	1 407	10 655	6,15	7 381	6,31	6 149	6,76	1 431	s.o.	25 616
Prêts	44 856	2 216	1 226	48 298	7,33	5 480	7,47	1 629	8,14	123	s.o.	55 530
Éléments d'actif divers	29 125	152	(28)	29 249	s.o.	4 963	s.o.	201	s.o.	(3 763)	s.o.	30 650
Total de l'actif	90 128	7 845	5 941	103 914		19 340		8 218		(5 324)		126 148
Passif												
Dépôts	51 426	3 207	4 650	59 283	5,86	12 806	3,24	4 132	0,60	0	s.o.	76 221
Dette subordonnée	533	0	0	533	6,92	457	6,10	457	7,80	0	s.o.	1 447
Éléments de passif divers	51 640	358	308	52 306	2,68	1 168	0,00	381	7,38	(5 756)	s.o.	48 099
Avoir des actionnaires	0	0	381	381	s.o.	0	s.o.	0	s.o.	0	s.o.	381
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	103 599	3 565	5 339	112 503		14 431		4 970		(5 756)		126 148
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(13 471)	4 280	602	(8 589)		4 909		3 248		432		0
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	2 630	882	236	3 748		(1 075)		(2 673)		0		0
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt												
2000	(10 841)	5 162	838	(4 841)		3 834		575		432		0
1999	(7 039)	(7 764)	2 969	(11 834)		11 478		(57)		413		0
1998	(12 524)	731	3 258	(8 535)		7 680		520		335		0
1997	(19 243)	3 155	10 572	(5 516)		4 491		214		811		0
1996	(11 184)	2 821	5 924	(2 439)		1 689		852		(102)		0

s.o. – sans objet

Écart

La détermination de l'écart de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des éléments d'actif et de passif et des produits dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt, repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses.

L'écart indiqué est celui qui existe le 31 octobre de chaque année. Il représente la situation à la fermeture des bureaux et peut changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon les préférences des clients et l'application de notre politique en matière de gestion de l'actif et du passif.

Hypothèses pour 2000 :

Dépôts et autres éléments de passif

Les dépôts sans échéance productifs d'intérêts, dont le taux d'intérêt a une corrélation chronologique avec un taux spécifique comme le taux préférentiel et est supérieur aux taux plancher convenus, sont présentés comme étant sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois. Ces dépôts peuvent être sensibles aux baisses de taux d'intérêt, sans toutefois que leur taux puisse descendre sous le taux plancher convenu. Lorsqu'ils ne manifestent plus de corrélation avec les mouvements de taux d'intérêt du marché, ils sont présentés par période d'après le comportement prévu des soldes.

Les certificats de placement sont présentés en fonction de l'échéance prévue, sans égard aux options de rachat ou de renouvellement anticipé.

Les dépôts à terme sont présentés en fonction de l'échéance prévue et de la date de rachat estimative d'après des données chronologiques.

Les éléments de passif à taux fixe sans échéance et les éléments de passif non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

Capital

L'avoir des actionnaires est présenté comme élément non sensible aux fluctuations des taux d'intérêt.

Éléments d'actif

Les éléments d'actif à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des remboursements prévus et des remboursements anticipés estimatifs évalués d'après des données chronologiques.

Les éléments d'actif liés à la négociation entrent dans la catégorie des termes de 0 à 3 mois.

Les éléments d'actif à taux fixe sans échéance et les éléments d'actif non productifs d'intérêts sans échéance sont présentés selon le comportement chronologique des soldes de compte.

Rendement

Le rendement est établi d'après le taux d'intérêt convenu à l'égard des éléments d'actif ou de passif en vigueur le 31 octobre.

Avant 1997, les éléments d'actif et de passif sans échéance étaient considérés comme non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

Tableau 8 Frais autres que d'intérêts et ratio des frais aux revenus (en millions de dollars, sauf indication contraire)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998 ^a	1997 ^a	1996 ^a	1995 ^a	1994 ^a	1993 ^a	1992 ^a	1991 ^a
Détail des frais autres que d'intérêts										
Salaires	2 800	2 532	2 370	2 284	1 972	1 758	1 567	1 455	1 348	1 277
Charges sociales	265	288	204	251	238	241	228	209	201	167
Total des salaires et des charges sociales	3 065	2 820	2 574	2 535	2 210	1 999	1 795	1 664	1 549	1 444
Bureaux et matériel										
Location d'immeubles	130	145	147	149	139	136	125	123	114	101
Bureaux, mobilier et agencements	272	275	256	234	215	206	188	177	170	179
Impôt foncier	47	52	51	40	40	41	39	40	37	40
Matériel informatique et autre	622	651	518	493	333	296	248	240	234	215
Total des frais de bureau et de matériel	1 071	1 123	972	916	727	679	600	580	555	535
Communications										
Autres frais	259	268	266	246	219	208	180	165	167	174
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	110	129	134	128	116	110	95	92	82	64
Honoraires	335	343	320	250	173	141	112	64	63	55
Déplacements et expansion des affaires	236	227	234	238	199	161	144	122	112	156
Divers	202	216	261	226	251	239	195	199	201	141
Total des autres frais	883	915	949	842	739	651	546	477	458	416
Amortissement des éléments d'actif incorporel										
Charge exceptionnelle	23	21	24	28	18	15	16	11	20	21
Charge liée aux initiatives d'amélioration des processus d'affaires	0	0	0	0	0	0	71	0	0	0
Total des frais autres que d'intérêts avant frais de restructuration	5 301	5 147	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749	2 590
Frais de restructuration	(43)	141	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des frais autres que d'intérêts	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749	2 590
Sommaire des frais autres que d'intérêts										
Total des frais autres que d'intérêts	5 258	5 288	4 785	4 567	3 913	3 612	3 208	2 897	2 749	2 590
Moins : Éléments exceptionnels a)	(43)	141	0	75	23	60	71	0	18	24
Total des frais autres que d'intérêts exclusion faite des éléments exceptionnels	5 301	5 147	4 785	4 492	3 890	3 552	3 137	2 897	2 731	2 566
Taux de croissance annuel (%)										
Total	(0,6)	10,5	4,8	16,7	8,4	12,6	10,7	5,4	6,1	6,2
Exclusion faite des éléments exceptionnels	3,0	7,6	6,5	15,5	9,5	13,2	23,2	6,1	6,5	8,0
Charges fiscales et impôts b)										
Charges fiscales autres que les impôts sur le revenu										
Charges sociales	133	127	128	123	109	106	95	88	83	72
Impôt foncier	47	52	51	40	40	41	39	40	37	40
Impôt provincial sur le capital	100	121	120	104	89	84	71	71	59	42
Taxe d'affaires	10	8	14	24	27	26	24	21	23	22
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	125	118	125	114	101	88	70	64	61	49
Total des charges fiscales autres que les impôts sur le revenu	415	426	438	405	366	345	299	284	263	225
Provision pour impôts sur le revenu présentée État des résultats										
– Provision	989	736	810	845	758	662	560	487	416	384
– Amortissement de l'écart d'acquisition	(5)	(6)	(6)	(5)	(1)	0	0	0	0	0
État des bénéfices non répartis	(153)	158	(237)	(92)	10	9	(23)	(46)	(70)	37
Total des impôts sur le revenu	831	888	567	748	767	671	537	441	346	421
Total des charges fiscales et des impôts	1 246	1 314	1 005	1 153	1 133	1 016	836	725	609	646
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales										
Taux d'imposition effectif (BIC)	38,3	51,8	38,8	45,2	49,4	51,0	49,6	49,0	46,2	53,6
	36,9	37,6	39,8	41,0	41,5	41,9	42,4	43,0	42,2	42,3
Indices de productivité										
Ratio des frais aux revenus (%)	60,7	66,7	65,8	63,7	62,8	63,7	61,7	59,6	61,9	64,8
Revenus exceptionnels	226	(28)	0	0	0	0	0	0	6	(8)
Ratio redressé des frais aux revenus (%) c)	62,8	64,7	65,8	62,7	62,5	62,7	60,4	59,6	61,6	64,1

^a Données retraitées pour tenir compte des changements apportés à la présentation.

a) En 2000, contrepassation de la charge de 1999 représentant les frais de restructuration; en 1999, charge ponctuelle représentant les frais de restructuration; en 1997, charge visant l'amortissement accéléré lié aux initiatives d'amélioration de l'équipement technologique et du processus d'octroi de crédit; en 1996, charge imputée à la Harris Bank par le Savings

Association Insurance Fund (SAIF), comprise dans les autres frais; en 1995, charge liée aux initiatives d'amélioration des processus d'affaires; en 1994, charge particulière imputée à la Harris Bank.

b) Charges fiscales incluses dans les diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

c) Les charges et les revenus exceptionnels sont exclus du total des revenus, tel que présenté dans le tableau 19 de la page 82.

Tableau 9 Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation b)	32 342	31 858	29 823	30 995	26 539	4 211	3 512	3 502	2 594	1 926	0	0	0	0	0
Prêts sur cartes de crédit	1 382	1 144	783	877	2 528	25	16	14	1 035	1 314	0	0	0	0	0
Autres prêts aux particuliers	14 395	13 900	12 988	12 007	10 739	3 638	3 004	3 098	2 664	2 058	0	0	0	0	0
Total des prêts aux particuliers	48 119	46 902	43 594	43 879	39 806	7 874	6 532	6 614	6 293	5 298	0	0	0	0	0
Entreprises et institutions															
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	35 886	25 083	27 097	26 152	23 326	31 818	38 507	28 683	23 497	19 075	3 300	3 434	4 127	3 098	1 938
Titres mis en pension inverse	6 693	8 523	6 350	7 679	6 960	9 615	11 202	13 715	10 721	7 121	0	5 365	7 455	117	0
Total des prêts aux entreprises et aux institutions	42 579	33 606	33 447	33 831	30 286	41 433	49 709	42 398	34 218	26 196	3 300	8 799	11 582	3 215	1 938
Réserve générale	(930)	(820)	(735)	(625)	(425)	(150)	(150)	(150)	(150)	(50)	0	0	0	0	0
Pays en développement (PED) désignés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	205	288	263	211
Solde net des prêts et acceptations	89 768	79 688	76 306	77 085	69 667	49 157	56 091	48 862	40 361	31 444	3 522	9 004	11 870	3 478	2 149

Tableau 10 Réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI) au début de l'exercice															
Réserve pour créances irrécouvrables	271	210	77	330	156	120	98	38	(55)	69	(33)	12	15	0	0
Virements de réserves	68	0	(17)	0	150	(59)	0	0	0	0	(9)	0	17	0	(150)
Recouvrements	30	22	29	43	15	14	25	35	115	88	0	0	0	0	0
Radiations e)	(164)	(131)	(116)	(216)	(174)	(42)	(47)	(76)	(118)	(170)	(45)	(15)	(3)	(23)	(105)
Divers, y compris les écarts de change	2	(6)	0	1	0	14	(9)	25	14	5	3	(4)	9	5	4
RCI à la fin de l'exercice	1 170	963	868	895	737	382	335	268	246	290	45	129	136	98	116
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(129)	(92)	(60)	(106)	(90)	(10)	(12)	(33)	(96)	(60)	0	0	0	0	0
Entreprises et institutions	(35)	(39)	(56)	(110)	(84)	(32)	(35)	(43)	(22)	(110)	0	0	0	0	0
PED désignés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(45)	(15)	(3)	(23)	(105)
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	18	17	16	11	15	5	5	7	10	11	0	0	0	0	0
Entreprises et institutions	12	5	13	32	0	9	20	28	105	77	0	0	0	0	0
PED désignés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations															

a) En fonction du risque ultime de l'actif sous-jacent; dans le cas de la répartition par province, en fonction de la domiciliation du prêt ou du domicile du client.

b) Exclusion faite des prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts aux grandes entreprises (2,9 milliards de dollars en 2000, 2,8 milliards en 1999, 2,5 milliards en 1998, 2,0 milliards en 1997, 1,6 milliard en 1996, 1,5 milliard en 1995).

c) Exclusion faite des titres pris en pension.

d) Exclusion faite de la réserve générale.

e) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent les pertes matérialisées à la vente d'éléments d'actif productifs qui ont été imputées directement à la réserve (45 millions de dollars en 2000, néant en 1999, néant en 1998, 3 millions en 1997, 109 millions en 1996, 115 millions en 1995).

	Total				
	2000	1999	1998	1997	1996
36 553	35 370	33 325	33 589	28 465	
1 407	1 160	797	1 912	3 842	
18 033	16 904	16 086	14 671	12 797	
55 993	53 434	50 208	50 172	45 104	
71 004	67 024	59 907	52 747	44 339	
16 308	25 090	27 520	18 517	14 081	
87 312	92 114	87 427	71 264	58 420	
(1 080)	(970)	(885)	(775)	(475)	
222	205	288	263	211	
142 447	144 783	137 038	120 924	103 260	

	Total				
	2000	1999	1998	1997	1996
1 427	1 272	1 239	1 143	1 255	
358	320	130	275	225	
0	0	0	0	0	
44	47	64	158	103	
(251)	(193)	(195)	(357)	(449)	
19	(19)	34	20	9	
1 597	1 427	1 272	1 239	1 143	
(139)	(104)	(93)	(202)	(150)	
(67)	(74)	(99)	(132)	(194)	
(45)	(15)	(3)	(23)	(105)	
23	22	23	21	26	
21	25	41	137	77	
0	0	0	0	0	
0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Solde net des prêts et acceptations au Canada, par province a)					
Atlantique	4 460	4 137	4 250	3 815	3 466
Québec	14 602	12 304	11 714	10 179	10 237
Ontario	43 794	37 317	34 421	38 456	35 240
Prairies	14 722	13 941	13 741	13 133	10 174
Colombie-Britannique et Territoires	13 120	12 809	12 915	12 127	10 975
Total pour les prêts et acceptations au Canada d)	90 698	80 508	77 041	77 710	70 092
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Institutions financières	13 847	13 598	9 468	8 854	8 620
Prêts hypothécaires aux entreprises	6 612	6 254	5 626	4 552	3 542
Construction (non immobilière)	1 556	1 782	1 056	1 011	949
Secteur immobilier commercial	3 895	3 632	3 601	3 034	2 737
Secteur manufacturier	14 635	12 785	12 460	9 267	7 163
Mines et énergie	3 847	4 011	4 086	4 058	3 003
Services	7 107	6 944	6 600	6 407	5 667
Commerce de détail	3 173	3 217	2 556	2 752	2 319
Commerce de gros	3 434	3 984	3 912	3 408	2 739
Agriculture	2 608	2 772	2 471	2 036	1 719
Transport et services publics	4 532	3 880	3 686	3 227	2 338
Communications	3 262	1 994	2 200	2 332	2 368
Autres	2 496	2 171	2 185	1 809	1 175
Total pour le portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	71 004	67 024	59 907	52 747	44 339

Provision pour créances irrécouvrables – information sectorielle

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Particuliers					
Prêts hypothécaires à l'habitation	5	7	7	7	6
Prêts sur cartes de crédit	35	26	26	138	96
Autres prêts aux particuliers	73	48	30	32	23
Total pour les prêts aux particuliers	113	81	63	177	125
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises					
Institutions financières	(6)	7	12	(26)	62
Prêts hypothécaires aux entreprises	(1)	0	0	1	5
Construction (non immobilière)	(2)	3	3	0	3
Secteur immobilier commercial	1	(6)	(66)	(146)	(61)
Secteur manufacturier	93	27	7	8	20
Mines et énergie	(3)	30	(3)	(24)	(18)
Services	14	46	(19)	19	43
Commerce de détail	20	6	(5)	0	9
Commerce de gros	3	10	1	7	8
Agriculture	(10)	2	(5)	7	3
Transport et services publics	67	8	20	(11)	16
Communications	0	5	13	36	0
Autres	1	16	(1)	27	10
Total pour les prêts aux entreprises et aux institutions c)	177	154	(43)	(102)	100
Provision générale imputée au revenu net – montant net	110	85	110	200	0
PED désignés	(42)	0	0	0	0
Provision totale pour créances irrécouvrables	358	320	130	275	225

Tableau 11 Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	6	4	4	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	3	5	4	5	9	2	3	5	6	6	0	0	0	0	0
Total pour les particuliers	9	9	8	14	18	2	3	5	6	6	0	0	0	0	0
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	231	134	125	255	292	230	182	113	90	234	45	44	24	0	0
Réserve générale	930	820	735	625	425	150	150	150	150	50	0	0	0	0	0
Pays en développement (PED) désignés															
Réserves spécifiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Réserve à l'égard des risques-pays	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85	104	98	115
Instruments hors bilan	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI)	1 170	963	868	895	737	382	335	268	246	290	45	129	136	98	116
Ratios de couverture															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPD)	153,7	145,0	170,9	169,3	91,9	57,5	104,7	118,6	96,9	49,2	59,2	131,6	142,2	100,0	100,0
RCI en pourcentage du SBPD c)															
Particuliers	4,6	4,8	5,4	10,8	10,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	40,8	28,0	34,6	64,1	46,1	34,8	57,4	51,1	36,3	40,1	59,2	47,8	28,6	0,0	0,0
PED désignés d)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 12 Ventilation du solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	Canada a)					États-Unis a)					Autres pays a)				
	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996	2000	1999	1998	1997	1996
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	138	129	105	94	122	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	48	48	34	22	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total pour les particuliers	186	177	139	116	149	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	335	344	236	143	341	432	135	108	158	349	31	58	60	0	0
Réserve générale	(930)	(820)	(735)	(625)	(425)	(150)	(150)	(150)	(150)	(50)	0	0	0	0	0
Pays en développement (PED) désignés															
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(409)	(299)	(360)	(366)	65	282	(15)	(42)	8	299	31	58	60	0	0
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPD) en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la RCI	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations douteux	(0,46)	(0,38)	(0,47)	(0,47)	0,09	0,57	(0,03)	(0,09)	0,02	0,95	0,88	0,64	0,51	0,00	0,00
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations douteux e)															
Particuliers	0,39	0,38	0,32	0,26	0,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	0,93	1,37	0,87	0,55	1,46	1,36	0,35	0,38	0,67	1,82	0,94	1,69	1,45	0,00	0,00
PED désignés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

a) Emplacement en fonction du risque ultime de l'actif sous-jacent.

b) Aucune réserve ni aucun prêt douteux à l'égard des titres mis en pension inverse.

c) Par segment.

d) À l'exclusion des réserves à l'égard des engagements des PED en excédent du solde des prêts douteux (néant en 2000, 79 millions de dollars en 1999, 98 millions en 1998, 93 millions en 1997, 108 millions en 1996, 360 millions en 1995).

e) Par segment.

f) Comprenant la réserve de la filiale américaine qui excédait le solde des prêts douteux.

s.o. – sans objet

n.d. – non disponible

	Total				
	2000	1999	1998	1997	1996
	6	4	4	9	9
	5	8	9	11	15
	11	12	13	20	24
	506	360	262	345	526
	1 080	970	885	775	475
	0	0	0	0	1
	0	85	104	98	115
	0	0	8	1	2
	1 597	1 427	1 272	1 239	1 143
	106,4	130,6	153,3	157,2	81,7
	5,6	6,3	8,6	14,7	13,9
	38,8	40,1	39,3	53,4	43,2
	s.o.	100,0	100,0	100,0	100,0

	Total				
	2000	1999	1998	1997	1996
	138	129	105	94	122
	48	48	34	22	27
	186	177	139	116	149
	798	537	404	301	690
	(1 080)	(970)	(885)	(775)	(475)
	0	0	0	0	0
	(96)	(256)	(342)	(358)	364
	10,51	8,53	6,66	7,65	15,71
	(0,07)	(0,18)	(0,25)	(0,30)	0,35
	0,33	0,33	0,28	0,23	0,33
	1,12	0,80	0,67	0,57	1,56
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Réserves spécifiques à l'égard du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Institutions financières	40	35	27	28	62
Prêts hypothécaires aux entreprises	4	4	5	6	11
Construction (non immobilière)	5	4	4	23	6
Secteur immobilier commercial	31	28	35	71	148
Secteur manufacturier	128	37	62	44	34
Mines et énergie	55	44	4	8	22
Services	71	56	31	56	57
Commerce de détail	28	7	8	19	33
Commerce de gros	11	8	13	12	10
Agriculture	6	6	4	12	5
Transport et services publics	94	26	20	8	18
Communications	14	13	8	15	0
Autres	19	92	41	43	120
Total des réserves spécifiques du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	506	360	262	345	526

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
SNPD du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Institutions financières	108	23	8	1	59
Prêts hypothécaires aux entreprises	19	19	15	24	39
Construction (non immobilière)	6	3	4	6	3
Secteur immobilier commercial	27	54	122	148	463
Secteur manufacturier	143	48	41	19	21
Mines et énergie	97	188	36	30	37
Services	109	127	47	44	40
Commerce de détail	89	21	17	9	30
Commerce de gros	11	7	9	9	38
Agriculture	17	18	15	12	18
Transport et services publics	138	64	71	11	35
Communications	13	25	23	5	1
Autres d) f)	21	(60)	(4)	(17)	(94)
Total des SNPD du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises b)	798	537	404	301	690

Tableau 13 Prêts et acceptations douteux par classement comptable (en millions de dollars)

au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2000	1999	1998	1997	1996
Solde brut des prêts et acceptations douteux, au début de l'exercice	1 092	824	787	1 397	1 730
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	1 106	1 084	621	660	959
Réduction des prêts et acceptations douteux a)	(446)	(623)	(389)	(936)	(948)
Augmentation (diminution) nette	660	461	232	(276)	11
Radiations	(251)	(193)	(195)	(334)	(344)
Solde brut des prêts et acceptations douteux, à la fin de l'exercice	1 501	1 092	824	787	1 397
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI) b), au début de l'exercice	1 348	1 166	1 145	1 033	895
Augmentation des réserves spécifiques	390	290	106	169	437
Augmentation de la réserve générale	110	85	110	200	0
Virement de réserves	0	0	0	100	150
Radiations c)	(251)	(193)	(195)	(357)	(449)
Réserve pour créances irrécouvrables b), à la fin de l'exercice	1 597	1 348	1 166	1 145	1 033
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD), au début de l'exercice	(256)	(342)	(358)	364	835
Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux	409	268	37	(610)	(333)
Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables	(249)	(182)	(21)	(112)	(138)
Solde net des prêts et acceptations douteux, à la fin de l'exercice	(96)	(256)	(342)	(358)	364

Tableau 14 Sommaire du bilan (en millions de dollars)

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Actif										
Encaisse	18 508	24 036	19 730	32 245	24 187	20 317	14 659	12 081	11 288	13 607
Valeurs mobilières	46 463	43 273	43 465	41 789	36 609	33 019	26 535	23 328	22 581	17 862
Prêts (solde net)	133 817	138 001	129 691	114 918	98 413	88 442	88 634	74 028	68 251	60 172
Acceptations	8 630	6 753	6 944	5 594	4 397	4 469	3 430	3 555	2 878	3 712
Éléments d'actif divers	25 978	18 552	22 760	13 292	6 226	5 587	4 917	3 877	4 037	3 372
Total de l'actif	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175	116 869	109 035	98 725
Passif et avoir des actionnaires										
Dépôts	156 697	156 874	143 983	144 212	119 262	109 605	98 241	87 859	86 601	77 769
Autres éléments de passif	59 847	58 048	63 208	50 892	39 670	32 602	31 178	20 961	15 604	14 836
Dettes subordonnées	4 911	4 712	4 791	3 831	3 314	2 595	2 218	2 363	1 666	1 570
Capital-actions										
Actions privilégiées	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860	852	832	718
Actions ordinaires	3 173	3 190	3 095	3 019	2 989	3 002	3 002	2 632	2 539	2 416
Bénéfices non répartis	7 087	6 123	5 555	4 610	3 740	3 172	2 676	2 202	1 793	1 416
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	233 396	230 615	222 590	207 838	169 832	151 834	138 175	116 869	109 035	98 725
Soldes moyens										
Prêts	135 339	135 596	130 686	113 136	94 598	87 028	77 292	73 918	66 469	58 227
Actif	234 944	226 714	227 450	196 721	158 316	144 115	122 234	113 387	104 591	94 118

Tableau 15 Gains (pertes) non matérialisés sur titres e) g) (en millions de dollars)

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Titres du compte de placement					
Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières					
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	13	21	n.d.	n.d.	n.d.
Titres émis par les administrations publiques américaines	(84)	(92)	n.d.	n.d.	n.d.
Titres adossés à des créances immobilières	(139)	(175)	n.d.	n.d.	n.d.
Obligations et actions d'entreprises	(16)	(94)	n.d.	n.d.	n.d.
Titres émis par d'autres administrations publiques	0	10	n.d.	n.d.	n.d.
Total des titres de créance d'État et autres valeurs mobilières	(226)	(330)	315	293	148
Grupo Financiero BBVA Bancomer	277	(226)	(190)	118	132
Pays en développement (PED) désignés d)	0	18	65	102	195
Participation en actions dans 724 Solutions Inc. f)	134	0	0	0	0
	185	(538)	190	513	475

a) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.

b) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan; exclut également les réserves à l'égard des engagements des PED excédant les montants des prêts douteux (néant en 2000, 79 millions de dollars en 1999, 98 millions en 1998, 93 millions en 1997, 108 millions en 1996, 360 millions en 1995).

c) Les radiations d'engagements de PED désignés comprennent les pertes matérialisées à la vente d'éléments d'actif productifs qui ont été imputées directement à la réserve (45 millions de dollars en 2000, néant en 1999, néant en 1998, 3 millions en 1997, 109 millions en 1996, 115 millions en 1995).

d) Comprend un gain non matérialisé sur les prêts aux PED.

e) Les gains et pertes non matérialisés peuvent être compensés par des positions structurelles et par des contrats de couverture.

f) L'investissement dans 724 Solutions Inc. est un moyen d'établir une alliance stratégique afin d'améliorer notre façon de fournir des services à nos clients. Les avantages que retire la Banque de cette alliance comprennent notamment l'accès aux circuits technologiques nécessaires pour fournir des services financiers par voie électronique.

g) Exclut les pertes non matérialisées provenant de la conversion du montant net des investissements en devises dans des établissements à l'étranger.

n.d. – non disponible

Tableau 16 Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre				2000	1999
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan					
Encaisse	18 508		0-20	3 511	4 609
Valeurs mobilières	46 463		0-100	8 596	9 918
Prêts hypothécaires	43 164		0-100	12 570	12 791
Autres prêts et acceptations	99 283		0-100	71 247	67 160
Éléments d'actif divers	25 978		0-100	8 842	6 490
Total des éléments inscrits au bilan	233 396			104 766	100 968
Éléments hors bilan					
Cautionnements bancaires et garanties contractuelles	11 810	8 320	0-100	8 320	8 515
Prêts de titres	1 616	156	0-100	156	977
Crédits documentaires	698	113	0-100	113	115
Crédits fermes					
Terme initial d'un an ou moins	76 353	0	0	0	0
Terme initial supérieur à un an	29 766	11 533	0-100	11 533	15 677
Instrument financiers dérivés	1 402 541	14 500	0-50	4 817	3 990
Émission d'effets et facilités renouvelables de prise ferme			0-50		0
Total des éléments hors bilan	1 522 784			24 939	29 274
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				129 705	130 242
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				4 655	6 722
Actif pondéré en fonction des risques				134 360	136 964
Actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				139 865	142 955

Tableau 17 Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
En dollars canadiens										
Dépôts à d'autres banques	1 814	843	1 080	3 110	2 839	3 002	2 790	1 762	1 394	1 762
Autres éléments d'encaisse	782	817	745	702	631	17	651	734	967	1 494
Valeurs mobilières	20 846	15 942	17 216	22 442	22 651	21 245	16 915	16 436	15 251	11 725
Total en dollars canadiens	23 442	17 602	19 041	26 254	26 121	24 264	20 356	18 932	17 612	14 981
En dollars américains et autres devises										
Dépôts à d'autres banques	15 125	21 279	16 334	26 946	18 606	16 418	11 029	8 476	8 120	9 327
Autres éléments d'encaisse	787	1 097	1 571	1 487	2 111	880	189	1 109	807	1 024
Valeurs mobilières	25 617	27 331	26 249	19 347	13 958	11 774	9 620	6 892	7 330	6 137
Total en dollars américains et autres devises	41 529	49 707	44 154	47 780	34 675	29 072	20 838	16 477	16 257	16 488
Total des liquidités	64 971	67 309	63 195	74 034	60 796	53 336	41 194	35 409	33 869	31 469
Total des liquidités en pourcentage du total de l'actif	27,8	29,2	28,4	35,6	35,8	35,1	29,8	30,3	31,1	31,9
Éléments d'actif donnés en garantie inclus dans le total des liquidités	33 447	39 872	41 437	36 594	31 959	24 473	24 733	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 18 État des résultats exclusion faite des éléments exceptionnels (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Revenu net d'intérêts (BIC) a)	4 338	4 417	4 152	4 186	3 711
Autres revenus	4 100	3 539	3 118	2 981	2 516
Total des revenus	8 438	7 956	7 270	7 167	6 227
Provision pour créances irrécouvrables	400	320	130	275	225
Frais autres que d'intérêts	5 301	5 147	4 785	4 492	3 890
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écart d'acquisition	2 737	2 489	2 355	2 400	2 112
Impôts sur le revenu (TEB)	997	948	938	986	875
Intérêts minoritaires dans des filiales	19	21	25	25	20
Amortissement de l'écart d'acquisition déduction faite de l'impôt applicable	49	43	42	41	35
Revenu net	1 672	1 477	1 350	1 348	1 182
Taux de croissance annuel (%)	13,1	9,5	0,2	14,1	15,8

Tient compte des résultats d'exploitation exclusion faite des éléments exceptionnels présentés dans le tableau 19 de la page 82.

a) Pour une définition du rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC), voir le Glossaire de termes financiers, à la page 88.

n.d. – non disponible

Tableau 19 Éléments exceptionnels (en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996
Autres revenus					
Gain à la vente du service international de garde de titres	0	27	0	0	0
Dévaluation du portefeuille de titres de placement en difficulté	0	(55)	0	0	0
Gain à la vente de Partners First, une société américaine émettrice de cartes de crédit	112	0	0	0	0
Gain à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux États-Unis	74	0	0	0	0
Gain à la vente de succursales	40	0	0	0	0
	226	(28)	0	0	0
Provision pour créances irrécouvrables					
Contrepassation de la provision pour créances irrécouvrables à la vente de titres de PED	(42)	0	0	0	0
	(42)	0	0	0	0
Frais autres que d'intérêts					
Charge découlant des dispositions législatives sur l'évaluation des primes relatives aux dépôts assurés par le Savings Association Insurance Fund	0	0	0	0	23
Charge représentant l'amortissement accéléré relatif aux changements technologiques et les coûts associés à l'amélioration de l'efficacité de notre processus d'octroi de crédit	0	0	0	75	0
Frais de restructuration	0	141	0	0	0
Contrepassation des frais de restructuration de 1999	(43)	0	0	0	0
	(43)	141	0	75	23
Incidence nette des éléments exceptionnels	311	(169)	0	(75)	(23)
Impôts sur le revenu	126	(74)	0	(32)	(9)
Total des éléments exceptionnels	185	(95)	0	(43)	(14)

Au cours des exercices 1996 à 2000, les résultats d'exploitation de la Banque comprenaient un certain nombre d'éléments exceptionnels. Les éléments exceptionnels sont généralement peu fréquents,

importants et quantifiables. Ces éléments sont inhabituels puisqu'ils ne sont pas considérés comme faisant partie des activités courantes de la Banque et qu'ils ne sont pas présumés se reproduire dans un avenir rapproché.

Tableau 20 Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2000		1999		1998	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêt	5 909	3,76	3 987	3,84	3 753	3,98
Dépôts à vue non productifs d'intérêt	6 621	0,00	5 837	0,00	5 342	0,00
Payables sur avis	27 391	2,86	23 725	1,88	22 855	1,82
Payables à date fixe	51 217	5,09	48 137	4,76	53 843	4,97
Total des dépôts domiciliés au Canada	91 138		81 686	3,54	85 793	3,78
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	12 310	4,08	12 560	3,37	13 354	3,70
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	32 496	6,43	32 381	6,14	27 211	7,67
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	23 500	5,09	24 034	4,27	26 776	5,35
Total des dépôts moyens	159 444	4,66	150 661	4,20	153 134	4,74

Aux 31 octobre 2000, 1999 et 1998, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 9 148 millions, 9 934 millions et 11 241 millions de dollars respectivement. Aux 31 octobre 2000, 1999 et 1998, le total des dépôts payables sur avis comprenait 18 597 millions, 14 262 millions et 12 840 millions respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés

comme dépôts à vue selon les normes de présentation des États-Unis. Aux 31 octobre 2000, 1999 et 1998, le total des dépôts payables à date fixe comprenait 27 041 millions, 26 632 millions et 33 738 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et d'effets de commerce émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Tableau 21 Données financières trimestrielles (en millions de dollars)

à la date indiquée, ou pour le trimestre terminé à cette date	31 octobre 2000	31 juillet 2000	30 avril 2000	31 janvier 2000	31 octobre* 1999	31 juillet* 1999	30 avril* 1999	31 janvier* 1999
État des résultats								
Total du revenu d'intérêts	3 700	3 632	3 590	3 381	3 270	3 232	3 192	3 480
Total des frais d'intérêts	2 652	2 575	2 541	2 331	2 179	2 174	2 115	2 427
Revenu net d'intérêts	1 048	1 057	1 049	1 050	1 091	1 058	1 077	1 053
Provision pour créances irrécouvrables (PCI)	58	100	100	100	80	80	80	80
Revenu net d'intérêts après PCI	990	957	949	950	1 011	978	997	973
Autres revenus	1 079	1 005	1 200	1 042	884	933	849	845
Frais autres que d'intérêts	1 330	1 326	1 348	1 254	1 501	1 284	1 271	1 232
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu	739	636	801	738	394	627	575	586
Provision pour impôts sur le revenu	235	219	287	248	120	213	196	207
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et écart d'acquisition	504	417	514	490	274	414	379	379
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	6	4	5	4	4	5	5	7
Revenu avant écart d'acquisition	498	413	509	486	270	409	374	372
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite de l'impôt applicable	13	12	12	12	12	11	10	10
Revenu net a)	485	401	497	474	258	398	364	362
Rajustement sur une base d'imposition comparable b)	35	33	35	31	33	34	35	36
Total des revenus (BIC)	2 162	2 095	2 284	2 123	2 008	2 025	1 961	1 934

*Données retraitées pour tenir compte des changements apportés à la présentation.

a) Voir la note m) de la page 83.

b) Pour une définition du rajustement sur une base d'imposition comparable (BIC), voir le Glossaire de termes financiers, à la page 88.

Tableau 22 Suffisance du capital (en millions de dollars sauf indication contraire)

au 31 octobre	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Selon les normes canadiennes										
Capital de première catégorie – Avoir des actionnaires ordinaires	10 260	9 313	8 650	7 629	6 729	6 174	5 678	4 834	4 332	3 832
Actions privilégiées non cumulatives	1 681	1 668	1 958	1 274	857	858	860	852	832	450
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	20	27	40	80	101	121	144	66	72	42
Écart d'acquisition	(447)	(430)	(494)	(521)	(557)	(411)	(450)	(159)	(176)	(105)
Capital de première catégorie	11 864	10 578	10 154	8 462	7 130	6 742	6 232	5 593	5 060	4 219
Capital de deuxième catégorie – Actions privilégiées cumulatives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	268
Titres de dette subordonnée	4 550	4 522	4 670	3 582	3 179	2 268	1 999	2 248	1 650	1 493
Réserve générale pour créances irrécouvrables a)	1 007	970	873	775	0	0	0	0	0	0
Capital de deuxième catégorie	5 557	5 492	5 543	4 357	3 179	2 268	1 999	2 248	1 650	1 761
Moins : Protection de premier niveau	511	315	323	113	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Investissement dans des filiales non consolidées et autres investissements importants	821	1 010	858	697	625	0	0	0	28	28
Capital total	16 089	14 745	14 516	12 009	9 684	9 010	8 231	7 841	6 682	5 952
Actif pondéré en fonction des risques	134 360	136 964	139 782	124 348	106 267	96 075	86 589	76 074	74 964	67 490
Ratios du capital pondéré en fonction des risques (%)										
Première catégorie	8,83	7,72	7,26	6,80	6,71	7,02	7,20	7,35	6,75	6,25
Total*	11,97	10,77	10,38	9,66	9,11	9,38	9,51	10,31	8,91	8,82
Première catégorie, selon les normes américaines	8,47	7,42	6,95	6,35	6,26	6,82	6,91	7,13	s.o.	s.o.
Total, selon les normes américaines*	12,50	11,34	10,86	9,92	9,81	9,97	10,07	11,14	s.o.	s.o.
Ratio de l'actif au capital	14,8	16,3	16,0	18,0	19,0	17,6	17,7	15,6	s.o.	s.o.
Ratio des capitaux propres à l'actif (%)	5,4	4,9	5,0	4,4	4,6	4,7	4,8	4,9	4,8	4,7

* Le ratio du capital total et le capital de deuxième catégorie au 31 octobre 1996 tiennent compte des 300 millions de dollars de débiteures subordonnées émises le 1^{er} novembre 1996. Si l'on exclut cette émission, le ratio du capital total serait de 8,83 %, et de 9,53 % selon les normes américaines.

a) Incluant la réserve générale approuvée par le BSIF à compter de 1997. Le BSIF a approuvé l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou 0,75 % de l'actif pondéré en fonction des risques (1998 et 1997 : 0,625 %).

s.o. – sans objet

Tableau 23 Mesures financières trimestrielles

à la date indiquée ou pour le trimestre terminé à cette date	31 octobre 2000	31 juillet 2000	30 avril 2000	31 janvier 2000	31 octobre 1999	31 juillet 1999	30 avril 1999	31 janvier 1999
Renseignements sur les actions ordinaires (en dollars)								
Dividende déclaré par action ordinaire	0,50	0,50	0,50	0,50	0,47	0,47	0,47	0,47
Bénéfice par action (BPA) avant écart d'acquisition								
Bénéfice par action en circulation	1,80	1,46	1,81	1,72	0,91	1,42	1,30	1,29
BPA dilué	1,79	1,45	1,79	1,71	0,90	1,41	1,29	1,28
Bénéfice par action (BPA)								
Bénéfice par action en circulation m)	1,76	1,41	1,76	1,68	0,87	1,38	1,26	1,25
BPA dilué m)	1,75	1,40	1,75	1,66	0,86	1,37	1,25	1,24
BPA avant amortissement	1,83	1,49	1,83	1,74	0,93	1,44	1,32	1,32
Valeur comptable d'une action ordinaire	39,27	37,74	37,45	35,77	34,87	34,91	33,53	33,09
Cours – Haut	71,600	65,700	56,800	58,000	56,700	61,300	69,000	69,600
Bas	59,800	53,250	43,150	42,000	49,350	52,550	60,300	55,800
Clôture	70,500	63,750	53,750	48,150	56,650	54,900	60,800	66,750
Principales mesures financières (%)								
Rendement total de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans a)	22,9	21,5	18,2	17,5	22,0	22,6	23,4	21,6
Croissance du bénéfice dilué par action b)	103,5	2,2	40,0	33,9	13,2	4,6	(5,3)	(2,4)
Croissance du bénéfice par action en circulation avant amortissement c)	96,8	3,5	38,6	31,8	13,4	2,9	(5,7)	(2,9)
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires d)	18,4	15,0	19,8	19,0	9,8	16,2	15,5	15,1
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires avant amortissement e)	19,3	15,7	20,6	19,8	10,5	16,9	16,3	15,9
Croissance du profit économique net f)	2 928,0	(15,7)	70,1	54,9	(131,2)	(3,0)	(19,8)	(13,8)
Croissance des revenus	7,7	3,4	16,5	9,8	24,2	5,8	2,7	5,6
Ratio des frais aux revenus g)	61,5	63,2	59,1	59,0	74,8	63,4	64,8	63,7
PCI en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations h)	0,25	0,28	0,28	0,28	0,23	0,22	0,23	0,22
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables i)	10,51	9,83	8,71	8,89	8,53	8,56	8,36	7,28
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif j)	27,8	29,1	30,1	29,9	29,2	28,6	28,3	28,6
Ratio du capital de première catégorie k)	8,83	8,49	8,06	7,84	7,72	7,87	7,73	7,41
Cote de crédit l)	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-

- a) Rendement annuel composé sur cinq ans d'une action ordinaire acquise en début de période, comprenant le réinvestissement des dividendes.
- b) Variation en pourcentage du bénéfice dilué par action du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- c) Variation en pourcentage du bénéfice par action avant amortissement du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- d) Revenu net annualisé sur une base trimestrielle après versement des dividendes aux actionnaires privilégiés divisé par l'avoir moyen des actionnaires ordinaires, soit le capital-actions ordinaire et les bénéfices non répartis.
- e) Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires selon les états financiers, après rajustement pour tenir compte de l'effet après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition hors caisse et des éléments d'actif incorporels. L'avoir des actionnaires n'est pas l'objet d'un redressement pour exclure l'écart d'acquisition hors caisse et les autres éléments d'actif incorporel.
- f) Variation du pourcentage du profit économique net du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- g) Frais autres que d'intérêts divisés par le total des revenus (BIC).

- h) Provision annuelle pour créances irrécouvrables divisée par le solde moyen net des prêts et acceptations.
- i) Solde brut des prêts douteux divisé par le total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables.
- j) Total de l'encaisse et des valeurs mobilières divisé par le total de l'actif.
- k) Capital de première catégorie divisé par l'actif pondéré en fonction des risques selon les critères établis par le Surintendant des institutions financières du Canada.
- l) Cote composite – Moody's et Standard & Poor's.
- m) Le 16 juillet 1999, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a émis pour application prospective un abrégé établissant les normes relatives à la comptabilisation des coûts des opérations structurelles, y compris les fusions projetées. Si les normes établies dans l'abrégé avaient été appliquées rétroactivement aux coûts de la fusion projetée avec la Banque Royale, qui avaient été imputés aux bénéfices non répartis, le revenu net aurait été réduit de 25 millions de dollars, ce qui l'aurait ramené à 337 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 1999 et à 1 357 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999. Le bénéfice par action aurait alors été réduit de 0,09 \$; pour le trimestre terminé le 31 janvier 1999, le bénéfice par action en circulation aurait donc été de 1,16 \$ et le bénéfice dilué par action de 1,15 \$, et pour l'exercice terminé le 31 octobre 1999, le bénéfice par action en circulation aurait été de 4,67 \$ et le bénéfice dilué par action de 4,63 \$.

De l'avis de la direction de la Banque, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tout redressement nécessaire à la présentation fidèle de cette information. De tels redressements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers figurant sur les rapports intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu; ces ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

Régie d'entreprise

La régie d'entreprise est une discipline qui évolue rapidement. À la Banque de Montréal, nous veillons à examiner, à évaluer et à modifier régulièrement nos pratiques en la matière afin de maintenir leur efficacité. Aussi la Banque est-elle depuis dix ans l'un des meneurs en ce qui concerne la rigueur des normes de régie d'entreprise. Toutes ces normes sont conformes, et dans bien des cas supérieures, à celles qui sont énoncées dans les lignes directrices émises par la Bourse de Toronto en 1995.

Les débuts de notre programme de régie remontent à 1991, année où le Conseil d'administration publiait son rapport intitulé *Shaping the Board of Directors for the Future*. À cette époque, nous avons pris conscience que le Conseil d'administration de la Banque devait se faire plus engagé et plus réceptif devant l'insatisfaction grandissante du

public concernant certaines pratiques des institutions financières, ainsi que devant les pressions exercées par le public et les actionnaires pour que les membres des conseils d'administration rendent davantage compte de leurs activités.

La Banque de Montréal est fière de ses pratiques en matière de régie d'entreprise, qui lui ont valu ces trois dernières années le prix d'excellence pour la présentation de l'information en matière de gouvernement d'entreprise, décerné par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et le *National Post*. Les pratiques de la Banque parlent d'elles-mêmes.

Responsabilité de gérance du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration veille à la direction ou à la supervision de la direction des activités et des affaires de la Banque, responsabilités dont il s'acquitte soit directement, soit par l'entremise de ses différents comités. Parmi les nombreuses tâches qui lui incombent, le Conseil doit notamment choisir et évaluer le chef de la direction, déterminer sa rémunération et, s'il y a lieu, assurer sa relève; approuver les plans et les objectifs stratégiques; approuver les décisions importantes et les plans d'affaires; offrir avis et conseils au chef de la direction; nommer les administrateurs et évaluer son propre rendement; veiller à ce que la Banque respecte les règles d'éthique et les lois et assume sa responsabilité sociale; et enfin, évaluer la situation et les résultats financiers de la Banque. Voici quelques-unes des activités clés du Conseil :

- Suivre une séance annuelle de formation d'une journée, qui permet aux administrateurs de se familiariser davantage avec les priorités de la Banque en matière de planification et de fournir une rétroaction constructive à la direction.
- S'assurer, par l'entremise de son Comité d'évaluation des risques, que le cadre de gestion des risques mis en place par la Banque fait appel à une approche prudente et professionnelle.
- Veiller à l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de gestion de la Banque par l'entremise de trois comités du Conseil : le Comité de vérification, le Comité de révision et le Comité d'évaluation des risques.
- Assurer la planification de la relève des membres de la haute direction, y compris celle du chef de la direction, par l'intermédiaire du Comité des ressources humaines et de la rémunération des cadres du Conseil. Cette planification est établie en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs prédéterminés.
- Veiller à ce que soit respecté l'engagement d'assurer un traitement équitable à tous les actionnaires, quelle que soit la taille de leur portefeuille.

Efficacité et indépendance du Conseil d'administration

- En 2000, 17 des 18 administrateurs étaient «non apparentés» en vertu de la *Loi sur les banques*, dont la définition sur les liens est plus restrictive que celle des lignes directrices énoncées par la Bourse de Toronto. Seul le président du conseil et chef de la direction de la Banque est apparenté. En 2001, le Conseil sera réduit par attrition à 15 administrateurs, nombre jugé amplement suffisant pour assurer une prise de décision efficace et former les comités du Conseil.
- Le Comité de régie d'entreprise a la responsabilité de faire des recommandations sur le nombre de membres et la composition du Conseil, sur les candidats aptes à devenir administrateurs, sur la planification de la relève des membres, ainsi que sur la structure et la composition des comités. Il agit aussi comme comité de candidature. En outre, le Comité élabore, met en œuvre, révisé et améliore les méthodes de régie d'entreprise de la Banque, et est chargé d'évaluer les propositions soumises à la Banque par les actionnaires et de déterminer si elles doivent ou non être intégrées à la circulaire de sollicitation de procurations. Le Comité de régie d'entreprise joue également un rôle clé dans la formulation des réponses aux propositions des actionnaires.
- Le président du Comité de régie d'entreprise agit à titre d'administrateur principal et préside les délibérations, en l'absence de la direction, qui ont lieu à chaque réunion du Conseil.
- Les nouveaux administrateurs bénéficient d'un programme complet d'orientation.
- Tous les comités du Conseil sont composés exclusivement d'administrateurs externes, à l'exception du Comité de direction et du Comité d'évaluation des risques, dont le président du conseil et chef de la direction fait partie. Tous les détails concernant les responsabilités des comités du Conseil sont exposés dans la circulaire de sollicitation de procurations. Les mandats des comités sont révisés au moins une fois l'an pour assurer qu'ils sont conformes aux pratiques en vigueur. Plus particulièrement, le Comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs externes (conformément à la *Loi sur les banques*), se réunit régulièrement avec les vérificateurs nommés par les actionnaires, ainsi qu'avec les représentants du Bureau du surintendant des institutions financières. Sa mission consiste, entre autres choses, à assurer la surveillance des rapports de gestion concernant le contrôle interne.
- Un administrateur peut, lorsque les circonstances le justifient, engager un conseiller externe aux frais de la Banque. Sous la direction de leur président, les comités du Conseil peuvent aussi engager des conseillers indépendants au besoin.
- Les lignes directrices sur les fonctions et responsabilités du Conseil, mises à jour au moins une fois l'an, font une nette distinction entre les questions qui doivent préalablement être soumises au Conseil et celles qui sont du ressort de la direction et doivent être signalées au Conseil après le fait.

Responsabilités et rémunération des administrateurs

- Depuis 1991, l'efficacité de la régie d'entreprise assurée par le Conseil fait l'objet d'une évaluation annuelle. Les résultats du sondage sont compilés par des experts-conseils externes. De plus, un autre sondage a été lancé cette année pour évaluer l'efficacité de chacun des comités du Conseil.
- Un sondage faisant appel à la rétroaction des pairs, dont la compilation des résultats est confiée à des experts-conseils externes, est également mené chaque année auprès des membres du Conseil depuis 1997. Ce sondage évalue le rendement de chacun des administrateurs à l'égard des critères énoncés dans la liste des attentes à l'endroit des administrateurs.
- Une définition de tâches exhaustive a été élaborée pour les fonctions de président du conseil et de chef de la direction; chaque année, le Conseil approuve les objectifs applicables au chef de la direction. Le Comité de régie d'entreprise évalue une fois par année le rendement du président du conseil et chef de la direction dans son rôle de président du conseil, alors que le Comité des ressources humaines et de la rémunération des cadres se charge d'évaluer son rendement à titre de chef de la direction.
- Chaque année, la rémunération des administrateurs est établie en fonction de la rémunération du groupe de référence de la Banque. Pour mieux faire coïncider la rémunération des administrateurs avec les intérêts des actionnaires, chaque administrateur doit toucher au moins 50 % de ses jetons de présence sous forme d'actions ou de droits différés à la plus-value d'actions de la Banque. Les administrateurs ont également la possibilité de recevoir la totalité de leur rémunération sous forme d'actions ou de droits différés à la plus-value d'actions.
- Le Conseil a adopté un ensemble de règles concernant les exigences d'assiduité, l'âge de la retraite obligatoire et la démission (qui est ensuite approuvée ou rejetée par le Conseil) en cas de changement de l'activité professionnelle principale d'un administrateur. De plus, le Conseil ne peut compter plus de deux dirigeants de la Banque parmi ses membres.

Conseil d'administration et haute direction

Membres du Conseil

F. Anthony Comper
Président du conseil
et chef de la direction

Stephen E. Bachand
Ponte Vedra Beach,
Floride, É.-U.
Administrateur

David R. Beatty, O.B.E.
Toronto, Ontario
Président du conseil
et chef de la direction
Beatinvest Limited

Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D.
Vancouver,
Colombie-Britannique
Président du conseil
Canfor Corporation

Robert Chevrier, C.A.
Montréal, Québec
Président du conseil
et chef de la direction
Rexel Canada Inc.

John F. Fraser, O.C., LL.D.
Winnipeg, Manitoba
Président du conseil
Air Canada

David A. Galloway
Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Torstar Corporation

Eva Lee Kwok
Vancouver,
Colombie-Britannique
Présidente du conseil
et chef de la direction
Amara International
Investment Corp.

J. Blair MacAulay
Oakville, Ontario
Conseiller
Fraser Milner Casgrain
Toronto

**L'honorable
Frank McKenna, C.P.**
Cap Pelé, Nouveau-Brunswick
Conseiller
McInnes Cooper
Moncton

Robert H. McKercher, C.R.
Saskatoon, Saskatchewan
Avocat-conseil
McKercher McKercher
& Whitmore

Bruce H. Mitchell
Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Permian Industries Limited

Philip S. Orsino, F.C.A.
Caledon, Ontario
Président et
chef de la direction
Premdor Inc., Mississauga

J. Robert S. Prichard, O.C.
Toronto, Ontario
Professeur, Faculty of Law
et président honoraire
University of Toronto

Jeremy H. Reitman
Montréal, Québec
Président
Reitmans (Canada) Limitée

Joseph L. Rotman, O.C., LL.D.
Toronto, Ontario
Président-directeur
Clairvest Group Inc.

Guylaine Saucier, C.M., F.C.A.
Montréal, Québec
Présidente du conseil
Société Radio-Canada

Nancy C. Southern
Calgary, Alberta
Présidente du conseil déléguée
et chef de la direction
ATCO Ltd. et
Canadian Utilities Limited

Membres honoraires du Conseil

Charles F. Baird
Bethesda, Maryland, É.-U.

Ralph M. Barford
Toronto, Ontario

Matthew W. Barrett, O.C., LL.D.
Londres, Angleterre

Claire P. Bertrand
Montréal, Québec

**L'honorable
Sidney L. Buckwold, O.C.**
Saskatoon, Saskatchewan

Frederick S. Burbidge, O.C.
Frelighsburg, Québec

Pierre Côté, C.M.
Québec, Québec

C. William Daniel, O.C., LL.D.
Toronto, Ontario

Nathanael V. Davis
Osterville, Massachusetts,
É.-U.

Graham R. Dawson
Vancouver,
Colombie-Britannique

Louis A. Desrochers, C.M., C.R.
Edmonton, Alberta

John H. Devlin
Toronto, Ontario

A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.L.
Vancouver,
Colombie-Britannique

Thomas M. Galt
Toronto, Ontario

J. Peter Gordon, O.C.
Mississauga, Ontario

John H. Hale
Londres, Angleterre

G. Arnold Hart, M.B.E., C.M.
Mountain, Ontario

Donald S. Harvie, O.C.
Calgary, Alberta

Richard M. Ivey, C.C., C.R.
London, Ontario

Sénatrice Betty Kennedy,
O.C., LL.D.
Milton, Ontario

David Kinnear
Toronto, Ontario

Ronald N. Mannix
Calgary, Alberta

Eric H. Molson
Montréal, Québec

**L'honorable
Hartland de M. Molson,**
O.C., O.B.E.
Montréal, Québec

William D. Mulholland, LL.D.
Georgetown, Ontario

Jerry E.A. Nickerson
North Sydney,
Nouvelle-Écosse

Lucien G. Rolland, O.C.
Montréal, Québec

Mary Alice Stuart,
C.M., O.ONT., LL.D.
Toronto, Ontario

Lorne C. Webster
Montréal, Québec

Membres du Conseil de gestion

F. Anthony Comper*
Président du conseil
et chef de la direction

Yvan J.P. Bourdeau*
Président et
chef de l'exploitation
BMO Nesbitt Burns
Groupe Services d'investissement

Ronald H. Call*
Premier vice-président
Planification
Bureau de gestion stratégique

Barry M. Cooper
Président du conseil
et chef de la direction
Jones Heward Conseils
en Placements Inc.
Groupe Gestion privée

Sherry S. Cooper
Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Ellen M. Costello
Première directrice générale
Titrisation et crédit
Gestion de placements
Groupe Services d'investissement

Lloyd F. Darlington*
Président et
chef de la direction
Emfisys et
chef des Affaires électroniques

William A. Downe*
Vice-président du conseil
Groupe Gestion privée
Président du Conseil délégué
BMO Nesbitt Burns

Angela Ferrante
Première vice-présidente
Communications

Barry K. Gilmour
Chef d'entité délégué et
chef de l'exploitation, Emfisys
Emfisys et Affaires électroniques

Maurice A.D. Hudon
Président
Produits financiers personnels
Groupe Particuliers et entreprises

David R. Hyma
Premier directeur général
Marchés financiers
Groupe Services d'investissement

Marnie J. Kinsley
Vice-présidente à la direction
Affaires électroniques
Emfisys et Affaires électroniques

Louis F. Lanwermeier
Vice-président à la direction
Marketing et mise au point
de produits
Harris Bank

Kathryn M. Lisson
Vice-présidente à la direction
Planification et stratégie
Technologie de l'information
Emfisys et Affaires électroniques

Edward W. Lyman
Vice-président du conseil
Harris Bank

Neil R. Macmillan
Premier directeur général
Gestion de portefeuille d'actif
et chef du crédit
Groupe Services d'investissement

Karen E. Maidment*
Vice-présidente à la direction
et chef des Finances

Michel G. Maila
Vice-président à la direction
Gestion des risques

Dean G. Manjuris
Président et directeur général
Direction de la Gestion privée
Groupe Gestion privée

Robert L. McGlashan
Vice-président à la direction
Moyennes entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Alan G. McNally*
Vice-président du conseil
Président du conseil
et chef de la direction
Harris Bank

L. Jacques Ménard
Président, Groupe
de sociétés de la Banque
de Montréal, Québec
Président du Conseil délégué
BMO Nesbitt Burns
Groupe Services d'investissement

Thomas V. Milroy
Premier directeur général
Chef du secteur
Investissements et
services aux grandes entreprises
Groupe Services d'investissement

Kathleen M. O'Neill
Vice-présidente à la direction
BMO mbanx Direct et
Gestion de l'offre clientèle
Services aux particuliers
et entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Timothy J. O'Neill
Vice-président à la direction
et économiste en chef

R. Jeffrey Orr*
Vice-président du conseil
Groupe Services d'investissement
Président du Conseil
et chef de la direction
BMO Nesbitt Burns

Gilles G. Ouellette*
Président et
chef de l'exploitation
Groupe Gestion privée
Président du Conseil délégué
BMO Nesbitt Burns

Rose M. Patten*
Vice-présidente à la direction
Bureau de gestion stratégique

Robert W. Pearce
Président
Services aux particuliers
et aux entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Pamela J. Robertson
Vice-présidente à la direction
Direction de l'Ontario
Services aux particuliers
et entreprises
Groupe Particuliers et entreprises

Ronald G. Rogers*
Vice-président du conseil
Groupe Particuliers et entreprises

Deanna Rosenswig
Vice-présidente à la direction
Services financiers
électroniques aux entreprises
Emfisys et Affaires électroniques

Colin D. Smith
Vice-président à la direction
et chef du crédit
Groupe Particuliers et entreprises

Penelope F. Somerville
Vice-présidente à la direction
et trésorière

Frank J. Techar
Vice-président à la direction
Marché de la PME
Groupe Particuliers et entreprises

William E. Thonn
Vice-président à la direction
Harris Bank
Groupe Gestion privée

Eric C. Tripp
Premier directeur général
Opérations sur actions
Groupe Services d'investissement

Robert B. Wells
Vice-président à la direction

*Membre du Comité directeur du Conseil de gestion

Autres membres

Christopher B. Begy
Premier vice-président
et contrôleur

Dereck M. Jones
Premier vice-président
et conseiller général

Johanne M. Totta
Première vice-présidente
et vérificatrice en chef

Velma J. Jones
Vice-présidente et secrétaire

Janine M. Mulhall
Vice-présidente et
comptable en chef

Sommaire à l'intention des actionnaires

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2000

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2000	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	70,50 \$	71,60 \$	42,00 \$	206,2 millions
New York	BMO	46,38 \$ US	47,81 \$ US	29,13 \$ US	3,5 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2000	2000	1999	1998	1997	1996
Actions ordinaires	BMO	261 291 947	2,00 \$	1,88 \$	1,76 \$	1,64 \$	1,48 \$
Actions privilégiées, catégorie A							
Série 4 a)		–	– \$	1,87 \$	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Série 5 b)		–	– \$	522,26 \$	19 062,50 \$	19 062,50 \$	19 062,50 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 1	BMO E	10 000 000	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Série 2	BMO U	10 000 000	1,6876 \$ US	1,6876 \$ US	1,6876 \$ US	1,6876 \$ US	1,6876 \$ US
Série 3	BMO F	16 000 000	1,3875 \$	1,3875 \$	1,3875 \$	0,93145 \$	–
Série 4 c)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	0,8966 \$	–	–
Série 5 c)	BMO H	8 000 000	1,3250 \$	1,3250 \$	0,99 \$	–	–
Série 6 c)	BMO I	10 000 000	1,1875 \$	1,1875 \$	0,626019 \$	–	–

- a) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 4 ont été rachetées le 24 septembre 1999.
 b) Les actions privilégiées de catégorie A de la série 5 ont été rachetées le 5 décembre 1998.
 c) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6 en mai 1998.

Dates relatives aux dividendes de l'an 2001

Actions ordinaires et privilégiées – Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
2 février	26 février	27 février
4 mai	25 mai	30 mai
3 août	27 août	30 août
2 novembre	26 novembre	29 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

Marché des titres de la Banque

Les actions ordinaires de la Banque sont cotées aux bourses de Toronto et de New York, de même qu'à The International Stock Exchange of the United Kingdom and the Republic of Ireland Limited, à Londres. Les actions privilégiées de la Banque sont cotées à la Bourse de Toronto.

Restrictions relatives à la détention d'actions en vertu de la Loi sur les banques

Il est interdit à toute administration publique, canadienne ou étrangère, d'acheter des actions de la Banque, et à toute personne ou association de personnes d'être titulaire de plus de 10 % des actions de l'une ou l'autre catégorie.

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Banque de Montréal, qui compte des bureaux de transfert à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts

et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Société de fiducie Banque de Montréal et la Harris Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double des documents de la Banque sont priés de communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, au 1 800 332-0095 (Canada et États-Unis) ou au (514) 877-2500, ou par écrit à l'adresse suivante : Société de fiducie Banque de Montréal, 129, rue Saint-Jacques, Niveau B Nord, Montréal (Québec) H2Y 1L6.

Pour toute autre question touchant les actionnaires,

veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : corp.secretary@bmo.com
 téléphone : (416) 867-6785
 télécopieur : (416) 867-6793.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de réinvestir les dividendes au comptant dans des actions ordinaires de la Banque sans commission ni frais de gestion. Il leur offre en outre la possibilité d'acheter au comptant d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Banque de Montréal et le Service des relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par téléphone (416) 867-6656 ou par télécopieur (416) 867-3367, ou visiter notre site Internet : www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant la Banque de Montréal et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez communiquer avec le groupe Communications, Bank of Montreal Tower, 55 Bloor Street West, 4th Floor, Toronto, Ontario M4W 3N5 ou visiter le site www.bmo.com. (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 27 février 2001, à 9 h 30 (heure normale du Pacifique), au Four Seasons Hotel, dans la ville de Vancouver, Colombie-Britannique, Canada.

Rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires

Des honoraires totalisant 29,7 millions de dollars ont été versés aux vérificateurs nommés par nos actionnaires et à leurs filiales. De cette somme, 23,5 millions de dollars avaient trait à des services autres que de vérification, notamment à des services de consultation en matière de conformité aux loi et règlements, de fiscalité, de gestion de projet et de questions générales.

Canada	1.3695	2.1021	1.0726	.01046
DCU	.82443	1.2686	.62254	.00632
France	1.4030	8.2926	6.0791	.04127
Germany	1.5795	2.4184	1.1648	.01283
Italy	2584.0	2431.4	1793.2	12.000
Japan	89.51	212.74	74.957	.7000
Netherlands	2.7684	2.7143	1.3327	.01203
Spain	138.83	288.87	88.438	.8940
Switzerland	1.3276	1.6177	.8970	.00632
UK	.8087	.8970	.8970	.00632
US	1.0708	1.0708	.8970	.00632

